TABLE NOMINATIVE

1948

A

ABBAS (FERHAT) [Constantine].

Dépôt législatif :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à réparer les torts matériels subis par les familles musulmanes et françaises lors des événements du 8 mai 1945 et les jours suivants en Algérie [2 juin 1948] (I. n° 252).

Interventions :

Ses observations sur un incident (vote des femmes dans les pays d'outre-mer) [22 juillet 1948] (p. 811).

S'excuse de son absence [12 février 1948] (p. 75). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 19 février 1948 (p. 112) ; à la séance du 21 avril 1948 (p. 311).

ABDESSELAM (MÉHANA) [Alger].

Est nommé membre : de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*) ; de la commission du règlement et de la comptabilité [8 décembre 1948] (p. 1081).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 30 mars 1935 dit « décret Régnier », applicable à l'Algérie [28 avril 1948] (I. n° 179) ; *proposition* invitant le Gouvernement à présenter un projet de loi modifiant l'article 12 de la loi du 27 octobre 1946 [16 novembre 1948] (I. n° 419) ; *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la demande d'avis, présentée par M. le Président du Conseil des Ministres, sur un projet de décret étendant au territoire du Cameroun certaines dispositions des textes relatifs à la mise sous séquestre des biens appartenant à des ennemis, neutres, Français ou apatrides, et à l'administration et à la liquidation de ces biens [12 février 1948] (I. n° 56) ; *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret du 4 décembre 1930 et amnistiant toutes les peines prononcées en application de ce décret [26 février 1948] (I. n° 92) ; *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la demande d'avis de M. le Président du Conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant adaptation aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine, de la loi du 18 mars 1946, tendant à permettre la conversion de certaines demandes de séparation de corps en demandes en divorce, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 11 août 1947 [29 juillet 1948] (I. n° 395) ; *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la demande d'avis de M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, tendant à rendre applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine les dispositions de l'acte dit loi du 22 septembre 1942, relatif aux effets du mariage quant aux droits et aux devoirs des époux, validé par l'ordonnance du 9 octobre 1945 [1er décembre 1948] (I. n° 445) ; *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur les demandes d'avis de M. le Président du Conseil des Ministres sur les projets de décret, présentés par M. le Ministre de la France d'outre-mer : 1° portant prorogation des dispositions du décret n° 47-2363 du 16 décembre 1947, instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement en Côte française des Somalis ; 2° prorogeant les dispositions du décret n° 47-2167 du 15 novembre 1947 portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en A. E. F. ; 3° maintenant en vigueur jusqu'au 1er juillet 1949 les dispositions du décret n° 47-2166 du 15 novembre 1947 portant prorogation en A. O. F. des conventions de location d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel [23 décembre 1948] (I. nos 483, 484, 485).

Interventions :

Participe, en qualité de vice-président de la commission de la justice, à la discussion des propositions concernant les **poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh.** — Demande de discussion d'urgence [5 février 1948] (p. 59). — Discussion générale [13 février 1948] (p. 103). — Participe, en qualité de président du troisième bureau, à la discussion sur la **validation des opérations électorales de la Guinée** (cas de M. Delmas). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission d'instruction* [6 février 1948] (p. 64). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret concernant le **séquestre des biens ennemis au Cameroun.** — Discussion générale [19 février 1948] (p. 116). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — *Amendement de M. Mignot* [27 février 1948] (p. 160). — *Amendement de M. Barbé* (p. 161) ; à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 187) ; à la discussion de la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à revenir sur sa décision créant la **circonscription indépendante du Mzab pour les élections à l'Assemblée algérienne.** — Demande de discussion d'urgence [4 mars 1948] (p. 199). — Discussion ; *explication de vote* [5 mars 1948] (p. 214). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (prix d'achat des arachides) [4 mars 1948] (p. 201). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la **proposition de résolution tendant à abroger le décret du 4 décembre 1930** (ordre public). — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 215). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la proposition tendant à **l'abrogation du décret du 30 mars 1935, dit « décret Régnier ».** — Demande de discussion d'urgence [28 avril 1948] (p. 331). — Discussion générale [29 avril 1948] (p. 347). — Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant à augmenter le **contingent des croix de la Légion d'honneur au titre du ministère de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 392) ; à la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 490) ; à la discussion de la proposition tendant à la **libération des emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 546). — Intervient dans la discussion de la proposition et des demandes

d'avis sur les propositions de loi concernant le **statut du fermage dans les départements d'outre-mer.** — *Ses observations sur un incident* [23 juin 1948] (p. 577). — Participe à la discussion d'une motion concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er juillet 1948] (p. 642). — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 666); à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [22 juillet 1948] (p. 801). — *Ses observations sur un incident* (p. 812). — Art. 4: *explication de vote* [23 juillet 1948] (p. 842); à la discussion de la proposition relative à l'**équipement agricole de l'Algérie.** — *Son amendement tendant à faire bénéficier les petits fellahs d'une priorité dans la distribution du matériel agricole et de facilités de payement* [30 juillet 1948] (p. 958). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (liberté de la presse et de réunion à Madagascar) [30 juillet 1948] (p. 963). — Participe à la discussion de la proposition de résolution concernant la **liberté de la presse et de réunion à Madagascar.** — *Explication de vote* [31 juillet 1948] (p. 970). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret relatif à la **conversion de certaines demandes de séparation de corps en demandes en divorce.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 997). — Est entendu, en qualité de président du troisième bureau, sur les **élections des conseillers de la Haute-Volta.** — *Demande le renvoi à une date ultérieure* [24 novembre 1948] (p. 1033). — Participe, en qualité de vice-président de la commission de la justice, au débat sur la demande de discussion d'urgence de quatre demandes d'avis sur des projets de décret concernant les **loyers en Nouvelle-Calédonie, à Madagascar et en A.O.F.** [24 novembre 1948] (p. 1033, 1034). — Participe, en qualité de vice-président de la commission de la justice, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant la **crise du logement à Madagascar.** — Discussion générale [25 novembre 1948] (p. 1044). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant les **effets du mariage quant aux droits et devoirs des époux.** — Discussion générale [8 décembre 1948] (p. 1064). — Est entendu, en qualité de président et rapporteur du troisième bureau, sur la validation des **opérations électorales dans les Etablissements français de l'Inde** [22 décembre 1948] (p. 1152). — Participe à la discussion de la proposition concernant les **accords commerciaux franco-italiens et franco-espagnols.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1174). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion des demandes d'avis sur les projets de décret concernant: 1° **la crise du logement en Côte française des Somalis;** 2° **les loyers des locaux d'habitation en A. E. F.;** 3° **les conventions de location d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel en A. O. F.** — Discussion générale [29 décembre 1948] (p. 1196). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant la **crise du logement à Dakar et à Rufisque.** — *Demande de discussion d'urgence* [29 décembre 1948] (p. 1198). — Discussion générale (*ibid.*). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (vérification des pouvoirs: Laos et Haute-Volta) [29 décembre 1948] (p. 1199). — Intervient à la suite du retrait de l'ordre du jour du dossier de **validation des représentants de la zone territoriale de l'Algérie, élus par l'Assemblée algérienne** [30 décembre 1948] (p. 1208, 1209). — Est entendu, en qualité de rapporteur du troisième bureau, sur la **validation de la désignation, par l'Etat associé du Laos, de M. Souvannavong Pheng** [30 décembre 1948] (p. 1208). — Participe à la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). — *Ses observations* [30 décembre 1948] (p. 1227). — *Amendement de M. Curabet* (p. 1228).

Obtient un congé [5 mars 1948] (p. 226). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 13 mai 1948 (p. 356). — Obtient un congé (*ibid.*).

ABELIN (PIERRE), **Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil.**

Est entendu sur la question des **rapports de l'Assemblée de l'Union française avec le Gouvernement** [29 janvier 1948] (p. 18).

AHMED KOTOKO (ALIFA) [Tchad].

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès des autorités administratives de l'A. E. F. pour le relèvement du prix d'achat du coton-graine aux planteurs africains dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui [5 février 1948] (I. n° 38); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès du gouvernement général de l'A. E. F. afin: 1° d'assurer d'une manière équitable la répartition des crédits « Plan »; 2° de tenir compte, dans l'examen du plan décennal du Tchad, de la situation particulière de ce territoire; 3° de considérer dans ses études la voie d'évacuation de la Benoué comme essentielle à la vie du Tchad [1er décembre 1948] (I. n° 444); *rapport*, fait au nom de la commission du plan, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès du Gouvernement général de l'A. E. F. afin: 1° d'assurer d'une manière équitable la répartition des crédits « Plan »; 2° de tenir compte, dans l'examen du plan décennal du Tchad, de la situation particulière de ce territoire; 3° de considérer dans ses études la voie d'évacuation de la Benoué comme essentielle à la vie du Tchad [22 décembre 1948] (I. n° 478).

Obtient un congé [17 mars 1948] (p. 268). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 21 avril 1948 (p. 311).

ALDUY (PAUL) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires extérieures (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à introduire la sécurité sociale en Algérie par la voie de la procédure d'urgence [13 janvier 1948] (I. n° 2); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître ses intentions au sujet des prochaines négociations franco-britanniques sur les échanges africains [12 février 1948] (I. n° 55); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir la revision des accords Blum-Byrnes et à encourager la production du film français dans la métropole et dans l'ensemble de l'Union française [17 mars 1948] (I. n° 161); *la retire* [1er décembre 1948] (p. 1052); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement de la République française à déposer sans délai un projet de loi organisant les services de la Présidence et du Haut Conseil de l'Union française [19 mai 1948] (I. n° 220); *proposition* tendant à obtenir du Gouvernement que l'Assemblée de l'Union française: 1° reçoive des informations sur les travaux de la commission consultative permanente franco-britannique pour les affaires togolaises; 2° soit consultée pour avis avant toute décision gouvernementale concernant ces affaires [23 juin 1948] (I. n° 309); *motion* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à adopter une proclamation solennelle par laquelle elle affirme sa volonté de ne pas accepter de voir mises en cause les hautes attributions qu'elle tient de la Constitution [30 juin 1948] (p. 636); *proposition de résolution* tendant à compléter l'article 72 du règlement [9 juillet 1948] (I. n° 353); *proposition* tendant à demander au Gouvernement d'inviter le haut commissaire de la République en A. O. F. à créer des communes de moyen exercice en Mauritanie [21 juillet 1948] (I. n° 370); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir le développement économique de la Mauritanie: 1° en développant les ressources existantes de l'élevage, de la cueillette, de l'agriculture et de la pêche; 2° en prospectant de manière efficace son sous-sol pour y rechercher les produits miniers; 3° en dotant la Mauritanie d'un débouché portuaire qui lui soit propre, vers lequel convergeraient les éléments d'un réseau routier amélioré [21 juillet 1948] (I. n° 371); *proposition* tendant à créer en Mauritanie un institut d'études musulmanes en vue de former des magistrats musulmans susceptibles d'appliquer la législation musulmane dans les territoires d'A. O. F. et d'A. E. F., conformément à l'esprit de la proposition n° 28 adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 10 juin 1948 [21 juillet 1948] (I. n° 372); *proposition* tendant à obtenir du Gouvernement que l'Assemblée de l'Union française: 1° reçoive une documentation officielle sur la création, l'organisation et la mise en train de la commission internationale dénommée « commission du Pacifique-Sud »; 2° soit tenue au courant des travaux de celle-ci, sur lesquels l'Assemblée peut avoir, selon son rôle, à donner des avis [28 juillet 1948] (I. n° 388); *proposition* tendant à réorganiser les catégories et à modifier la répartition des sièges entre les différentes catégories des chambres de commerce, d'agriculture ou d'industrie, en A. O. F., au Cameroun et au Togo [30 juillet 1948] (I. n° 401); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à créer un institut d'émission en A. O. F. pour succéder à la Banque de l'Afrique occidentale dont le privilège expire le 29 janvier 1949 [31 juillet 1948] (I. n° 405); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission provisoire destinée à jeter les fondements d'une politique du cinéma à l'échelle de l'Union française [1er décembre 1948] (I. n° 442); *proposi-*

tion de résolution tendant à inviter la commission de l'agriculture à désigner une mission chargée d'étudier en Afrique du Nord l'installation, le fonctionnement et le développement des S. A. R. (secteurs d'amélioration rurale), en vue de leur extension ultérieure en Afrique noire [16 décembre 1948] (I. n° 471); *proposition* tendant à obtenir du Gouvernement que, pour qu'elle puisse efficacement remplir son rôle constitutionnel, l'Assemblée de l'Union française soit: 1° officiellement informée de tout acte international en relation avec l'Union française; 2° officiellement tenue au courant des travaux des organismes internationaux, permanents ou périodiques, lorsque ces travaux sont du domaine de l'Union française [23 décembre 1948] (I. n° 487); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la demande d'avis de M. le Président du Conseil des Ministres sur le projet de loi, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, relatif à l'organisation et à la composition du Haut Conseil de l'Union française [15 juillet 1948] (I. n° 359).

Interventions:

Intervient à la suite d'une communication de M. Abelin, Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, concernant les **rapports de l'Assemblée de l'Union française avec le Gouvernement** [29 janvier 1948] (p. 20). — Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — *Amendement de M. Barbé* [30 janvier 1948] (p. 35). — *Sous-amendement de M. Max André* (p. 37); à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Art. 2: *amendement de M. d'Arboussier; demande le renvoi à la commission* [5 février 1948] (p. 51). — *Amendements de MM. Jousselin et d'Arboussier* [13 février 1948] (p. 94, 95); à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du règlement.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 56); à la discussion des conclusions du troisième bureau sur les **opérations électorales de la Guinée** (cas de M. Delmas). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission d'instruction* [6 février 1948] (p. 66). — Explication de vote (p. 67); à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'Afrique occidentale française.** — Demande de discussion d'urgence [6 février 1948] (p. 69, 71). — *Explication de vote* [12 février 1948] (p. 89). — Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires extérieures, à la discussion des propositions concernant les **négociations franco-britanniques sur les échanges africains.** — *Demande la discussion d'urgence de sa proposition* [12 février 1948] (p. 78, 89). — Discussion générale [13 février 1948] (p. 106). — *Ses observations* (p. 107). — Participe à la discussion de la proposition de résolution relative à l'**élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta.** — Art. 1er: *amendement de M. Jousselin* [19 février 1948] (p. 115); *amendement de M. Saïdou Djermakoye* (p. 116). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (demande de débat sur une question orale concernant la dévaluation du franc C. F. A.) [20 février 1948] (p. 132, 133). — Intervient à la suite d'une déclaration de M. d'Arboussier sur la **fin de la grève des cheminots africains** [18 mars 1948] (p. 287). — Participe à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — *Amendement de M. Lombardo* [18 mars 1948] (p. 300); à la discussion de la proposition tendant à l'**abrogation du décret du 30 mars 1935, dit « décret Régnier ».** — Débat sur la recevabilité [28 avril 1948] (p. 332); [29 avril 1948] (p. 350). — *Explication de vote* (p. 353); à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — Demande de discussion d'urgence [28 avril 1948] (p. 334); à la discussion de la proposition tendant à **pourvoir le Cameroun des magistrats nécessaires à sa nouvelle organisation judiciaire.** — Discussion générale [29 avril 1948] (p. 343). — *Amendement de M. d'Arboussier* (p. 346); à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discusion générale [19 mai 1948] (p. 381). — Art. 3: *explication de vote sur l'amendement de M. Laurin* (p. 388); à la discussion de la proposition de résolution concernant le **régime des élections municipales en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun.** — *Demande le renvoi à la commission* [19 mai 1948] (p. 390); à la discussion de la proposition concernant la **conférence de Bogota** et du vœu tendant à rétablir le **voyage du Président de l'Union française en Guyane et aux Antilles.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 439). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (élections à l'Assemblée algérienne) [3 juin 1948] (p. 465). — *Ses observations* [9 juin 1948] (p. 468). — Participe à la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — *Ses observations sur le titre de la proposition* [10 juin 1948] (p. 493). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (réforme et crédits du F. I. D. E. S.) [10 juin 1948] (p. 502). — Participe à la discussion de la proposition tendant à la **libération des emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne.** — *Explication de vote* [18 juin 1948] (p. 552); à la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 558); à la discussion des propositions tendant à la **liberté du commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer.** — *Explication de vote* [24 juin 1948] (p. 592); à la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — *Son amendement tendant à encourager la création et l'extension de chantiers de construction navale en Algérie* [25 juin 1948] (p. 616, 617). — *Son amendement tendant à assurer une large participation des organisations syndicales ouvrières au sein de la commission d'études spécialisées chargée d'établir les tarifs de fret* [9 juillet 1948] (p. 712, 713). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi concernant l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [30 juin 1948] (p. 635). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — Discussion générale [1er juillet 1948] (p. 656). — Intervient dans la discussion d'une motion concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 667, 669). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à placer l'**enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du Ministère de l'éducation nationale.** — Discussion générale [8 juillet 1948] (p. 701); [29 juillet 1948] (p. 913). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 916); à la discussion de la proposition concernant la **répartition aux territoires d'outre-mer des apports du plan Marshall.** — Discussion générale [9 juillet 1948] (p. 708). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la composition du **Haut Conseil de l'Union française.** — Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 754, 758). — Art. 2: *amendement de M. Barbé* (p. 761). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à désigner une **mission d'information sur la situation politique à Madagascar.** — *Ses observations* [16 juillet 1948] (p. 770). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [22 juillet 1948] (p. 804). — Art. 1er, 2e alinéa: *amendement de M. Darlan* [23 juillet 1948] (p. 820). — Art. 4, 4e alinéa: *amendement de M. Julien* (p. 827); *amendement de M. Barbé* (p. 831). — *Sur le renvoi à la commission* (p. 834). — Art. 2 nouveau: *ses observations* (p. 835). — Art. 4 nouveau: *explication de vote sur l'amendement de M. Jousselin* (p. 838). — *Jonction de la discussion des articles 4, 5 et 66* (p. 839). — Art. 3: *amendement de M. Jousselin* (p. 845). — Art. 18 *bis*: *amendement de M. Thévenin* (p. 849); à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la fixation des **cadres et effectifs des armées.** — Art. 14: *son amendement tendant: 1° à substituer l'expression « troupes d'outre-mer » à celle de « troupes coloniales »; 2° à fixer par décret pris en conseil des ministres, après avis de l'Assemblée de l'Union française, les conditions dans lesquelles le personnel des troupes métropolitaines et celui des troupes d'outre-mer concourront à la constitution des effectifs* [29 juillet 1948] (p. 903, 906). — *Sous-amendement de M. Thévenin* (p. 904). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (chambre de commerce du Cameroun) [30 juillet 1948] (p. 951, 963). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant la **représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun.** — *Contre-projet de M. Ebédé* [31 juillet 1948] (p. 966, 967). — Participe à la discussion de la proposition de résolution concernant la **liberté de la presse et de réunion à Madagascar.** — *Explication de vote* [31 juillet 1948] (p. 970); à la discussion des demandes d'avis sur les projets et la proposition de loi concernant les **assemblées représentatives du Togo et du Cameroun.** — Art. 35: *amendement de M. Soppo Priso* [31 juillet 1948] (p. 986). — Art. 36: *amendement de M. Savi de Tové* (p. 989); à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — Art. 1er: *amendement de M. Chassiot* [31 juillet 1948] (p. 1014). — Est entendu lors de la **réception des conseillers du Cambodge et du Laos** [16 novembre 1948] (p. 1024). — Participe au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition tendant

à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1039, 1042); à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un conseiller de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er décembre 1948] (p. 1057). — *Sur le renvoi à la commission* [15 décembre 1948] (p. 1117); au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition concernant le **Congrès du Rassemblement démocratique africain** [8 décembre 1948] (p. 1077); au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution tendant à l'envoi d'une **mission d'information en Haute-Volta** [9 décembre 1948] (p. 1096); à la discussion de la proposition concernant la **commission du Pacifique-Sud.** — Discussion générale [22 décembre 1948] (p. 1159, 1160).

ALLEMANDI (Mlle MARIE-ANTOINETTE) [A. N.].

Est nommée membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission, du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*); de la commission des affaires économiques (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à demander au Gouvernement l'abandon des poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh, Président de la délégation permanente de la République du Viet-Nam en France et sa libération immédiate [5 février 1948] (I. n° 29); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi modifiant les conditions d'attribution des allocations familiales aux salariés algériens travaillant dans la métropole dont la famille réside en Algérie [23 décembre 1948] (I. n° 488).

Interventions:

Participe à la discussion des **articles 7 *bis*, 44 et 48 et des six derniers titres du projet de règlement.** — Art. 82: *son amendement tendant à réserver, chaque mois, une séance pour les questions orales posées au Gouvernement* [29 janvier 1948] (p. 20). — Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion de la proposition tendant à **fournir d'urgence aux producteurs agricoles de la Réunion du maïs de semence.** — Discussion générale [19 février 1948] (p. 119). — Participe à la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — Discussion générale [25 juin 1948] (p. 615). — *Son amendement prévoyant:* 1° *la création et l'extension de chantiers de construction navale dans l'Union française tout entière;* 2° *l'approvisionnement en tôles et matériaux des chantiers existants;* 3° *la création d'organismes consultatifs comportant notamment une large représentation des organisations syndicales ouvrières qui permettraient d'établir des tarifs de fret équitables et d'assurer la régularité des rotations* (p. 616, 617). — Suite de la discussion: *reprend le troisième paragraphe de son amendement* [9 juillet 1948] (p. 712); à la discussion de la proposition de résolution tendant à la **représentation de l'Union française au conseil supérieur de la marine marchande.** — *Son amendement tendant à préciser que la représentation des intérêts permanents de l'Union française ne devra pas entraîner une diminution de la représentation des organisations syndicales du personnel par rapport au nombre total des membres du conseil supérieur* [9 juillet 1948] (p. 715).

ANDRE (MAX) [C. R.].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires extérieures (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58).

Dépôts législatifs:

Proposition invitant le Gouvernement à prendre toutes les mesures d'ordre financier et économique permettant de pallier les difficultés résultant de la dévaluation monétaire dans les territoires d'outre-mer [30 janvier 1948] (I. n° 25); *motion* adressant le salut fraternel de l'Assemblée aux combattants, aux otages, aux familles des victimes françaises et vietnamiennes et exprimant le souhait que d'aussi douloureux sacrifices contribuent, dans un avenir prochain, à l'établissement de la paix [12 mars 1948] (p. 252); *proposition* invitant le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée de l'Union française, pour avis, préalablement à toute discussion devant le Parlement, tous projets et propositions visant expressément les nouveaux départements d'outre-mer [28 avril 1948] (I. n° 176); *proposition* tendant à demander au Gouvernement d'accélérer le plus possible le rapatriement des travailleurs indochinois volontaires ou requis en France [26 mai 1948] (I. n° 230); *proposition de résolution* tendant à désigner par le titre de « Délégation de l'Union française à l'Organisation des Nations Unies » notre représentation à l'O. N. U. [2 juin 1948] (I. n° 251); *retrait* [22 décembre 1949] (p. 1373); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée à modifier l'article 30 de son règlement [9 juin 1948] (I. n° 282).

Interventions:

Participe à la discussion des **articles 7 *bis*, 44, 48 et des six derniers titres du projet de règlement.** — Art. 7 *bis: ses observations* [29 janvier 1948] (p. 11). — Intervient à la suite d'une communication de M. Abelin, Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, concernant les **rapports de l'Assemblée de l'Union française avec le Gouvernement** [29 janvier 1948] (p. 19). — Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 28, 31, 32). — *Amendement de M. Barbé* (p. 34, 35). — *Son sous-amendement* tendant à rédiger comme suit le début du 2e alinéa: « invite le Gouvernement à rétablir le franc C. F. A. au taux en vigueur au 1er janvier 1948 et, *au cas où cette mesure serait techniquement irréalisable,* à lui soumettre ... » (le reste sans changement) (p. 36); à la discussion de la proposition de résolution concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 41); à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du règlement.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 55); à la discussion des conclusions du troisième bureau sur les **opérations électorales de la Guinée** (cas de M. Delmas). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission d'instruction* [6 février 1948] (p. 65); à la discussion des propositions concernant les **poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh.** — *Explication de vote* [13 février 1948] (p. 104); à la discussion de la proposition tendant à **assurer aux producteurs des territoires d'outre-mer une plus juste rémunération.** — *Amendement de M. Gueye Momar Djim* [20 février 1948] (p. 129); au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition tendant à **porter de 7 à 15 francs le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais** [27 février 1948] (p. 164). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (jonction de propositions) [27 février 1948] (p. 168). — Participe à la discussion de la proposition tendant à faire accorder un **visa d'entrée en France à M. M'Hamed Tahar,** Secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc. — *Amendement de M. Estèbe* [5 mars 1948] (p. 221). — Intervient à la suite du dépôt d'une proposition concernant l'**activité de la délégation du Viet-Nam en France** [5 mars 1948] (p. 226). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [5 mars 1948] (p. 231). — Participe à la discussion de la proposition tendant à créer une **école supérieure d'administration de l'Afrique noire.** — *Amendement de Mlle Le Ber* [11 mars 1948] (p. 239); à la discussion d'une **motion adressant le salut de l'Assemblée aux familles françaises et vietnamiennes.** — *Amendement de M. Mitterrand* [12 mars 1948] (p. 260). — *Explication de vote sur la motion* (p. 262). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [17 mars 1948] (p. 267). — Participe à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux victimes des cyclones de la Nouvelle-Calédonie.** — Discussion générale [21 avril 1948] (p. 317); au débat sur la recevabilité de la proposition tendant à l'**abrogation du décret du 30 mars 1935, dit « décret Régnier »** [28 avril 1948] (p. 332); [29 avril 1948] (p. 348); à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Art. 3: *explication de vote sur l'amendement de M. Laurin* [19 mai 1948] (p. 388). — Intervient à la suite du dépôt de la proposition tendant à l'**organisation des services de la Présidence et du Haut Conseil de l'Union française** [19 mai 1948] (p. 393). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (subventions au F.I.D.E.S.) [26 mai 1948] (p. 421 et suiv.). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la **représentation de l'Union française à l'U.N.E.S.C.O.** — Discussion générale; *ses observations sur un incident* [2 juin 1948] (p. 453, 454). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (élections à l'Assemblée algérienne) [3 juin 1948] (p. 465). — Participe à la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [9 juin 1948] (p. 481 et suiv.); [10 juin 1948] (p. 490). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 494). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (réforme et crédits du F.I.D.E.S.) [10 juin 1948] (p. 502). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F.I.D.E.S.** — Art. 1er, 6e alinéa: *ses observations* [17 juin 1948] (p. 533, 534). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [18 juin 1948] (p. 545). — Ses observations sur un incident (résultats d'un scrutin) [18 juin 1948] (p. 553). — Participe à la

discussion des demandes d'avis sur les projets de loi concernant l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [30 juin 1948] (p. 632 et suiv.); [7 juillet 1948] (p. 675 et suiv.); au débat sur la demande de discussion d'urgence d'une **motion concernant les attributions de l'Assemblée de l'Union française** [1er juillet 1948] (p. 642); à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — *Explication de vote* [1er juillet 1948] (p. 661); à la discussion de la proposition concernant la **répartition aux territoires d'outre-mer des apports du plan Marshall.** — Discussion générale [9 juillet 1948] (p. 710); à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la composition du **Haut Conseil de l'Union française.** — *Explication de vote sur l'ensemble* [16 juillet 1948] (p. 762). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — *Ses observations* [21 juillet 1948] (p. 786); [23 juillet 1948] (p. 833, 834). — Participe à la discussion de la proposition concernant le **rapatriement des travailleurs indochinois.** — *Amendement de M. Mitterrand* [28 juillet 1948] (p. 866); à la discussion de la proposition de résolution concernant la **liberté de la presse et de réunion à Madagascar.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 969, 970). — *Explication de vote* (p. 970). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution concernant les **syndicats professionnels en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis.** — *Ses observations* [31 juillet 1948] (p. 1002). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — *Dépose un contre-projet tendant à émettre un avis défavorable à l'adoption du projet de loi* [31 juillet 1948] (p. 1008 et suiv.). — Premier alinéa de l'avis: *demande le vote par division* (p. 1012). — Art. 1er: *son amendement tendant à réduire le rôle de la caisse centrale de la France d'outre-mer dans la gestion de l'institut d'émission* (p. 1013). — *Amendement de M. Chassiot* (p. 1014). — *Amendement de M. Guèye Momar Djim* (ibid.). — Art. 4: *son amendement tendant à fixer par décret, avant le 31 décembre 1948, toutes dispositions transitoires qui apparaîtraient nécessaires* (p. 1015). — *Explication de vote sur l'ensemble* (ibid.). — Intervient à la suite de l'allocution de M. le Président, lors de la **réception des conseillers du Cambodge et du Laos** [16 novembre 1948] (p. 1022, 1023). — Participe à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un conseiller de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er décembre 1948] (p. 1057). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission* [8 décembre 1948] (p. 1073). — Discussion générale [15 décembre 1948] (p. 1113). — *Sur le renvoi à la commission* (p. 1117). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 1120); au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution tendant à l'envoi d'une **mission d'information en Haute-Volta** [9 décembre 1948] (p. 1094). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [15 décembre 1948] (p. 1103). — Participe à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à créer un **institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales.** — Art. 3, paragraphe 1er: *amendement de Mlle Le Ber* [16 décembre 1948] (p. 1140, 1141). — *Amendement de M. Gueye Momar Djim* (p. 1145). — *Ses observations* (p. 1148). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [16 décembre 1948] (p. 1149). — (Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée) [29 décembre 1948] (p. 1201). — Participe à la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). — *Explication de vote* [30 décembre 1948] (p. 1229, 1230).

ANTONINI (PAUL) [C. R.].

Est nommé membre de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7); de la commission du règlement et de la comptabilité [13 mai 1948] (p. 375).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre un certain nombre de mesures pour pallier, dans une mesure relative, les effets résultant de la dévaluation monétaire dans les territoires d'outre-mer [27 février 1948] (I. n° 98); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux départements et territoires d'outre-mer un pourcentage normal d'attributions dans la répartition des apports du plan Marshall, en vertu de l'accord bilatéral de coopération économique franco-américain [7 juillet 1948] (I. n° 338); *proposition de résolution* tendant à modifier l'article 23 de la résolution n° I portant règlement de l'Assemblée de l'Union française, en vue de permettre le renouvellement annuel des commissions et de leurs bureaux respectifs [30 décembre 1948] (I. n° 503); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès des autorités administratives de l'A. E. F. pour le relèvement du prix d'achat du coton-graines aux planteurs africains dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui [20 mai 1948] (I. n° 225); *rapport et rapport complémentaire*, faits au nom de la commission de la justice, sur la demande d'avis, présentée par M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret de M. le Ministre de la France d'outre-mer portant modification et complétant le décret du 25 novembre 1930, réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire en A. O. F. [3 juin 1948] (I. nos 262 et 263); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la demande d'avis de M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, prorogeant pour une nouvelle période d'une année, à compter du 1er décembre 1948, les dispositions du décret du 29 avril 1942 déterminant en Nouvelle-Calédonie et dépendances les cas dans lesquels les propriétaires sont autorisés à donner congé à leurs locataires [24 novembre 1948] (I. n° 423); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la demande d'avis de M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, tendant à proroger de deux années les dispositions du décret n° 46-2821 du 27 novembre 1946 instituant à Madagascar et dépendances des mesures exceptionnelles en vue de remédier à la crise du logement [24 novembre 1948] (I. n° 424); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la demande d'avis de M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, tendant à accorder une prorogation de jouissance aux locataires de locaux d'habitation de Madagascar et dépendances [24 novembre 1948] (I. n° 425); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la demande d'avis de M. le Président du Conseil des Ministres sur le projet de décret présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, renouvelant pour une période d'un an la prorogation de jouissance accordée aux locataires des locaux d'habitation en A.O.F. par le décret du 15 novembre 1947 [22 décembre 1948] (I. n° 476); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la demande d'avis de M. le Président du Conseil des Ministres sur le projet de décret présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, modifiant l'article 6 du décret du 21 juillet 1932 sur la procédure judiciaire en matière de constatation des droits fonciers des indigènes au Cameroun protégés sous mandat français [22 décembre 1948] (I., n° 477); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la demande d'avis de M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant règlement du statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements en A. O. F. [22 décembre 1948] (I. n° 479).

Interventions:

Intervient, au nom de la commission des affaires financières, au cours de la discussion de la proposition tendant à **porter de 7 à 15 francs le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais** [5 mars 1948] (p. 218). — Participe à la discussion de la proposition tendant à faire accorder un **visa d'entrée en France à M. M'Hamed Tahar,** Secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc. — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 221); à la discussion de la proposition de résolution tendant à **abroger le décret du 4 décembre 1930 (ordre public).** — *Son amendement tendant: 1° à charger la commission de la justice de procéder à une étude complète sur la législation pénale actuellement en vigueur dans les territoires d'outre-mer; 2° à renvoyer à la commission la proposition de résolution n°* 36 [5 mars 1948] (p. 224); à la discussion de la proposition de résolution sur la **réglementation des mesures relatives à l'ordre public.** — Discussion générale [18 mars 1948] (p. 291). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la proposition tendant au **relèvement du prix d'achat du coton dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 430, 432). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret concernant l'**expropriation et l'occupation temporaire en A.O.F.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 497). — Participe, en qualité de Rapporteur pour avis des commissions des affaires financières et des affaires économiques, à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F. I. D. E. S.** — Discussion générale [16 juin 1948] (p. 509). — Art. 1er, 6e alinéa: *ses observations* [17 juin 1948] (p. 534). — Participe, en qualité de vice-président de la commission des affaires financières, au débat sur la demande de discussion d'ur-

gence de la proposition tendant à venir en **aide à la population pointoise** [17 juin 1948] (p. 539). — *Demande le vote sans débat* (ibid.). — Participe à la discussion d'une demande de désignation d'une **mission d'information sur les élections en Mauritanie.** — Discussion générale [23 juin 1948] (p. 569). — Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion de la proposition concernant la **répartition aux territoires d'outre-mer des apports du plan Marshall.** — Demande de discussion d'urgence [8 juillet 1948] (p. 686). — Discussion générale [9 juillet 1948] (p. 707 et suiv.). — Participe à la discussion des conclusions de la commission d'instruction sur les **opérations électorales en Mauritanie.** — Discussion générale [15 juillet 1948] (p. 724); à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — *Demande le renvoi à la commission des articles* 1er *et* 4 [23 juillet 1948] (p. 819); *retire sa demande de renvoi, l'Assemblée ayant décidé de lier la discussion de ces articles* (ibid.). — Art. 3: *amendement de M. Jousselin* (p. 845). — Art. 6, troisième alinéa: *amendement de M. Mademba Racine* (p. 846). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [28 juillet 1948] (p. 861). — Participe à la discussion de la proposition de résolution concernant la **liberté de la presse et de réunion à Madagascar.** — *Explication de vote* [31 juillet 1948] (p. 970); à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 1007, 1008). — Premier alinéa de l'avis: *demande le vote par division* (p. 1012). — Art. 1 *bis: amendement de M. Mitterrand* (p. 1014). — Est entendu, en qualité de Rapporteur du deuxième bureau, sur la **validation de l'élection de trois conseillers de l'Union française par le Conseil de la République** [24 novembre 1948] (p. 1032). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission de la justice, au débat sur la demande de discussion d'urgence de quatre demandes d'avis sur des projets de décret concernant les **loyers en Nouvelle-Calédonie, à Madagascar et en Afrique occidentale française** [24 novembre 1948] (p. 1033, 1034). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret concernant la **crise du logement en Nouvelle-Calédonie.** — Discussion générale [25 novembre 1948] (p. 1042). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant la **crise du logement à Madagascar.** — Discussion générale [25 novembre 1948] (p. 1044). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret tendant à accorder une **prorogation de jouissance aux locataires de locaux d'habitation à Madagascar.** — Discussion générale [25 novembre 1948] (p. 1045). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant la **copropriété des immeubles divisés par appartements en Afrique occidentale française.** — Discussion générale [29 décembre 1948] (p. 1192). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret accordant une **prorogation de jouissance aux locataires des locaux d'habitation en Afrique occidentale française.** — Discussion générale [29 décembre 1948] (p. 1196). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant la **procédure judiciaire en matière de constatation des droits fonciers des indigènes au Cameroun.** — Discussion générale [29 décembre 1948] (p. 1197). — *Ses observations* (p. 1198).

ARBOUSSIER (GABRIEL D') [Côte d'Ivoire].

Est élu **Vice-Président de l'Assemblée de l'Union française** [19 décembre 1947] (p. 034); en cette qualité, préside la séance du 30 janvier 1948 (p. 25); la première partie de la séance du 12 mars 1948 (p. 247); la séance du 27 mai 1948 (p. 427); la deuxième partie de la séance du 10 juin 1948 (p. 496); la séance du 18 juin 1948 (p. 545); la séance du 25 juin 1948 (p. 605); la deuxième partie de la séance du 7 juillet 1948 (p. 679); la séance du 26 novembre 1948 (p. 1049). — **Signale à l'Assemblée la présence de M. Tran Ngoc Danh** [12 mars 1948] (p. 247). — **Se félicite de l'unanimité faite par l'Assemblée sur le vote de la proposition relative à la conférence de Bogota et du vœu tendant à rétablir le voyage du Président de l'Union française en Guyane et aux Antilles** [27 mai 1948] (p. 444). — *Est nommé membre:* de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission des affaires financières* [6 février 1948] (p. 61); est nommé membre de la commission des affaires politiques et administratives (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta [13 janvier 1948] (I., n° 4); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre à l'avis de l'Assemblée de l'Union française tous les projets et propositions de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer dont elle a été saisie [13 janvier 1948] (I., n° 5); *proposition* invitant le Gouvernement à maintenir le franc C. F. A. au taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945 et à prendre toutes mesures utiles pour permettre l'accroissement des échanges entre la France et les pays et territoires d'Union française [29 janvier 1948] (I. n° 11); *proposition de résolution* invitant l'Assemblée nationale à étendre l'application de toutes les mesures prévues pour les anciens combattants et victimes de la guerre et pour les anciens militaires et pensionnés d'origine française, aux mêmes catégories sociales originaires des pays et territoires d'outre-mer [29 janvier 1948] (I., n° 12); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer aux producteurs des pays et territoires d'outre-mer une plus juste rémunération par l'établissement d'un rapport plus équitable entre les prix à la production et les prix à la consommation des produits d'outre-mer [30 janvier 1948] (I., n° 23); *proposition* tendant à demander au Gouvernement l'abandon des poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh, Président de la délégation permanente de la République du Viet-Nam en France, et sa libération immédiate [5 février 1948] (I., n° 29); *proposition de résolution* invitant l'Assemblée nationale à abroger le décret n° 47-2211 du 19 novembre 1947 rendant applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que Madagascar les dispositions du décret du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives à l'ordre public [5 février 1948] (I., n° 39); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à dessaisir la juridiction de Madagascar au profit d'une juridiction métropolitaine, afin que toutes les garanties de la justice soient assurées dans l'affaire des événements du 30 mars 1947 [6 février 1948] (I., n° 48); *proposition de résolution* tendant à unifier le statut du soldat de l'Union française [19 février 1948] (I., n° 70); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi supprimant pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française, l'obligation de constituer des greniers dits de réserves, de disette ou de soudure [19 février 1948] (I., n° 71); *question orale* relative à la dévaluation du franc C. F. A. [19 février 1948] (p. 120); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice [20 février 1948] (I., n° 76); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à étendre aux territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun, la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales [20 février 1948] (I., n° 77); *proposition* invitant le Gouvernement à assurer l'application des décrets n° 48-368 et n° 48-369 du 3 mars 1948, qui majorent les pensions des anciens militaires et marins originaires des territoires d'outre-mer, en calculant la majoration franc pour franc dans la monnaie du territoire où résident les bénéficiaires [28 avril 1948] (I., n° 180); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à libérer d'urgence les emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne des 4 et 11 avril et à abroger le décret-loi du 30 mars 1935 [28 avril 1948] (I., n° 181); *proposition de résolution* tendant à inviter la commission des affaires politiques et administratives de l'Assemblée de l'Union française à désigner une mission d'information avec pouvoirs d'investigation chargée d'enquêter sur les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections à l'Assemblée algérienne [28 avril 1948] (I., n° 186); *proposition de résolution* tendant à réduire de 30 à 20 le nombre de base des membres des commissions de l'Assemblée de l'Union française [28 avril 1948] (I., n° 187); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une proposition de loi établissant la liberté du commerce de l'or en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun [29 avril 1948] (I., n° 193); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour que soient modifiées, dans les territoires du Cameroun et de la Guinée: 1° la composition de l'organisme de répartition des bananes fraîches; 2° la répartition entre les groupements du tonnage disponible sur chaque navire [13 mai 1948] (I., n° 207); *vœu tendant à envisager* le rétablissement du voyage de M. le Président de la République, Président de

l'Union française, aux Antilles et à la Guyane françaises [13 mai 1948] (I., n° 214) ; *proposition de résolution* tendant à inviter la commission des affaires politiques et administratives de l'Assemblée de l'Union française à désigner, pour se rendre à Madagascar, une mission d'information, avec pouvoirs d'investigation afin d'étudier la situation politique de la grande Ile [13 mai 1948] (I., n° 215) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant organisation des collectivités locales à Madagascar [13 mai 1948] (I., n° 216) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la Constitution en ce qui concerne les attributions de l'Assemblée de l'Union française [13 mai 1948] (I., n° 218) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement français à engager des pourparlers avec le Gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam pour mettre un terme à la guerre d'Indochine [26 mai 1948] (I., n° 227) ; *Proposition* tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 48-800 du 10 mai 1948, instituant une commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires, de façon à assurer la représentation de l'Assemblée de l'Union française dans cette commission [27 mai 1948] (I. n° 244) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à décider la suppression de l'impôt de capitation dans le cadre de l'autonomie financière des territoires d'outre-mer [10 juin 1948] (I. n° 286) ; *proposition de résolution* invitant l'Assemblée nationale à adopter une proposition de loi tendant à réprimer les discriminations raciales dans l'Union française [17 juin 1948] (I. n° 294) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant l'article 4 et certaines dispositions de l'article 5 du décret du 7 août 1944 instituant des syndicats professionnels en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis [17 juin 1948] (I. n° 301) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à soumettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française, préalablement à toute ratification par le Parlement, le texte du pacte bilatéral franco-américain pour l'application du plan Marshall [25 juin 1948] (I. n° 320) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française le projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République [25 juin 1948] (I. n° 321) ; *la retire* [1er décembre 1948] (p. 1052) ; *motion* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à adopter une proclamation solennelle par laquelle elle affirme sa volonté de ne pas accepter de voir mises en cause les hautes attributions qu'elle tient de la Constitution [30 juin 1948] (p. 636) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte des dangers d'une orientation exclusive, vers les Etats-Unis, de l'économie et du commerce des pays et territoires de l'Union française [30 juin 1948] (I. n° 327) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice du statut des vétérinaires du cadre général aux « vétérinaires africains » exerçant les mêmes fonctions que les Européens [30 juin 1948] (I. n° 332) ; *proposition* tendant à saisir le Gouvernement d'une protestation solennelle de l'Assemblée de l'Union française contre l'explusion arbitraire de Madagascar de M. le Conseiller de l'Union française Raymond Lombardo [1er décembre 1948] (I. n° 441) ; *proposition* invitant le Gouvernement à lever l'interdiction de la tenue du congrès du Rassemblement démocratique africain, prononcée par le Gouverneur de la Haute-Volta [8 décembre 1948] (I. n° 450) ; *la retire* [9 décembre 1948] (p. 1097) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à envoyer une mission d'information avec pouvoirs d'investigation pour s'enquérir de la situation générale — et, notamment, de l'atmosphère politique — dans le territoire de la Haute-Volta [9 décembre 1948] (I. n° 459) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre les responsables des violences commises à Madagascar tant au cours d'interrogatoires de police que d'actions répressives à l'égard de la population et à rechercher les responsables de l'exécution, trois jours avant le procès qui s'est ouvert le 22 juillet devant la cour criminelle de Tananarive, de Samuel Rakotondrabé, principal témoin et coaccusé [23 décembre 1948] (I. n° 491) ; *rapport* fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer aux producteurs des pays et territoires d'outre-mer une plus juste rémunération par l'établissement d'un rapport plus équitable entre les prix à la production et les prix à la consommation des produits d'outre-mer [13 février 1948] (I. n° 60) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur : 1° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux territoires d'outre-mer la loi du 2 février 1948 rétablissant la liberté du commerce de l'or sur le territoire français ; 2° la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une proposition de loi établissant la liberté du commerce de l'or en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun [16 juin 1948] (I. n° 289) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur les demandes d'avis transmises par M. le président de l'Assemblée nationale sur : 1° la proposition de loi de M. Houphouet-Boigny et plusieurs de ses collègues (députés), tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du conseil général des territoires composant l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française ; 2° la proposition de loi de M. Lamine-Guèye et plusieurs de ses collègues (députés), tendant à organiser dans les territoires d'outre-mer les assemblées locales ; 3° la proposition de loi de M. Boisdon et plusieurs de ses collègues, tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des conseils généraux des territoires de l'Afrique occidentale française ; 4° la proposition de loi de M. Devinat et plusieurs de ses collègues (députés), tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des conseils généraux des territoires de l'Afrique française (Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Cameroun, Togo) ; 5° le projet de loi instituant des assemblées représentatives territoriales en Afrique occidentale française ; 6° le projet de loi, instituant des assemblées représentatives territoriales en Afrique équatoriale française [7 juillet 1948] (I. n° 343).

Interventions :

Participe à la discussion des **articles 7 *bis*, 44 et 48 et des six derniers titres du projet de règlement.** — Art. 48 = *son amendement relatif au droit à la parole pour un rappel au règlement* [29 janvier 1948] (p. 12, 14). — Intervient à la suite d'une communication de M. Abelin, Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, concernant les **rapports de l'Assemblée de l'Union française avec le Gouvernement** [29 janvier 1948] (p. 19). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (franc C. F. A.) [29 janvier 1948] (p. 22). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 47, 50). — Art. 2 : *son amendement relatif au collège unique* (p. 50). — *Son amendement proposant 32 sièges pour le Soudan, 32 pour la Côte d'Ivoire, 20 pour le Niger et 41 pour la Haute-Volta* [13 février 1948] (p. 94). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 96) ; à la discussion de la proposition concernant les **poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh.** — Demande de discussion d'urgence [5 février 1948] (p. 59). — Intervient à la suite du compte rendu de l'audition d'une délégation de l'Assemblée de l'Union française par la commission des finances de l'Assemblée nationale, au sujet de la **dévaluation du franc C. F. A.** [6 février 1948] (p. 64). — Participe à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'Afrique occidentale française.** — Demande de discussion d'urgence [6 février 1948] (p. 69 et suiv.). — Discussion générale [12 février 1948] (p. 78). — *Son amendement* tendant à rédiger comme suit la fin du premier alinéa : « ...toutes mesures conformes à l'esprit de la Constitution *et aux* engagements pris pour résoudre le conflit » (p. 87, 88). — *Amendement de M. Corval* (p. 88). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (poursuites contre M. Tran Ngoc Danh) [6 février 1948] (p. 74). — Participe à la discussion de la proposition de résolution relative à **l'élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta.** — Discussion générale [19 février 1948] (p. 113). — Art. 1er : *amendement de M. Jousselin* (p. 114) ; *amendement de M. Saidou Djermakoye* (p. 116). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la proposition tendant à **assurer aux producteurs des territoires d'outre-mer une plus juste rémunération.** — Discussion générale [20 février 1948] (p. 124 et suiv.). — *Amendement de M. Gueye Monar Djim* (p. 128). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (demande de débat sur sa question orale relative à la dévaluation du franc C.F.A.) [20 février 1948] (p. 131). — Participe à la discussion de la proposition tendant à assurer une **répartition équitable des graines d'arachides de l'A.O.F. entre l'industrie métropolitaine et celle des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [11 mars 1948] (p. 242) ; à la discussion d'une **motion tendant à adresser le salut de l'Assemblée aux familles françaises et vietnamiennes.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 260). — *Explication de vote sur l'amendement de M. Mitterrand* (p. 262) ; à la discussion de la proposition tendant à la **réorganisation municipale en A. E. F.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 270 et suiv.). — *Son amendement tendant à transformer la proposition en proposition de résolution* (p. 275). — *Explication de vote* (p. 276). — Se félicite de la signature du **protocole de fin de grève des cheminots africains** [18 mars 1948] (p. 287). — Participe à la discussion de la proposition de résolution sur la **réglementation des mesures relatives à l'ordre public.** — Discussion générale [18 mars 1948] (p. 289) ; — à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (af-

faire des événements du 30 mars 1947). — *Son amendement tendant à préciser que les garanties de la justice ne peuvent être assurées à Madagascar* [18 mars 1948] (p. 302). — *Demande le renvoi à la commission* (p. 305). — *Déclare s'abstenir sur le premier paragraphe* (p. 306) ; — à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux victimes des récents cyclones de la Nouvelle-Calédonie.** — Discussion générale [21 avril 1948] (p. 316) ; — à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — Demande de discussion d'urgence [28 avril 1948] (p. 334). — Discussion générale [13 mai 1948] (p. 363 et suiv.). — *Contre-projet de Mlle Le Ber* (p. 366). — *Explication de vote* (p. 368) — à la discussion de la proposition tendant à **pourvoir le Cameroun des magistrats nécessaires à sa nouvelle organisation judiciaire.** — Discussion générale [29 avril 1948] (p. 340). — *Son amendement tendant à remplacer les mots « le Cameroun et tous les territoires d'outre-mer » par les mots « l'ensemble des territoires d'outre-mer ou sous tutelle »* (p. 346) ; au débat sur la recevabilité de la proposition tendant à l'**abrogation du décret Régnier** [29 avril 1948] (p. 351) ; à la discussion de la proposition tendant à la **réparation des dommages subis à la Réunion par suite du cyclone du 27 janvier 1948.** — *Explication de vote sur l'amendement de M. Vauthier* [13 mai 1948] (p. 374) ; à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'A.O.F., de l'A.E.F., du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 381 et suiv.). — Art. 3 : *explication de vote sur l'amendement de M. Laurin* (p. 388) ; à la discussion de la proposition de résolution tendant à unifier le **statut du soldat de l'Union française.** — *Explication de vote sur l'ensemble* [26 mai 1948] (p. 418). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (subventions au F.I.D.E.S.) [26 mai 1948] (p. 422). — Ses observations sur un incident (allocution prononcée par le Président de l'Assemblée) [2 juin 1948] (p. 456, 457). — Participe à la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 486 et suiv.) ; à la discussion de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — *Explication de vote* [10 juin 1948] (p. 495) ; à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F.I.D.E.S.** — Discussion générale [16 juin 1948] (p. 516 et suiv.) ; [17 juin 1948] (p. 529 et suiv.). — Art. 1er, 6e alinéa : *ses observations sur les pourcentages de la contribution de l'Etat aux dépenses d'équipement économique et social* (p. 532 et suiv). — Art. 2, 18e alinéa : *ses observations* (p. 536). — 19e alinéa : *explication de vote sur l'amendement de M. Juge* (p. 537). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion des propositions tendant à la **liberté du commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 586 et suiv.). — Participe à la discussion de la proposition tendant à **créer dans les territoires d'outre-mer un service de l'état civil.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 594). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret concernant les **loyers des locaux d'habitation au Cameroun.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 596). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret relatif à la protection de la **santé publique dans les Etablissements français de l'Océanie.** — *Explication de vote sur l'amendement de M. Thévenin* [24 juin 1948] (p. 601). — Intervient à la suite de la réponse de M. le Ministre de la France d'outre-mer à la question orale posée par M. Darlan, concernant les **discriminations raciales** [30 juin 1948] (p. 623, 624). — Participe à la discussion d'une motion concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er juillet 1948] (p. 641). — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 667, 668) ; à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — Discussion générale [1er juillet 1948] (p. 653 et suiv.). — *Dépose un contre-projet tendant à émettre un avis défavorable à la ratification* (p. 659, 660) ; à la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'organisation de la défense nationale et des forces armées. — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 672). — Discussion des articles du projet de loi sur l'**organisation de la défense nationale ;** Art. 1er : *son amendement tendant à remplacer, au premier alinéa et dans l'ensemble du texte, l'expression « défense nationale » par l'expression « défense de l'Union française »* [15 juillet 1948] (p. 727, 728). — Art. 2 : *son amendement tendant à remplacer, à la fin de la deuxième phrase, le mot « sécurité » par le mot « défense »* (p. 731, 732). — Art. 7 *bis : amendement de M. Barbé* (p. 735). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 740, 741). — Discussion des articles du projet de loi sur l'**organisation des forces armées ;** Art. 1er : *son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa* (coopération des forces armées au maintien de l'ordre intérieur) (p. 742) ; à la discussion de la proposition et des demandes d'avis sur les propositions de loi tendant à **appliquer aux départements d'outre-mer le statut du fermage et du métayage.** — *Explication de vote sur l'amendement de M. Carroué* [8 juillet 1948] (p. 693). — *Ses observations* (p. 694) ; à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Discussion générale [8 juillet 1948] (p. 700). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (mission d'information à Madagascar) [8 juillet 1948] (p. 703). — Participe à la discussion de la proposition concernant la **répartition aux territoires d'outre-mer des apports du plan Marshall.** — Discussion générale [9 juillet 1948] (p. 709, 710). — — Intervient dans la discussion des conclusions de la commission d'instruction sur les **opérations électorales en Mauritanie.** — *Ses observations sur un rappel au règlement* (explications de vote en cas de scrutin secret sur une élection contestée) [15 juillet 1948] (p. 722). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la composition du **Haut Conseil de l'Union française.** — *Explication de vote sur l'ensemble* [16 juillet 1948] (p. 762) ; à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — *Son amendement tendant à ajouter, après les mots « invite l'Assemblée nationale à voter », les mots « avant la clôture de sa présente session »* [16 juillet 1948] (p. 767) : — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à désigner une **mission d'information sur la situation politique à Madagascar.** — *Ses observations* [16 juillet 1948] (p. 770). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [21 juillet 1948] (p. 774 et suiv.) ; [23 juillet 1948] (p. 813 et suiv.). — Art. 1er et 4 = *demande de renvoi à la commission* (p. 820). — Art. 1er, 2e alinéa = *amendement de M. Darlan* (p. 820). — 3e alinéa = *amendement de M. Jousselin* (p. 822). — 4e alinéa = *Amendement de M. Razac* (p. 822). — 6e alinéa = *amendement de M. Jousselin* (p. 823). — Art. 4, alinéa 11° = *amendement de M. Di Ould Zein* (p. 828). — Alinéa 15° = *amendement de M. Lapart* (p. 828 et suiv.). — *Demande de renvoi à la commission* (p. 833). — Suite de la discussion (p. 834 et suiv.). — Art. 4 nouveau = *amendement de M. Jousselin* (p. 837, 838). — Liaison de la discussion des articles 4, 5 et 66 (p. 839). — Art. 66 = *amendement du groupe des indépendants d'outre-mer* (p. 839) ; *amendement de M. Arnault* (p. 840, 841). — Art. 3, 1er alinéa = *amendements de MM. Mademba Racine et Alfred Bour* (p. 843). — 5e alinéa = *amendement de M. Mademba Racine* (p. 844). — 7e alinéa = *amendement de M. Jousselin* (p. 845). — Art. 6, 1er alinéa = *amendement de M. Di Ould Zein* (p. 845). — 3e alinéa = *amendement de M. Mademba Racine; propose une nouvelle rédaction* (p. 846). — Art. 7, alinéas 9e, 10e, 12e ; *amendements de M. Mademba Racine* (p. 847). — Alinéa 15e : *amendement du groupe des indépendants d'outre-mer* (p. 847). — Art. 9, 3e alinéa : *amendement du groupe des indépendants d'outre-mer* (p. 848). — Art. 11 = *ses observations* (p. 848). — Art. 13 = *amendement de M. Gueye Momar Djim* (p. 848). — Art. 31, alinéa 3e = *amendement de M. Mademba Racine* (p. 850). — Art. 34 = *amendement de M. Juge* (p. 851). — Art. 38 = *amendement de M. Di Ould Zein* (p. 852). — Art. 39 = *ses observations* (p. 852). — Art. 41, alinéa 3e : *amendement de M. Razac* (p. 853). — Art. 50 = *ses observations* (p. 854). — Art. 45 = *amendements de Mme Caffot* (p. 855). — Art. 56 = *amendement de M. Di Ould Zein* (p. 854). — Art. 57, 2e alinéa = *amendement de M. Di Ould Zein* (p. 855). — est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [22 juillet 1948] (p. 793). — Est entendu lors de la **réception des Conseillers du Cambodge et du Laos** [16 novembre 1948] (p. 1023). — Participe au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1039 et suiv.) ; à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er décembre 1948] (p. 1059, 1060). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission* [8 décembre 1948] (p. 1072 et suiv.). — Ses observations sur un incident (fait personnel) [1er décembre 1948] (p. 1061). — Participe à la discussion de la proposition tendant à l'achèvement du **chemin de fer du Mossi.** — Alinéa 2e = *son amendement tendant à remplacer cet alinéa* (attribution de ciment prioritaire pour la fabrication des traverses) *par les mots : « à doter sans délai les travaux du chemin de fer de la Haute-Volta des crédits nécessaires à son achèvement »* [8 décembre 1948] (p. 1069) ; au débat sur la demande de discussion d'urgence de sa proposition concernant le **congrès du Rassemblement démocratique africain** [8 décembre 1948] (p. 1077 et suiv.). — *Retire sa proposition*

[9 décembre 1948] (p. 1097) ; au débat sur la demande de discussion d'urgence de sa proposition de résolution tendant à l'envoi d'une **mission d'information en Haute-Volta** [9 décembre 1948] (p. 1093 et suiv.).

ARNAULT (JACQUES) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission de la défense de l'Union française (*ibid.*) ; de la commission des affaires économiques (*ibid.*) ; *donne sa démission de membre de la commission des affaires économiques* [10 juin 1948] (p. 500) ; est nommé membre de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales (*ibid.*).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à ériger de nouveaux centres urbains de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice [20 février 1948] (I. n° 76) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à étendre aux territoires de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Togo et du Cameroun la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales [20 février 1948] (I. n° 77) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à libérer d'urgence les emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne des 4 et 11 avril et à abroger le décret-loi du 30 mars 1935 [28 avril 1948] (I. n° 181) ; *proposition de résolution* tendant à inviter la commission des affaires politiques et administratives de l'Assemblée de l'Union française à désigner une mission d'information avec pouvoirs d'investigation chargée d'enquêter sur les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections à l'Assemblée algérienne [28 avril 1948] (I. n° 186) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française le projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République [25 juin 1948] (I. n° 321) ; retrait [1er décembre 1948] (p. 1052) ; *motion* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à adopter une proclamation solennelle par laquelle elle affirme sa volonté de ne pas accepter de voir mises en cause les hautes attributions qu'elle tient de la Constitution [30 juin 1948] (p. 636) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi modifiant les conditions d'attribution des allocations familiales aux salariés algériens travaillant dans la métropole dont la famille réside en Algérie [23 décembre 1948] (I. n° 488) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre les responsables des violences commises à Madagascar tant au cours d'interrogatoires de police que d'actions répressives à l'égard de la population et à rechercher les responsables de l'exécution, trois jours avant le procès qui s'est ouvert le 22 juillet devant la cour criminelle de Tananarive, de Samuel Rakotondrabé, principal témoin et coaccusé [23 décembre 1948] (I. n° 491) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur le vœu tendant à envisager le rétablissement du voyage de M. le Président de la République, Président de l'Union française, aux Antilles et à la Guyane française [26 mai 1948] (I. n° 234) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la proposition de résolution tendant à inviter la commission des affaires politiques et administratives de l'Assemblée de l'Union française à désigner une mission d'information avec pouvoirs d'investigation chargée d'enquêter sur les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections à l'Assemblée algérienne [2 juin 1948] (I. n° 258).

Interventions :

Participe à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 188 et suiv.). — *Son amendement tendant à substituer à la proposition le texte ci-après: « L'Assemblée de l'Union française, consciente des dangers mortels que constituerait pour l'Union française, et en particulier pour les trois pays d'Afrique du Nord, un accord douanier franco-italien imposé pour les besoins de la politique d'expansion des Etats-Unis, demande au Gouvernement de surseoir aux pourparlers engagés. »* (p. 197) ; à la discussion de la proposition de résolution tendant à augmenter le **contingent des croix de la Légion d'honneur au titre du Ministère de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 391). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion du vœu tendant à rétablir le **voyage du Président de l'Union française en Guyane et aux Antilles.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 437). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (élections à l'Assemblée algérienne) [3 juin 1948] (p. 463, 464). — Participe à la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [9 juin 1948] (p. 472 et suiv.) ; à la discussion de la proposition tendant à la **libération des emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 547). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 552, 555). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**organisation de la défense nationale.** — Art. 18, 2e alinéa : *son amendement tendant à remplacer les mots « outre-mer » par les mots « dans les départements et territoires d'outre-mer »* [15 juillet 1948] (p. 738) ; 3e alinéa : *son amendement tendant à ajouter, après les mots « des autorités civiles des territoires », les mots « de la République française »* (p. 739) ; à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**organisation des forces armées.** — Art. 1er : *amendement de M. d'Arboussier* [15 juillet 1948] (p. 742). — Art. 12 : *son amendement tendant à insérer, après les mots « pour les territoires », les mots « de la République française »* (p. 744). — Art. 14 : *son amendement tendant à faire précéder le 2e alinéa des mots : « En ce qui concerne la République française »* (p. 745). — Art. 40 : *son amendement tendant à ajouter, après les mots « dans les territoires », les mots « de la République française »* (p. 746) ; à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la composition du **Haut Conseil de l'Union française.** — Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 758) ; à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 4, 15e alinéa : *amendement de M. Lapart* [23 juillet 1948] (p. 831). — Art. 35, alinéa 4° : *son amendement relatif à la consultation obligatoire de l'assemblée représentative sur le plan d'équipement économique et social* (p. 851). — Art. 66 : *son amendement tendant : 1° au renouvellement des assemblées représentatives dans un délai maximum de trois mois, à compter de la promulgation de la loi ; 2° à l'abrogation de toutes dispositions législatives et réglementaires contraires* (p. 839) ; à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au **recrutement des forces armées.** — *Son amendement tendant à ajouter un article* 3 bis *prévoyant que des lois spéciales régleront les conditions du recrutement dans les territoires d'outre-mer et en Algérie* [28 juillet 1948] (p. 875) ; le retire (*ibid.*) pour le reporter sur l'article 158 (p. 888) ; à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la fixation des **cadres et effectifs des armées.** — Art. 14 : *son sous-amendement tendant à fixer par une loi les conditions dans lesquelles le personnel des troupes métropolitaines et celui des troupes d'outre-mer concourront à la constitution des effectifs* [29 juillet 1948] (p. 903, 905). — Ses observations sur un incident (envoi d'une mission d'information en Algérie) [16 novembre 1948] (p. 1027) ; [15 décembre 1948] (p. 1123 et suiv.). — Participe au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1040) ; à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un conseiller de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er décembre 1948] (p. 1059). — Discussion générale [15 décembre 1948] (p. 1113 et suiv.). — *Sur le renvoi à la commission* (p. 1118). — *Amendement de M. Juge* (ibid.). — Obtient un congé [23 décembre 1948] (p. 1186).

AUBERT (MICHEL) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission de la défense de l'Union française (ibid.) ; *donne sa démission de membre de la commission des affaires politiques et administratives* [29 janvier 1948] (p. 23) ; est nommé membre de la commission des affaires économiques [29 janvier 1948] (p. 23).

Dépôts législatifs :

Proposition, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour assurer une répartition équitable des graines d'arachide de l'A. O. F. (récolte 1947-48) entre l'industrie métropolitaine et celle des territoires d'outre-mer [5 février 1948] (I. n° 40) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à saisir, avant toutes décisions, l'Assemblée de l'Union française des questions soumises à la conférence franco-britannique [12 février 1948] (I. n° 54) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement : 1° à reviser les accords commerciaux franco-italiens et franco-espagnols et, en particulier, à surseoir à l'application de ces derniers, en ce qui concerne les

agrumes, au moins jusqu'à la date du 15 février 1949, qui a été prévue de concert par les représentants qualifiés des organisations intéressées des deux pays; 2° à procéder d'urgence à une étude approfondie sur la compression possible des charges multiples dont est grevé le commerce des produits algériens, sans que ces mesures puissent porter préjudice aux producteurs et à tous les travailleurs intéressés par la prospérité de l'agrumiculture [15 décembre 1948] (I. n° 467).

Interventions :

Est entendu, en qualité de président de la commission des affaires économiques, sur le règlement de l'ordre du jour (dévaluation du franc C. F. A.) [29 janvier 1948] (p. 22). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires économiques, à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — *Demande de discussion d'urgence* [26 février 1948] (p. 141); [27 février 1948] (p. 166). — Discussion [4 mars 1948] (p. 196); *Amendement de M. Arnault* (p. 197). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires économiques, au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition tendant à **porter de 7 à 15 francs le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais** [27 février 1948] (p. 165). — *Demande que la discussion de cette proposition soit retirée de l'ordre du jour* [4 mars 1948] (p. 200, 201). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires économiques, sur le renvoi de la discussion des propositions tendant à réglementer le **commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer** [23 juin 1948] (p. 579). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires économiques, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun.** — *Contre-projet de M. Ebédé* [31 juillet 1948] (p. 966, 967). — *Demande le retrait de l'ordre du jour* (p. 1011). — *Demande la discussion d'urgence* [8 décembre 1948] (p. 1080). — Art. 5: *amendement de M. Ebédé* (p. 1090). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 20 février 1948 (p. 123).

AUGARDE (Jacques), **Sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (affaires musulmanes).**

Est entendu au cours de la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 33); des propositions relatives au **cataclysme de la Réunion** [30 janvier 1948] (p. 37); de la proposition de résolution relative aux **anciens combattants des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 40). — Est entendu à la suite du compte rendu de l'audition d'une délégation de l'Assemblée de l'Union française par la commission des finances de l'Assemblée nationale, au sujet de la **dévaluation du franc C. F. A.** [6 février 1948] (p. 64). — Est entendu au cours de la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'A.O.F.** — Demande de discussion d'urgence [6 février 1948] (p. 69 et suiv.); des propositions concernant les **poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh.** — Discussion générale [13 février 1948] (p. 98 et suiv.); des propositions relatives aux **négociations franco-britanniques sur les échanges africains.** — Discussion générale [13 février 1948] (p. 106); de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine** [27 février 1948] (p. 161). — Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. d'Arboussier relative à la **dévaluation du franc C. F. A.** [27 février 1948] (p. 162, 163). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance (question orale relative à la dévaluation du franc C. F. A.) [4 mars 1948] (p. 172). — Est entendu au cours de la discussion d'un vœu relatif au **transfert au Panthéon des cendres de Victor-Schœlcher.** — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 180); de la proposition de résolution tendant à supprimer, pour tous les territoires de l'A. O. F., l'obligation de constituer des **greniers de réserves.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 208); de la proposition tendant à faire accorder un **visa d'entrée en France à M. M'Hamed Tahar,** secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc. — Débat sur la recevabilité [5 mars 1948] (p. 211, 212); de la proposition tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée de l'Union française des projets sur le **statut militaire de l'Union française.** — Discussion générale [11 mars 1948] (p. 236); de la proposition tendant à la **réorganisation municipale en A. E. F.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 275); de la proposition tendant à venir en **aide aux étudiants des pays d'outre-mer.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 281). — Est entendu sur la signature du protocole de **fin de grève des cheminots africains** [18 mars 1948] (p. 287). — Est entendu au cours de la discussion de la proposition tendant à **l'abrogation du décret du 30 mars 1935, dit « décret Regnier ».** — Débat sur la recevabilité [28 avril 1948] (p. 331, 332). — Discussion générale; *dépose une motion préjudicielle sur la recevabilité de la proposition* [29 avril 1948] (p. 348 et suiv.); de la proposition tendant à **pourvoir le Cameroun des magistrats nécessaires à sa nouvelle organisation judiciaire.** — Discussion générale [29 avril 1948] (p. 344); de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [13 mai 1948] (p. 365); de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 383 et suiv.); de la proposition de résolution tendant à augmenter le **contingent des croix de la Légion d'honneur au titre du ministère de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 392); de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 406); de la proposition de résolution relative aux **crédits et aux statuts du F. I. D. E. S.** [27 mai 1948] (p. 430); de la proposition tendant au relèvement du **prix d'achat du coton dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 435). — *Contre-projet de M. Laurin* (p. 436); de la proposition relative à la conférence de Bogota et du vœu tendant à rétablir le **voyage du Président de l'Union française en Guyane et aux Antilles.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 442). — *Propose quelques modifications au dernier paragraphe de la proposition* (p. 443); de la proposition tendant à la **création d'une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [3 juin 1948] (p. 461); des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 493); des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 673, 678). — Fait part à l'Assemblée de la démission du Gouvernement présidé par M. Robert Schuman; prend congé de l'Assemblée de l'Union française [21 juillet 1948] (p. 773).

AUTISSIER (Mlle Germaine) [C. R.].

Est nommée membre: de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); de la commission des affaires politiques et administratives [3 juin 1948] (p. 463); *donne sa démission de membre de la commission du règlement et de la comptabilité* [10 juin 1948] (p. 500); est nommée membre de la commission du plan, de l'équipement et des communications [10 juin 1948] (p. 500); *donne sa démission de membre de la commission de la défense de l'Union française* (ibid.).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à unifier le statut du soldat de l'Union française [19 février 1948] (I. n° 70); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant organisation des collectivités locales à Madagascar [13 mai 1948] (I. n° 216; *proposition de résolution* tendant à abroger le décret n° 47-1892 du 26 septembre 1947 relatif à la liberté de la presse et de réunion à Madagascar [17 juin 1948] (I. n° 302); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à soumettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française, préalablement à toute ratification par le Parlement, le texte du pacte bilatéral franco-américain pour l'application du plan Marshall [25 juin 1948] (I. n° 320); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte des dangers d'une orientation exclusive, vers les Etats-Unis, de l'économie et du commerce des pays et territoires de l'Union française [30 juin 1948] (I. n° 327); *question orale* sur les motifs de la condamnation du directeur d'un journal malgache [30 juillet 1948] (p. 923); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à surseoir aux élections au Conseil de la République à Madagascar, jusqu'à ce que le collège électoral soit complet et représentatif de l'ensemble de la population autochtone [24 novembre 1948] (I. n° 431); *proposition* tendant à saisir le Gouvernement d'une protestation solennelle de l'Assemblée de l'Union française contre l'expulsion arbitraire de Madagascar de M. le conseiller de l'Union française Raymond Lombardo [1er décembre 1948] (I. n° 441); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre les responsables des violences commises à Madagascar, tant au cours d'interrogatoires de police que d'actions répressives à l'égard de la population et à rechercher les responsables de l'exécution, trois jours avant le procès qui s'est ouvert le 22 juillet devant la cour criminelle de Tananarive, de Samuel Rakotondrabé, principal témoin et coaccusé [23 décembre 1948] (I. n° 491); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et

administratives, sur: 1° la demande d'avis de M. le Président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Martine et plusieurs de ses collègues, députés, tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du conseil général de la Côte française des Somalis; 2° la demande d'avis de M. le Président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale à la Côte française des Somalis [28 juillet 1948] (I. n° 391).

Interventions:

Intervient à la suite de la réponse de M. le Ministre de la France d'outre-mer à sa **question orale sur les motifs de la condamnation du directeur d'un journal malgache** [30 juillet 1948] (p. 923). — Participe à la discussion de la proposition de résolution relative à la **liberté de la presse et de réunion à Madagascar.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 969, 970). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques, à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant **l'assemblée représentative de la Côte française des Somalis.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 998). — Participe au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1038); à la discussion de la proposition concernant **l'expulsion de Madagascar d'un conseiller de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er décembre 1948] (p. 1056). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission* [8 décembre 1948] (p. 1072).

B

BARBE (Raymond) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires extérieures (*ibid.*); de la commission de la défense de l'Union française (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); *donne sa démission de membre de la commission de la défense de l'Union française* [17 mars 1948] (p. 282); *de la commission des affaires extérieures* (*ibid.*); est nommé membre de la commission de la défense de l'Union française [8 décembre 1948] (p. 1080).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta [13 janvier 1948] (I. n° 4); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre à l'avis de l'Assemblée de l'Union française tous les projets et propositions de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer dont elle a été saisie [13 janvier 1948] (I. n° 5); *proposition* tendant à demander au Gouvernement l'abandon des poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh, Président de la délégation permanente de la République du Viet-Nam en France, et sa libération immédiate [5 février 1948] (I. n° 29); *proposition de résolution* invitant l'Assemblée nationale à abroger le décret n° 47-2211 du 19 novembre 1947 rendant applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que Madagascar les dispositions du décret du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives à l'ordre public [5 février 1948] (I. n° 39); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice [20 février 1948] (I. n° 76); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à étendre aux territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun, la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947, fixant le régime général des élections municipales [20 février 1948] (I., n° 77); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à donner aux Conseillers de l'Union française les mêmes facilités d'accès dans l'enceinte de l'Assemblée nationale qu'aux Conseillers de la République [20 février 1948] (I., n° 81); *la retire* [30 mai 1950] (p. 804); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sinistrés du cyclone du 2 janvier 1948 à la Réunion la réparation intégrale des dommages subis, s'élevant à 4.500 millions de francs métropolitains [28 avril 1948] (I., n° 184); *proposition de résolution* tendant à réduire de 30 à 20 le nombre de base des membres des commissions de l'Assemblée de l'Union française [28 avril 1948] (I., n° 187); *vœu* tendant à envisager le rétablissement du voyage de M. le Président de la République, Président de l'Union française aux Antilles et à la Guyane françaises [13 mai 1948] (I., n° 214); *proposition de résolution* tendant à inviter la commission des affaires politiques et administratives de l'Assemblée de l'Union française à désigner pour se rendre à Madagascar, une mission d'information, avec pouvoirs d'investigation afin d'étudier la situation politique de la grande Ile [13 mai 1948] (I., n° 215); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant organisation des collectivités locales à Madagascar [13 mai 1948] (I., n° 216); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la Constitution en ce qui concerne les attributions de l'Assemblée de l'Union française [13 mai 1948] (I., n° 218); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à décider la suppression de l'impôt de capitation dans le cadre de l'autonomie financière des territoires d'outre-mer [10 juin 1948] (I., n° 286); *proposition de résolution* invitant l'Assemblée nationale à adopter une proposition de loi tendant à réprimer les discriminations raciales dans l'Union française [17 juin 1948] (I. n° 294); *motion* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à adopter une proclamation solennelle par laquelle elle affirme sa volonté de ne pas accepter de voir mises en cause les hautes attributions qu'elle tient de la Constitution [30 juin 1948] (p. 636); *proposition* tendant à saisir le Gouvernement d'une protestation solennelle de l'Assemblée de l'Union française contre l'expulsion arbitraire de Madagascar de M. le Conseiller de l'Union française Raymond Lombardo [1er décembre 1948] (I., n° 441); *proposition* invitant le Gouvernement à lever l'interdiction de la tenue du congrès du rassemblement démocratique africain, prononcée par le Gouverneur de la Haute-Volta [8 décembre 1948] (I., n° 450); retrait [9 décembre 1948] (p. 1097); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à envoyer une mission d'information avec pouvoirs d'investigation pour s'enquérir de la situation générale — et notamment de l'atmosphère politique — dans le territoire de la Haute-Volta [9 décembre 1948] (I. n° 459); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre à l'avis de l'Assemblée de l'Union française tous les projets et propositions de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer dont elle a été saisie [29 janvier 1948] (I. n° 7).

Interventions:

Participe à la discussion des **articles 7 bis, 44 et 48 et des six derniers titres du projet de règlement.** — Art. 48: *amendements de MM. Curabet et d'Arboussier* [29 janvier 1948] (p. 13 et suiv.). — Art. 74: *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa ainsi rédigé: « Le scrutin public à la tribune ne peut être demandé par un groupe qu'une seule fois par séance »* (p. 17, 18). — Art. 100: *amendement de M. Egretaud* (p. 22). — Intervient à la suite d'une communication de M. Abelin, Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, concernant les **rapports de l'Assemblée de l'Union française avec le Gouvernement** [29 janvier 1948] (p. 19). — Intervient à la suite d'une demande de désignation des membres de la commission du règlement [29 janvier 1948] (p. 23). — Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — Discussion générale; *intervient pour un rappel au règlement* [30 janvier 1948] (p. 32). — *Son amendement tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le franc C. F. A. au taux en vigueur au 1er janvier 1948* (p. 34). — *Sous-amendement de M. Max André* (p. 37). — *Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin de la proposition: « ...et à lui soumettre de toute urgence toutes mesures utiles pour pallier les difficultés de tous ordres que connaissent les territoires d'outre-mer »* (p. 39). — *Ses observations* (p. 40). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion de la proposition de résolution concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 41). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 46, 49). — Art. 2: *amendement de M. d'Arboussier* (p. 51). — Participe à la suite de cette discussion, en qualité de vice-président de la commission des affaires politiques et administratives. — Art. 2: *amendements de MM. Saïdou Djermakoye, Jousselin et d'Arboussier* [13 février 1948] (p. 93 et suiv.). — *Ses observations* (p. 96). — Participe à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du règlement.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 54). — Intervient à la suite du compte rendu de l'audition d'une délégation de l'Assemblée de l'Union française par la commission des finances de l'Assemblée nationale, au sujet de la **dévaluation du franc C. F. A.** [6 février 1948] (p. 64). — Participe à la discussion des conclusions du troisième bureau sur les **opérations élec-**

torales de la Guinée (cas de M. Delmas). — Pose la *question préalable* du renvoi devant la commission d'instruction [6 février 1948] (p. 64, 66). — *Explication de vote* (p. 67). — *Ses observations* (p. 68); au débat sur la demande de discussion d'urgence des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'A. O. F.** [6 février 1948] (p. 70 et suiv.); à la discussion des propositions concernant les **négociations franco-britanniques sur les échanges africains** [13 février 1948] (p. 107). — Intervient à la suite d'une demande de renvoi à la commission de l'agriculture de la proposition tendant à fournir du **maïs de semence aux producteurs de la Réunion** [13 février 1948] (p. 107). — Participe, en qualité de vice-président de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion de la proposition de résolution relative à l'**élection des membres de l'Assemblée nationale pour le territoire de la Haute-Volta.** — Art. 1er: *amendement de M. Jousselin* [19 février 1948] (p. 115). — *Amendement de M. Saïdou Djermakoye* (p. 116). — Participe à la discussion de la proposition tendant à **assurer aux producteurs des territoires d'outre-mer une plus juste rémunération.** — *Amendement de M. Gueye Momar Djim* [20 février 1948] (p. 128). — Est entendu sur le règlement le l'ordre du jour (question orale relative à la dévaluation du franc C. F. A.) [20 février 1948] (p. 132). — Intervient dans la discussion des conclusions de la commission d'instruction sur l'**élection de M. Cortinchi.** — *Ses observations sur un rappel au règlement* (Interprétation de l'article 7 du règlement: explications de vote en cas de scrutin secret sur une élection contestée) [26 février 1948] (p. 140 et 141, 143 et 144). — Participe à la discussion de la proposition tendant à **maintenir, au ministère de la France d'outre-mer, la direction du plan d'équipement.** — Discussion générale [26 février 1948] (p. 142). — *Son amendement tendant à rétablir la direction du plan dans sa forme au 1er janvier* 1948 (p. 143); — à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 158). — *Amendement de M. Mignot* (p. 160). — *Son amendement prévoyant que les arrêtés locaux seront pris sur avis conforme des assemblées locales* (p. 160). — *Son amendement tendant à transformer l'avis en une proposition invitant le Gouvernement à permettre sans délai l'entrée en vigueur du décret du 17 octobre* 1947 (p. 161); — au débat sur la question orale de M. d'Arboussier relative à la **dévaluation du franc C. F. A.** [27 février 1948] (p. 162, 163). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [4 mars 1948] (p. 172). — Participe à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 193). — *Amendement de M. Arnault* (p. 197). — Participe, en qualité de vice-président de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion de la proposition de résolution concernant la création de la **circonscription indépendante du Mzab** (élections à l'Assemblée algérienne). — Demande de discussion d'urgence [4 mars 1948] (p. 199). — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 214). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (prix d'achat des arachides) [4 mars 1948] (p. 200, 201). — Participe à la discussion sur la procédure de **désignation par l'Assemblée de l'Union française de cinq délégués au Conseil économique.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 204). — Confirmation de la désignation [17 mars 1948] (p. 283); — à la discussion de la proposition tendant à faire accorder un **visa d'entrée en France à M. M'Hamed Tahar,** secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc. — Débat sur la recevabilité [5 mars 1948] (p. 211). — Discussion de la proposition; *explication de vote* (p. 222). — à la discussion de la proposition de résolution tendant à **abroger le décret du 4 décembre 1930.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 215, 223). — *Amendement de M. Antonini* (p. 225); — à la discussion de la proposition tendant à assurer une **répartition équitable des graines d'arachide de l'A. O. F. entre l'industrie métropolitaine et celle des territoires d'outre-mer.** — *Explication de vote sur l'amendement de M. Egretaud* [11 mars 1948] (p. 243); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à rétablir les crédits nécessaires à la prochaine **conférence des Caraïbes.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 250). — *Son amendement tendant à supprimer les 2e et 3e alinéas* (p. 251, 252); — à la discussion de la proposition de résolution relative au **régime financier et administratif de l'Assemblée de l'Union française.** — *Amendement de M. Egretaud* [12 mars 1948] (p. 253); — à la discussion d'une **motion adressant le salut de l'Assemblée aux familles françaises et vietnamiennes.** — Demande de discussion d'urgence [12 mars 1948] (p. 257). — Discussion générale (p. 258). — *Explication de vote* (p. 262). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [17 mars 1948] (p. 267). — Intervient à la suite d'une déclaration de M. d'Arboussier sur la **fin de la grève des cheminots africains** [18 mars 1948] (p. 287). — Participe à la discussion de la proposition de résolution sur la **réglementation des mesures relatives à l'ordre public.** — *Explication de vote* [18 mars 1948] (p. 291); — à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — *Explication de vote sur l'amendement de M. d'Arboussier* [18 mars 1948] (p. 302). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 306); — à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux victimes des récents cyclones de la Nouvelle-Calédonie.** — Discussion générale [21 avril 1948] (p. 314 et suiv.); — à la discussion de la proposition tendant à la suppression des **taxes sur les rhums antillais.** — *Explication de vote sur une demande de renvoi à la commission* [28 avril 1948] (p. 324). — Intervient à la suite du dépôt de la proposition tendant à la **réparation des dommages subis à la Réunion, par suite du cyclone du 27 janvier 1948.** — *Demande le renvoi à la commission des affaires financières* [28 avril 1948] (p. 325). — Participe à la discussion de cette proposition; *amendement de M. Vauthier* [13 mai 1948] (p. 371 et suiv.). — *Son sous-amendement proposant que la répartition des crédits soit assurée par le Conseil général, après avis des conseils municipaux* (p. 372). — *Ses observations* (p. 375). — Participe à la discussion sur la question orale de M. Mitterrand, relative **à l'état de guerre entre la France et le Viet-Nam** [28 avril 1948] (p. 326, 327); — au débat sur la recevabilité de la proposition tendant à l'**abrogation du décret du 30 mars 1935 dit « décret Régnier »** [28 avril 1948] (p. 331). — *Ses observations sur la jonction de deux propositions* (p. 337). — Discussion générale [29 avril 1948] (p. 349). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance (demandes d'avis présentées par l'Assemblée nationale et le Gouvernement) [13 mai 1948] (p. 355). — Participe à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — *Explication de vote* [13 mai 1948] (p. 368); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Art. 3; *amendement de M. Laurin* [19 mai 1948] (p. 386, 387); à la discussion de la proposition de résolution concernant le **régime des élections municipales en A. O. F., en A. E. F., au Togo et au Cameroun.** — Demande de renvoi à la commission [19 mai 1948] (p. 390). — Discussion générale (en qualité de vice-président de la commission des affaires politiques et administratives) [26 mai 1948] (p. 419). — Intervient à la suite du dépôt de la proposition tendant à l'**organisation des services de la Présidence et du Haut conseil de l'Union française.** — *Demande le renvoi à la commission des affaires politiques et administratives* [19 mai 1948] (p. 392). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [26 mai 1948] (p. 421 et suiv.). — Participe à la discussion de la proposition concernant la **conférence de Bogota** et du vœu tendant à rétablir le **voyage du Président de l'Union française en Guyane et aux Antilles.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 439 et suiv.). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la **représentation de l'Union française à l'U. N. E. S. C. O.** — Discussion générale: *ses observations sur un incident* [2 juin 1948] (p. 453). — Ses observations sur un incident (Allocution prononcée par le Président de l'Assemblée) [2 juin 1948] (p. 456). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (élections à l'Assemblée algérienne) [3 juin 1948] (p. 464, 465). — *Ses observations* [9 juin 1948] (p. 467). — Participe, en qualité de vice-président de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [9 juin 1948] (p. 469); [10 juin 1948] (p. 490 et suiv.). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de résolution tendant à **fournir du maïs de semence aux producteurs agricoles de la Réunion.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 499); — à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du FIDES.** — Débat sur l'inscription à l'ordre du jour [10 juin 1948] (p. 501). — Discussion générale [16 juin 1948] (p. 520, 522); [17 juin 1948] (p. 527 et suiv.) — Art. 2: *son amendement sur la procédure de désignation, par les Assemblées, de représentants au comité directeur du FIDES* (p. 535); *le retire* (p. 536). — *Amendement de MM. Juge et Vendenboomgaërde* (p. 536). — Ses observations sur un incident (budget de l'Assemblée) [17 juin 1948] (p. 540). — Participe, en qualité de vice-président de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion de la proopsition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 556). — *S'oppose au renvoi à la commission, demandé par M. Juge* (p. 559). — *Amendement de M. Albert Sarraut* (p. 560). — *Demande le vote par disjonction sur l'octroi à la mission*

de pouvoirs d'investigation (p. 560, 561). — Participe à la discussion d'une demande de désignation d'une **mission d'information sur les élections en Mauritanie.** — Discussion générale [23 juin 1948] (p. 569, 570); — à la discussion de la proposition et des demandes d'avis sur les propositions de loi tendant à appliquer le **statut du fermage aux départements d'outre-mer.** — *Ses observations sur la jonction des propositions* [23 juin 1948] (p. 573). — *Ses observations sur un incident* (p. 582); — à la discussion des propositions tendant à la **liberté du commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 591); — à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret relatif à la **protection de la santé publique dans les Etablissements français de l'Océanie.** — *Demande le vote par division* [24 juin 1948] (p. 601). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 602); — à la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — Discussion générale [25 juin 1948] (p. 614, 616). — *Amendement de M. Schmitt* (p. 618). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [30 juin 1948] (p. 621). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'organisation de la défense nationale et des forces armées. — Discussion générale [30 juin 1948] (p. 630 et suiv.); [7 juillet 1948] (p. 676 et suiv.). — *Dépose un contre-projet invitant le Gouvernement à déposer des projets de défense de l'Union française qui réalisent une coordination des moyens de défense nationale de la France et des possibilités des nations et des peuples composant l'Union française* (p. 679 et suiv.). — *Ses observations* (p. 681). — Discussion des articles du projet de loi sur l'**organisation de la défense nationale.** Art. 2: *son amendement tendant à introduire dans l'article 2 les dispositions de l'article 3 bis* (contribution des Etats associés à la défense de l'Union française) [15 juillet 1948] (p. 728 et suiv.). — Art. 3 *bis: son amendement tendant à remplacer les mots « domaines prévus par la présente loi » par les mots « domaines concernant cette défense »* (p. 731). — Art. 7 *bis: son amendement tendant:* 1° *à commencer le premier alinéa par les mots « En France... »;* 2° *à remplacer, au troisième alinéa, l'expression « service national » par l'expression « service civique » et à définir ce service civique dans le cadre de l'Union française* (p. 734, 735); retire la première partie de son amendement (p. 735). — Art. 8 *bis: amendement de M. Mitterrand* (p. 736, 737). — Art. 18, deuxième alinéa: *explication de vote sur l'amendement de M. Arnault* (p. 739); troisième alinéa: *amendement de M. Arnault* (ibid.). — *Demande que le titre du projet de loi soit ainsi rédigé:* « Projet de loi sur l'organisation générale de la défense de l'Union française » (p. 740). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 740). — Discussion des articles du projet de loi sur l'**organisation des forces armées.** — Art. 1er: *ses observations sur l'amendement de M. d'Arboussier* (p. 743). — Art. 8 *bis: son amendement fixant les conditions dans lesquelles les forces armées peuvent faire appel au concours de l'économie générale de l'Union française* (p. 744); le retire (*ibid.*). — Participe à la discussion d'une motion concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er juillet 1948] (p. 642). — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 668); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — *Dépose un contre-projet tendant à émettre un avis défavorable à la ratification* [1er juillet 1948] (p. 659, 660). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 662). — Est entendu à la suite du règlement de l'ordre du jour [1er juillet 1948] (p. 663). — Demande le renvoi pour avis à la commission des affaires politiques et administratives de deux propositions concernant l'**organisation de l'enseignement en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun** [7 juillet 1948] (p. 683). — Participe à la discussion des conclusions de la commission d'instruction sur les **opérations électorales en Mauritanie.** — *Ses observations sur un rappel au règlement* (explications de vote en cas de scrutin secret sur une élection contestée) [15 juillet 1948] (p. 721, 723). — *Explication de vote* (p. 726); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la composition du **Haut Conseil de l'Union française.** — Art. 2, troisième alinéa: *son amendement relatif à la composition de la délégation du Gouvernement français* (p. 761). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 763). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à l'envoi d'une **mission d'information à Madagascar.** — *Ses observations* [16 juillet 1948] (p. 770). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [21 juillet 1948] (p. 788); [22 juillet 1948] (p. 805 et suiv.); [23 juillet 1948] (p. 818). — Art. 1er, deuxième alinéa: *amendement de M. Darlan* (p. 821). — Quatrième alinéa: *amendement de M. Razac* (p. 822). — Sixième alinéa: *amendement de M. Jousselin* (p. 823). — Art. 2: *amendement de M. Jousselin* (p. 832). — *Son amendement tendant à ajouter à la première phrase: « Sont électeurs tous les hommes et femmes âgés de vingt et un ans »* (p. 833). — *Demande le renvoi à la commission* (p. 833). — Art. 2 nouveau: *ses observations* (p. 835). — Art. 3, premier alinéa: *son amendement tendant à introduire le scrutin de liste avec représentation proportionnelle* (p. 842). — *Amendements de MM. Mademba Racine et Alfred Bour* (p. 843). — Art. 4, alinéa 9°: *propose de modifier comme suit l'amendement de M. Mademba Racine: « exploitants agricoles ou forestiers, planteurs, etc., »* (p. 827). — Alinéa 15°: *amendement de M. Lapart* (p. 830); — *son amendement tendant à ajouter à l'article 4 un alinéa 17° accordant le droit de vote à tous les hommes et femmes âgés de vingt et un ans révolus* (p. 831); l'amendement est reporté sur l'article 2 (p. 832). — Article 4 nouveau: *amendement de M. Jousselin* (p. 837). — Art. 6, troisième alinéa: *amendement de M. Mademba Racine* (p. 846). — Art. 41, alinéa 3°: *amendement de M. Mitterrand* (p. 853). — Art. 50: *ses observations* (p. 854). — Art. 66: *amendement de M. Arnault* (p. 841); — *son amendement tendant à ajouter un article 67 prévoyant que, avant la revision des listes électorales, les élections seront faites sur les listes établies pour les élections législatives* (p. 841); *le retire* (p. 855). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 856); — à la discussion de la proposition concernant le **rapatriement des travailleurs indochinois.** — *Amendement de M. Mitterrand* [28 juillet 1948] (p. 866, 867); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à l'**abrogation du décret du 20 mars 1937** (conflits du travail). — Discussion générale [28 juillet 1948] (p. 868 et suiv.); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au **recrutement des forces armées.** — Art. 3 *bis: amendement de M. Arnault* [28 juillet 1948] (p. 875). — Art. 52: *amendement de M. Thévenin* (p. 880). — Art. 158: *amendement de M. Arnault* (p. 888, 889). — *Explication de vote sur l'ensemble* [29 juillet 1948] (p. 894); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la fixation des **cadres et effectifs des armées.** — Discussion générale [29 juillet 1948] (p. 899). — Art. 14: *sous-amendement de M. Thévenin* (p. 903 et suiv.). — *Amendement de M. Alduy* (p. 906); — à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Art. 1er: *amendement de M. Bizot* [29 juillet 1948] (p. 914). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 916). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [29 juillet 1948] (p. 916). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [30 juillet 1948] (p. 922). — Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant à **modifier l'article 30 du règlement.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 933); — à la discussion de la proposition tendant à créer une **mission médicale française à Pondichéry.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 944). — Ses observations sur un incident [30 juillet 1948] (p. 951). — Participe à la discussion de la proposition concernant l'**équipement agricole de l'Algérie.** — *Amendement de M. Duqueroix* [30 juillet 1948] (p. 957). — *Ses observations* (p. 958, 959). Participe, en qualité de vice-président de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion des propositions concernant le **personnel enseignant des territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 960). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (Conseil général de la Côte française des Somalis) [30 juillet 1948] (p. 963). — Participe à la discussion de la proposition de résolution concernant la **liberté de la presse et de réunion à Madagascar.** *Explication de vote* [31 juillet 1948] (p. 970); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie.** — Art. 7: *amendement de M. Razac* [31 juillet 1948] (p. 973). — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et la proposition de loi concernant les **assemblées représentatives du Togo et du Cameroun.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 981). — Art. 35: *son amendement tendant à soumettre à l'avis conforme de l'assemblée représentative les dispositions réglementaires relatives à l'organisation des chefferies africaines* (p. 985, 986). — *Amendement de M. Soppo Priso* (p. 986). — Art. 36: *amendement de M. Savi de Tove* (p. 989 et suiv.); — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **syndicats professionnels en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis.** — *Amendement de Mlle Le Ber* [31 juillet 1948] (p. 1001); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — Discussion générale [31 juil-

let 1948] (p. 1008). — Art. 1er : *amendement de M. Gueye Momar Djim* (p. 1014). — Intervient au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence de quatre demandes d'avis sur des projets de décret concernant les **loyers en Nouvelle-Calédonie, à Madagascar et en Afrique occidentale française** [24 novembre 1948] (p. 1033). — Participe en qualité de vice-président de la commission des affaires politiques, au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1038). — *Sur la fixation de la date de la discussion* (p. 1040). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant la **crise du logement à Madagascar.** — Discussion générale [25 novembre 1948] (p. 1044) ; — à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un conseiller de l'Union française.** — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission* [8 décembre 1948] (p. 1071 et suiv.) ; — au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition concernant le **Congrès du rassemblement démocratique africain** [8 décembre 1948] (p. 1078). — Prend la parole pour un fait personnel [8 décembre 1948] (p. 1081 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [9 décembre 1948] (p. 1087). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun.** — *Ses observations sur la lecture des articles* [9 décembre 1948] (p. 1091). — Participe au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution tendant à l'envoi d'une **mission d'information en Haute-Volta** [9 décembre 1948] (p. 1095). — Prend la parole pour un fait personnel [9 décembre 1948] (p. 1099, 1100).

BARETAUD (HENRY) [Alger].

Est nommé membre : de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires sociales (*ibid.*) ; de la commission des affaires financières (*ibid.*) ; (p. 7) ; de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58) ; *donne sa démission de membre de la commission du règlement et de la comptabilité* [8 décembre 1948] (p. 1081).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à surseoir à la discussion sur la proposition d'introduction de la sécurité sociale en Algérie, par la voie de la procédure d'urgence [30 janvier 1948] (I. n° 21) ; *la retire* [12 février 1948] (p. 77) ; *proposition* tendant à surseoir à tout accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie avant consultation et avis préalable, à intervenir en temps utile, de l'Assemblée de l'Union française [30 janvier 1948] (I. n° 22) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85) ; *proposition de résolution et proposition* tendant à la suppression du monopole du pavillon dans les relations maritimes entre la métropole et l'Algérie ; et, en attendant l'abrogation de la législation en la matière, à la suspension par voie de décret dudit monopole ou, à défaut de cette mesure, à l'introduction d'urgence d'aménagements équitables dans le monopole d'exploitation des transports maritimes entre les deux pays [26 février 1948] (I. n° 88).

Interventions :

Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 48) ; — à la discussion de la proposition de résolution et la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — Discussion générale [25 juin 1948] (p. 614). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 16 novembre 1948 (p. 1021).

BEGARRA (JOSEPH) [Oran].

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires sociales (*ibid.*) ; de la commission d'instruction [30 janvier 1948] (p. 38).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à faire bénéficier les ouvriers musulmans d'Algérie dépendant du ministère des forces armées, de la loi de pensions du 21 mars 1928 [30 janvier 1948] (I. n° 26) ; *proposition* tendant, sans préjudice de l'élaboration d'un projet de loi destiné à devenir le code du travail définitif de la France d'outre-mer, à inviter le Gouvernement à permettre, sous réserve d'aménagements à prévoir par arrêtés locaux, l'entrée en vigueur sans délai du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine [19 février 1948] (I. n° 66) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à créer une section du combattant de l'Union française au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre et des sections correspondantes dans les départements, pays et territoires d'outre-mer [13 mai 1948] (I. n° 217) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret du 25 novembre 1947 qui reporte à une date ultérieure l'entrée en vigueur du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine [26 mai 1948] (I. n° 235) ; *motion* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à adopter une proclamation solennelle par laquelle elle affirme sa volonté de ne pas accepter de voir mises en cause les hautes attributions qu'elle tient de la Constitution [30 juin 1948] (p. 636) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de cinquante millions en vue de secourir les sinistrés d'Algérie victimes des dernières inondations et, en particulier, ceux de Sainte-Barbe-du-Tlélat (département d'Oran) [16 novembre 1948] (I. n° 420) ; *proposition de résolution* tendant à inviter la commission de l'agriculture à désigner une mission chargée d'étudier en Afrique du Nord l'installation, le fonctionnement et le développement des S. A. R. (secteurs d'amélioration rurale), en vue de leur extension ultérieure en Afrique noire [16 décembre 1948] (I. n° 471) ; *proposition* tendant à transformer les centres municipaux d'Algérie en communes rurales [30 décembre 1948] (I. n° 498) ; *rapport* fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution tendant à introduire la sécurité sociale en Algérie par la voie de la procédure d'urgence [6 février 1948] (I. n° 46) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition tendant à faire bénéficier les ouvriers musulmans d'Algérie dépendant du ministère des forces armées de la loi de pensions du 21 mars 1928 [26 février 1948] (I. n° 86) ; *rapport*, fait au nom de la commission d'instruction, sur une demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Ferhat Abbas, à la requête de M. Hirtz, administrateur des services civils de l'Algérie, chef de l'annexe de Laghouat [26 février 1948] (I. n° 94) ; *rapport*, fait au nom de la commission d'instruction, sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française [2 juin 1948] (I. n° 255) ; *rapport* fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret du 25 novembre 1947 qui reporte à une date ultérieure l'entrée en vigueur du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine [9 juillet 1948] (I. n° 348) ; *rapport*, fait au nom de la commission d'instruction, sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française [22 décembre 1948] (I. n° 475).

Interventions :

Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition de résolution tendant à introduire la **sécurité sociale en Algérie.** — Discussion générale [12 février 1948] (p. 77). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 156). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition tendant à **faire bénéficier les ouvriers musulmans d'Algérie, dépendant du ministère des forces armées, de la loi de pensions du 21 mars 1928.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 163). — Participe à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 185, 193). — *Amendement de M. Pieri* (p. 197) ; — à la discussion de la proposition tendant à l'**abrogation du décret du 30 mars 1935, dit « décret Régnier ».** — *Explication de vote* [29 avril 1948] (p. 353) ; — à la discussion de la proposition tendant à la **création d'une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [3 juin 1948] (p. 461). — Est entendu, en qualité de rapporteur de la commission d'instruction, sur une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Abbas Ferhat) [10 juin 1948] (p. 496, 497). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 764, 767). — Participe à la discussion de la proposition concernant le **rapatriement des travailleurs indochinois.** — Discussion générale [28 juillet 1948] (p. 865). — *Amendement de M. Mitterrand* (p. 866) ; — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **syndicats professionnels en A. O. F., en**

A. E. F., au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis. — *Amendement de Mlle Le Ber* [31 juillet 1948] (p. 4001). — Ses observations lors du dépôt de sa proposition tendant à secourir les **victimes des inondations d'Algérie** [16 novembre 1948] (p. 1026). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [15 décembre 1948] (p. 1104). — Est entendu, en qualité de rapporteur de la commission d'instruction, sur une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Abbas Ferhat) [30 décembre 1948] (p. 1209).

BELABED (MOHAMED) [Oran].

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de la défense de l'Union française (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 30 mars 1935 dit décret « Régnier » applicable à l'Algérie [28 avril 1948] (I. n° 179); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de cinquante millions en vue de secourir les sinistrés d'Algérie victimes des dernières inondations et, en particulier, ceux de Sainte-Barbe-du-Tlélat (département d'Oran) [16 novembre 1948] (I. n° 420); *proposition de résolution* tendant à inviter la commission de l'agriculture à désigner une mission chargée d'étudier en Afrique du Nord, l'installation, le fonctionnement et le développement des S. A. R. (secteurs d'amélioration rurale), en vue de leur extension ultérieure en Afrique noire [16 décembre 1948] (I. n° 471); *proposition* tendant à transformer les centres municipaux d'Algérie en communes rurales [30 décembre 1948] (I. n° 498).

Obtient un congé [5 mars 1948] (p. 226). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 21 avril 1948 (p. 311).

BERTRAND (Mlle SIMONE) [A. N.].

Est nommée membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires sociales (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission des affaires extérieures* [19 février 1948] (p. 120); est nommée membre de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [17 mars 1948] (p. 282).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement français à engager des pourparlers avec le gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam, pour mettre un terme à la guerre d'Indochine [26 mai 1948] (I. n° 227); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant l'article 4 et certaines dispositions de l'article 5 du décret du 7 août 1944 instituant des syndicats professionnels en A. O. F., en A. E. F., au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis [17 juin 1948] (I. n° 301).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition concernant le **rapatriement des travailleurs indochinois.** — Discussion générale [28 juillet 1948] (p. 863, 864).

Lieutenant-colonel **BICHON** (MAURICE) [Nouvelle-Calédonie].

Est nommé membre: de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à faire mettre à la disposition du ministre de la France d'outre-mer un crédit de 300 millions de francs et du matériel de reconstruction (en particulier ciment et tôles), en faveur des victimes des cyclones du 25 au 28 janvier et du 14 mars 1948, en Nouvelle-Calédonie [21 avril 1948] (I. n° 171); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à modifier les modalités de payement des pensions de toute nature dans les territoires d'outre-mer à franc C. F. A. et C. F. P. [9 juin 1948] (I. n° 280); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sinistrés des cyclones et inondations du 25 au 28 janvier et du 14 mars 1948 en Nouvelle-Calédonie, la réparation totale des dommages évalués à 320 millions de francs métropolitains [17 juin 1948] (I. n° 297); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [29 décembre 1948] (I. n° 495).

Interventions:

Participe à la discussion de sa proposition tendant à venir en **aide aux victimes des récents cyclones de la Nouvelle-Calédonie.** — Demande de discussion d'urgence [21 avril 1948] (p. 313). — Discussion générale (p. 314, 315); à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — Demande de discussion d'urgence [28 avril 1948] (p. 333). — Discussion générale [13 mai 1948] (p. 361); à la discussion de la proposition tendant à la **réparation des dommages subis à la Réunion, par suite du cyclone du 27 janvier 1948.** — Discussion générale [13 mai 1948] (p. 370). — Demande la discussion d'urgence de sa proposition tendant à modifier les **modalités de payement des pensions dans les territoires d'outre-mer à franc C. F. A. et C. F. P.** [9 juin 1948] (p. 484). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 678); à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 767). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [22 juillet 1948] (p. 806). — Est entendu, en qualité de rapporteur du deuxième bureau, sur la **validation de l'élection de cinq conseillers de l'Union française par l'Assemblée nationale** [24 novembre 1948] (p. 1032). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret concernant la **crise du logement en Nouvelle-Calédonie.** — Discussion générale [25 novembre 1948] (p. 1043).

Obtient un congé [13 mai 1948] (p. 375)

BIDAULT (GEORGES), **ministre des affaires étrangères.**

Est entendu au cours de la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — Discussion générale [1er juillet 1948] (p. 646 et suivantes).

BIDET (ANDRÉ) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*); de la commission des affaires sociales (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission des affaires sociales* [21 juillet 1948] (p. 791); est nommé membre de la commission des affaires politiques et administratives (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission des affaires politiques et administratives* [15 décembre 1948] (p. 1122).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République française à déposer sans délai un projet de loi organisant les services de la présidence et du Haut Conseil de l'Union française [19 mai 1948] (I. n° 220); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour faire face à la situation qui résulte de la décision prise par la conférence panaméricaine de Bogota, à propos de la question des « colonies européennes de l'hémisphère occidental » [26 mai 1948] (I. n° 229); *proposition* tendant à obtenir du Gouvernement que l'Assemblée de l'Union française: 1° reçoive des informations sur les travaux de la commission consultative permanente franco-britanique pour les affaires togolaises; 2° soit consultée pour avis, avant toute décision gouvernementale concernant ces affaires [23 juin 1948] (I. n° 309); *proposition* tendant à obtenir du Gouvernement que l'Assemblée de l'Union française: 1° reçoive une documentation officielle sur la création, l'organisation et la mise en train de la commission internationale dénommée « commission du Pacifique-Sud »; 2° soit tenue au courant des travaux de celle-ci, sur lesquels l'Assemblée peut avoir, selon son rôle, à donner des avis [28 juillet 1948] (I. n° 388); *proposition* tendant à obtenir du Gouvernement que, pour qu'elle puisse efficacement remplir son rôle constitutionnel, l'Assemblée de l'Union française soit: 1° officiellement informée de tout acte international en relation avec l'Union française; 2° officiellement tenue au courant des travaux des organismes internationaux, permanents ou périodiques, lorsque ces travaux sont du domaine de l'Union française [23 décembre 1948] (I. n° 487).

Interventions:

Participe, en qualité de président de la commission des affaires extérieures, à la discussion des propositions concernant les **négociations franco-britanniques sur les échanges africains.** — Discussion générale [13 février 1948] (p. 105). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 159). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires extérieures, à la suite de la réponse du ministre de la France d'outre-

mer à la question orale de M. Egretaud, sur les **résultats de la conférence franco-britannique** [28 avril 1948] (p. 330). — Participe au débat sur la recevabilité de la proposition tendant à l'**abrogation du décret du 30 mars 1935, dit « décret Regnier »** [29 avril 1948] (p. 350). — Intervient à la suite du dépôt de la proposition tendant à l'**organisation des services de la présidence et du Haut-Conseil de l'Union française** [19 mai 1948] (p. 392). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [26 mai 1948] (p. 421). — Participe, en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires extérieures, à la discussion de sa proposition relative à la **conférence de Bogota.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 436). — *Accepte les modifications proposées par M. Augarde, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil* (p. 443). — Participe à la discussion de la proposition tendant à la **représentation de l'Union française à l'U.N.E.S.C.O.** — *Explication de vote* [2 juin 1948] (p. 455) ; à la discussion de la proposition de résolution concernant les **pensions des ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements du ministère des forces armées.** — *Explication de vote* [2 juin 1948] (p. 455). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires extérieures, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — *Contre-projet de M. Barbé* [1er juillet 1948] (p. 659). — *Amendement de M. Monnet* (p. 661). — Est entendu à la suite du règlement de l'ordre du jour [1er juillet 1948] (p. 663). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la composition du **Haut-Conseil de l'Union française.** — *Explication de vote sur l'ensemble* [16 juillet 1948] (p. 763). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Discussion générale [29 juillet 1948] (p. 912). — Participe à la discussion de la proposition tendant à créer une **mission médicale française à Pondichéry.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 945) ; à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'assemblée représentative des établissements français de l'Océanie.** — Art. 7 = *amendement de M. Razac* [31 juillet 1948] (p. 973). — Ses observations sur un incident (envoi d'une mission d'information en Algérie) [15 décembre 1948] (p. 1124). — Participe à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à créer un **institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales.** — Art. 3, paragraphe 1er = *demande le renvoi à la commission de l'amendement de Mlle Le Ber* ([16 décembre 1948] (p. 1140, 1141). — Art. 4 (ancien article 5) = *amendements de Mlle Le Ber* (p. 1148). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires extérieures, à la discussion de la proposition concernant la **commission du Pacifique-Sud.** — Discussion générale [22 décembre 1948] (p. 1161).

BILAVARN (KHOUN) [Laos].

Sa désignation est validée [24 novembre 1948] (p. 1033).

Est nommé membre: du deuxième bureau [16 novembre 1948] (p. 1026) ; de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [22 décembre 1948] (p. 1169).

BIZOT (DENIS) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*) ; de la commission d'instruction [30 janvier 1948] (p. 38) ; *donne sa démission de membre de la commission des affaires culturelles* [17 mars 1948] (p. 282) ; est nommé membre de la commission du règlement et de la comptabilité (*ibid.*).

Dépôt législatif:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi modifiant les conditions d'attribution des allocations familiales aux salariés algériens travaillant dans la métropole dont la famille réside en Algérie [23 décembre 1948] (I. n° 488).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant **à ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 383). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 557). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Art. 1er: *son amendement tendant à la création d'une seule académie en Afrique noire* [29 juillet 1948] (p. 913) ; — à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à encourager la **culture vivrière dans les départements d'outre-mer.** — Art. 3, 2e alinéa: *son amendement tendant à préciser que pourront seules donner lieu à réduction de l'impôt sur les bénéfices les superficies plantées « exclusivement » en vivres du pays* [22 décembre 1948] (p. 1166). — 3e alinéa: *son amendement prévoyant que la date de dépôt des déclarations sera fixée par le préfet, après avis du conseil général* (ibid.). — Art. 4, 2e alinéa: *son amendement étendant l'exonération de la contribution foncière aux propriétés dont le tiers* (au lieu de la moitié) *de la superficie est planté en produits vivriers* (p. 1167). — Art. 1er: *son amendement tendant:* 1° *à préciser que tout exploitant est tenu d'affecter « constamment » le dixième au moins de la superficie de ses terres à la culture « exclusive » des vivres du pays;* 2° *à remplacer les mots « ...ou de la pomme de terre, des haricots » par le mot « légumes »* (p. 1168) ; — à la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). — Discussion générale [30 décembre 1948] (p. 1218 et suiv.).

BOISDON (DANIEL) [A. N.].

Est élu *Président de l'Assemblée de l'Union française* [18 décembre 1947] (p. 032) ; en cette qualité, préside la première partie de la séance du 13 janvier 1948 (p. 1) ; la séance du 29 janvier 1948 (p. 9) ; la séance du 5 février 1948 (p. 45) ; la séance du 12 février 1948 (p. 75) ; la première partie de la séance du 11 mars 1948 (p. 231) ; la séance du 17 mars 1948 (p. 267) ; la séance du 21 avril 1948 (p. 311) ; la séance du 28 avril 1948 (p. 319) ; la séance du 13 mai 1948 (p. 355) ; la séance du 19 mai 1948 (p. 379) ; la séance du 26 mai 1948 (p. 415) ; la séance du 2 juin 1948 (p. 447) ; la séance du 9 juin 1948 (p. 467) ; la première partie de la séance du 10 juin 1948 (p. 485) ; la séance du 16 juin 1948 (p. 505) ; la première partie de la séance du 17 juin 1948 (p. 525) ; la séance du 23 juin 1948 (p. 565) ; la séance du 30 juin 1948 (p. 621) ; la première partie de la séance du 7 juillet 1948 (p. 665) ; la première partie de la séance du 8 juillet 1948 (p. 685) ; la séance du 15 juillet 1948 (p. 721) ; la première partie de la séance du 21 juillet 1948 (p. 773) ; la deuxième partie de la séance du 23 juillet 1948 (p. 834) ; la première partie de la séance du 28 juillet 1948 (p. 861) ; la première partie de la séance du 31 juillet 1948 (p. 965) ; la troisième partie de la séance du 31 juillet 1948 (p. 981) ; la séance du 16 novembre 1948 (p. 1021) ; la séance du 24 novembre 1948 (p. 1031) ; la séance du 1er décembre 1948 (p. 1051) ; la séance du 8 décembre 1948 (p. 1063) ; la séance du 15 décembre 1948 (p. 1103) ; la deuxième partie de la séance du 22 décembre 1948 (p. 1156) ; la séance du 29 décembre 1948 (p. 1191) ; la deuxième partie de la séance du 30 décembre 1948 (p. 1231). — **Déclare ouverte la session de l'Assemblée de l'Union française pour l'année 1948** [13 janvier 1948] (p. 1). — **Son allocution à l'occasion de l'ouverture de la session de 1948** [13 janvier 1948] (p. 1). — Souhaits de bienvenue à M. Saïd Ali Coubèche [13 janvier 1948] (p. 1). — **Son allocution à l'occasion de l'élection de M. le Président de l'Assemblée nationale et de M. le Président du Conseil de la République** [29 janvier 1948] (p. 9). — **Rend hommage à la mémoire de Gandhi** [5 février 1948] (p. 45). — **Rend hommage à la mémoire de Jan Masaryk** [11 mars 1948] (p. 231). — **Adresse de sympathie aux familles des victimes de la catastrophe de Courrières** [21 avril 1948] (p. 311). — Intervient à la suite des observations de MM. Périer et Barbé sur les **demandes d'avis présentées par l'Assemblée nationale et le Gouvernement** [13 mai 1948] (p. 356). — Souhaits de bienvenue à MM. Viniger et Mademba Racine [26 mai 1948] (p. 415). — Prend la parole à la suite des observations de M. d'Arboussier sur une **allocution prononcée par le Président de l'Assemblée de l'Union française** [2 juin 1948] (p. 456). — Souhaits de bienvenue à M. le Général Plagne [9 juin 1948] p. 468) ; à M. Coulon [23 juin 1948] (p. 565). — **Rend hommage à la mémoire de Georges Mandel** [7 juillet 1948] (p. 665). — Donne lecture de la lettre de M. Augarde, Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, annonçant la démission du Gouvernement présidé par M. Robert Schuman [21 juillet 1948] (p. 773). — Intervient à la suite des observations de MM. Antonini et Laurin sur le procès-verbal de la précédente séance [28 juillet 1948] (p. 862). — **Son allocution à l'occasion de l'interruption de la session de 1948** [31 juillet 1948] (p. 1016). — **Son allocution à l'occasion de la réception des nouveaux conseillers** [16 novembre 1948] (p. 1021). — Souhaits de bienvenue à M. Gaudart [8 décembre 1948] (p. 1063). — Intervient à la suite des observations de MM. Max André, Begarra et Gaignard sur le procès-verbal de la précédente séance [15 décembre 1948] (p. 1104). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant la commission du Pacifique Sud **(représentation du Gouvernement aux débats de l'Assemblée)** [22 décembre 1948] (p. 1161, 1162). — **Son allocution à l'occasion de la clôture de la**

session de 1948 [30 décembre 1948] (p. 1231, 1232). — **Déclare close la session de l'Assemblée de l'Union française pour l'année 1948** [30 décembre 1948] (p. 1232).

BOLUIX-BASSET (Louis) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales (*ibid.*).

Dépôt législatif:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux départements et territoires d'outre-mer un pourcentage normal d'attributions dans la répartition des apports du plan Marshall, en vertu de l'accord bilatéral de coopération économique franco-américain [7 juillet 1948] (I., n° 338).

Interventions:

Intervient à la suite d'une communication de M. Abelin, Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, concernant les **rapports de l'Assemblée de l'Union française avec le Gouvernement** [29 janvier 1948] (p. 20). — Intervient dans la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises par le Gouvernement.** — *Amendement de M. Barbé* [30 janvier 1948] (p. 36). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 49). — *Explication de vote sur le dernier alinéa de l'article 2* [13 février 1948] (p. 95); à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du règlement.** — Discussion générale: *ses observations* [5 février 1948] (p. 56); à la discussion des conclusions du troisième bureau sur les **opérations électorales de la Guinée** (cas de M. Delmas). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission d'instruction* [6 février 1948] (p. 66). — *Explication de vote* (p. 68); à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'Afrique occidentale française.** — Discussion générale [12 février 1948] (p. 86); à la discussion des propositions concernant les **poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh.** — Discussion générale [13 février 1948] (p. 100); à la discussion d'un vœu relatif au **transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher.** — *Explication de vote* [4 mars 1948] (p. 180); à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 196); à la discussion de la proposition tendant à l'**abrogation du décret du 30 mars 1935, dit « décret Régnier ».** — Débat sur la recevabilité [29 avril 1948] p. 351). — *Explication de vote* (p. 353); à la discussion de la proposition tendant à la **réparation des dommages subis à la Réunion, par suite du cyclone du 27 janvier 1948.** — *Amendement de M. Vauthier* [13 mai 1948] (p. 372); à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 381 et suiv.). — Art. 3: *explication de vote sur l'amendement de M. Laurin* (p. 388); à la discussion de la proposition relative à la **conférence de Bogota.** — *Explication de vote* [27 mai 1948] (p. 443). — Intervient dans la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [9 juin 1948] (p. 473). — Participe à la discussion d'une demande de désignation d'une **mission d'information sur les élections en Mauritanie.** — Discussion générale [23 juin 1948] (p. 570); à la discussion des propositions tendant à la **liberté du commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer.** — *Explication de vote* [24 juin 1948] (p. 592); à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — *Explication de vote* [1er juillet 1948] (p. 662); au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1038); à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er décembre 1948] (p. 1057). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission* [8 décembre 1948] (p. 1073); au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution tendant à l'envoi d'une **mission d'information en Haute Volta** [9 décembre 1948] (p. 1095).

Obtient un congé [5 mars 1948] (p. 204). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 21 avril 1948 (p. 311).

BORREY (Francis) [Niger].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires sociales (*ibid.*); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*), *donne sa démission de membre de la commission des affaires extérieures* [29 janvier 1948] (p. 23).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire: la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder à M. M'Hamed Tahar, secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc, le visa lui permettant d'entrer librement en France [4 mars 1948] (I. n° 126); *proposition de résolution* tendant à compléter l'article 72 du règlement [9 juillet 1948] (I. n° 353); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant création d'un institut supérieur de recherche, d'hygiène et de médecine tropicales [21 juillet 1948] (I. n° 369); *proposition de résolution* tendant à modifier le dispositif de l'article 3 de l'avis sur la proposition de loi tendant à créer un Institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales [23 décembre 1948] (I. n° 486); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la demande d'avis présentée par M. le Président du Conseil des ministres, sur le projet de décret de M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant modification au décret du 20 mai 1910 relatif à la protection de la santé publique dans les établissements français de l'Océanie [17 juin 1948] (I. n° 303); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à assurer la continuité du rayonnement scientifique et culturel français dans les établissements français de l'Inde, par la création et l'entretien d'une mission médicale française à Pondichéry [15 juillet 1948] (I. n° 360); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à exclure Dakar et la presqu'île du Cap Vert de la zone d'endémicité amarile [24 novembre 1948] (I. n° 432); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur: 1° la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant création d'un Institut supérieur de recherche, d'hygiène et de médecine tropicales; 2° la demande d'avis de M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi tendant à créer un Institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales [8 décembre 1948] (I. n° 452); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution tendant à modifier le dispositif de l'article 3 de l'avis sur la proposition de loi tendant à créer un Institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales [30 décembre 1948] (I. n° 497).

Interventions:

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — *Explication de vote sur l'amendement de M. Barbé* [30 janvier 1948] (p. 36). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires sociales, à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'A. O. F.** — Demande de discussion d'urgence [6 février 1948] (p. 69, 72). — Discussion générale [12 février 1948] (p. 78). — Participe à la discussion d'un vœu relatif au **transfert au Panthéon des cendres de Victor Schœlcher.** — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 177); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à supprimer, pour tous les territoires de l'A. O. F., l'obligation de constituer des **greniers de réserves.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 206); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à unifier le **statut du soldat de l'Union française.** — Art. 4: *ses observations sur le sens du mot « fournitures »* [26 mai 1948] (p. 417). — Participe, en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret relatif à la **protection de la santé publique dans les établissements français de l'Océanie.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 597 et suiv.). — *Amendement de M. Thévenin* (p. 601). — *Ses observations* (p. 602). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires sociales, à la discussion des propositions tendant à assurer le **ravitaillement des territoires d'outre-mer en médicaments, objets de pansements et matériel sanitaire.** — *Demande le vote sans débat* [9 juillet 1948] (p. 717). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — *Amendement de M. d'Arboussier* [16 juillet 1948] (p. 767). — Participe, en qualité de président et rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **faire bénéficier des congés payés les travailleurs agricoles des départements d'outre-mer.** — Discussion générale [16 juillet

1948] (p. 768). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 4, alinéa 13°: *son amendement tendant à accorder le droit de vote à tous ceux qui savent lire et écrire une langue locale* [23 juillet 1948] (p. 832). — Alinéa 15°: *explication de vote sur l'amendement de M. Lapart* (p. 831). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition concernant le **rapatriement des travailleurs indochinois.** — *Amendement de M. Mitterrand* [28 juillet 1948] (p. 866). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition de résolution tendant à l'**abrogation du décret du 20 mars 1937** (conflits du travail). — *Demande le renvoi à la commission* [28 juillet 1948] (p. 872). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition relative à l'application du **statut des agents généraux d'assurances.** — Discussion générale [28 juillet 1948] (p. 873). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la fixation des **cadres et effectifs des armées.** — Art. 14: *sous-amendement de M. Thévenin* [29 juillet 1948] (p. 905). — Participe, en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition tendant à créer une **mission médicale française à Pondichéry.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 940). — *Intervient en son nom personnel* (p. 942, 944). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition de résolution concernant les **syndicats professionnels en A. O. F., en A. E. F., au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis.** — *Amendement de Mlle Le Ber* [31 juillet 1948] (p. 1001). — Participe, en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition tendant à **exclure Dakar et la presqu'île du Cap Vert de la zone d'endémicité amarile.** — Discussion générale [1er décembre 1948] (p. 1052). — Ses observations sur un incident (envoi d'une mission d'information en Algérie) [15 décembre 1948] (p. 1124). — Participe, en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de sa proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à créer un **Institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales.** — Discussion générale [16 décembre 1948] (p. 1128 et suiv.). — *Parle en son nom personnel* (p. 1131 et suiv.). — *Amendement de Mlle Le Ber sur le préambule* (p. 1138). — Art. 3, paragraphe Ier: *sous-amendement de M. Thévenin* (p. 1139). — *Amendement de Mlle Le Ber* (p. 1139 et suiv). — *Amendement de Gueye Momar Djim* (p. 1143 et suiv.). — Art. 3, paragraphe II: *amendement de Mlle Le Ber* (p. 1147). — Art. 4 (ancien art. 5): *amendement de Mlle Le Ber* (*ibid.*). — Participe à la discussion de la proposition concernant l'**aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [22 décembre 1948] (p. 1152). — Est entendu, en qualité de rapporteur du troisième bureau, sur la **validation des opérations électorales dans le territoire de la Haute-Volta** [30 décembre 1948] (p. 1209).

Obtient un congé [5 mars 1948] (p. 204). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 21 avril 1948 (p. 311).

BORY (Mlle MARIE) [C. R.].

Est nommée membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires sociales (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission des affaires sociales* [29 janvier 1948] (p. 23); est nommée membre de la commission des affaires économiques (*ibid.*).

Interventions:

Participe: à la discussion de la proposition tendant à réaliser la **fusion des deux enseignements primaires en Algérie.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 410); — à la discussion de la proposition relative à l'**équipement agricole de l'Algérie.** — *Son amendement tendant à donner la priorité aux petits producteurs algériens dans la répartition du matériel agricole* [30 juillet 1948] (p. 956).

BOUBOU (HAMA) [Niger].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta [13 janvier 1948] (I. n° 4); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre à l'avis de l'Assemblée de l'Union française tous les projets et propositions de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer dont elle a été saisie [13 janvier 1948] (I. n° 5); *proposition* invitant le Gouvernement à maintenir le franc C.F.A. au taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945 et à prendre toutes mesures utiles pour permettre l'accroissement des échanges entre la France et les pays et territoires de l'Union française [29 janvier 1948] (I. n° 11); *proposition de résolution* invitant l'Assemblée nationale à étendre l'application de toutes les mesures prévues pour les anciens combattants et victimes de la guerre et pour les anciens militaires et pensionnés d'origine française, aux mêmes catégories sociales originaires des pays et territoires d'outre-mer [29 janvier 1948] (I. n° 12); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer aux producteurs des pays et territoires d'outre-mer une plus juste rémunération par l'établissement d'un rapport plus équitable entre les prix à la production et les prix à la consommation des produits d'outre-mer [30 janvier 1948] (I. n° 23); *proposition de résolution* invitant l'Assemblée nationale à abroger le décret n° 47-2211 du 19 novembre 1947 rendant applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que Madagascar les dispositions du décret du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives à l'ordre public [5 février 1948] (I. n° 39); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi supprimant pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française l'obligation de constituer des greniers dits de réserves, de disette ou de soudure [19 février 1948] (I. n° 71); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice [20 février 1948] (I. n° 76); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à étendre aux territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947, fixant le régime général des élections municipales [20 février 1948] (I. n° 77); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret instituant un cadre unique du personnel enseignant du premier degré exerçant dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun [20 février 1948] (I. n° 80); *la retire* [11 mars 1948] (p. 244); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret plaçant le personnel enseignant exerçant dans les groupes de territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et dans les territoires du Togo et du Cameroun sous la seule autorité administrative des directeurs ou chefs du service de l'enseignement intéressés [4 mars 1948] (I. n° 128); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, l'ordonnance du 4 décembre 1944, relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut du fermage et du métayage, certains articles du code civil et de la loi du 18 juillet 1889 sur le code rural (titre IV, bail à colonat partiaire) et la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 qui leur porte modification [11 mars 1948] (I. n° 145); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret du 20 mars 1937 et amnistiant toutes les peines prononcées en application de ce décret [28 avril 1948] (I. n° 188); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une proposition de loi établissant la liberté du commerce de l'or en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun [29 avril 1948] (I. n° 193); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à décider la suppression de l'impôt de capitation dans le cadre de l'autonomie financière des territoires d'outre-mer [10 juin 1948] (I. n° 286); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice du statut des vétérinaires du cadre général aux « vétérinaires africains » exerçant les mêmes fonctions que les Européens [30 juin 1948] (I. n° 332).

Interventions:

Participe, en qualité de président de la commission de l'agriculture, à la discussion de la proposition tendant à **fournir du maïs de semence aux producteurs agricoles de la Réunion.** — *Demande de discussion d'urgence* [19 février 1948] (p. 119). — Discussion générale (p. 120). — Participe à la discussion de la proposition tendant à **assurer aux producteurs des territoires d'outre-mer une plus juste rémunération.** — Discussion générale [20 février 1948] (p. 126); — à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans**

les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine. — Discussion générale [27 février 1948] (p. 154). — Participe, en qualité de président de la commission de l'agriculture, à la discussion de sa proposition de résolution tendant à supprimer, pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française, l'obligation de constituer des **greniers de réserves.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 206 et suiv.). — Participe à la discussion de la proposition tendant à **faire accorder un visa d'entrée en France à M. M'Hamed Tahar,** Secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc. — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 220); — à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un conseiller de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er décembre 1948] (p. 1057). — Intervient, en qualité de président de la commission de l'agriculture, sur la fixation de la date de la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant la **représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun** [8 décembre 1948] (p. 1080). — *Demande le renvoi pour avis à la commission de l'agriculture* (ibid.).

BOUDA (François) [Haute-Volta].

Son élection est validée [30 décembre 1948] (p. 1209).

Dépôt législatif :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à doter le territoire de la Haute-Volta de crédits spéciaux nécessaires à la reconstruction et au rééquipement de ses différents services supprimés par le décret du 5 septembre 1932 [30 décembre 1948] (I. n° 504).

Interventions :

Participe au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition concernant le **Congrès du rassemblement démocratique africain** [8 décembre 1948] (p. 1080).

BOUR (Alfred) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid.*); (p. 7); de la commission d'instruction [30 janvier 1948] (p. 38); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); *donne sa démission de membre de la commission des affaires financières* [12 mars 1948] (p. 256); est nommé membre de la commission de la défense de l'Union française [20 mai 1948] (p. 411); *donne sa démission de membre de la commission de l'agriculture* [9 juin 1948] (p. 484); *donne sa démission de membre de la commission de la défense de l'Union française* [9 décembre 1948] (p. 1088); est nommé membre de la commission des affaires politiques et administratives [9 décembre 1948] (p. 1097).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à laisser à la disposition des territoires d'outre-mer, sinon la totalité, du moins une fraction importante des devises obtenues par les exportations de ces territoires en pays à change apprécié [6 février 1948] (I. n° 44); *retrait* [10 février 1949] (p. 114); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée à modifier l'article 30 de son règlement [9 juin 1948] (I. n° 282); *rapport*, fait au nom de la commission du règlement, sur les articles 7 *bis*, 44 et 48 et les six derniers titres du projet de règlement [29 janvier 1948] (I. n° 6); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la demande d'avis présentée par M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret de M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant prorogation et modification des dispositions des décrets des 23 août 1946 et 10 février 1947, prorogeant les dispositions du décret du 14 juin 1944, réglementant au Cameroun les loyers des locaux d'habitation [9 juin 1948] (I. n° 277); *rapport supplémentaire*, fait au nom de la commission de la justice, sur la demande d'avis, présentée par M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret de M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant prorogation et modification des dispositions des décrets des 23 août 1946 et 10 février 1947, prorogeant les dispositions du décret du 14 juin 1944 réglementant au Cameroun les loyers des locaux d'habitation [23 juin 1948] (I. n° 310); *rapport*, fait au nom de la commission du règlement, sur la proposition tendant à saisir le Gouvernement d'une protestation solennelle de l'Assemblée de l'Union française contre l'expulsion arbitraire de Madagascar de M. le Conseiller de l'Union française Raymond Lombardo [15 décembre 1948] (I. n° 462).

Interventions :

Participe, en qualité de rapporteur de la commission du règlement, à la discussion des **articles 33 à 57 du projet de règlement.** — *Donne lecture de son rapport* [13 janvier 1948] (p. 2). — *Propose des modifications de forme aux articles* 3, 6 *et* 23 (p. 2). — Art. 38: *ses observations* (p. 3). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du règlement, à la discussion des **articles 7** *bis*, **44 et 48 et des six derniers titres du projet de règlement.** — *Propose une modification du libellé du titre III:* « Vérification des pouvoirs et *demandes de levée d'immunité parlementaire* » [29 janvier 1948] (p. 11). — Art. 48: *amendements de MM. Curabet et d'Arboussier* (p. 14, 15). — Art. 74: *amendement de M. Barbé* (p. 17). — Art. 100: *amendement de M. Egretaud* (p. 21); *demande la suppression des mots:* « Si les locaux mis à la disposition de l'Assemblée le permettent » (*ibid.*). — Participe: à la discussion des conclusions du troisième bureau sur les **opérations électorales de la Guinée** (cas de M. Delmas) — *Explication de vote* [6 février 1948] (p. 68); — à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'A. O. F.** — Demande de discussion d'urgence [6 février 1948] (p. 69 et suiv.); — à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Art. 2: *explication de vote* [13 février 1948] (p. 96). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (désignation de membres du Conseil économique) [19 février 1948] (p. 120). — Intervient dans la discussion des conclusions de la commission d'instruction sur l'**élection de M. Cortinchi.** — Discussion générale [26 février 1948] (p. 137, 138). — Ses observations sur un incident (interprétation de l'article 7 du règlement) [26 février 1948] (p. 144). — Participe au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition tendant à **porter de 7 à 15 francs le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais** [27 février 1948] (p. 165). — Participe, en qualité de Président de la commission du règlement, à la discussion sur la procédure de **désignation par l'Assemblée de l'Union française de cinq délégués au Conseil économique.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 204). — Confirmation de la désignation; demande de discussion d'urgence [17 mars 1948] (p. 276). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à **abroger le décret du 4 décembre 1930** (ordre public) [5 mars 1948] (p. 215). — Participe, en qualité de Président de la commission du règlement et de la comptabilité, à la discussion de la proposition de résolution relative au **régime financier et administratif de l'Assemblée de l'Union française.** — *Amendement de M. Egretaud; demande le renvoi à la commission* [12 mars 1948] (p. 253). — Demande de discussion d'urgence (p. 256). — Participe: à la discussion d'une **motion adressant le salut de l'Assemblée aux familles françaises et vietnamiennes.** — Demande de discussion d'urgence [12 mars 1948] (p. 257); à la discussion de la proposition tendant à la **réorganisation municipale en A.E.F.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 271); — à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux étudiants des pays d'outre-mer.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 277, 278). — Intervient, en qualité de Président de la commission du règlement, dans la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — *Ses observations* [18 mars 1948] (p. 303). — Intervient, en qualité de Président de la commission du règlement, dans la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux victimes des cyclones de la Nouvelle-Calédonie.** — *Ses observations* [21 avril 1948] (p. 313, 314). — Ses observations sur un incident (discussion d'urgence et jonction de propositions) [28 avril 1948] (p. 336, 337). — Participe, au nom de la commission de la justice, à la discussion de la proposition tendant à l'**abrogation du décret du 30 mars 1935, dit « décret Régnier ».** — *Ses observations* [29 avril 1948] (p. 347). — Débat sur la recevabilité (p. 351). — Ses observations sur un incident (distribution des documents [20 mai 1948] (p. 442). — Participe: à la discussion de la proposition tendant au relèvement du **prix d'achat du coton dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 433, 435); — à la discussion de la proposition relative à la **Conférence de Bogota.** — *Explication de vote* [27 mai 1948] (p. 443). — Ses observations sur un incident (allocution prononcée par le Président de l'Assemblée) [2 juin 1948] (p. 456). — Est entendu à la suite des observations de M. Barbé sur le procès-verbal de la précédente séance [9 juin 1948] (p. 468). — Intervient dans la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — *Ses observations* [10 juin 1948] (p. 488). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **organiser la justice civile en Afrique noire.** — *Ses observations* (amendements rejetés par la commission) [10 juin 1948] (p. 494). — Ses observations sur un rappel au règlement (art. 37: commissions saisies pour avis) [10 juin 1948] (p. 501). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F. I. D. E. S.** — *Ses observations* [16 juin 1948] (p. 522). — Art. 2, 19e alinéa: *son amendement tendant, en cas de désaccord entre le comité directeur du F.I.D.E.S. et le Ministre de la France d'outre-mer, à confier l'arbitrage à un comité*

dont les membres seront désignés par l'Assemblée nationale [17 juin 1948] (p. 536, 537). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [17 juin 1948] (p. 541). — Participe à la discussion d'une demande de désignation d'une **mission d'information sur les élections en Mauritanie.** — Discussion générale [23 juin 1948] (p. 569, 571). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (législation des loyers au Cameroun [23 juin 1948] (p. 582). — Intervient dans la discussion des propositions tendant à établir la **liberté du commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 586). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant les **loyers des locaux d'habitation au Cameroun.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 595, 596). — Intervient dans la discussion d'une motion concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er juillet 1948] (p. 642). — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 668) ; — dans la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à **l'organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 674) ; — dans la discussion des conclusions de la commission d'instruction sur les **opérations électorales en Mauritanie.** — *Ses observations sur un rappel au règlement* (explications de vote en cas de scrutin secret sur une élection contestée) [15 juillet 1948] (p. 722-723) ; — dans la discussion de la proposition de résolution tendant à l'envoi d'une **mission d'information à Madagascar.** — *Ses observations* [16 juillet 1948] (p. 770). — *Déclare s'abstenir* (ibid). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 2 : *explication de vote* [23 juillet 1948] (p. 836). — Art. 3, 1er alinéa : *son amendement tendant à permettre le panachage* (p. 842, 843). — Art. 11, 2e alinéa : *son amendement tendant à la suppression des mots « dans l'ordre de leur présentation sur la liste », se rapportant aux déclarations de candidatures* (p. 848). — Art. 18 *bis : amendement de M. Thévenin* (p. 849). — Art. 66 : *ses observations sur la jonction de cet article à l'article* 5 (p. 839). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la fixation des **cadres et effectifs des armées.** — *Ses observations* [29 juillet 1948] (p. 903). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [29 juillet 1948] (p. 917). — Participe, en qualité de président de la commission du règlement, à la discussion de la proposition de résolution tendant à **modifier l'article 30 du règlement.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 934). — Est entendu, en qualité de président de la commission du règlement, sur la **répartition entre les bureaux des conseillers désignés par les Etats associés du Cambodge et du Laos et des conseillers élus par l'Assemblée nationale et le Conseil de la République** [16 novembre 1948] (p. 1026). — Participe au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1038, 1042) ; — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant la **crise du logement en Nouvelle-Calédonie.** — Discussion générale [25 novembre 1948] (p. 1043). — Est entendu, en qualité de président de la commission du règlement, sur le **cas d'un conseiller de l'Union française élu député de la Haute-Volta** [25 novembre 1948] (p. 1046). — Demande, en qualité de président de la commission du règlement, l'ajournement de la discussion de la proposition de résolution tendant à **réduire de trente à vingt le nombre de base des membres des commissions** [1er décembre 1948] (p. 1056). — Participe, en qualité de président et rapporteur de la commission du règlement, à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er décembre 1948] (p. 1057, 1059). — Discussion [8 décembre 1948] (p. 1069 et suiv.) ; *demande le renvoi à la commission* (ibid.). — Discussion générale [15 décembre 1948] (p. 1105 et suiv.). — *Ses observations* (p. 1115, 1116). — *Sur le renvoi à la commission* (p. 1117). — *Amendement de M. Juge* (p. 1119, 1120). — *Intervient en son nom personnel* (p. 1121). — Participe au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition concernant le **Congrès du rassemblement démocratique africain** [8 décembre 1948] (p. 1077). — Ses observations sur un incident (envoi d'une mission d'information en Algérie) [15 décembre 1948] (p. 1124). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [16 décembre 1948] (p. 1127). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à créer un **Institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales.** — Discussion générale [16 décembre 1948] (p. 1130). — Art. 3, paragraphe 1er : *amendement de Mlle Le Ber* (p. 1140). — *Ses observations* (p. 1142). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [16 décembre 1948] (p. 1149). — Demande, en qualité de président de la commission du règlement, un scrutin public sur la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française** [23 décembre 1948] (p. 1186). — Intervient sur le règlement de l'ordre du jour [29 décembre 1948] (p. 1203). — Participe, en qualité de président de la commission du règlement, à la discussion de la proposition de résolution tendant à modifier **l'article 23 et le titre XV** (Services et comptabilité de l'Assemblée) **du règlement.** — Discussion générale [30 décembre 1948] (p. 1210). — Intervient dans la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo) [30 décembre 1948] (p. 1216).

BOURCAREL (ANDRÉ) [Sénégal].

Est nommé membre : de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*) ; de la commission d'instruction [30 janvier 1948] (p. 38).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à créer en Afrique noire une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer [21 avril 1948] (I. n° 173) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai les projets de loi fixant les conditions dans lesquelles les ressortissants des territoires d'outre-mer exerceront leurs droits de citoyens [9 juin 1948] (I. n° 275) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide à la population pointoise, pour la seconde fois sinistrée [16 juin 1948] (I. n° 290) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à prendre des mesures en vue d'améliorer le ravitaillement des populations des départements créés par la loi du 19 mars 1946 par des mesures destinées à encourager la culture vivrière [17 juin 1948] (I. n° 299) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à créer un Institut d'émission en A. O. F. pour succéder à la Banque de l'Afrique occidentale dont le privilège expire le 29 janvier 1949 [31 juillet 1948] (I. n° 405).

Interventions :

Participe, en qualité de président de la commission de la justice, à la discussion de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 398). — *Demande le renvoi à la commission* (p. 407). — Suite de la discussion [10 juin 1948] (p. 494, 495). — Intervient à la suite de la réponse de M. le Ministre de la France d'outre-mer à la question orale de M. Darlan, concernant les **discriminations raciales** [30 juin 1948] (p. 623, 624).

BOUSSENOT (GEORGES) [Comores].

Est nommé membre : de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires économiques (*ibid.*) ; de la commission d'instruction [30 janvier 1948] (p. 38) ; de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58).

Dépôts législatifs :

Proposition invitant le Gouvernement à désigner des commissaires chargés de suivre, à l'Assemblée de l'Union française, en l'absence des Ministres, la discussion des propositions qui lui seraient soumises [29 janvier 1948] (I. n° 9) ; *la retire* [24 novembre 1948] (p. 1032) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à saisir, avant toutes décisions, l'Assemblée de l'Union française des questions soumises à la Conférence franco-britannique [12 février 1948] (I. n° 54) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à doter le territoire des Comores de tous les moyens d'ordre économique et administratif nécessaires à son équipement [28 avril 1948] (I. n° 178) ; *la retire* [2 février 1949] (p. 40) ; *proposition de résolution* tendant à inviter le bureau de l'Assemblée de l'Union française à faire connaître aux auteurs des propositions adoptées par elle la suite donnée par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement à ces propositions [21 juillet 1948] (I. n° 368) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la demande d'avis présentée par M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret de M. le Ministre de la France d'outre-mer, modifiant le décret du 7 janvier 1931 réglementant la situation aux points de vue commercial et fiscal des immigrants de race asiatique dans les établissements français d'Océanie [26 mai 1948] (I. n° 231) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la proposition de résolution tendant à inviter la commission des affaires politiques et administratives de l'Assemblée de l'Union fran-

caise à désigner pour se rendre à Madagascar une mission d'information avec pouvoirs d'investigation afin d'étudier la situation politique de la Grande Ile [7 juillet 1948] (I. n° 342) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur : 1° la demande d'avis de M. le Président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi instituant une Assemblée représentative territoriale dans l'archipel des Comores ; 2° la demande d'avis de M. le Président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Saïd Mohamed Cheikh tendant à instituer une Assemblée représentative territoriale dans l'archipel des Comores [28 juillet 1948] (I. n° 393) ; *rapport*, fait au nom de la commission du règlement, sur sa proposition de résolution tendant à inviter le Bureau de l'Assemblée de l'Union française à faire connaître aux auteurs des propositions adoptées par elle, la suite donnée par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement à ces propositions [8 décembre 1948] (I. n° 455).

Interventions :

Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — *Explication de vote* [13 février 1948] (p. 97). — Participe, en qualité de vice-président et rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion des propositions relatives aux **négociations franco-britanniques sur les échanges africains.** — Discussion générale [13 février 1948] (p. 105, 106). — Participe, en qualité de vice-président de la commission des affaires économiques, à la discussion de la proposition tendant à **porter de 7 à 15 francs le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 217). — *Demande une modification au texte du premier paragraphe* (ibid.). — Participe à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — Discussion générale [18 mars 1948] (p. 292) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 382). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret concernant la situation des **immigrants asiatiques dans les établissements français d'Océanie.** — Discussion générale [3 juin 1948] (p. 462). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 669). — Participe, en qualité de vice-président de la commission des affaires économiques, au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition concernant la **répartition aux territoires d'outre-mer des apports du plan Marshall** [8 juillet 1948] (p. 686). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion de la proposition de résolution tendant à l'envoi **d'une mission d'information à Madagascar** [16 juillet 1948] (p. 770). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (assemblées locales des Comores et de l'Océanie) [16 juillet 1948] (p. 771). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 4, 1er alinéa : *amendement de M. Laurin* [23 juillet 1948] (p. 826) ; — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — Art. 4 : *son amendement tendant à fixer par décret, avant le 31 décembre 1948, la convention liant l'institut d'émission à l'Etat* [31 juillet 1948] (p. 1015) ; — au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1038) ; — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant la **crise du logement à Madagascar.** — Discussion générale [25 novembre 1948] (p. 1044). — *Son amendement tendant à l'application du décret au territoire des Comores* (p. 1045) ; — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret tendant à accorder une **prorogation de jouissance aux locataires de locaux d'habitation à Madagascar.** — *Son amendement tendant à l'application du décret au territoire des Comores* [25 novembre 1948] (p. 1045) ; — à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à encourager la **culture vivrière dans les départements d'outre-mer.** — Discussion générale [22 décembre 1948] (p. 1163). — Art. 1er : *son amendement tendant à obliger l'exploitant à affecter à la culture des vivres une partie* (au lieu du dixième) *de ses terres, à déterminer par le conseil général* (p. 1167, 1168). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du règlement, à la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1177 et suiv.).

S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 26 mai 1948 (p. 415). — Obtient un congé (*ibid.*). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 9 juin 1948 (p. 468). — Obtient un congé (*ibid.*).

BOYSSON (Guy de) [A. N.].

Son élection est validée [24 novembre 1948] (p. 1032).

Est nommé membre : du premier bureau [16 novembre 1948] (p. 1026) ; de la commission des affaires extérieures [1er décembre 1948] (p. 1052) ; de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales (*ibid.*).

Dépôt législatif :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre les responsables des violences commises à Madagascar tant au cours d'interrogatoires de police que d'actions répressives à l'égard de la population, et à rechercher les responsables de l'exécution, trois jours avant le procès qui s'est ouvert le 22 juillet devant la Cour criminelle de Tananarive, de Samuel Rakotondrabé, principal témoin et co-accusé [23 décembre 1948] (I. n° 491).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un conseiller de l'Union française.** — Discussion générale [15 décembre 1948] (p. 1108, 1110). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée [29 décembre 1948] (p. 1200 et suiv.). — Participe à la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). Dicussion générale [30 décembre 1948] (p. 1213). — *Dépose une motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen de la demande en autorisation de poursuites jusqu'à l'abrogation du décret du 4 décembre 1930* (p. 1213 et suiv.). — *Son amendement tendant à préciser que l'Assemblée autorise la suspension de l'immunité parlementaire à raison de l'article publié le 25 novembre 1948 dans le journal « Fraternité-Fihavanana »* (p. 1225).

C

CAFFOT (Mme Hélène) [C. R.].

Est élue **Questeur de l'Assemblée de l'Union française** [19 décembre 1947] (p. 34). — *Est nommée membre :* de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires sociales (*ibid.*) ; *donne sa démission de membre de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer* [30 juin 1948] (p. 637).

Dépôts législatifs :

Proposition invitant le Gouvernement à prendre des mesures pour que les territoires de l'Union française reçoivent de la métropole les médicaments nécessaires à la santé publique [5 février 1948] (I. n° 32) ; *proposition de résolution* tendant à inviter le bureau de l'Assemblée de l'Union française à faire connaître aux auteurs des propositions adoptées par elle la suite donnée par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement à ces propositions [21 juillet 1948] (I. n° 368).

Interventions :

Participe à la discussion d'une **motion adressant le salut de l'Assemblée aux familles françaises et vietnamiennes.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 259) ; à la discussion de la proposition tendant à la **libération des emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne.** — *Explication de vote* [18 juin 1948] (p. 551). — Ses observations sur un incident [22 juillet 1948] (p. 811). — Participe : à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 4 : *ses observations* [23 juillet 1948] (p. 838). — Art. 45 : *son amendement tendant à substituer à l'article 45 trois articles nouveaux fixant la procédure applicable au cas où l'assemblée représentative ne se réunirait pas ou se séparerait sans avoir voté le budget, et dans l'éventualité d'un budget voté en déséquilibre* (p. 854) ; — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'assemblée représentative des établissements français de l'Océanie.** — Art. 72 (premier alinéa) : *son amendement tendant à fixer au 15 octobre 1949 la fin du mandat de l'assemblée actuellement existante* [31 juillet 1948] (p. 978).

CAMPRASSE (Justin) [Guadeloupe].

Est nommé membre : de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires sociales (*ibid.*) ; *donne sa démission de membre de la commission de la justice* [7 juillet 1948] (p. 682) ; est

nommé membre de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*).

Dépôts législatifs :

Vœu tendant à envisager le rétablissement du voyage du Président de l'Union française en Guyane et aux Antilles [19 février 1948] (I. n° 67) ; *vœu* tendant à demander le transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher, libérateur des esclaves [20 février 1948] (I. n° 84) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer [4 mars 1948] (I. n° 120) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi relative au régime législatif des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion [12 mars 1948] (I. n° 156) ; *la retire* [13 mai 1948] (p. 357) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à créer une section du combattant de l'Union française au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre et des sections correspondantes dans les départements, pays et territoires d'outre-mer [13 mai 1948] (I. n° 217) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide à la population pointoise, pour la seconde fois sinistrée [16 juin 1948] (I. n° 290) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à prendre des mesures en vue d'améliorer le ravitaillement des populations des départements créés par la loi du 19 mars 1946 par des mesures destinées à encourager la culture vivrière [17 juin 1948] (I. n° 299) ; *proposition* tendant à inviter d'urgence le Gouvernement à proposer à l'Assemblée nationale : 1° de disjoindre, dans le projet de loi n° 4167, les dispositions concernant les crédits destinés à l'exécution des plans de développement économique et social des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française (art. 7 et 8) des dispositions portant création d'un fonds d'investissement pour lesdits quatre départements, dit F. I. D. O. M. (art. 1er à 6) ; 2° de voter les dispositions prévues aux articles 7 et 8 précités [21 juillet 1948] (I. n° 376).

Interventions :

Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant à rétablir les crédits nécessaires à la prochaine **conférence des Caraïbes.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 249) ; à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux étudiants des pays d'outre-mer.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 281). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — Discussion générale [18 mars 1948] (p. 291). — Participe à la discussion de la proposition tendant à la suppression des **taxes sur les rhums antillais.** — *Explication de vote sur une demande de renvoi à la commission* [28 avril 1948] (p. 324) ; à la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 486) ; au débat sur la demande de discussion d'urgence de sa proposition tendant à venir en **aide à la population pointoise** [17 juin 1948] (p. 539).

S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 4 mars 1948 (p. 172).

CARROUE (MAURICE) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires sociales [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant l'article 4 et certaines dispositions de l'article 5 du décret du 7 août 1944 instituant des syndicats professionnels en A.O.F., en A.E.F., au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis [17 juin 1948] (I. n° 301) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice du statut des vétérinaires du cadre général aux « vétérinaires africains » exerçant les mêmes fonctions que les Européens [30 juin 1948] (I. n° 332).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 557). — Participe à la discussion de la proposition et des demandes d'avis sur les propositions de loi tendant à **appliquer aux départements d'outre-mer le statut du fermage et du métayage.** — *Son amendement, tendant à supprimer les alinéas relatifs aux conditions d'application de la loi du 13 avril 1946 à chacun des départements d'outre-mer et à la consultation préalable des collectivités territoriales* [8 *juillet* 1948] (p. 688 et suiv.) ; à la discussion de la proposition de résolution tendant à l'**abrogation du décret du 20 mars 1937** (conflits du travail). — Discussion générale [28 juillet 1948] (p. 868 et suiv.).

CATRICE (PAUL) [A. N.].

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires sociales (*ibid.*).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du ministère de la France d'outre-mer [26 février 1948] (I. n° 89) ; *proposition de résolution* tendant à demander à l'Assemblée nationale de rétablir les crédits nécessaires à la prochaine conférence des Caraïbes [27 février 1948] (I. n° 99) ; *proposition* tendant à la transformation de la commission nationale française auprès de l'U.N.E.S.C.O. en une commission de l'Union française et de la délégation française aux conférences internationales de l'U.N.E.S.C.O. en délégation de l'Union française [5 mars 1948] (I. n° 138) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement français de prendre plusieurs mesures en faveur du bien-être matériel et moral des travailleurs nord-africains en France [28 avril 1948] (I. n° 177) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à charger un organisme qualifié de l'orientation et du recrutement des techniciens destinés à coopérer aux réalisations du plan de développement social et économique des territoires d'outre-mer [20 mai 1948] (I. n° 226). — *Retrait* [30 juillet 1948] (p. 962) ; *proposition* tendant à demander au Gouvernement d'accélérer le plus possible le rapatriement des travailleurs indochinois, volontaires ou requis en France [26 mai 1948] (I. n° 230) ; *proposition* tendant à demander au Gouvernement d'envisager la réalisation, dans les territoires d'outre-mer, d'une ou plusieurs expériences « d'éducation de base » [9 juin 1948] (I. n° 274) ; *proposition de résolution et proposition* invitant l'Assemblée nationale et le Gouvernement à aménager et améliorer le statut des inspecteurs du travail dans les territoires d'outre-mer [24 juin 1948] (I. n° 316) ; *retrait* [1er décembre 1948] (p. 1051) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de loi étendant le régime métropolitain des prestations familiales aux quatre départements d'outre-mer [24 juin 1948] (I. n° 317) ; *la retire* [30 juin 1949] (p. 825) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi créant un office de l'habitat rural pour l'Afrique équatoriale française [30 juin 1948] (I. n° 328) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à transformer les sociétés indigènes de prévoyance de l'Afrique équatoriale française en sociétés coopératives de consommation, de production ou de construction, et les fonds communs de ces sociétés en une société de crédit coopératif [30 juin 1948] (I. n° 329) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant reconnaissance des droits fonciers et forestiers aux autochtones de l'Afrique équatoriale française [30 juin 1948] (I. n° 330) ; *proposition* invitant le Gouvernement à créer à l'école nationale de la France d'outre-mer une section des inspecteurs du travail et des affaires sociales et à développer dans cette école l'enseignement social [30 juin 1948] (I. n° 331) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer [7 juillet 1948] (I. n° 340) ; *la retire* [30 juin 1949] (p. 825) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre, pour avis, à l'Assemblée de l'Union française les projets de loi sur l'alcoolisme dans les territoires d'outre-mer [23 décembre 1948] (I. n° 489) ; *proposition de résolution* tendant à créer à l'Assemblée de l'Union française une commission de la famille, de la santé et de la population [23 décembre 1948] (I. n° 490) ; *la retire* [10 février 1949] (p. 114) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer, sur la proposition tendant à la transformation de la commission nationale française auprès de l'U.N.E.S.C.O. en une commission de l'Union française et de la délégation française aux conférences internationales de l'U.N.E.S.C.O. en délégation de l'Union française [26 mai 1948] (I. n° 233) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition tendant à demander au Gouvernement d'accélérer le plus possible le rapatriement des travailleurs indochinois volontaires ou requis en France [7 juillet 1948] (I. n° 345).

Interventions :

Participe à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'A. O. F.** — Discussion générale [12 février 1948] (p. 80) ; à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret portant réglementation des **accidents du travail en A. O. F.** — Art. 1er : *ses observations* [19 février 1948] (p. 118). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [26 février 1948] (p.

135). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 148) ; à la discussion de la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à revenir sur sa décision créant la **circonscription indépendante du Mzab** pour les élections à l'Assemblée algérienne. — *Explication de vote* [5 mars 1948] (p. 214) ; à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux étudiants des pays d'outre-mer.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 280). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [13 mai 1948] (p. 358 et suiv.). — *Explication de vote* (p. 368). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **journée du 1er mai.** — *Son amendement tendant à supprimer les mots « autres que l'Indochine »* [13 mai 1948] (p. 369). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 13 mai 1948 [20 mai 1948] (p. 395). — Participe à la discussion de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 398) ; [10 juin 1948] (p. 494). — *Explication de vote* (p. 495) ; à la discussion de la proposition tendant à réaliser la **fusion des deux enseignements primaires en Algérie.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 408). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission des affaires culturelles, à la discussion de la proposition tendant à la **représentation de l'Union française à l'U.N.E.S.C.O.** — Discussion générale [2 juin 1948] (p. 448 et suiv.). — *Parle en son nom personnel* (p. 453). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 677) ; à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 765). — Intervient lors du vote sans débat de la proposition de résolution tendant à l'envoi d'une **mission d'information à Madagascar.** — *Déclare s'abstenir* [16 juillet 1948] (p. 770). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de sa proposition concernant le **rapatriement des travailleurs indochinois.** — Discussion générale [28 juillet 1948] (p. 863). — *Amendement de M. Mitterrand* (p. 867). — Participe à la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1184).

CAZELLES (ERNEST) [C. R.].

Est nommé membre : de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à modifier l'article 23 et l'ensemble du titre 15 « Services et comptabilité de l'Assemblée » de la résolution n° I adoptée en séance publique le 29 janvier 1948, portant règlement de l'Assemblée de l'Union française [21 avril 1948] (I. n° 168) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à prendre des mesures en vue d'améliorer le ravitaillement des populations des départements créés par la loi du 19 mars 1946 par des mesures destinées à encourager la culture vivrière [17 juin 1948] (I. n° 299) ; *proposition de résolution* tendant à compléter l'article 72 du règlement [9 juillet 1948] (I. n° 353) ; *proposition de résolution* tendant à inviter la commission de l'agriculture à désigner une mission chargée d'étudier en Afrique du Nord l'installation, le fonctionnement et le développement des S.A.R. (secteurs d'amélioration rurale), en vue de leur extension ultérieure en Afrique noire [16 décembre 1948] (I. n° 471) ; *proposition de résolution* tendant à modifier l'article 23 de la résolution n° 1 portant règlement de l'Assemblée de l'Union française, en vue de permettre le renouvellement annuel des commissions et de leurs bureaux respectifs [30 décembre 1948] (I. n° 503) ; *rapport*, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur : 1° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi tendant à améliorer le ravitaillement des populations des départements créés par la loi du 19 mars 1946 par des mesures destinées à encourager la culture vivrière ; 2° la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à prendre des mesures en vue d'améliorer le ravitaillement des populations des départements créés par la loi du 19 mars 1946 par des mesures destinées à encourager la culture vivrière [15 décembre 1948] (I. n° 470) ; *rapport*, fait au nom de la commission du règlement et de la comptabilité, sur la proposition de résolution tendant à fixer les dépenses de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1949 [22 décembre 1948] (I. n° 473).

Interventions :

Demande, au nom de la commission de l'agriculture, le renvoi à cette commission de la proposition tendant à **fournir du maïs de semence aux producteurs de la Réunion** [13 février 1948] (p. 107). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (prix d'achat des arachides) [4 mars 1948] (p. 201). — Ses observations sur un incident (dépôt de propositions pendant le dépouillement d'un scrutin) [28 avril 1948] (p. 325). — Ses observations sur un incident (discussion d'urgence et jonction de propositions) [28 avril 1948] (p. 336). — Est entendu, en qualité de rapporteur de la commission du règlement et de la comptabilité, sur la proposition de résolution portant **fixation des dépenses de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1948** [13 mai 1948] (p. 358). — Intervient dans la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 492). — Demande, en qualité de vice-président de la commission de l'agriculture, la discussion d'urgence de la demande d'avis sur la proposition de résolution tendant à **fournir du maïs de semence aux producteurs agricoles de la Réunion** [10 juin 1948] (p. 494). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (statut du fermage) [25 juin 1948] (p. 619). — Participe en qualité de vice-président de la commission de l'agriculture, à la discussion de la proposition et des demandes d'avis sur les propositions de loi tendant à **appliquer aux départements d'outre-mer le statut du fermage et du métayage.** — *Demande le renvoi à la commission* [23 juin 1948] (p. 581). — Discussion [8 juillet 1948] (p. 688.) — *Amendement de M. Carroué* (p. 690 et suiv.). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — *Ses observations* [23 juillet 1948] (p. 840, 841). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [29 juillet 1948] (p. 916). — Participe, en qualité de vice-président de la commission de l'agriculture, à la discussion de la proposition relative à l'**équipement agricole de l'Algérie.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 951, 954 et suivantes). — *Amendement de M. Duqueroix* (p. 956, 957). — *Intervient en son nom personnel* (p. 958). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [31 juillet 1948] (p. 965). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — Ses observations sur un rappel au règlement [31 juillet 1948] (p. 1011). — Participe au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1040). — *Demande que le vote de la proposition ait lieu sans débat* (p. 1042). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de l'agriculture, à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à encourager la **culture vivrière dans les départements d'outre-mer.** — Discussion générale [22 décembre 1948] (p. 1162 et suivantes). *Demande que l'article* 1er *soit réservé* (p. 1165). — Art. 2, 1er alinéa : *ses observations* (p. 1165) ; *amendement de M. Duqueroix* (ibid.). — Art. 3, 2e alinéa : *amendements de MM. Bizot et Duqueroix* (p. 1166) ; 3e alinéa : *amendement de M. Bizot* (ibid.). — Art. 4, 2e alinéa : *amendement de M. Bizot* (p. 1167). — 3e alinéa : *ses observations* (ibid.). — Art. 5, 1er alinéa : *amendement de M. Duqueroix* (ibid.). — Art. 1er : *amendements de MM. Bizot, Thémia et Boussenot* (p. 1168). — Est entendu, en qualité de rapporteur de la commission du règlement et de la comptabilité, sur la proposition de résolution portant **fixation des dépenses de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1949** [23 décembre 1948] (p. 1177). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1182). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [29 décembre 1948] (p. 1191). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée) [29 décembre 1948] (p. 1204). — Participe à la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). — *Ses observations* [30 décembre 1948] (p. 1227).

CHASSIOT (FERNAND) [A. N.].

Est nommé membre : de la commission des affaires sociales [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires économiques (*ibid.*) ; de la commission des affaires financières (*ibid.*).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à accorder à M. M'Hamed Tahar, secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc, le visa lui permettant d'entrer librement en France [4 mars 1948] (I. n° 126) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à éten-

dre le statut du personnel aux ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements et services dépendant des ministères des forces armées, de l'air et de la marine [12 mars 1948] (I. n° 154); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi étendant le bénéfice de la loi de pensions du 21 mars 1928 aux ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements et services dépendant des ministères des forces armées, de l'air et de la marine [12 mars 1948] (I. n° 155); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans son intégralité le statut des inspecteurs du travail dans les territoires d'outre-mer et à compléter les effectifs de ce corps de fonctionnaires [19 mai 1948] (I. n° 221); *la retire* [2 février 1949] (p. 49); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition tendant à étendre le statut du personnel à tous les ouvriers sans distinction d'origine, travaillant dans les établissements et services dépendant du ministère des forces armées (air, guerre, marine) dans tous les départements et territoires d'outre-mer, ainsi qu'au Maroc, en Tunisie et en Indochine [13 mai 1948] (I. n° 197); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi étendant le bénéfice de la loi de pensions du 21 mars 1928 à tous les ouvriers, quel que soit leur statut d'origine et quel que soit leur lieu d'emploi, travaillant dans les établissements et services dépendant des ministères des forces armées (air, guerre, marine) [13 mai 1948] (I. n° 198); *rapport supplémentaire*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi étendant le bénéfice de la loi de pensions du 21 mars 1928 à tous les ouvriers, quel que soit leur statut d'origine et quel que soit leur lieu d'emploi, travaillant dans les établissements et services dépendant du ministère des forces armées (air, guerre, marine) [27 mai 1948] (I. n° 246); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant l'article 4 et certaines dispositions de l'article 5 du décret du 7 août 1944 instituant des syndicats professionnels en A. O. F., en A. E. F., au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis [28 juillet 1948] (I. n° 381).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition tendant à **faire accorder un visa d'entrée en France à M. M'Hamed Tahar,** secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc. — Demande de discussion d'urgence [4 mars 1948] (p. 199). — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 219). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition tendant à **étendre le statut du personnel aux ouvriers tunisiens et marocains travaillant dans les établissements du ministère des forces armées.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 410). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition de résolution concernant les **pensions des ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements du ministère des forces armées.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 411) [2 juin 1948] (p. 455); — Participe à la discussion de la proposition tendant au relèvement du **prix d'achat du coton dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 433, 434); — à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 765). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition de résolution concernant les **syndicats professionnels en A. O. F., en A. E. F., au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 1000). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — Art. 1er: *son amendement:* 1° *portant de 4 à 8 le nombre des représentants des territoires de Madagascar et des Comores au conseil d'administration de l'institut d'émission;* 2° *prévoyant leur désignation par les assemblées représentatives* [31 juillet 1948] (p. 1013); — à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à créer un **institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales.** — *Explication de vote* [16 décembre 1948] (p. 1148).

CHEKKAL (Daho) [Oran].

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [9 juin 1948] (p. 484).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 30 mars 1935 dit décret « Régnier » applicable à l'Algérie [28 avril 1948] (I. n° 179); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de cinquante millions en vue de secourir les sinistrés d'Algérie victimes des dernières inondations et, en particulier, ceux de Sainte-Barbe-du-Tlélat (département d'Oran) [16 novembre 1948] (I. n° 420); *proposition de résolution* tendant à inviter la commission de l'agriculture à désigner une mission chargée d'étudier en Afrique du Nord l'installation, le fonctionnement et le développement des S. A. R. (secteurs d'amélioration rurale), en vue de leur extension ultérieure en Afrique noire [16 décembre 1948] (I. n° 471); *proposition* tendant à transformer les centres municipaux d'Algérie en communes rurales [30 décembre 1948] (I. n° 498).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 185 et suiv.). — *Amendement de M. Arnault* (p. 197).

S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [30 janvier 1948] (p. 25); [6 février 1948] (p. 61). — Obtient un congé [5 mars 1948] (p. 226). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 21 avril 1948 (p. 311).

Général CHEVANCE-BERTIN (Maurice) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de la défense de l'Union française *(ibid.)*; de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour que cesse, à Paris et en France, l'activité de la délégation du Viet-Nam qui est, en fait, la représentation d'Ho Chi Minh, que le Gouvernement a décidé d'écarter de toutes discussions ou négociations [5 mars 1948] (I. n° 141); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée de l'Union française pour avis, en ce qui la concerne, du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 [1er décembre 1948] (I. n° 443); *rapport*, fait au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée de l'Union française pour avis, en ce qui la concerne, du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 [8 décembre 1948] (I. n° 454).

Interventions:

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — *Explication de vote sur l'amendement de M. Barbé* [30 janvier 1948] (p. 38). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du règlement** [5 février 1948] (p. 54). — Participe, en qualité de rapporteur du troisième bureau, à la discussion sur la validation des **opérations électorales de la Guinée** (cas de M. Delmas). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission d'instruction* [6 février 1948] (p. 65). — Discussion (p. 67, 68). — Participe à la discussion des propositions concernant les **poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh.** — Discussion générale [13 février 1948] (p. 102); — à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 158). — Participe, en qualité de président de la commission de la défense de l'Union française, à la discussion de la proposition tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée de l'Union française des projets sur le **statut militaire de l'Union française.** — Discussion générale [11 mars 1948] (p. 235). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [30 juin 1948] (p. 636); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [22 juillet 1948] (p. 807). — Art. 4, alinéa 15°: *amendement de M. Lapart* [23 juillet 1948] (p. 831). — Intervient dans la dicussion de la proposition concernant le **rapatriement des travailleurs indochinois** [28 juillet 1948] (p. 867). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au **recrutement des forces armées.** — Art. 3 *bis*: *amendement de M. Arnault* [28 juillet 1948] (p. 875). — Art. 158: *amendement de M. Arnault* (p. 889); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la fixation des **cadres et effectifs des armées.** — Art. 14: *amendement de M. Alduy* [29 juillet 1948] (p. 906). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [30 juillet 1948] (p. 921). — Participe au débat sur la demande de dis-

cussion d'urgence de la proposition concernant le **Congrès du rassemblement démocratique africain** [8 décembre 1948] (p. 1079). — Prend la parole pour un fait personnel [8 décembre 1948] (p. 1084). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la défense de l'Union française, à la discussion de la proposition relative au **budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949, en ce qui concerne l'Union française.** — Discussion générale [9 décembre 1948] (p. 1092, 1093). — Prend la parole pour un fait personnel [9 décembre 1948] (p. 1098 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [15 décembre 1948] (p. 1104). — Participe à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — *Explication de vote sur l'ensemble* [15 décembre 1948] (p. 1121).

S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 21 avril 1948 (p. 311). — Obtient un congé (*ibid.*)

CIANFARANI (DOMINIQUE) [Constantine].

Est nommé membre: de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires sociales (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7); *donne sa démission de membre de la commission des affaires financières* [29 janvier 1948] (p. 23); est nommé membre de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à surseoir à la discussion sur la proposition d'introduction de la sécurité sociale en Algérie, par la voie de la procédure d'urgence [30 janvier 1948] (I. n° 21); *la retire* [12 février 1948] (p. 77); *proposition* tendant à surseoir à tout accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie avant consultation et avis préalables, à intervenir en temps utile, de l'Assemblée de l'Union française [30 janvier 1948] (I. n° 22); *proposition de résolution et proposition* tendant à la suppression du monopole du pavillon dans les relations maritimes entre la métropole et l'Algérie; et, en attendant l'abrogation de la législation en la matière, à la suspension par voie de décret dudit monopole ou, à défaut de cette mesure, à l'introduction d'urgence d'aménagements équitables dans le monopole d'exploitation des transports maritimes entre les deux pays [26 février 1948] (I, n° 88); *proposition* tendant à la suppression de la taxe sur les voyageurs d'Algérie, à leur embarquement pour la métropole [11 mars 1948] (I. n° 147); *la retire* [10 juin 1948] (p. 506); *proposition de résolution* tendant à obtenir la participation de la métropole aux dépenses de réfection du réseau routier de l'Est algérien, particulièrement éprouvé du fait des opérations de guerre sur la Tunisie et l'Italie [27 mai 1948] (I. n° 242); *proposition* tendant à équiper l'économie agricole de l'Algérie de 3.000 tracteurs, 20.000 charrues, 1.000 moissonneuses-batteuses à répartir sur un plan d'équipement de trois ans (septembre 1948 à septembre 1951) [27 mai 1948] (I. n° 243); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux départements et territoires d'outre-mer un pourcentage normal d'attributions dans la répartition des apports du Plan Marshall, en vertu de l'accord bilatéral de coopération économique franco-américain [7 juillet 1948] (I. n° 338); *proposition* tendant à faire bénéficier des avantages concédés aux fonctionnaires en exercice dans les territoires de l'Union française, et notamment de la gratuité périodique du transport pour la métropole, tous les retraités civils et militaires qui se seront fixés dans ces territoires [15 décembre 1948] (I. n° 468); *rapport* fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la fusion des deux enseignements primaires (A et B) d'Algérie et à organiser dans ce pays un enseignement unique [12 mars 1948] (I. n° 152); *avis*, présenté au nom de la commission du plan, sur la proposition tendant à équiper l'économie agricole de l'Algérie de 3.000 tracteurs, 20.000 charrues, 1.000 moissonneuses-batteuses, à répartir sur un plan d'équipement de trois ans (septembre 1948 à septembre 1951) [28 juillet 1948] (I. n° 386).

Interventions:

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (union douanière franco-italienne) [6 février 1948] (p. 74). — Participe à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 186); à la discussion sur la procédure de **désignation par l'Assemblée de l'Union française de cinq délégués au conseil économique.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 204). — Intervient à la suite du dépôt de sa proposition tendant à la suppression de la **taxe sur les voyageurs d'Algérie à leur embarquement pour la métropole** [11 mars 1948] (p. 232). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à assurer une **répartition équitable des graines d'arachides de l'A. O. F. entre l'industrie métropolitaine et celle des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [11 mars 1948] (p. 242). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (heure d'ouverture des séances du vendredi) [11 mars 1948] (p. 245). — Participe à la discussion de la proposition tendant à **augmenter la fraction des moyens d'équipement attribués aux territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 254); — à la discussion d'une **motion adressant le salut de l'Assemblée aux familles françaises et vietnamiennes.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 259); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 385). — Art. 3: *amendement de M. Laurin* (p. 388). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles, à la discussion de la proposition tendant à réaliser la **fusion des deux enseignements primaires en Algérie.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 407). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [26 mai 1948] (p. 415). — Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant à unifier le **statut du soldat de l'Union française.** — Art. 4: *ses observations sur le sens du mot « fournitures »* [26 mai 1948] (p. 417). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (proposition relative au F.I.D.E.S.) [26 mai 1948] (p. 423). — Participe à la discussion de la proposition tendant au relèvement du **prix d'achat du coton dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 432, 433). — *Contre-projet de M. Laurin* (p. 436). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la **représentation de l'Union française à l'U.N.E.S.C.O.** — Discussion générale: *ses observations sur un incident* [2 juin 1948] (p. 454). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (élections à l'Assemblée algérienne) [3 juin 1948] (p. 464). — Intervient dans la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 489). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**évasion des détenus transférés dans les établissements sanitaires et hospitaliers.** — *Déclare voter contre* [10 juin 1948] (p. 497). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (réforme et crédits du F. I. D. E. S.) [10 juin 1948] (p. 501). — Participe à la discussion de la proposition tendant à la **libération des emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 549). — *Ses observations sur les résultats du scrutin* (p. 562); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 556); — à la discussion d'une demande de désignation d'une **mission d'information sur les élections en Mauritanie.** — Discussion générale [23 juin 1948] (p. 570); — à la discussion de sa proposition de résolution et de sa proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — Discussion générale [25 juin 1948] (p. 609 et suiv.). — *Dépose un contre-projet tendant à substituer à la proposition initiale le texte présenté par la commission des affaires économiques* (p. 616); *le retire* (ibid.) *demande son renvoi à la commission* (p. 618). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [30 juin 1948] (p. 635). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — *Explication de vote* [1er juillet 1948] (p. 661); — à la discussion d'une motion concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 667). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (monopole du pavillon) [7 juillet 1948] (p. 683); [8 juillet 1948] (p. 702). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Discussion générale [8 juillet 1948] (p. 697); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à faire **représenter les intérêts de l'Union française au Conseil supérieur de la marine marchande.** — Discussion générale [9 juillet 1948] (p. 714). — Intervient dans la discussion des conclusions de la commission d'instruction sur les **opérations électorales en Mauritanie.** — *Ses observations sur un rappel au règlement* (explications de vote en cas de scrutin secret sur une élection contestée) [15 juillet 1948] (p. 722). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la composition du **Haut-Conseil de l'Union française.** — *Explication de vote sur l'amendement de M. Barbé* [16 juillet 1948] (p. 762); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [21 juillet 1948] (p. 785).

— Art. 6, 1er alinéa : *amendement de M. Di Ould Zein* [23 juillet 1948] (p. 845). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [28 juillet 1948] (p. 861). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au **recrutement des forces armées.** — Art. 3 *bis : amendement de M. Arnault* [28 juillet 1948] (p. 875). — Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission du plan, à la discussion de la proposition relative à l'**équipement agricole de l'Algérie.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 948, 955). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 1005, 1006). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 1015) ; — à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er décembre 1948] (p. 1058) ; — à la discussion de la proposition tendant à l'achèvement du **chemin de fer du Mossi.** — Discussion générale [8 décembre 1948] (p. 1065). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [16 décembre 1948] (p. 1128).

Obtient un congé [21 avril 1948] (p. 311). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [16 novembre 1948] (p. 1021) ; [22 décembre 1948] (p. 1151) ; [23 décembre 1948] (p. 1171).

COMITI (Jean-Paul) [C. R.].

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*) ; de la commission d'instruction [30 janvier 1948] (p. 38) ; de la commission des affaires extérieures [17 mars 1948] (p. 282) ; *donne sa démission de membre de la commission du plan* [15 juillet 1948] (p. 747).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à demander au Gouvernement l'abandon des poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh, président de la délégation permanente de la République du Viet-Nam en France et sa libération immédiate [5 février 1948] (I. n° 29) ; *vœu* tendant à envisager le rétablissement du voyage de M. le Président de la République, président de l'Union française, aux Antilles et à la Guyane française [13 mai 1948] (I. n° 214) ; *rapport*, fait au nom de la commission du plan, sur la proposition de résolution et la proposition tendant à la suppression du monopole du pavillon dans les relations maritimes entre la métropole et l'Algérie et, en attendant l'abrogation de la législation en la matière, à la suspension par voie de décret dudit monopole ou, à défaut de cette mesure, à l'introduction d'urgence d'aménagements équitables dans le monopole d'exploitation des transports maritimes entre les deux pays [3 juin 1948] (I. nos 267 et 267 annexe).

Interventions :

Participe à la discussion de la proposition concernant les **poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh.** — Demande de discussion d'urgence [5 février 1948] (p. 58) ; — à la discussion de la proposition tendant à **augmenter la fraction des moyens d'équipement attribués aux territoires d'outre-mer.** — *Son amendement tendant à recommander que tout projet de répartition soit notifié par le ministère des finances et de l'économie nationale aux trois ministères dont relèvent les territoires d'outre-mer, que les représentants de ces derniers soient appelés à formuler leurs éventuelles objections et qu'en cas de désaccord l'arbitrage soit confié au Conseil économique* [12 mars 1948] (p. 255) ; — à la discussion de la proposition tendant à la **réparation des dommages subis à la Réunion, par suite du cyclone du 27 janvier 1948.** — Discussion générale [13 mai 1948] (p. 370). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (réforme et crédits du F.I.D.E.S.) [26 mai 1948] (p. 421). — Participe à la discussion de la proposition relative à la **Conférence de Bogota** et du vœu tendant à rétablir le **voyage du Président de l'Union française en Guyane et aux Antilles.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 438). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du plan, à la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — Discussion générale [25 juin 1948] (p. 605). — Suite de la discussion [9 juillet 1948] (p. 711).

CONOMBO (Joseph) [Haute-Volta].

Son élection est validée [30 décembre 1948] (p. 1209).

Dépôt législatif :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à doter le territoire de la Haute-Volta de crédits spéciaux nécessaires à la reconstruction et au rééquipement de ses différents services supprimés par le décret du 5 septembre 1932 [30 décembre 1948] (I. n° 504).

Interventions :

Participe au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition concernant le **Congrès du rassemblement démocratique africain** [8 décembre 1948] (p. 1078) ; — à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à créer un **institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales.** — Discussion générale [16 décembre 1948] (p. 1137) ; — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1184).

COQUART (Armand) [C. R.].

Est nommé membre : de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7) ; de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58).

Interventions :

Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 48) ; — à la discussion sur la **désignation, par l'Assemblée de l'Union française, de cinq délégués au Conseil économique.** — Confirmation de la désignation [17 mars 1948] (p. 283) ; — à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux victimes des récents cyclones de la Nouvelle-Calédonie.** — Demande de discussion d'urgence [21 avril 1948] (p. 313). — Discussion générale (p. 315 et suiv.) ; — à la discussion sur la question orale de M. Mitterrand, relative à l'**état de guerre entre la France et le Viet-Nam** [28 avril 1948] (p. 327) ; — à la discussion de la proposition tendant à la **réparation des dommages subis à la Réunion, par suite du cyclone du 27 janvier 1948.** — *Amendement de M. Vauthier* [13 mai 1948] (p. 372). — *Sous-amendement de M. Barbé* (ibid.). — *Ses observations* (p. 374, 375).

Obtient un congé [15 décembre 1948] (p. 1104).

CORTINCHI (Guidicelli) [Soudan].

Son élection est validée [26 février 1948] (p. 143).

Est nommé membre : de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires sociales (*ibid.*) ; de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [2 juin 1948] (p. 456).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux territoires d'outre-mer la loi du 2 février 1948 rétablissant la liberté du commerce de l'or sur le territoire français [5 mars 1948] (I. n° 139) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à doter les territoires d'outre-mer de matériel mécanique approprié à la transformation des produits vivriers [21 avril 1948] (I. n° 167) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la demande d'avis de M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale dans les Etablissements français de l'Océanie [21 juillet 1948] (I. n° 374).

Interventions :

Est entendu dans la **discussion des conclusions de la commission d'instruction sur son élection.** — Discussion générale [26 février 1948] (p. 138). — Participe à la discussion des propositions tendant à la **liberté du commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 589 et suiv.). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 970 et suiv.). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques, à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant l'**assemblée représentative de l'archipel des Comores.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 992).

CORVAL (Pierre) [A. N.].

Est nommé membre : de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid*) ; de la commission des affaires sociales (*ibid.*) ; *donne sa démission de membre de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer* [9 décembre 1948] (p. 1097).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du ministère de la France d'outre-mer [26 février 1948] (I. n° 89) ; *proposition de résolution et proposition* invitant l'Assemblée nationale et

le Gouvernement à aménager et améliorer le statut des inspecteurs du travail dans les territoires d'outre-mer [24 juin 1948] (I. n° 316) ; *retrait* [1er décembre 1948] (p. 1051) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de loi étendant le régime métropolitain des prestations familiales aux quatre départements d'outre-mer [24 juin 1948] (I. n° 317). — Retrait [30 juin 1949] (p. 825) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer [7 juillet 1948] (I. n° 340) ; *retrait* [30 juin 1949] (p. 825) ; *rapport supplémentaire*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret du 20 mars 1937 et amnistiant toutes les peines prononcées en application de ce décret [24 juin 1948] (I. n° 319).

Interventions :

Participe à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'A. O. F.** — *Son amendement modifiant la rédaction du deuxième alinéa* [12 février 1948] (p. 88) ; *le retire* (p. 89) ; — à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — *Amendement de M. Mignot* [27 février 1948] (p. 160). — *Amendements de M. Barbé* (p. 160, 161) ; — à la discussion de la proposition tendant à **faire bénéficier les ouvriers musulmans d'Algérie, dépendant du ministère des forces armées, de la loi de pensions du 21 mars 1928.** — *Explication de vote* [27 février 1948] (p. 164) ; — à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — *Ses observations* [18 mars 1948] (p. 303). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**organisation de la défense nationale.** — Art. 1er : *ses observations sur l'amendement de M. d'Arboussier* [15 juillet 1948] (p. 728). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition de résolution tendant à l'**abrogation du décret du 20 mars 1937** (conflits du travail). — Discussion générale [28 juillet 1948] (p. 867 et suiv.). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un conseiller de l'Union française.** — Discussion générale [15 décembre 1948] (p. 1111). — Est entendu, en qualité de rapporteur du deuxième bureau, sur la **validation de l'élection de trois conseillers de l'Union française par l'Assemblée nationale** [30 décembre 1948] (p. 1208).

COSTE-FLORET (Paul), **Ministre de la France d'outre-mer.**

Est entendu au cours de la discussion de la proposition tendant à la suppression des **taxes sur les rhums antillais.** — Discussion générale [28 avril 1948] (p. 323). — Est entendu sur la question orale de M. Mitterrand relative à l'**état de guerre entre la France et le Viet-Nam** [28 avril 1948] (p. 325). — Répond à la question orale de M. Egretaud sur les **résultats de la conférence franco-britannique sur les échanges africains** [28 avril 1948] (p. 328, 330). — Répond à la question orale de M. Darlan concernant les **discriminations raciales** [30 juin 1948] (p. 622, 624). — Est entendu au cours de la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la composition du **Haut Conseil de l'Union française.** — Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 758 et suiv.). — Répond à la question orale de Mlle Autissier sur les motifs de la **condamnation du directeur d'un journal malgache** [30 juillet 1948] (p. 923). — Est entendu à la suite de l'allocution de M. le Président de l'Assemblée, à l'occasion de la **réception des conseillers du Cambodge et du Laos** [16 novembre 1948] (p. 1022). — Est entendu au cours de la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — Discussion générale [15 décembre 1948] (p. 1106 et suiv.). — *Sur l'ensemble* (p. 1120). — *Ses observations* (p. 1121).

COUBECHE (Saïd-Ali) [Côte des Somalis].

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union française [5 février 1948] (p. 58) ; de la commission des affaires financières (*ibid.*).

Interventions :

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 27). — *Amendement de M. Barbé* (p. 35). — Est entendu lors du dépôt de sa candidature à diverses commissions [5 février 1948] (p. 58) ; [13 février 1948] (p. 108). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (question orale relative à la dévaluation du franc C. F. A.) [20 février 1948] (p. 132). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 157) ; — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au **recrutement des forces armées.** — *Explication de vote* [29 juillet 1948] (p. 894). — *Ses observations* (p. 896). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (assemblée représentative de la Côte des Somalis) [30 juillet 1948] (p. 963). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant l'**assemblée représentative de la Côte française des Somalis.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 998, 999).

Obtient un congé [17 mars 1948] (p. 268). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 21 avril 1948 (p. 311).

COULIBALY (Mamadou) [Côte d'Ivoire].

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires sociales (*ibid.*).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta [13 janvier 1948] (I. n° 4) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre à l'avis de l'Assemblée de l'Union française tous les projets et propositions de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer dont elle a été saisie [13 janvier 1948] (I. n° 5) ; *proposition* invitant le Gouvernement à maintenir le franc C. F. A. au taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945 et à prendre toutes mesures utiles pour permettre l'accroissement des échanges entre la France et les pays et territoires d'Union française [29 janvier 1948] (I. n° 11) ; *proposition de résolution* invitant l'Assemblée nationale à étendre l'application de toutes les mesures prévues pour les anciens combattants et victimes de la guerre et pour les anciens militaires et pensionnés d'origine française, aux mêmes catégories sociales originaires des pays et territoires d'outre-mer [29 janvier 1948] (I. n° 12) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « code du travail » à Madagascar [30 janvier 1948] (I. n° 16) ; rectificatif [25 novembre 1948] (I. n° 437) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « code du travail » dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis [30 janvier 1948] (I. n° 17) ; rectificatif [25 novembre 1948] (I. n° 435) ; *proposition de résolution* invitant l'Assemblée nationale à abroger le décret n° 47-2211 du 19 novembre 1947 rendant applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que Madagascar les dispositions du décret du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives à l'ordre public [5 février 1948] (I. n° 39) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi supprimant, pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française, l'obligation de constituer des greniers dits de réserves, de disette ou de soudure [19 février 1948] (I. n° 71) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice [20 février 1948] (I. n° 76) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à étendre aux territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947, fixant le régime général des élections municipales [20 février 1948] (I. n° 77) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder à M. M'Hamed Tahar, Secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc, le visa lui permettant d'entrer librement en France [4 mars 1948] (I. n° 126) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret plaçant le personnel enseignant exerçant dans les groupes de territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et dans les territoires du Togo et du Cameroun sous la seule autorité administrative des directeurs ou chefs du service de l'enseignement intéressés [4 mars 1948] (I. n° 128) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret instituant des « commissions paritaires administratives » et des « comités techniques paritaires » auprès des directeurs et chefs de service de l'enseignement des groupes de territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et des territoires du Togo et du Cameroun [4 mars 1948] (I. n° 129) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à étendre le statut du personnel aux ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements et services dépendant des ministères des forces armées, de l'air et de la marine [12 mars 1948] (I. n° 154) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi étendant le béné-

fice de la loi de pensions du 21 mars 1928 aux ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements et services dépendant des ministères des forces armées, de l'air et de la marine [12 mars 1948] (I. n° 155); *proposition* invitant le Gouvernement à assurer l'application des décrets n° 48-368 et n° 48-369 du 3 mars 1948, qui majorent les pensions des anciens militaires et marins originaires des territoires d'outre-mer, en calculant la majoration franc pour franc dans la monnaie du territoire où résident les bénéficiaires [28 avril 1948] (I. n° 180); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « code du travail » en Nouvelle-Calédonie et dépendances [28 avril 1948] (I. n° 182); rectificatif [25 novembre 1948] (I. n° 436); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « code de travail » dans les Etablissements français de l'Océanie [28 avril 1948] (I. n° 183); rectificatif [25 novembre 1948] (I. n° 438); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret du 20 mars 1937 et amnistiant toutes les peines prononcées en application de ce décret [28 avril 1948] (I. n° 188); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une proposition de loi établissant la liberté du commerce de l'or en A.O.F., en A.E.F., au Togo et au Cameroun [29 avril 1948] (I. n° 193); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour que soient modifiées dans les territoires du Cameroun et de la Guinée: 1° la composition de l'organisme de répartition des bananes fraîches; 2° la répartition entre les groupements du tonnage disponible sur chaque navire [13 mai 1948] (I. n° 207); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans son intégralité le statut des inspecteurs du travail dans les territoires d'outre-mer et à compléter les effectifs de ce corps de fonctionnaires [19 mai 1948] (I. n° 221); *retrait* [2 février 1949] (p. 49); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant organisation de la sécurité sociale dans les territoires d'outre-mer [19 mai 1948] (I. n° 222); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à décider la suppression de l'impôt de capitation dans le cadre de l'autonomie financière des territoires d'outre-mer [10 juin 1948] (I. n° 286); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi modifiant les conditions d'attribution des allocations familiales aux salariés algériens travaillant dans la métropole dont la famille réside en Algérie [23 décembre 1948] (I. n° 488).

Interventions:

Participe, en qualité de Rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition de résolution relative aux **anciens combattants des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 40). — Participe à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'A. O. F.** — Discussion générale [12 février 1948] (p. 86); — à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 152); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à supprimer pour tous les territoires de l'A.O.F., l'obligation de constituer des **greniers de réserves.** — Art. 4: *son amendement prévoyant que les autorités locales pourront, dans le cadre de la loi du 11 avril 1946, faciliter la constitution de stocks de réserves alimentaires, notamment par le truchement des coopératives agricoles et autres organismes collectifs fondés sur la libre association* [5 mars 1948] (p. 209); — à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux étudiants des pays d'outre-mer.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 278); — à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un conseiller de l'Union française.** — *Explication de vote* [15 décembre 1948] (p. 1121).

COULON (MICHEL). [Etablissements français d'Océanie].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [30 juin 1948] (p. 637).

Interventions:

Participe à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret relatif à la **protection de la santé publique dans les Etablissements français de l'Océanie.** — *Amendement de M. Thévenin* [24 juin 1948] (p. 601); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie.** — Art. 72, premier alinéa: *son amendement tendant à fixer au 15 octobre 1949 la fin du mandat de l'assemblée actuellement existante* [31 juillet 1948] (p. 978).

CURABET (JEAN) [C. R.].

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission de la justice* [10 juin 1948] (p. 500); est nommé membre de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition invitant le Gouvernement à maintenir le franc C. F. A. au taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945 et à prendre toutes mesures utiles pour permettre l'accroissement des échanges entre la France et les pays et territoires de l'Union française [29 janvier 1948] (I. n° 11); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à décider la suppression de l'impôt de capitation dans le cadre de l'autonomie financière des territoires d'outre-mer [10 juin 1948] (I. n° 286); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à créer dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, un service de l'état civil [9 juin 1948] (I. n° 283); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sinistrés des cyclones et inondations du 25 au 28 janvier et du 14 mars 1948 en Nouvelle-Calédonie, la réparation totale des dommages évalués à 320 millions de francs métropolitains [9 juillet 1948] (I. n° 354); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires financières, sur les demandes d'avis transmises par M. le président du Conseil des ministres, sur les projets de décrets présentés par M. le Ministre de la France d'outre-mer: 1° autorisant la fabrication de pièces divisionnaires pour le territoire des îles Saint-Pierre-et-Miquelon; 2° concernant l'émission au Togo de jetons métalliques; 3° autorisant la fabrication de pièces divisionnaires pour le territoire de l'A. E. F.; 4° autorisant la fabrication de pièces divisionnaires pour le territoire de Madagascar; 5° autorisant la fabrication de pièces divisionnaires pour le territoire de l'A. O. F.; 6° concernant l'émission au Cameroun de jetons métalliques [25 novembre 1948] (I. n° 434).

Interventions:

Participe à la discussion des **articles 7 bis, 44 et 48 et des six derniers titres du projet de règlement.** — Art. 7 *bis*: *ses observations* [29 janvier 1948] (p. 11). Art. 48: *ses amendements sur la réglementation du droit à la parole* (p. 12 et suiv.). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires financières, à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — *Parle en son nom personnel sur le sous-amendement de M. Max André* [30 janvier 1948] (p. 36). — *Amendement de M. Barbé* (p. 39). — Est entendu, en qualité de président de la commission des affaires financières, sur l'envoi d'une délégation auprès de la commission des finances de l'Assemblée nationale, au sujet de la **dévaluation du franc C. F .A.** [5 février 1948] (p. 60). — Son compte rendu de l'audition d'une délégation de l'Assemblée de l'Union française par la commission des finances de l'Assemblée nationale, au sujet de la dévaluation du franc C. F. A .[6 février 1948] (p. 62). — Participe à la discussion des conclusions du troisième bureau sur **les opérations électorales de la Guinée** (cas de M. Delmas). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission d'instruction* [6 février 1948] (p. 66). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à introduire la **sécurité sociale en Algérie.** — *Ses observations* [12 février 1948] (p. 76, 77). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — *Explication de vote* [13 février 1948] (p. 97). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires financières, dans la discussion de la proposition tendant à **assurer aux producteurs des territoires d'outre-mer une plus juste rémunération** [20 février 1948] (p. 129). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires financières, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la date d'entrée en vigueur de certaines **délibérations des assemblées des territoires d'outre-mer en matière fiscale.** — Art. 1er: *ses observations* [20 février 1948] (p. 130). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires financières, au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution tendant à **attribuer d'urgence au F.I.D.E.S. les subventions budgétaires relatives à l'année 1948 et au premier semestre 1949** [4 mars 1948] (p. 198). — Demande, en qualité de président de la commission des affaires financières, le renvoi à cette commission de la proposition tendant à la suppression de la **taxe sur les voyageurs d'Algérie à leur embarquement pour la métropole** [11 mars 1948] (p. 232). — Participe à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — Renvoi à la commission et fixation de la date de la discussion [11 mars 1948] (p. 233). — Discussion: *amendement de M. Lombardo* [18 mars 1948] (p. 299). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires financières, à la discussion de la proposition tendant à la suppression des **taxes sur les rhums antillais,**

— Demande de discussion d'urgence [21 avril 1948] (p. 318). — Discussion générale [28 avril 1948] (p. 323). — Participe à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — Demande de discussion d'urgence [28 avril 1948] (p. 335). — Participe, en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires financières, à la discussion de la proposition tendant à la **réparation des dommages subis à la Réunion par suite du cyclone du 27 janvier 1948.** — Discussion générale [13 mai 1948] (p. 370). —*Amendement de M. Vauthier* (p. 372 et suiv.). — *Ses observations* (p. 374). — Est entendu, en qualité de président de la commission des affaires financières, sur le règlement de l'ordre du jour (réforme et crédits du F.I.D.E.S.) [26 mai 1948] (p. 424). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires financières, sur le renvoi de la discussion des propositions tendant à réglementer le **commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer** [23 juin 1948] (p. 579). — Ses observations sur un incident (statut du fermage dans les départements d'outre-mer) [23 juin 1948] (p. 580, 581). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la proposition tendant à créer dans les territoires d'outre-mer un **service de l'état civil.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 592, 595). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**organisation des forces armées.** — Art. 1er: *ses observations sur l'amendement de M. d'Arboussier* [15 juillet 1948] (p. 742). — Intervient à la suite des observations de M. le général Chevance-Bertin sur le procès-verbal de la précédente séance [30 juillet 1948] (p. 922). — Participe à la discussion de la proposition relative à l'**équipement agricole de l'Algérie.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 955, 956). — *Ses observations* (p. 957). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires financières, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 1005 et suiv.). — *Contre-projet de M. Max André* (p. 1009, 1010). — *Contre-projet de M. Hénault* (p. 1012). — *Ses observations* (p. 1013). — Art. 1er: *amendement de M. Chassiot* (p. 1014). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (sinistrés d'Algérie) [24 novembre 1948] (p. 1035). — Participe au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1042). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières, à la discussion des demandes d'avis sur les projets de décret concernant l'**émission de pièces divisionnaires ou de jetons métalliques dans les territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [1er décembre 1948] (p. 1054). — Participe à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er décembre 1948] (p. 1057, 1058). — *Ses observations* [8 décembre 1948] (p. 1070 et suiv.). — Discussion de la proposition [15 décembre 1948] (p. 1116). — *Sur le renvoi à la commission* (p. 1117). — *Ses observations* (p. 1118). — *Demande un scrutin public sur l'ensemble* (p. 1120). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [16 décembre 1948] (p. 1128). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à créer un **institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales.** — *Ses observations* [16 décembre 1948] (p. 1148). — Participe à la discussion de la proposition concernant l'**aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer.** — *Contre-projet de M. Jousselin* [22 décembre 1948] (p. 1155, 1156); — à la discussion de la proposition concernant la **commission du Pacifique-Sud.** — *Ses observations* [22 décembre 1948] (p. 1158 et suiv.); — à la discussion de la proposition concernant les **accords commerciaux franco-italiens et franco-espagnols.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1175, 1176). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [29 décembre 1948] (p. 1191). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée) [29 décembre 1948] (p. 1200 et suiv.). — Participe à la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). — Discussion générale [30 décembre 1948] (p. 1215 et suiv.). — *Son amendement tendant:* 1° *à rappeler l'adoption par l'Assemblée d'une résolution tendant à l'abrogation du décret du 4 décembre* 1930; 2° *à préciser que l'Assemblée n'autorise la suspension de l'immunité parlementaire que sous la condition de l'abrogation, préalable à tout engagement de poursuites, du décret du 4 décembre* 1930 (p. 1226 et suiv.). — *Ses observations* (p. 1229, 1230).

D

DABER (JULES) [A. N.].

Son élection est validée [24 novembre 1948] (p. 1032).

Est nommé membre: du troisième bureau [16 novembre 1948] (p. 1026); de la commission des affaires politiques et administratives [8 décembre 1948] (p. 1080); de la commission de la défense de l'Union française (*ibid.*).

DADET (EMMANUEL) [Moyen-Congo].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de la défense de l'Union française (*ibid.*); de la commission d'instruction [30 janvier 1948] (p. 38); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta [13 janvier 1948] (I. n° 4); *proposition* invitant le Gouvernement à maintenir le franc C. F. A. au taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945 et à prendre toutes mesures utiles pour permettre l'accroissement des échanges entre la France et les pays et territoires de l'Union française [29 janvier 1948] (I. n° 11); *proposition de résolution* invitant l'Assemblée nationale à étendre l'application de toutes les mesures prévues pour les anciens combattants et victimes de la guerre et pour les anciens militaires et pensionnés d'origine française, aux mêmes catégories sociales originaires des pays et territoires d'outre-mer [29 janvier 1948] (I. n° 12); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « code du travail » dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis [30 janvier 1948] (I. n° 17); rectificatif [25 novembre 1948] (I. n° 435); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour fournir aux producteurs agricoles de la Réunion du maïs de semence [5 février 1948] (I. n° 37); *proposition de résolution* invitant l'Assemblée nationale à abroger le décret n° 47-2211 du 19 novembre 1947 rendant applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que Madagascar, les dispositions du décret du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives à l'ordre public [5 février 1948] (I. n° 39); *proposition de résolution* tendant à unifier le statut du soldat de l'Union française [19 février 1948] (I. n° 70); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi supprimant pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française l'obligation de constituer des greniers dits de réserves, de disette ou de soudure [19 février 1948] (I. n° 71); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice [20 février 1948] (I. n° 76); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à étendre aux territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun, la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales [20 février 1948] (I. n° 77); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret instituant un cadre unique du personnel enseignant du premier degré exerçant dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun [20 février 1948] (I. n° 80); *retrait* [11 mars 1948] (p. 244); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret instituant des « commissions paritaires administratives » et des « comités techniques paritaires » auprès des directeurs et chefs de service de l'enseignement des groupes de territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et des territoires du Togo et du Cameroun [4 mars 1948] (I. n° 129); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une proposition de loi établissant la liberté du commerce de l'or en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun [29 avril 1948] (I. n° 193); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à décider la suppression de l'impôt de capitation dans le cadre de l'autonomie financière des territoires d'outre-mer [10 juin 1948] (I. n° 286).

Interventions:

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 31); — à la discussion des propositions concernant les **poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh.** — Discussion générale [13 février 1948] (p. 102).

DARLAN (ANTOINE) [Oubangui-Chari].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission des affaires politiques et administratives* [21 juillet 1948] (p. 791); est nommé membre de la commission des affaires sociales (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition invitant le Gouvernement à revenir sur les mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A. [29 janvier 1948] (I. n° 8); *proposition* invitant le Gouvernement à rapporter le décret du 29 juillet 1942 et à étendre à l'A. E.F. les dispositions du décret n°47-2257 du 26 novembre 1947 portant réorganisation municipale en A. O. F. [5 février 1948] (I. n° 34); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer [4 mars 1948] (I. n° 120); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 1er du décret du 25 octobre 1946, portant organisation d'assemblées locales en A. E. F., en ce qui concerne l'Oubangui-Chari [5 mars 1948] (I. n° 137); *la retire* [13 avril 1949] (p. 446); *proposition de résolution* tendant à créer en Afrique noire une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer [21 avril 1948] (I. n° 173); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à créer une section du combattant de l'Union française au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre et des sections correspondantes dans les départements, pays et territoires d'outre-mer [13 mai 1948] (I. n° 217); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret du 25 novembre 1947 qui reporte à une date ultérieure l'entrée en vigueur du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine [26 mai 1948] (I. n° 235); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai les projets de loi fixant les conditions dans lesquelles les ressortissants des territoires d'outre-mer exerceront leurs droits de citoyens [9 juin 1948] (I. n° 275); *question orale* à M. le Ministre de la France d'outre-mer, sur les discriminations raciales en Oubangui-Chari et au Tchad [10 juin 1948] (p. 500).

Interventions:

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 30); — à la discussion de sa proposition tendant à la **réorganisation municipale en A. E. F.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 271). — *Amendement de M. d'Arboussier; ses observations* (p. 276) — à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [13 mai 1948] (p. 363). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 379). — Participe, au nom de M. Soppo Priso, rapporteur de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion de la proposition de résolution concernant **le régime des élections municipales en A. O. F., en A. E. F., au Togo et au Cameroun. — Discussion générale** [19 mai 1948] (p. 389). — Suite de la discussion [26 mai 1948] (p. 419, 420). — Participe à la discussion de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 403); à la discussion de la proposition tendant au relèvement du **prix d'achat du coton dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 431). — *Dépose un contre-projet tendant: 1° à réunir la commission chargée d'élaborer le programme d'emploi des fonds de la caisse de soutien du coton; 2° à verser aux planteurs une prime de 1.000 F par hectare; 3° à faire payer cette prime aux bénéficiaires au plus tard avant la fin du mois de juillet 1948, par prélèvement sur les fonds actuellement détenus par la caisse du coton* (p. 436); retrait (*ibid.*). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (question orale sur les discriminations raciales en Oubangui-Chari et au Tchad) [10 juin 1948] (p. 503). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 1er, 2e alinéa: *son amendement tendant à porter de 30 à 33 le nombre de sièges à attribuer à l'Oubangui-Chari* [23 juillet 1948] (p. 820).

DELMAS (LOUIS) [Guinée].

Son élection est validée [6 février 1948] (p. 69).

Est nommé membre: de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7); *donne sa démission de membre de la commission des affaires économiques* [2 juin 1948] (p. 455); est nommé membre de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à maintenir à tous les Français et ressortissants français résidant dans un territoire d'outre-mer ou à l'étranger le bénéfice des dispositions antérieures au 1er août 1947 relatives aux attributions d'essence [30 janvier 1948] (I. n° 18); retrait [27 janvier 1949] (p. 35); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à doter les territoires d'outre-mer de matériel mécanique approprié à la transformation des produits vivriers [21 avril 1948] (I. n° 167); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi rendant les sociétés coloniales imposables au lieu de leur siège social, même si elles tiennent leurs assemblées générales en France et si elles y ont leurs organes d'administration et de contrôle [27 mai 1948] (I. n° 245); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux territoires d'outre-mer de la zone C.F.A. les devises étrangères nécessaires à l'exécution de leurs programmes d'équipement et de leurs besoins essentiels [30 juin 1948] (I. n° 333); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux départements et territoires d'outre-mer un pourcentage normal d'attributions dans la répartition des apports du plan Marshall, en vertu de l'accord bilatéral de coopération économique franco-américain [7 juillet 1948] (I. n° 338); *rapport*, fait au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à régulariser la situation militaire des médecins sortant des écoles de médecine de Dakar, Tananarive et Pondichéry, appelés sous les drapeaux, en leur permettant d'accéder au grade de médecin auxiliaire [23 juin 1948] (I. n° 313).

Interventions:

Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Discussion générale [13 février 1948] (p. 92). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la suppression des **taxes sur les rhums antillais.** — *Ses observations* [28 avril 1948] (p. 321).

DELORME (CLAUDIUS) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires économiques [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission des affaires économiques* [29 janvier 1948] (p. 23); est nommé membre de la commission des affaires politiques et administratives (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); *donne sa démission de membre de la commission des affaires politiques et administratives* [8 décembre 1948] (p. 1080); *de la commission du règlement et de la comptabilité* (*ibid.*) (p. 1081).

Donne sa démission de Conseiller de l'Union française [8 décembre 1948] (p. 1064).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *proposition de résolution* tendant à demander à l'Assemblée nationale de voter une loi réorganisant l'enseignement dans les territoires d'outre-mer et organisant un conseil supérieur des affaires culturelles [17 juin 1948] (I. n° 298); *proposition de résolution* tendant à compléter l'article 72 du règlement [9 juillet 1948] (I. n° 353); *rapport*, fait au nom de la commission du règlement, sur la proposition de résolution tendant à compléter l'article 72 du règlement [29 juillet 1948] (I. n° 399).

Interventions:

Participe: à la discussion de la proposition tendant à **assurer aux producteurs des territoires d'outre-mer une plus juste rémunération.** — *Explication de vote* [20 février 1948] (p. 129); — à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 192); — à la discussion de la proposition tendant à assurer une **répartition équitable des graines d'arachide de l'A. O. F. entre l'industrie métropolitaine et celle des territoires d'outre-mer** — Discussion générale [11 mars 1948] (p. 242). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion d'une **motion adressant le salut de l'Assemblée aux familles françaises et vietnamiennes.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 257). — *Amendement de M. Mitterrand* (p. 260). — Participe à la discussion de la proposition tendant au **dessai-**

sissement de la juridiction de Madagascar (affaire des événements du 30 mars 1947). — *Demande le vote par division* [18 mars 1948] (p. 303). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant l'organisation de la **justice civile en Afrique noire**. — *Demande le renvoi à la commission* [20 mai 1948] (p. 407). — Ses observations sur un incident (résultats d'un scrutin) [18 juin 1948] (p. 553). — Intervient dans la discussion de la proposition et des demandes d'avis sur les propositions de loi tendant à appliquer le **statut du fermages aux départements d'outre-mer.** — *Ses observations* [23 juin 1948] (p. 578). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (travaux de l'Assemblée) [8 juillet 1948] (p. 702). — Participe: à la discussion de la proposition tendant à créer une **mission médicale française à Pondichéry.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 945); — à la discussion de la proposition relative à l'**équipement agricole de l'Algérie.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 954, 956). — *Ses observations* (p. 958); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — *Contre-projet de M. Hénault* [31 juillet 1948] (p. 1012). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 1015).

DENIS (CAMILLE) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); *donne sa démission de membre de la commission du plan* [10 juin 1948] (p. 500); *de la commission de la défense de l'Union française* (*ibid.*).

Donne sa démission de Conseiller de l'Union française [27 mai 1948] (p. 427).

Dépôt législatif:

Rapport, fait au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi pour l'unification du statut du militaire de l'Union française [20 mai 1948] (I. n° 224).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition tendant à **maintenir, au ministère de la France d'outre-mer, la direction du plan d'équipement.** — Discussion générale [26 février 1948] (p. 142). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la défense de l'Union française, à la discussion de la proposition de résolution tendant à unifier le **statut du soldat de l'Union française.** — Discussion générale [26 mai 1948] (p. 416).

DETRAVES (GUILLAUME) [A. N.].

Son élection est validée [24 novembre 1948] (p. 1032).

Est nommé membre du quatrième bureau [16 novembre 1948] (p. 1026).

DEVINAT (PAUL), **Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil.**

Est entendu au cours de la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1185).

DIOP (BABAKAR) [Sénégal].

Est élu **Vice-Président de l'Assemblée de l'Union française** [19 décembre 1947] (p. 034); en cette qualité, préside la séance du 6 février 1948 (p. 62); la séance du 20 février 1948 (p. 123); la deuxième partie de la séance du 5 mars 1948 (p. 216); la séance du 18 mars 1948 (p. 287); la séance du 24 juin 1948 (p. 585); la séance du 9 juillet 1948 (p. 705); la deuxième partie de la séance du 21 juillet 1948 (p. 784); la séance du 22 juillet 1948 (p. 793); la deuxième séance du 30 juillet 1948 (p. 953); la deuxième partie de la séance du 31 juillet 1948 (p. 969); la séance du 9 décembre 1948 (p. 1087); la première partie de la séance du 30 décembre 1948 (p. 1207). — Intervient, en qualité de Vice-Président de l'Assemblée, dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun. — *Ses observations sur la lecture des articles* [9 décembre 1948] (p. 1091, 1092). — *Est nommé membre:* de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); *donne sa démission de membre de la commission de la justice* [9 juin 1948] (p. 484).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant, sans préjudice de l'élaboration d'un projet de loi destiné à devenir le code du travail définitif de la France d'outre-mer, à inviter le Gouvernement à permettre, sous réserve d'aménagements à prévoir par arrêtés locaux, l'entrée en vigueur sans délai du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, autres que l'Indochine [19 février 1948] (I. n° 66); *proposition de résolution* tendant à créer en Afrique noire une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer [21 avril 1948] (I. n° 173); *proposition* tendant à demander au Gouvernement d'inviter le haut commissaire de la République en Afrique occidentale française à créer des communes de moyen exercice en Mauritanie [21 juillet 1948] (I. n° 370); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir le développement économique de la Mauritanie: 1° en développant les ressources existantes de l'élevage, de la cueillette, de l'agriculture et de la pêche; 2° en prospectant de manière efficace son sous-sol pour y rechercher les produits miniers; 3° en dotant la Mauritanie d'un débouché portuaire qui lui soit propre, vers lequel convergeraient les éléments d'un réseau routier amélioré [21 juillet 1948] (I. n° 371); *proposition* tendant à créer en Mauritanie un institut d'études musulmanes en vue de former des magistrats musulmans susceptibles d'appliquer la législation musulmane dans les territoires d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française, conformément à l'esprit de la proposition n° 28 adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 10 juin 1948 [21 juillet 1948] (I. n° 372).

DI OULD ZEIN [Mauritanie].

Son élection est validée [15 juillet 1948] (p. 727).

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [15 décembre 1948] (p. 1122).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai les projets de loi fixant les conditions dans lesquelles les ressortissants des territoires d'outre-mer exerceront leurs droits de citoyens [9 juin 1948] (I. n° 275); *proposition* tendant à demander au Gouvernement d'inviter le Haut Commissaire de la République en Afrique occidentale française à créer des communes de moyen exercice en Mauritanie [21 juillet 1948] (I. n° 370); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir le développement économique de la Mauritanie: 1° en développant les ressources existantes de l'élevage, de la cueillette, de l'agriculture et de la pêche; 2° en prospectant de manière efficace son sous-sol pour y rechercher les produits miniers; 3° en dotant la Mauritanie d'un débouché portuaire qui lui soit propre, vers lequel convergeraient les éléments d'un réseau routier amélioré [21 juillet 1948] (I. n° 371); *proposition* tendant à créer en Mauritanie un institut d'études musulmanes en vue de former des magistrats musulmans susceptibles d'appliquer la législation musulmane dans les territoires d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française, conformément à l'esprit de la proposition n° 28 adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 10 juin 1948 [21 juillet 1948] (I. n° 372); *proposition* tendant à transformer les centres municipaux d'Algérie en communes rurales [30 décembre 1948] (I. n° 498).

Interventions:

Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 1er, sixième alinéa: *amendement de M. Jousselin* [23 juillet 1948] (p. 823). — Art. 4, alinéa 11°: *son amendement tendant à accorder le droit de vote aux propriétaires d'immeubles en possession d'un titre établi selon la juridiction musulmane ou le droit coutumier* (p. 827, 828). — Art. 4, alinéa 15°: *amendement de M. Lapart* (p. 830). — Art. 6, premier alinéa: *son amendement tendant à exiger des candidats qu'ils sachent parler et écrire couramment le français* (p. 845); *le retire* (p. 846). — Art. 7: *son amendement tendant à ajouter un alinéa 16e, prévoyant l'inéligibilité des interprètes titulaires et des fonctionnaires détachés pour exercer l'emploi d'interprètes* (p. 847); *le retire* (ibid.). — Art. 38: *son amendement tendant à supprimer le mot « métropolitains »* (p. 852). — Art. 56: *son amendement tendant à ajouter, à la fin du premier alinéa, les mots « de cette commission »* (p. 854). — Art. 57, deuxième alinéa: *son amendement tendant à soumettre à une délégation de l'assemblée représentative les délibérations de la commission permanente en matière financière* (p. 855). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [28 juillet 1948] (p. 862). — Participe à la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). — Discussion générale [30 décembre 1948] (p. 1220).

DONNAT (GASTON) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission des affaires extérieures* [29 janvier 1948] (p.

23) ; *de la commission des affaires économiques* (*ibid.*) ; est nommé membre de la commission des affaires sociales (*ibid.*) ; de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « Code du travail » à Madagascar [30 janvier 1948] (I. n° 16) ; rectificatif [25 novembre 1948] (I. n° 437) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « Code du travail » dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis [30 janvier 1948] (I. n° 17) ; rectificatif [25 novembre 1948] (I. n° 435) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi supprimant, pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française, l'obligation de constituer des greniers dits de réserves, de disette ou de soudure [19 février 1948] (I. n° 71) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret instituant un cadre unique du personnel enseignant du premier degré exerçant dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun [20 février 1948] (I. n° 80) ; *retrait* [11 mars 1948] (p. 244) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret plaçant le personnel enseignant exerçant dans les groupes de territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et dans les territoires du Togo et du Cameroun sous la seule autorité administrative des directeurs ou chefs de service de l'enseignement intéressés [4 mars 1948] (I. n° 128) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « Code du travail » en Nouvelle-Calédonie et dépendances [28 avril 1948] (I. n° 182) ; rectificatif [25 novembre 1948] (I. n° 436) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « Code du travail » dans les établissements français d'Océanie [28 avril 1948] (I. n° 183) ; rectificatif [25 novembre 1948] (I. n° 438) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret du 20 mars 1937 et amnistiant toutes les peines prononcées en application de ce décret [28 avril 1948] (I. n° 188) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour que soient modifiées dans les territoires du Cameroun et de la Guinée : 1° la composition de l'organisme de répartition des bananes fraîches ; 2° la répartition entre les groupements du tonnage disponible sur chaque navire [13 mai 1948] (I. n° 207) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans son intégralité le statut des inspecteurs du travail dans les territoires d'outre-mer et à compléter les effectifs de ce corps de fonctionnaires [19 mai 1948] (I. n° 221) ; *retrait* [2 février 1949] (p. 49) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant organisation de la sécurité sociale dans les territoires d'outre-mer [19 mai 1948] (I. n° 222) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la demande d'avis de M. le ministre de la France d'outre-mer sur le décret du 17 octobre 1947 instituant un « Code du travail » dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine [19 février 1948] (I. n° 72) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret du 20 mars 1937 et amnistiant toutes les peines prononcées en application de ce décret [3 juin 1948] (I. n° 264) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret instituant des « commissions paritaires administratives » et des « comités techniques paritaires » auprès des directeurs et chefs de services de l'enseignement des groupes de territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et des territoires du Togo et du Cameroun [30 juin 1948] (I. n° 325).

Interventions :

Participe à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'Afrique occidentale française.** — Discussion générale [12 février 1948] (p. 82). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 148). — Participe à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux étudiants des pays d'outre-mer.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 280) ; à la discussion de la proposition tendant à la **représentation de l'Union française à l'U.N.E.S.C.O.** — Discussion générale ; *ses observations sur un incident* [2 juin 1948] (p. 453) ; à la discussion de la proposition de résolution tendant à l'**abrogation du décret du 20 mars 1937** (conflits du travail). — Discussion générale [28 juillet 1948] (p. 868) ; à la discussion de la proposition relative à l'application du **statut des agents généraux d'assurances.** — Discussion générale [28 juillet 1948] (p. 873). — Participe, en qualité de vice-président de la commission des affaires culturelles, à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Discussion générale [29 juillet 1948] (p. 910 et suiv.). — Art. 1er : *amendement de M. Bizot* (p. 914). — Participe à la discussion de la proposition relative à l'**organisme de répartition des bananes fraîches au Cameroun et en Guinée.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 939). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles, à la discussion des propositions concernant le **personnel enseignant des territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 960, 961). — Participe à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à créer un **institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales.** — Art. 4 (ancien article 5) : *amendement de Mlle Le Ber* [16 décembre 1948] (p. 1147) ; à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant la procédure judiciaire en matière de constatation des **droits fonciers des indigènes au Cameroun.** — *Explication de vote* [29 décembre 1948] (p. 1198).

DORANGE (MICHEL) [Haute-Volta].

Son élection est validée [30 décembre 1948] (p. 1209).

DUMAS (CHARLES) [A. N.].

Est nommé membre : de la commission du plan, de l'équipement et des communications [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires économiques (*ibid.*) ; *donne sa démission de membre de la commission des affaires économiques* [18 juin 1948] (p. 561) ; est nommé membre de la commission des affaires extérieures (*ibid.*).

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires extérieures, sur la proposition tendant à obtenir du Gouvernement que l'Assemblée de l'Union française : 1° reçoive un documentation officielle sur la création, l'organisation et la mise en train de la commission internationale dénommée « Commission du Pacifique-Sud » ; 2° soit tenue au courant des travaux de celle-ci, sur lesquels l'Assemblée peut avoir, selon son rôle, à donner des avis [8 décembre 1948] (I. n° 456).

Interventions :

Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires extérieures, à la discussion de la proposition concernant la **commission du Pacifique-Sud.** — Discussion générale [22 décembre 1948] (p. 1156, 1159).

DUQUEROIX (ADRIEN) [C. R.].

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications [17 mars 1948] (p. 282) ; *donne sa démission de membre de la commission du plan* [10 juin 1948] (p. 500) ; est nommé membre de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales (*ibid.*) ; *donne sa démission de membre de la commission de la justice* [1er décembre 1948] (p. 1052) ; *de la commission de la défense de l'Union française* [8 décembre 1948] (p. 1080) ; est nommé membre de la commission du règlement et de la comptabilité [9 décembre 1948] (p. 1097).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour fournir aux producteurs agricoles de la Réunion du maïs de semence [5 février 1948] (I. n° 37) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi supprimant, pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française, l'obligation de constituer des greniers dits de réserves, de disette ou de soudure [19 février 1948] (I. n° 71) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, l'ordonnance du 4 décembre 1944, relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut du fermage et du métayage, certains articles du code civil et de la loi du 18 juillet 1889 sur le code rural (titre IV, bail à colonat partiaire) et la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 qui leur porte modification [11 mars 1948] (I. n° 145) ;

proposition de résolution tendant à abroger le décret n° 47-1892 du 26 septembre 1947 relatif à la liberté de la presse et de réunion à Madagascar [17 juin 1948] (I. n° 302); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice du statut des vétérinaires du cadre général aux « vétérinaires africains » exerçant les mêmes fonctions que les Européens [30 juin 1948] (I. n° 332); *rapport*, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la demande d'avis de M. le Président de l'Assemblée nationale sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence en vue de fournir aux producteurs agricoles de la Réunion du maïs de semence [9 juin 1948] (I. n° 284); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la proposition de résolution tendant à abroger le décret n° 47-1892 du 26 septembre 1947 relatif à la liberté de la presse et de réunion à Madagascar [29 juillet 1948] (I. n° 396).

Interventions :

Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant à unifier le **statut du soldat de l'Union française.** — *Explication de vote sur l'ensemble* [26 mai 1948] (p. 418). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de l'agriculture, à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de résolution tendant à **fournir du maïs de semence aux producteurs agricoles de la Réunion.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 499). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au **recrutement des forces armées.** — Art. 3: *son amendement tendant à permettre aux Etats associés de régler les conditions de recrutement de leur armée nationale propre* [28 juillet 1948] (p. 874); à la discussion de la proposition relative à l'**équipement agricole de l'Algérie.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 953). — *Son amendement tendant à donner la priorité aux petits producteurs algériens dans la répartition du matériel agricole* (p. 956). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la proposition de résolution relative à la **liberté de la presse et de réunion à Madagascar.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 967). — Participe à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à encourager la **culture vivrière dans les départements d'outre-mer.** — Discussion générale [22 décembre 1948] (p. 1163). — Art. 2, premier alinéa: *son amendement prévoyant que les contraventions pourront être constatées par les agents des services agricoles* (p. 1165). — Deuxième alinéa: *son amendement tendant à porter de 10.000 à 20.000 francs métropolitains par hectare la contribution des contrevenants pour les hectares qui n'auront pas été ensemencés en produits vivriers* (ibid.). — Art. 3, deuxième alinéa: *son amendement tendant à préciser que pourront seules donner lieu à réduction de l'impôt sur les bénéfices les superficies plantées « exclusivement » en vivres du pays* (p. 1166). — *Son amendement tendant à préciser que pourront seules donner lieu à réduction de l'impôt les superficies plantées « pendant une année culturale »* (ibid.). — Art. 5, premier alinéa: *son amendement tendant à faire supporter par le budget du ministère de l'agriculture la prime accordée à tout exploitant cultivant moins de cinq hectares et pratiquant les cultures vivrières* (p. 1167).

E

EBEDE (Albert) [Cameroun].

Est nommé membre: de la commission du plan, de l'équipement et des communications [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); *donne sa démission de membre de la commission du plan* [7 juillet 1948] (p. 682); est nommé membre de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales (*ibid.*).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la parité du change au Cameroun telle qu'elle existait au 1er janvier 1948 par rapport au dollar et à la livre [30 janvier 1948] (I. n° 15); (transformée en amendement aux propositions de MM. Savary et Léon (Robert), relatives aux mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.; p. 26, 33); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à pourvoir le Cameroun des magistrats nécessaires à sa nouvelle organisation judiciaire [20 février 1948] (I. n° 73); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *proposition* tendant à demander au Gouvernement d'encourager les initiatives et activités économiques et sociales des autochtones du Cameroun et d'autres territoires de l'Afrique noire [20 février 1948] (I. n° 78); *proposition de résolution* tendant à créer en Afrique noire une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer [21 avril 1948] (I. n° 173); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à créer une section du combattant de l'Union française au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre et des sections correspondantes dans les départements, pays et territoires d'outre-mer [13 mai 1948] (I. n° 217); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai les projets de loi fixant les conditions dans lesquelles les ressortissants des territoires d'outre-mer exerceront leurs droits de citoyens [9 juin 1948] (I. n° 275); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi modifiant l'organisation, la composition et le fonctionnement des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance, de prêts et secours mutuels agricoles en A. O. F., en A. E. F., au Togo et au Cameroun [30 juillet 1948] (I. n° 400); *proposition* tendant à réorganiser les catégories et à modifier la répartition des sièges entre les différentes catégories des chambres de commerce, d'agriculture ou d'industrie en A. O. F., au Cameroun et au Togo [30 juillet 1948] (I. n° 401).

Interventions :

Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 383); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles du Cameroun.** — *Dépose un contre-projet prévoyant la création de plusiers chambres de commerce* [31 juillet 1948] (p. 966). — Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission de l'agriculture, à la discussion de cette demande d'avis [9 décembre 1948] (p. 1089). — Art. 5: *son amendement* tendant à rédiger l'article 5 comme suit: « *Les fonctions des membres des chambres sont gratuites et ne peuvent donner lieu qu'à l'indemnité de frais de déplacement* ». (p. 1090). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières, à la discussion de la proposition tendant à secourir les **victimes des inondations d'Algérie.** — Discussion générale [25 novembre 1948] (p. 1045).

EGRETAUD (Marcel) [A. N.].

Est élu **Questeur de l'Assemblée de l'Union française** [19 décembre 1947] (p. 34). — *Est nommé membre*: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission des affaires politiques et administratives* [6 février 1948] (p. 61); est nommé membre de la commission des affaires financières (*ibid.*); de la commission du plan, de l'équipement et des communications [15 juillet 1948] (p. 747).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer aux producteurs des pays et territoires d'outre-mer une plus juste rémunération par l'établissement d'un rapport plus équitable entre les prix à la production et les prix à la consommation des produits d'outre-mer [30 janvier 1948] (I. n° 23); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à prendre toutes dispositions utiles pour que soit appliqué à l'Assemblée de l'Union française le régime financier et administratif du Conseil de la République [13 février 1948] (I. n° 59); *question orale* sur les résultats de la conférence franco-britannique [28 avril 1948] (p. 328); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une proposition de loi établissant la liberté du commerce de l'or en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun [29 avril 1948] (I. n° 193); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte des dangers d'une orientation exclusive, vers les Etats-Unis, de l'économie et du commerce des pays et territoires de l'Union française [30 juin 1948] (I. n° 327); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour que soient modifiées, dans les territoires du Cameroun et de la Guinée: 1° la composition de l'organisme de répartition des bananes fraîches; 2° la répartition entre les groupements du tonnage disponible sur chaque navire [16 juillet 1948] (I. n° 364).

Interventions :

Participe à la discussion des **articles 7 *bis*, 44 et 48 et des six derniers titres du projet de règlement.** — Art. 100: *son amendement relatif au logement du Président et des Questeurs dans le palais de l'Assemblée* [29 janvier 1948] (p. 21); *le retire* (p. 22); — à la discussion de la proposition tendant à **assurer aux producteurs des territoires d'outre-mer une plus juste rémunération.** — Discussion générale

[20 février 1948] (p. 127). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française [4 mars 1948] (p. 192). — Participe à la discussion de la proposition tendant à assurer une **répartition équitable des graines d'arachide de l'Afrique occidentale française entre l'industrie métropolitaine et celle des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [11 mars 1948] (p. 241). — *Son amendement tendant à supprimer, au troisième paragraphe, les mots « dans des limites raisonnables »* (p. 243); — à la discussion de la proposition de résolution relative au **régime financier et administratif de l'Assemblée de l'Union française.** — Art. 2: *son amendement sur la transmission au président de l'Assemblée nationale des propositions budgétaires de l'Assemblée de l'Union française* [12 mars 1948] (p. 253). — Demande de discussion d'urgence (p. 256). — Intervient à la suite de la réponse de M. le Ministre de la France d'outre-mer à sa question orale sur les **résultats de la conférence franco-britannique** [28 avril 1948] (p. 329, 330); — Participe à la discussion de la proposition de résolution concernant le **régime des élections municipales en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun.** — Discussion générale [26 mai 1948] (p. 420). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (subventions au F. I. D. E. S.) [26 mai 1948] (p. 421 et suiv.). — Participe à la discussion de la proposition de résolution relative aux **crédits et aux statuts du F. I. D. E. S.** — *Explication de vote* [27 mai 1948] (p. 430); — à la discussion de la proposition relative à la **Conférence de Bogota.** — *Explication de vote* [27 mai 1948] (p. 443); — à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F. I. D. E. S.** — Discussion générale [16 juin 1948] (p. 509 et suiv.); [17 juin 1948] (p. 528 et suiv.). — Art. 2; *son amendement sur la procédure de désignation par les assemblées, de représentants au comité directeur du F. I. D. E. S.* (p. 535); *le retire* (p. 536). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [18 juin 1948] (p. 545). — Participe à la discussion des propositions tendant à la **liberté du commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 590). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (travaux des commissions) [24 juin 1948] (p. 603). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — Discussion générale [1er juillet 1948] (p. 646 et suiv.). — *Dépose un contre-projet tendant à émettre un avis défavorable à la ratification* (p. 659, 660). — *Amendement de M. Monnet* (p. 661); — à la discussion de la proposition concernant la **répartition aux territoires d'outre-mer des apports du plan Marshall.** — Discussion générale [9 juillet 1948] (p. 708, 710); — à la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — *Amendement de M. Alduy* [9 juillet 1948] (p. 712, 713); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 35, alinéa 4e: *amendement de M. Arnault* [23 juillet 1948] (p. 851). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [29 juillet 1948] (p. 893, 894). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la proposition relative à **l'organisme de répartition des bananes fraîches au Cameroun et en Guinée.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 935). — Participe à la discussion de la proposition relative à l'**équipement agricole de l'Algérie.** — *Amendement de M. Duqueroix* [30 juillet 1948] (p. 958). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun.** — *Contre-projet de M. Ebédé* [31 juillet 1948] (p. 966); — dans la discussion des demandes d'avis sur les projets et la proposition de loi concernant les **assemblées représentatives du Togo et du Cameroun** [31 juillet 1948] (p. 986). — Est entendu à l'occasion de la **réception des conseillers du Cambodge et du Laos** [16 novembre 1948] (p. 1024). — Ses observations sur un incident (fait personnel) [1er décembre 1948] (p. 1061).

ESNAULT (YVON) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de la défense de l'Union française (*ibid*); de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7).

Dépôts législatifs:

Proposition invitant le Gouvernement à prendre toutes les mesures d'ordre financier et économique permettant de pallier les difficultés résultant de la dévaluation monétaire dans les territoires d'outre-mer [30 janvier 1948] (I. n° 25); *proposition* invitant le Gouvernement à encourager, dans l'intérêt des territoires d'outre-mer, la production de l'or dans ces territoires [6 février 1948] (I. n° 42); *la retire* [12 février 1948] (p. 75); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale: 1° à voter d'urgence une loi portant les dispositions définies à l'article 4 du projet de loi n° 3977 du 22 avril 1948, relatif à l'autorisation d'engager des dépenses au titre des subventions budgétaires au F. I. D. E. S.; 2° à renvoyer, pour avis, à l'Assemblée de l'Union française les articles 1er, 2 et 3 du projet de loi n° 3977, tendant à modifier la loi du 30 avril 1946, en ce qui concerne le statut du F.I.D.E.S. [13 mai 1948] (I. n° 208); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux départements et territoires d'outre-mer un pourcentage normal d'attributions dans la répartition des apports du plan Marshall, en vertu de l'accord bilatéral de coopération économique franco-américain [7 juillet 1948] (I. n° 338).

Interventions:

Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières, à la discussion de la proposition de résolution tendant à **attribuer d'urgence au F.I.D.E.S. les subventions budgétaires relatives à l'année 1948 et au premier semestre 1949.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 213). — Participe, en qualité de vice-président de la commission de la défense de l'Union française, à la discussion de la proposition de résolution tendant à unifier le **statut du soldat de l'Union française.** — Art. 4: *ses observations sur le sens du mot « fournitures »* [26 mai 1948] (p. 417). — Participe, en qualité de vice-président de la commission de la défense de l'Union française, à la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — *Contre-projet de M. Barbé* [7 juillet 1948] (p. 681). — *Demande le renvoi des amendements à la commission* [8 juillet 1948] (p. 686). — Discussion des articles du projet de loi sur l'ORGANISATION DE LA DÉFENSE NATIONALE. — Art. 2: *amendement de M. le général Plagne* [15 juillet 1948] (p. 731). — Art. 3 *bis: amendement de M. Barbé* (ibid). — Art. 4 (p. 733). — Art. 8 *bis: amendement de M. Mitterrand* (p. 736). — Art. 18, 2e et 3e alinéas: *amendements de M. Arnault* (p. 738, 739). — Participe, en qualité de vice-président de la commission de la défense de l'Union française, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au RECRUTEMENT DES FORCES ARMÉES. — *Ses observations* [28 juillet 1948] (p. 873, 874). — Art. 3: *amendement de M. Duqueroix* (p. 875); *amendement de M. Arnault* (ibid.). — Art. 158: *amendement de M. Arnault* (p. 888).

ESTEBE (PAUL) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires sociales (*ibid.*); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58).

Dépôts législatifs:

Proposition invitant le Gouvernement à faire participer à la conférence coloniale franco-britannique une délégation de l'Assemblée de l'Union française [12 février 1948] (I. n° 53); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *motion* adressant le salut fraternel de l'Assemblée aux combattants, aux otages, aux familles des victimes françaises et vietnamiennes et exprimant le souhait que d'aussi douloureux sacrifices contribuent, dans un avenir prochain, à l'établissement de la paix [12 mars 1948] (p. 252); *proposition* tendant à l'affirmation et à la réalisation d'une politique de l'habitation dans les territoires d'outre-mer [19 mai 1948] (n° 219); *proposition de résolution* tendant à demander à l'Assemblée nationale de voter une loi réorganisant l'enseignement dans les territoires d'outre-mer et organisant un conseil supérieur des affaires culturelles [17 juin 1948] (I. n° 298); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à surseoir aux élections au Conseil de la République à Madagascar, jusqu'à ce que le collège électoral soit complet et représentatif de l'ensemble de la population autochtone [24 novembre 1948] (I. n° 431); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition tendant à surseoir à tout accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie avant consultation et avis préalables, à intervenir en temps utile, de l'Assemblée de l'Union française [26 février 1948] (I. n° 91).

Interventions:

Participe à la discussion des **articles 7 *bis*, 44 et 48 et des six derniers titres du projet de règlement.** — Art. 48: *amendement de M. Curabet* [29 janvier 1948] (p. 15); — à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'Afrique occidentale française.** — Demande de discussion d'urgence [6 février 1948] (p. 69). — Discussion générale [12 février 1948] (p. 85); — à la discussion des propositions concernant les **poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh.** —

Discussion générale [13 février 1948] (p. 100). — *Propose une modification au texte de la proposition* (p. 104). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 181, 195). — *Ses observations* (p. 198). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du règlement, à la discussion sur la procédure de **désignation par l'Assemblée de l'Union française de cinq délégués au Conseil économique.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 204). — Participe à la discussion de la proposition tendant à **porter de 7 à 15 francs le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais.** — *Son amendement tendant à préciser que le montant de la plus-value acquise grâce à la hausse sera « intégralement » destiné à réduire le coût des vivres destinés aux indigènes* [5 mars 1948] (p. 218); — à la discussion de la proposition tendant à **faire accorder un visa d'entrée en France à M. M'Hamed Tahar,** Secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc. — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 218). — *Son amendement tendant à intervertir les deux paragraphes* (p. 221). — *Explication de vote* (p. 223); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à **abroger le décret du 4 décembre 1930** (ordre public). — *Explication de vote sur l'amendement de M. Antonini* [5 mars 1948] (p. 225); — à la discussion de la proposition tendant à créer et organiser une **école supérieure d'administration de l'Afrique noire.** — *Amendement de Mlle Le Ber* [11 mars 1948] (p. 239). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [12 mars 1948] (p. 247). Participe à la discussion de sa **motion adressant le salut de l'Assemblée aux familles françaises et vietnamiennes.** — Demande de discussion d'urgence [12 mars 1948] (p. 256). — Discussion générale (p. 259). — Intervient à la suite d'une déclaration de M. d'Arboussier sur la **fin de la grève des cheminots africains** [18 mars 1948] (p. 287). — Participe à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — *Explication de vote* [18 mars 1948] (p. 304). — *Déclare s'abstenir sur le premier paragraphe* (p. 306). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la suppression des **taxes sur les rhums antillais.** — *Ses observations sur les travaux de la Conférence de Bogota* [28 avril 1948] (p. 320). — Participe à la discussion de la proposition tendant à la **création d'une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [3 juin 1948] (p. 461); — à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F.I.D.E.S.** — *Explication de vote sur l'ensemble* [17 juin 1948] (p. 538); — à la discussion de la proposition tendant à la **libération des emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne.** — *Son amendement tendant à demander au Gouvernement de prendre une mesure de clémence en faveur des détenus* [18 juin 1948] (p. 550); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — Discussion générale [1er juillet 1948] (p. 657); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la composition du **Haut Conseil de l'Union française.** — *Explication de vote* [16 juillet 1948] (p. 763); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [21 juillet 1948] (p. 788). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [22 juillet 1948] (p. 793). — Participe au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1040); — à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — *Sur le renvoi à la commission* [15 décembre 1948] (p. 1118); — à la discussion de la proposition concernant la **commission du Pacifique-Sud.** — *Explication de vote* [22 décembre 1948] (p. 1162); — à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à encourager la **culture vivrière dans les départements d'outre-mer.** — Discussion générale [22 décembre 1948] (p. 1164); — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1183); — à la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). — *Amendement de M. Curabet* [30 décembre 1948] (p. 1226, 1228).

F

FLINOIS (Marcel) (Oran).

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7); *donne sa démission de membre de la commission de la justice* [2 juin 1948] (p. 456).

Donne sa démission de Conseiller de l'Union française [28 avril 1948] (p. 319).

FOURCADE (Jacques) [C. R.].

Est élu **Vice-Président de l'Assemblée de l'Union française** [19 décembre 1947] (p. 034); en cette qualité préside la séance du 13 février 1948 (p. 91); la séance du 27 février 1948 (p. 147); la première partie de la séance du 5 mars 1948 (p. 203); la séance du 29 avril 1948 (p. 339); la deuxième partie de la séance du 17 juin 1948 (p. 539); la deuxième partie de la séance du 8 juillet 1948 (p. 686); la séance du 29 juillet 1948 (p. 893); la séance du 16 décembre 1948 (p. 1127); la première partie de la séance du 22 décembre 1948 (p. 1151). — Intervient, en qualité de Vice-Président de l'Assemblée, à la suite des observations de M. Egretaud sur le procès-verbal de la précédente séance [29 juillet 1948] (p. 894); — dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au recrutement des forces armées. — *Ses observations* [29 juillet 1948] (p. 895); — sur le règlement de l'ordre du jour (représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun) [29 juillet 1948] (p. 916); — à la suite des observations de MM. Alphonse Juge et Alfred Bour sur le procès-verbal de la précédente séance [16 décembre 1948] (p. 1127). — *Est nommé membre:* de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] p. 6); de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales (*ibid.*); de la commission d'instruction [8 décembre 1948] (p. 1081).

Interventions:

Participe à la discussion des **articles 7 bis, 44 et 48 et des six derniers titres du projet de règlement.** — Art. 7 *bis: ses observations* [29 janvier 1948] (p. 11). — Intervient dans la discussion des conclusions de la commission d'instruction sur les **opérations électorales en Mauritanie.** — *Ses observations sur un rappel au règlement* (explications de vote en cas de scrutin secret sur une élection contestée) [15 juillet 1948] (p. 722).

G

GAIGNARD (Henri-Georges) [C. R.].

Son élection est validée [24 novembre 1948] (p. 1033).

Est nommé membre: du premier bureau [16 novembre 1948] (p. 1026); de la commission des affaires politiques et administratives [15 décembre 1948] (p. 1122); de la commission de la défense de l'Union française (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid.*).

Dépôt législatif:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, dénommée Conseil général [9 décembre 1948] (I. n° 460).

Interventions:

Intervient à la suite des observations de M. Begarra sur le procès-verbal de la précédente séance [15 décembre 1948] (p. 1104). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant la **commission du Pacifique-Sud.** — *Ses observations* [22 décembre 1948] (p. 1158).

GAUDART (Maurice) [Inde française].

Son élection est validée [22 décembre 1948] (p. 1152).

GEORGET (André) [C. R.].

Son élection est validée [24 novembre 1948] (p. 1033).

Est nommé membre: du deuxième bureau [16 novembre 1948] (p. 1026); de la commission du plan, de l'équipement et des communications [24 novembre 1948] (p. 1034); de la commission de la défense de l'Union française [16 décembre 1948] (p. 1149).

GERVAIN (Pierre) [Saint-Pierre et Miquelon].

Est nommé membre: de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 fé-

vrier 1948] (I. n° 85) ; — *rapport* fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition invitant le Gouvernement à venir en aide et à faciliter leurs études aux étudiants des pays d'outre-mer [12 mars 1948] (I. n° 151).

Interventions :

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 31). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 26 février [4 mars 1948] (p. 172). — Participe à la discussion d'un vœu relatif au **transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher.** — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 175). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles, à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux étudiants des pays d'outre-mer.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 277). — Participe à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — *Explication de vote* [13 mai 1948] (p. 368). — Ses observations sur un incident (résultats d'un scrutin) [18 juin 1948] (p. 562).

GIARD (Antoine) [Cameroun].

Est nommé membre : de la commission des affaires sociales [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires économiques (*ibid.*) ; de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [2 juin 1948] (p. 456).

Dépôts législatifs :

Proposition, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la parité du change au Cameroun telle qu'elle existait au 1er janvier 1948 par rapport au dollar et à la livre [30 janvier 1948] (I. n° 15) ; (transformée en amendement aux propositions de MM. Savary et Léon (Robert), relatives aux mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A. ; p. 26, 33) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à maintenir à tous les Français et ressortissants français résidant dans un territoire d'outre-mer ou à l'étranger le bénéfice des dispositions antérieures au 1er août 1947 relatives aux attributions d'essence [30 janvier 1948] (I. n° 18) ; *la retire* [27 janvier 1949] (p. 35) ; *proposition de résolution* tendant à accorder aux propriétaires et locataires des territoires d'outre-mer ou de l'étranger le droit de disposer continuellement et à l'exclusion de toute réquisition des locaux principaux dont ils sont régulièrement propriétaires ou locataires [30 janvier 1948] (I. n° 19) ; *la retire* [7 juillet 1948] (p. 682) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux territoires d'outre-mer de la zone C. F. A. les devises étrangères nécessaires à l'exécution de leurs programmes d'équipement et de leurs besoins essentiels [30 juin 1948] (I. n° 333) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à modifier le décret n° 47-2300 du 28 novembre 1947, réorganisant au Cameroun la justice de droit français [28 juillet 1948] (I. n° 390) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la demande d'avis de M. le Président du Conseil des Ministres sur le projet de décret de M. le Ministre de la France d'outre-mer, relatif à la représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun [23 juillet 1948] (I. n° 379).

Interventions :

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — *Son amendement tendant au maintien de la parité du change au Cameroun telle qu'elle existait au 1er janvier 1948 par rapport au dollar et à la livre* [30 janvier 1948] (p. 33) ; *le retire* (p. 35). — *Sous-amendement de M. Max André* (p. 37). — Intervient à la suite du compte-rendu de l'audition d'une délégation de l'Assemblée de l'Union française par la commission des finances de l'Assemblée nationale, au sujet de la **dévaluation du franc C. F. A.** [6 février 1948] (p. 63). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — *Explication de vote sur le dernier alinéa de l'article 2* [13 février 1948] (p. 95) ; — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant le **sequestre des biens ennemis au Cameroun.** — Discussion générale [19 février 1948] (p. 117) ; — à la discussion de la proposition tendant à **fournir du maïs de semence aux producteurs agricoles de la Réunion.** — Discussion générale [19 février 1948] (p. 120) ; — à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 152) ; — à la discussion sur la procédure de **désignation par l'Assemblée de l'Union française de cinq délégués au Conseil économique.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 205). — Confirmation de la désignation [17 mars 1948] (p. 276, 283) ; — à la discussion de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 403) ; — à la discussion de la proposition de résolution relative au **régime des élections municipales en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun.** — Discussion générale [26 mai 1948] (p. 419). — à la discussion de la proposition tendant au relèvement du **prix d'achat du coton dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 432). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis concernant les **loyers des locaux d'habitation au Cameroun.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 596) ; — dans la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 674). — Participe à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 767). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun.** — *Demande le renvoi à la commission* [29 juillet 1948] (p. 916). — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 966) ; [9 décembre 1948] (p. 1089). — *Ses observations sur la lecture des articles* (p. 1091). — Participe à la discussion de la proposition relative à l'**organisme de répartition des bananes fraîches au Cameroun et en Guinée.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 937, 940). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [31 juillet 1948] (p. 965). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 972) ; — dans la discussion des demandes d'avis sur les projets et la proposition de loi concernant les **assemblées représentatives du Togo et du Cameroun.** — Art. 4 : *ses observations* [31 juillet 1948] (p. 982). — Art. 35 : *amendement de M. Soppo Priso* (p. 986). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 1005 et suiv.).

GRIAULE (Marcel) [A. N.].

Est nommé membre : de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*) ; de la commission des affaires sociales (*ibid.*) ; *donne sa démission de membre de la commission des affaires sociales* [19 février 1948] (p. 120) ; *de la commission de la justice* [9 décembre 1948] (p. 1088). — *Est nommé membre* de la commission nationale française pour l'U. N. E. S. C. O. [17 mars 1948] (p. 282).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85) ; *proposition* tendant à la transformation de la commission nationale française auprès de l'U. N. E. S. C. O. en une commission de l'Union française et de la délégation française aux conférences internationales de l'U. N. E. S. C. O. en délégation de l'Union française [5 mars 1948] (I. n° 138) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à charger un organisme qualifié de l'orientation et du recrutement des techniciens destinés à coopérer aux réalisations du plan de développement social et économique des territoires d'outre-mer [20 mai 1948] (I. n° 226) ; *retrait* [30 juillet 1948] (p. 962) ; *proposition* tendant à demander au Gouvernement d'envisager la réalisation, dans les territoires d'outre-mer, d'une ou plusieurs expériences « d'éducation de base » [9 juin 1948] (I. n° 274) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi portant reconnaissance de la personnalité morale des collectivités autochtones, organisation administrative des villages et cantons, création de conseils administratifs et de conseils des collectivités dans les territoires d'Afrique noire [9 juin 1948] (I. n° 281) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi instituant des centres de culture locale dans les pays d'outre-mer [9 juillet 1948] (I. n° 352) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à doter l'Institut géographique national du personnel et des moyens matériels nécessaires pour mener à bien l'établissement de la carte générale des territoires d'outre-mer [8 décembre 1948] (I. n° 453).

Interventions :

Participe à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 155) ; — à la discussion d'un vœu relatif au **transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher.** — Discussion géné-

rale [4 mars 1948] (p. 178) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à supprimer, pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française, l'obligation de constituer des **greniers de réserves.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 207) ; — à la discussion de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 402, 406). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires culturelles, à la discussion de la proposition tendant à la **représentation de l'Union française à l'U. N. E. S. C. O.** — Discussion générale [2 juin 1948] (p. 451). — Participe à la discussion de la proposition tendant à créer dans les territoires d'outre-mer un **service de l'état-civil.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 593, 595).

GUEYE (Momar-Djim) [Sénégal].

Est nommé membre: de la commission du plan, de l'équipement et des communications [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition invitant le Gouvernement à revenir sur les mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C.F.A. [29 janvier 1948] (I. n° 8); *proposition* ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à donner d'urgence une solution à la grève des cheminots de l'Afrique occidentale française [5 février 1948] (I. n° 33); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais et à porter ce prix de 7 à 15 francs [20 février 1948] (I. n° 90); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer [4 mars 1948] (I. n° 120); *proposition de résolution* tendant à créer en Afrique noire une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer [21 avril 1948] (I. n° 173); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à créer une section du combattant de l'Union française au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre et des sections correspondantes dans les départements, pays et territoires d'outre-mer [13 mai 1948] (I. n° 217); *proposition* tendant à créer en Mauritanie un Institut d'études musulmanes en vue de former des magistrats musulmans susceptibles d'appliquer la législation musulmane dans les territoires d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française, conformément à l'esprit de la proposition n° 28 adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 10 juin 1948 [21 juillet 1948] (I. n° 372); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi modifiant l'organisation, la composition et le fonctionnement des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance, de prêts et secours mutuels agricoles en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun [30 juillet 1948] (I. n° 400); *proposition* tendant à réorganiser les catégories et à modifier la répartition des sièges entre les différentes catégories des chambres de commerce, d'agriculture ou d'industrie en Afrique occidentale française, au Cameroun et au Togo [30 juillet 1948] (I. n° 401); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à créer un Institut d'émission en Afrique occidentale française pour succéder à la Banque de l'Afrique occidentale dont le privilège expire le 29 janvier 1949 [31 juillet 1948] (I. n° 405); *rapport*, fait au nom de la commission du plan, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à maintenir au ministère de la France d'outre-mer un organisme de conception, d'obtention des moyens et de contrôle de l'exécution des plans d'équipement social et économique des territoires d'outre-mer [20 février 1948] (I. n° 74); *rapport*, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi supprimant, pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française, l'obligation de constituer des greniers dits de réserves, de disette ou de soudure [27 février 1948] (I. n° 97); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour assurer une répartition équitable des graines d'arachide de l'Afrique occidentale française (récolte 1947-1948) entre l'industrie métropolitaine et celle des territoires d'outre-mer [5 mars 1948] (I. n° 133).

Interventions:

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 30). — *Amendement de M. Barbé* (p. 38). — Intervient à la suite du compte rendu de l'audition d'une délégation de l'Assemblée de l'Union française par la commission des finances de l'Assemblée nationale, au sujet de la **dévaluation du franc C. F. A.** [6 février 1948] (p. 64). — Participe: à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'A. O. F.** — Demande de discussion d'urgence [6 février 1948] (p. 70). — Discussion générale [12 février 1948] (p. 85); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret portant **réglementation des accidents du travail en A. O. F.** — Discussion générale [19 février 1948] (p. 117); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret portant **majoration des rentes des victimes d'accidents du travail en A. O. F.** — Discussion générale [19 février 1948] (p. 118); — à la discussion de la proposition tendant à **assurer aux producteurs des territoires d'outre-mer une plus juste rémunération.** — *Son amendement relatif au prix d'achat et à la traite des arachides au Sénégal* [20 février 1948] (p. 128); le retire pour le reprendre sous forme de proposition (p. 129). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission du plan, à la discussion de la proposition tendant à **maintenir, au ministère de la France d'outre-mer, la direction du plan d'équipement.** — Discussion générale [26 février 1948] (p. 142). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 157). — Intervient sur une demande de renvoi de la suite de l'ordre du jour à une prochaine séance [27 février 1948] (p. 162). — Participe à la discussion de sa proposition tendant à **porter de 7 à 15 francs le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais.** — *Demande de discussion d'urgence* [27 février 1948] (p. 164). — Demande de retrait de l'ordre du jour [4 mars 1948] (p. 200). — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 217). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (jonction de propositions) [27 février 1948] (p. 168). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission de l'agriculture, à la discussion de la proposition de résolution tendant à supprimer, pour tous les territoires de l'A. O. F. l'obligation de constituer des **greniers de réserves.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 205, 209). — Art. 4: *amendement de M. Coulibaly et sous-amendement de M. Barbé* (p. 210). — Participe à la discussion de la proposition tendant à créer et organiser une **école supérieure d'administration de l'Afrique noire.** — *Amendement de Mlle Le Ber* [11 mars 1948] (p. 239). — Participe, en qualité de Rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la proposition tendant à assurer une **répartition équitable des graines d'arachide de l'A. O. F. entre l'industrie métropolitaine et celle des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [11 mars 1948] (p. 240). — *Amendement de M. Egretaud* (p. 243). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (heure d'ouverture des séances du vendredi) [11 mars 1948] (p. 245). — Participe: à la discussion d'une **motion adressant le salut de l'Assemblée aux familles françaises et vietnamiennes.** — *Amendement de M. Mitterrand* [12 mars 1948] (p. 261); — à la discussion de la proposition tendant à la **réorganisation municipale en A. E. F.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 274); — à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux étudiants des pays d'outre-mer.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 281); — à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 767); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [22 juillet 1948] (p. 799 et suiv.); [23 juillet 1948] (p. 816). — Art. 2 nouveau: *ses observations* (p. 835, 836). — Art. 3, premier alinéa: *amendements de MM. Mademba Racine et Alfred Bour* (p. 844). — Art. 4, neuvième alinéa: *amendement de M. Mademba Racine* (p. 827). — Art. 4, quinzième alinéa: *amendement de M. Lapart* (p. 830). — Art. 13, premier alinéa: *son amendement tendant à réduire de 1.500 à 1.000 le nombre maximum des électeurs inscrits composant une section de vote* (p. 848); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la durée du **service actif dans les forces armées.** — *Explication de vote* [29 juillet 1948] (p. 910); — à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **palcer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Art. 1er: *amendement de M. Bizot* [29 juillet 1948] (p. 914); — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **syndicats professionnels en A. O. F., en A. E. F., au Cameroun au Togo et en Côte française des Somalis.**

Amendement de Mlle Le Ber [31 juillet 1948] (p. 1001, 1002); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 1008). — Art. 1er: *son amendement tendant à associer les assemblées représentatives à la désignation de deux représentants des banques nationalisées* (p. 1014). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 1015); — à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à créer un **institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales.** — Art. 3, paragraphe 1°: *son amendement prévoyant:* 1° *l'admission au concours des médecins autochtones diplômés des écoles de médecine de Dakar, Pondichéry, Hanoï et Tananarive;* 2° *l'admission sans concours des médecins principaux* [16 décembre 1948] (p. 1142 et suiv.).

GUYARD (Joseph) [Cameroun].

Est nommé membre: de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid*); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la parité du change au Cameroun telle qu'elle existait au 1er janvier 1948 par rapport au dollar et à la livre [30 janvier 1948] (I. n° 15); (transformée en amendement aux propositions de MM. Savary et Léon (Robert) relatives aux mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.; p. 26, 33); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à maintenir à tous les Français et ressortissants français résidant dans un territoire d'outre-mer ou à l'étranger le bénéfice des dispositions antérieures au 1er août 1947 relatives aux attributions d'essence [30 janvier 1948] (I. n° 18); *retrait* [27 janvier 1949] (p. 35); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux territoires d'outre-mer la loi du 2 février 1948 rétablissant la liberté du commerce de l'or sur le territoire français [5 mars 1948] (I. n° 139); *proposition de résolution* tendant à compléter l'article 72 du règlement [9 juillet 1948] (I. n° 353); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à modifier le décret n° 47-2300 du 28 novembre 1947, réorganisant au Cameroun la justice de droit français [28 juillet 1948] (I. n° 390).

Interventions:

Est entendu, en qualité de rapporteur du quatrième bureau, sur la **validation de l'élection de M. Armand Viniger** (département d'Oran), en remplacement de M. Flinois, démissionnaire [8 juillet 1948] (p. 685). — Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission de l'agriculture, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun.** — *Demande de renvoi à la commission* [29 juillet 1948] (p. 916). — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 966). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur les projets et la proposition de loi concernant les **assemblées représentatives du Togo et du Cameroun.** — Art. 35: *amendement de M. Barbé* [31 juillet 1948] (p. 986).

H

HAZOUME (Paul) [Dahomey].

Est nommé membre: de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); de la commission d'instruction [30 janvier 1948] (p. 38).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une équitable répartition: *a*) des navires de long cours desservant les territoires côtiers de l'A.O.F. et de l'A.E.F., Togo et Cameroun compris; *b*) du fret entre tous les exportateurs d'un même territoire [17 juin 1948] (I. n° 295); *proposition de résolution* tendant à demander à l'Assemblée nationale de voter une loi réorganisant l'enseignement dans les territoires d'outre-mer et organisant un conseil supérieur des affaires culturelles [17 juin 1948] (I. n° 298).

Interventions:

Participe à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'A. O. F.** — Demande de discussion d'urgence [6 février 1948] (p. 71, 72); — à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p 159). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles, à la discussion d'un vœu relatif au **transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher.** — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 173). — Participe à la discussion de la proposition tendant à créer et organiser une **école supérieure d'administration de l'Afrique noire.** — *Amendement de Mlle Le Ber* [11 mars 1948] (p. 239); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 384, 385); — à la discussion de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 401). — *Explication de vote* [10 juin 1948] (p. 495, 496); — à la discussion des propositions tendant à la **liberté du commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 591, 592); — à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Discussion générale [8 juillet 1948] (p. 698); [29 juillet 1948] (p. 913). — Art. 1er: *amendement de M. Bizot* (p. 915); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [22 juillet 1948] (p. 800). — Art. 4, 15e alinéa: *amendement de M. Lapart* [23 juillet 1948] (p. 831); — à la discussion de la proposition de résolution relative à la **liberté de la presse et de réunion à Madagascar.** — *Explication de vote* [31 juillet 1948] (p. 970); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — *Explication de vote* [31 juillet 1948] (p. 1015).

HENAULT (Pierre) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires économiques [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7); *donne sa démission de membre de la commission des affaires économiques* [8 décembre 1948] (p. 1081); *de la commission de l'agriculture* (ibid.). — *Est nommé membre* du conseil d'administration de la caisse autonome de la reconstruction [27 mai 1948] (p. 444).

Donne sa démission de Conseiller de l'Union française [15 décembre 1948] (p. 1104).

Dépôts législatifs:

Proposition demandant à M. le Ministre de la France d'outre-mer d'étudier d'urgence, en accord avec le Gouvernement, la création de la Cité de l'Union française [30 janvier 1948] (I .n° 14); *retrait* [9 mai 1950] (p. 713); *proposition de résolution* invitant l'Assemblée à désigner une commission chargée de diffuser les travaux de l'Assemblée de l'Union française [30 janvier 1948] (I. n° 24); *la retire* [13 février 1948] (p. 107); *proposition* invitant le Gouvernement à faire participer à la conférence coloniale franco-britannique une délégation de l'Assemblée de l'Union française [12 février 1948] (I. n° 53); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *proposition de résolution* tendant à compléter l'article 72 du règlement [9 juillet 1948] (I. n° 353); *avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques et de la commission des affaires financières, sur la proposition tendant à équiper l'économie agricole de l'Algérie de 3.000 tracteurs, 20.000 charrues, 1.000 moissonneuses-batteuses, à répartir sur un plan d'équipement de trois ans (septembre 1948 à septembre 1951) [28 juillet 1948] (I. n° 394); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la demande d'avis de M. le Président du Conseil des Ministres sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant organisation d'une Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture au territoire des Comores [29 juillet 1948] (I. n° 397).

Interventions:

Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières, à la discussion de la proposition tendant à la suppression des **taxes sur les rhums antillais.** — Discussion générale [28 avril 1948] (p. 321). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance (travaux de l'Assemblée) [3 juin 1948] (p. 459). — Ses observations sur un incident (résultats d'un scrutin) [18 juin 1948] (p. 554); [23 juin 1948] (p. 565). — Intervient lors du vote sans débat de la proposition de résolution tendant à désigner une **mission d'information sur la situation politique à Madagascar.** — *Déclare s'abstenir* [16 juillet 1948] (p. 770). — Participe, en qualité de rapporteur pour avis des commissions des affaires économiques et des affaires

financières, à la discussion de la proposition relative à **l'équipement agricole de l'Algérie.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 950). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — *Dépose un contre-projet tendant à fixer à 51 p. 100 du capital de la banque la part attribuée à la puissance publique* [31 juillet 1948] (p. 1011). — Ses observations sur la question du **logement des conseillers d'outre-mer** [31 juillet 1948] (p. 1016).

I

IBRAHIM (Babikir) [Tchad].

Est nommé membre: de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires sociales (*ibid.*); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission de la défense de l'Union française* [16 décembre 1948] (p. 1149).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès des autorités administratives de l'Afrique équatoriale française pour le relèvement du prix d'achat du coton-graine aux planteurs africains dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui [5 février 1948] (I. n° 38); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85).

Obtient un congé [5 mars 1948] (p. 204). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [12 mars 1948] (p. 247); [21 avril 1948] (p. 311).

J

JACOBSON (Alfred) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission de la défense de l'Union française* [15 décembre 1948] (p. 1122).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à laisser à la disposition des territoires d'outre-mer, sinon la totalité, du moins une fraction importante des devises obtenues par les exportations de ces territoires en pays à change apprécié [6 février 1948] (I. n° 44); *la retire* [10 février 1949] (p. 114); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à attribuer d'urgence au F. I. D. E. S. les subventions budgétaires relatives à l'année 1948 et au premier semestre 1949 [4 mars 1948] (I. n° 125); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à augmenter le contingent des croix de la Légion d'honneur à mettre à la disposition du Président de la République au titre du ministère de la France d'outre-mer [11 mars 1948] (I. n° 146); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale: 1° à voter d'urgence une loi portant les dispositions définies à l'article 4 du projet de loi n° 3977 du 22 avril 1948, relatif à l'autorisation d'engager des dépenses au titre des subventions budgétaires au F. I. D. E. S.; 2° à renvoyer, pour avis, à l'Assemblée de l'Union française les articles 1er, 2 et 3 du projet de loi n° 3977, tendant à modifier la loi du 30 avril 1946, en ce qui concerne le statut du F. I. D. E. S. [13 mai 1948] (I. n° 208); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à charger un organisme qualifié de l'orientation et du recrutement des techniciens destinés à coopérer aux réalisations du plan de développement social et économique des territoires d'outre-mer [20 mai 1948] (I. n° 226). — Retrait [30 juillet 1948] (p. 962); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à proposer à l'Assemblée nationale: 1° de modifier le projet de loi n° 4167 concernant le financement des travaux du plan relatif aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits pour l'exercice 1948; 2° de voter d'urgence le projet de loi n° 4167 ainsi réaménagé [7 juillet 1948] (I. n° 339); *la retire* [24 novembre 1949] (p. 1188); *proposition* tendant à inviter d'urgence le Gouvernement à proposer à l'Assemblée nationale: 1° de disjoindre, dans le projet de loi n° 4167, les dispositions concernant les crédits destinés à l'exécution des plans de développement économique et social des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française (art. 7 et 8) des dispositions portant création d'un fonds d'investissement pour lesdits quatre départements, dit F. I. D. O. M. (art. 1er à 6); 2° de voter les dispositions prévues aux articles 7 et 8 précités [21 juillet 1948] (I. n° 376); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires au développement de la construction de véhicules automobiles de fabrication française pour les territoires d'outre-mer [9 décembre 1948] (I. n° 461); *rapport*, fait au nom de la commission du plan, sur les demandes d'avis présentées par M. le Président de l'Assemblée nationale sur: 1° le projet de loi n° 3977 tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948; 2° la proposition de loi de M. Monnerville, tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer [10 juin 1948] (I. n° 288); *rapport*, fait au nom de la commission du plan, sur la proposition tendant à inviter d'urgence le Gouvernement à proposer à l'Assemblée nationale: 1° de disjoindre, dans le projet de loi n° 4167, les dispositions concernant les crédits destinés à l'exécution des plans de développement économique et social des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française (art. 7 et 8) des dispositions portant création d'un fonds d'investissement pour lesdits quatre départements, dit F. I. D. O. M. (art. 1er à 6); 2° de voter les dispositions prévues aux articles 7 et 8 précités [28 juillet 1948] (I. n° 384).

Interventions:

Participe à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'Afrique occidentale française.** — Demande de discussion d'urgence [6 février 1948] (p. 71). — Participe, en qualité de président de la commission du plan, à la discussion de sa proposition de résolution tendant à **attribuer d'urgence au F. I. D. E. S. les subventions budgétaires relatives à l'année 1948 et au premier semestre 1949.** — Demande de discussion d'urgence [4 mars 1948] (p. 198). — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 213). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à **abroger le décret du 4 décembre 1930** (ordre public). — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 223). — Participe à la discussion de la proposition tendant à assurer une **répartition équitable des graines d'arachides de l'Afrique occidentale française entre l'industrie métropolitaine et celle des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [11 mars 1948] (p. 241). — Participe, en qualité de président de la commission du plan, à la discussion de la proposition tendant à **augmenter la fraction des moyens d'équipement attribués aux territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 254). — Participe, en qualité de président de la commission du plan, à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux victimes des récents cyclones de la Nouvelle-Calédonie.** — Demande de discussion d'urgence [21 avril 1948] (p. 313). — Discussion générale (p. 314). — Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant à augmenter le **contingent des croix de la Légion d'honneur au titre du ministère de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 391); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à unifier le **statut du soldat de l'Union française.** — *Explication de vote* [26 mai 1948] (p. 419). — Est entendu, en qualité de président de la commission du plan, sur le règlement de l'ordre du jour (crédits et statuts du F. I. D. E. S.) [26 mai 1948] (p. 421 et suiv.). — Participe, en qualité de président de la commission du plan, à la discussion de la proposition de résolution relative aux **crédits et aux statuts du F.I.D.E.S.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 429). — Participe, en qualité de président et rapporteur de la commission du plan, à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F. I. D. E. S.** — Débat sur l'inscription à l'ordre du jour [10 juin 1948] (p. 501). — Discussion générale [16 juin 1948] (p. 505 et suiv.); [17 juin 1948] (p. 526 et suiv.). — Art. 1er, sixième alinéa: *ses observations* (p. 534). — Art. 2, huitième, neuvième et dixième alinéa: *amendement de M. Egretaud* (p. 536). — Dix-neuvième alinéa: *amendement de M. Juge* (p. 537); *amendement de M. Savary* (p. 538). — Participe à la discussion des propositions tendant à la **liberté du commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer.** — *Explication de vote* [24 juin 1948] (p. 592); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — Discussion générale [1er juillet 1948] (p. 651 et suiv.). — Participe, en qualité de président de la commission du plan, à la discussion de la proposition concernant la **répartition aux territoires d'outre-mer des apports du plan Marshall.** — Discussion générale [9 juillet 1948] (p. 708, 710). — Participe, en qualité de président de la commission du plan, à

la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — *Amendement de Mlle Allemandi* [9 juillet 1948] (p. 712). — *Amendement de M. Alduy* (p. 713). — Participe, en qualité de président de la commission du plan, à la discussion de la proposition de résolution tendant à faire **représenter les intérêts de l'Union française au Conseil supérieur de la marine marchande.** — *Amendement de Mlle Allemandi* [9 juillet 1948] (p. 715). — Participe, en qualité de président de la commission du plan, à la discussion de la proposition relative à l'**équipement agricole de l'Algérie.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 953). — Participe, en qualité de président et rapporteur de la commission du plan, à la discussion de la proposition relative au **fonds d'investissement pour les départements d'outre-mer.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 959, 960). — Est entendu, en qualité de président et rapporteur du premier bureau, sur la **validation de la désignation de cinq conseillers de l'Union française par l'Etat associé du Cambodge** [24 novembre 1948] (p. 1032). — Participe, en qualité de président de la commission du plan, à la discussion de la proposition tendant à l'achèvement du **chemin de fer du Mossi.** — Discussion générale [8 décembre 1948] (p. 1067). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission* (p. 1068). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun.** — Discussion générale [9 décembre 1948] (p. 1089). — Participe, en qualité de président de la commission du plan, à la discussion de la proposition concernant l'**aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer.** — *Demande le renvoi à la commission du contre-projet de M. Jousselin* [22 décembre 1948] (p. 1154).

JOANNIN (HUBERT) [C. R.].

Est nommé membre: de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission des affaires culturelles* [29 janvier 1948] (p. 23); est nommé membre de la commission des affaires extérieures (*ibid.*); de la commission de la défense de l'Union française [17 mars 1948] (p. 282); *donne sa démission de membre de la commission des affaires extérieures* [1er décembre 1948] (p. 1052).

Donne sa démission de Conseiller de l'Union française [15 décembre 1948] (p. 1104).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi supprimant, pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française, l'obligation de constituer des greniers dits de réserves, de disette ou de soudure [19 février 1948] (I. n° 71); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, l'ordonnance du 4 décembre 1944, relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut du fermage et du métayage, certains articles du code civil et de la loi du 18 juillet 1889 sur le code rural (titre IV, bail à colonat partiaire) et la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 qui leur porte modification [11 mars 1948] (I. n° 145); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « Code du travail » en Nouvelle-Calédonie et dépendances [28 avril 1948] (I. n° 182); rectificatif [25 novembre 1948] (I. n° 436); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « Code du travail » dans les établissements français d'Océanie [28 avril 1948] (I. n° 183); rectificatif [25 novembre 1948] (I. n° 438); *avis*, présenté au nom de la commission des affaires extérieures, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi étendant le bénéfice de la loi des pensions du 21 mars 1928 aux ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements et services dépendant des ministères des forces armées, de l'air et de la marine [2 juin 1948] (I. n° 257).

Interventions:

Participe, en qualité de Rapporteur pour avis de la commission des affaires extérieures, à la discussion de la proposition de résolution relative aux **pensions des ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements du Ministère des forces armées.** — Discussion générale [2 juin 1948] (p. 455).

JOUSSELIN (LOUIS) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission du plan* [9 décembre 1948] (p. 1097).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du ministère de la France d'outre-mer [26 février 1948] (I. n° 89); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale: 1° à voter d'urgence une loi portant les dispositions définies à l'article 4 du projet de loi n° 3977 du 22 avril 1948, relatif à l'autorisation d'engager des dépenses au titre des subventions budgétaires au F. I. D. E. S.; 2° à renvoyer, pour avis, à l'Assemblée de l'Union française, les articles 1er, 2 et 3 du projet de loi n° 3977, tendant à modifier la loi du 30 avril 1946, en ce qui concerne le statut du F. I. D. E. S. [13 mai 1948] (I. n° 208); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à détacher le territoire du Gabon de l'A. E. F. et à lui accorder l'autonomie administrative, économique et financière [3 juin 1948] (I. n° 266); *proposition* tendant à demander au Gouvernement d'envisager la réalisation, dans les territoires d'outre-mer, d'une ou plusieurs expériences « d'éducation de base » [9 juin 1948] (I. n° 274); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi portant reconnaissance de la personnalité morale des collectivités autochtones, organisation administrative des villages et cantons, création de conseils administratifs et de conseils des collectivités dans les territoires d'Afrique noire [9 juin 1948] (I. n° 281); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi portant réorganisation des collectivités locales et des conseils de districts à Madagascar (archipel des Comores excepté) [10 juin 1948] (I. n° 287); *proposition de résolution* tendant à demander à l'Assemblée nationale de voter une loi réorganisant l'enseignement dans les territoires d'outre-mer et organisant un conseil supérieur des affaires culturelles [17 juin 1948] (I. n° 298); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi créant un office de l'habitat rural pour l'A. E. F. [30 juin 1948] (I. n° 328); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à transformer les sociétés indigènes de prévoyance de l'A. E. F. en sociétés coopératives de consommation, de production ou de construction, et les fonds communs de ces sociétés en une société de crédit coopératif [30 juin 1948] (I. n° 329); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant reconnaissance des droits fonciers et forestier aux autochtones de l'A. E. F. [30 juin 1948] (I. n° 330); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi instituant des centres de culture locale dans les pays d'outre-mer [9 juillet 1948] (I. n° 352); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la proposition de résolution invitant l'Assemblée nationale à abroger le décret n° 47-2211 du 19 novembre 1947, rendant applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que Madagascar, les dispositions du décret du 23 octobre 1935, portant réglementation des mesures relatives à l'ordre public [12 mars 1948] (I. n° 153); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à pourvoir le Cameroun des magistrats qui sont nécessaires à sa nouvelle organisation judiciaire [21 avril 1948] (I. n° 169); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement et l'Assemblée nationale à organiser la justice civile en Afrique noire [13 mai 1948] (I. n° 199); *avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement et l'Assemblée nationale à organiser la justice civile en Afrique noire [13 mai 1948] (I. n° 200).

Interventions:

Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 49). — Art. 2: *son amendement tendant à porter de 27 à 46 le nombre des sièges de la Haute-Volta* [13 février 1948] (p. 93); — à la discussion de la proposition de résolution relative à l'**élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta.** — Art. 1er: *son amendement tendant à la suppression d'un siège pour la Côte d'Ivoire* [19 février 1948] (p. 114). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la proposition de résolution sur la **réglementation des mesures relatives à l'ordre public.** — Discussion générale [18 mars 1948] (p. 288, 290). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la proposition tendant à **pourvoir le Cameroun des magistrats**

nécessaires à sa nouvelle organisation judiciaire. — Discussion générale [29 avril 1948] (p. 339). — *Amendement de M. Monnet* (p. 344 et suiv.). — *Amendement de M. d'Arboussier* (p. 346). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice et rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, à la discussion de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 396); [10 juin 1948] (p. 494). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du plan, à la discussion de la proposition de résolution relative aux **crédits et aux statuts du F.I.D.E.S.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 428, 429). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [21 juillet 1948] (p. 781). — Art. 1er: *son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa: « Les circonscriptions électorales sont définies par la loi après avis de l'Assemblée de l'Union française »* [23 juillet 1948] (p. 821). — Sixième alinéa: *son amendement tendant à constituer les collectivités ethniques ou historiques en circonscriptions indépendantes* (p. 822). — Art. 2: *son amendement tendant à l'application du suffrage universel* (p. 832). — Art. 3: *son amendement tendant à insérer, entre le septième et le huitième alinéa, des dispositions relatives à l'impression des bulletins de vote* (p. 844). — Art. 4, alinéa 10°: *son amendement tendant à ajouter, après les mots « les chefs de villages », les mots « les chefs de terre »* (p. 827). — Art. 4 nouveau: *son amendement fixant les modalités d'application d'un suffrage à deux degrés dans les circonscriptions où l'état civil n'est pas établi* (p. 836 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [22 juillet 1948] (p. 793). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministre de l'éducation nationale.** — Discussion générale [29 juillet 1948] (p. 913); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et la proposition de loi concernant les **assemblées représentatives du Togo et du Cameroun.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 980); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 1004); — à la discussion de la proposition concernant l'**aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer.** — *Dépose un contre-projet tendant au maintien des attributions du ministère de la France d'outre-mer et à l'unification des services locaux de l'aéronautique civile* [22 décembre 1948] (p. 1154); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret concernant la **procédure judiciaire en matière de constatation des droits fonciers des indigènes au Cameroun.** — *Explication de vote* [29 décembre 1948] (p. 1198).

JUGE (ALPHONSE) [C. R.].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); de la commission des affaires extérieures [9 décembre 1948] (p. 1097).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée à modifier l'article 30 de son règlement [9 juin 1948] (I. n° 282); *proposition de résolution* tendant à compléter l'article 72 du règlement [9 juillet 1948] (I. n° 353); *proposition de résolution tendant* à modifier l'article 23 de la résolution n° 1 portant règlement de l'Assemblée de l'Union française, en vue de permettre le renouvellement annuel des commissions et de leurs bureaux respectifs [30 décembre 1948] (I. n° 503); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives sur la proposition de résolution adressant le salut de l'Assemblée aux nations et peuples de l'Union française et exprimant le vœu que les Etats associés puissent prendre part à ses travaux [19 février 1948] (I. n° 64); *rapport*, fait au nom de la commission du règlement, sur la proposition de résolution invitant les commissions de l'Assemblée de l'Union française à prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer l'application loyale du règlement que l'Assemblée s'est unanimement donné [11 mars 1948] (I. n° 148); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à augmenter le contingent des croix de la Légion d'honneur à mettre à la disposition du Président de la République au titre du ministère de la France d'outre-mer [13 mai 1948] (I. n° 196); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la proposition invitant le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée de l'Union française, pour avis, préalablement à toute discussion devant le Parlement, tous projets et propositions visant expressément les nouveaux départements d'outre-mer [2 juin 1948] (I. n° 254).

Interventions:

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — Discussion générale; *ses observations* [30 janvier 1948] (p. 32). — *Explication de vote sur l'amendement de M. Barbé* (p. 38). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 39); — à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'A. O. F.** — Demande de discussion d'urgence [6 février 1948] (p. 69); — à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **Conseil général de la Haute-Volta.** — *Ses observations* [13 février 1948] (p. 97). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [19 février 1948] (p. 112). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (question orale relative à la dévaluation du franc C. F. A.) [20 février 1948] (p. 132). — Participe à la discussion sur la procédure de **désignation par l'Assemblée de l'Union française de cinq délégués au conseil économique.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 205); — à la discussion de la proposition tendant à faire accorder un **visa d'entrée en France à M. M'Hamed Tahar,** secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc. — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 219). — *Explication de vote* (p. 221); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à **abroger le décret du 4 décembre 1930** (ordre public). — *Explication de vote sur l'amendement de M Antonini* [5 mars 1948] (p. 225); — à la discussion d'une **motion adressant le salut de l'Assemblée aux familles françaises et vietnamiennes.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 258). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du règlement, à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du règlement.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 284). — Participe à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — *Amendement de M. d'Arboussier* [18 mars 1948] (p. 302). *Explication de vote sur l'ensemble de la proposition* (p. 303, 304). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission* (p. 305); — à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — Demande de discussion d'urgence [28 avril 1948] (p. 334). — Discussion; *explication de vote* [13 mai 1948] (p. 368); — à la discussion de la proposition tendant à la réparation des **dommages subis à la Réunion, par suite du cyclone du 27 janvier 1948.** — *Explication de vote sur l'amendement de M. Vauthier* [13 mai 1948] (p. 374). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion de la proposition de résolution tendant à augmenter le **contingent des croix de la Légion d'honneur au titre du ministère de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 390). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion de la **proposition invitant le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée de l'Union française, pour avis, préalablement à toute discussion devant le Parlement, tous projets et propositions visant expressément les nouveaux départements d'outre-mer.** — Discussion générale [9 juin 1948] (p. 469). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F. I. D. E. S.** — *Ses observations* [16 juin 1948] (p. 520). — Art. 2, 19e alinéa: *son amendement tendant, en cas de désaccord entre le comité directeur du F. I. D. E. S. et le ministre de la France d'outre-mer, à confier l'arbitrage à un comité dont les membres seront désignés par l'Assemblée nationale* [17 juin 1948] (p. 536, 537); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 554 et suiv.). — *Demande le renvoi à la commission* (p. 559). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — *Ses observations sur un incident* [9 juillet 1948] (p. 713). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi sur l'**organisation de la défense nationale.** — *Ses observations* [15 juillet 1948] (p. 736). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [21 juillet 1948] (p. 786). — Art. 1er, 1er alinéa: *son amendement tendant à remplacer l'expression « assemblées représentatives » par « assemblées territoriales »* [23 juillet 1948] (p. 820). — Art. 4, 1er alinéa: *amendement de M. Laurin* (p. 826). — Art. 34: *son amendement tendant à modifier la rédaction du premier alinéa* (p. 851); — à la discussion de la proposition concernant le **rapatriement des travailleurs indochinois.** — *Amendement de M. Mitterrand* [28 juillet 1948] (p. 866); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la fixation des **cadres et effectifs des armées.** — Art. 14: *sous-amendement de M. Arnault* [29 juil-

let 1948] (p. 906); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à modifier l'**article 30 du règlement.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 931). — *Explication de vote* (p. 935); — au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1038, 1040); — à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission* [8 décembre 1948] (p. 1075). — *Son amendement tendant à modifier la rédaction des deux derniers alinéas* [15 décembre 1948] (p. 1119). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 1121, 1122); — au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition concernant le **Congrès du rassemblement démocratique africain** [8 décembre 1948] (p. 1078). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [16 décembre 1948] (p. 1127). — Participe à la discussion de la proposition concernant la **commission du Pacifique-Sud.** — *Explication de vote* [22 décembre 1948] (p. 1161); — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1183). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (vérification des pouvoirs: Assemblée nationale et Conseil de la République) [29 décembre 1948] (p. 1199).

JULIEN (CHARLES-ANDRÉ) [A. N.].

Est nommé membre de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6). — *Est nommé membre* de la commission nationale française pour l'U. N. E. S. C. O. [17 mars 1948] (p. 282).

Dépôts législatifs:

Vœu tendant à envisager le rétablissement du voyage du Président de l'Union française en Guyane et aux Antilles [19 février 1948] (I. n° 67); *vœu* tendant à demander le transfert au Panthéon des cendres de Victor Schœlcher, libérateur des esclaves [20 février 1948] (I. n° 84).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du règlement.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 56); — à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **Conseil général de la Haute-Volta.** — *Explication de vote* [13 février 1948] (p. 97); — à la discussion des propositions concernant les **poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh.** — Discussion générale [13 février 1948] (p. 100); — à la discussion d'un vœu relatif au **transfert au Panthéon des cendres de Victor Schœlcher.** — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 179); — à la discussion de la proposition tendant à créer et organiser une **école supérieure d'administration de l'Afrique noire.** — Discussion générale [11 mars 1948] (p. 238); — à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux étudiants des pays d'outre-mer.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 281); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à augmenter le **contingent des croix de la Légion d'honneur au titre du ministère de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 391). — Intervient à la suite du dépôt de la proposition tendant à l'**organisation des services de la Présidence et du Haut Conseil de l'Union française** [19 mai 1948] (p. 393). — Intervient dans la discussion d'une motion concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 667). — Participe: à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Discussion générale [8 juillet 1948] (p. 697 et suiv.); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 4, quatrième alinéa: *son amendement tendant à ajouter à la liste des membres du corps électoral les titulaires des palmes académiques* [23 juillet 1948] (p. 827); — au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1041); — à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — *Ses observations* [8 décembre 1948] (p. 1071); — Discussion générale [15 décembre 1948] (p. 1109 et suiv.). — *Ses observations* (p. 1116). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 1121); — à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à créer un **institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales.** — Discussion générale [16 décembre 1948] (p. 1137). — Art. 3, paragraphe 1er: *amendement de Mlle Le Ber* (p. 1141).

JUNILLON (LUCIEN) [C. R.].

Son élection est validée [24 novembre 1948] (p. 1033).

Est nommé membre: du troisième bureau [16 novembre 1948] (p. 1026); de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [24 novembre 1948] (p. 1034).

K

KEMAJOU (DANIEL) [Cameroun].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la parité du change au Cameroun telle qu'elle existait au 1er janvier 1948 par rapport au dollar et à la livre [30 janvier 1948] (I. n° 15); (transformée en amendement aux propositions de MM. Savary et Léon (Robert), relatives aux mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.; p. 26, 33); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à modifier le décret n° 47-2300 du 28 novembre 1947, réorganisant au Cameroun la justice de droit français [28 juillet 1948] (I. n° 390); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la demande d'avis présentée par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi tendant à placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale [30 juin 1948] (I. nos 326 et 326 annexe).

Interventions:

Participe à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 157). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles, à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Discussion générale [8 juillet 1948] (p. 694). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 3, 1er alinéa: *amendement de M. Mademba Racine* [23 juillet 1948] (p. 843); — à la discussion de la proposition relative à l'**organisme de répartition des bananes fraîches au Cameroun et en Guinée.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 938).

L

LACHENAL (GEORGES) [C. R.].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition concernant la **commission du Pacifique-Sud.** — Discussion générale [22 décembre 1948] (p. 1157 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (validation des conseillers élus par l'Assemblée algérienne [29 décembre 1948] (p. 1199).

LAFON (Mlle MONIQUE) [A. N.].

Est nommée membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret instituant des « commissions paritaires administratives » et des « comités techniques paritaires » auprès des directeurs et chefs de service de l'enseignement des groupes de territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et des territoires du Togo et du Cameroun [4 mars 1948] (I. n° 129); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 48-800 du 10 mai 1948, instituant une commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires, de façon à assurer la représentation de l'Assemblée de l'Union française dans cette commission [27 mai 1948] (I. n° 244); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret instituant un cadre unique du personnel enseignant du premier degré exerçant dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun [4 mars 1948] (I. n° 127); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret plaçant le per-

sonnel enseignant exerçant dans les groupes de territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et dans les territoires du Togo et du Cameroun sous la seule autorité administrative des directeurs ou chefs du service de l'enseignement intéressés [23 juin 1948] (I. n° 314).

Interventions :

Participe à la discussion d'un vœu relatif au **transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher.** — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 175) ; — à la discussion de la proposition de résolution sur la **réglementation des mesures relatives à l'ordre public.** — Discussion générale [18 mars 1948] (p. 288). — Ses observations lors du retrait de la proposition de résolution relative au **régime législatif des départements d'outre-mer** [13 mai 1948] (p. 357). — Participe à la discussion de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 405) ; — à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — *Son amendement tendant à soumettre à l'avis conforme des assemblées locales la structure des académies de l'Afrique noire et de Madagascar, ainsi que les programmes d'enseignement* [8 juillet 1948] (p. 701).

LA GRAVIERE (Emmanuel) [A. N.].

Elu en remplacement de M. Vauthier, démissionnaire. — Son élection est validée [30 décembre 1948] (p. 1208).

LAKHDARI (Smaïl) [Constantine].

Est élu **Secrétaire de l'Assemblée de l'Union française** [19 décembre 1947] (p. 34). — *Est nommé membre:* de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires extérieures (*ibid.*).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à revenir sur sa décision créant la circonscription indépendante du Mzab pour les élections à l'Assemblée algérienne [4 mars 1948] (I. n° 124) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 30 mars 1935 dit décret « Regnier » applicable à l'Algérie [28 avril 1948] (I. n° 179) ; *proposition* invitant le Gouvernement à présenter un projet de loi modifiant l'article 12 de la loi du 27 octobre 1946 [16 novembre 1948] (I. n° 419).

Interventions :

Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie.** — Art. 7 : *amendement de M. Razac* [31 juillet 1948] (p. 973).

LAPART (Jean) [Soudan].

Est nommé membre: de la commission des affaires sociales [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*) ; de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer [4 mars 1948] (I. n° 120) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à créer une section du combattant de l'Union française au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre et des sections correspondantes dans les départements, pays et territoires d'outre-mer [13 mai 1948] (I. n° 217) ; *motion* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à adopter une proclamation solennelle par laquelle elle affirme sa volonté de ne pas accepter de voir mises en cause les hautes attributions qu'elle tient de la Constitution [30 juin 1948] (p. 636) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour revaloriser la situation du corps des vétérinaires africains : 1° par une large intégration de ces derniers dans le cadre général ; 2° par la construction rapide de l'école africaine de médecine vétérinaire créée et organisée par le décret du 12 juin 1946 [21 juillet 1948] (I. n° 373) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant organisation des collectivités locales à Madagascar [28 juillet 1948] (I. n° 389) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à surseoir aux élections au Conseil de la République à Madagascar, jusqu'à ce que le collège électoral soit complet et représentatif de l'ensemble de la population autochtone [24 novembre 1948] (I. n° 431) ; *proposition* invitant le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que soit abrogé, à Madagascar, l'arrêté du 18 juin 1947 portant réorganisation des cadres spéciaux de Madagascar et dépendances [23 décembre 1948] (I. n° 482) ; *proposition* invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'établir des liaisons maritimes régulières entre la métropole et le port de Kaolack (Sénégal) [29 décembre 1948] (I. n° 494).

Interventions :

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C.F.A.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 32) ; — à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'Afrique occidentale française.** — Demande de discussion d'urgence [6 février 1948] (p. 70) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à supprimer, pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française, l'obligation de constituer des **greniers de réserves.** — Art. 4 : *amendement de M. Coulibaly* [5 mars 1948] (p. 210) ; — à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — Discussion générale [18 mars 1948] (p. 293) ; — à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [13 mai 1948] (p. 363) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 384, 385). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (crédits et statuts du F.I.D.E.S.) [26 mai 1948] (p. 423). — Participe à la discussion de la proposition tendant à la **création d'une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [3 juin 1948] (p. 461) ; — à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F. I. D. E. S.** — Discussion générale [17 juin 1948] (p. 531). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 557). — Participe : à la discussion des propositions tendant à la **liberté du commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 591) ; — à la discussion de la proposition concernant la **répartition aux territoires d'outre-mer des apports du plan Marshall.** — Discussion générale [9 juillet 1948] (p. 709). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — *Amendement de Mlle Allemandi* [9 juillet 1948] (p. 712). — Participe : à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [21 juillet 1948] (p. 787). — Art. 4, alinéa 15° : *son amendement tendant à accorder le droit de vote à tous ceux qui figurent à un titre quelconque sur un contrôle de recensement ou qui peuvent justifier du payement de l'impôt de capitation* [23 juillet 1948] (p. 828 et suiv.) ; — à la discussion de la proposition de résolution relative à la **liberté de la presse et de réunion à Madagascar.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 967, 970) ; — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **syndicats professionnels en A.O.F., en A.E.F., au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis.** — *Amendement de Mlle Le Ber* [31 juillet 1948] (p. 1002) ; — au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1039) ; — à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — *Sur le renvoi à la commission* [8 décembre 1948] (p. 1076). — *Ses observations* [15 décembre 1948] (p. 1119, 1122). — *Amendement de M. Juge* (p. 1120) ; — au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution tendant à l'envoi d'une **mission d'information en Haute-Volta** [9 décembre 1948] (p. 1095) ; — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1185).

LAURENT-EYNAC (André) [A. N.].

Est élu **Vice-Président de l'Assemblée de l'Union française** [19 décembre 1947] (p. 34) ; en cette qualité, préside la deuxième partie de la séance du 13 janvier 1948 (p. 6) ; la séance du 19 février 1948 (p. 111) ; la séance du 26 février 1948 (p. 135) ; la séance du 4 mars 1948 (p. 171) ; la deuxième partie de la séance du 11 mars 1948 (p. 240) ; la deuxième partie de la séance du 12 mars 1948 (p. 259) ; la séance du 20 mai 1948 (p. 395) ; la séance du 3 juin 1948 (p. 459) ; la séance du 1er juillet 1948 (p. 641) ; la séance du 16 juillet 1948 (p. 753) ; la première partie de la séance du 23 juillet 1948 (p. 813) ; la deuxième partie de la séance du 28 juillet 1948 (p. 872) ; la première

séance du 30 juillet 1948 (p. 921) ; la séance du 25 novembre 1948 (p. 1037) ; la séance du 23 décembre 1948 (p. 1171). — **Son allocution, adressant le salut de l'Assemblée de l'Union française à une délégation helvétique** [19 février 1948] (p. 111). — **Son allocution, adressant le salut de l'Assemblée de l'Union française à une délégation parlementaire britannique** [4 mars 1948] (p. 171). — **Se félicite de l'unanimité faite par l'Assemblée sur le vote de l'avis sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la composition du Haut Conseil de l'Union française** [16 juillet 1948] (p. 763). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française** [23 décembre 1948] (p. 1177, 1178). — *Est nommé membre:* de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission de la défense de l'Union française (*ibid.*).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée de l'Union française des projets sur le statut militaire de l'Union française [20 février 1948] (I. n° 75) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85) ; *rapport*, fait au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée de l'Union française des projets sur le statut militaire de l'Union française [26 février 1948] (I. n° 93) ; *rapport* fait au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la demande d'avis, transmise par M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de loi sur l'organisation générale de la défense nationale [23 juin 1948] (I. n° 311).

Interventions :

Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 49). — Art. 2 : *amendement de M. d'Arboussier* [13 février 1948] (p. 94) ; — à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du règlement.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 55) ; — à la discussion des conclusions du troisième bureau sur les **opérations électorales de la Guinée** (cas de M. Delmas). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission d'instruction* [6 février 1948] (p. 65). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [27 février 1948] (p. 166, 168). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la défense de l'Union française, à la discussion de la proposition tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée de l'Union française des projets sur le **statut militaire de l'Union française.** — Discussion générale [11 mars 1948] (p. 234, 236) ; — au débat sur la recevabilité de la proposition tendant à l'**abrogation du décret du 30 mars 1935, dit « décret Régnier »** [29 avril 1948] (p. 349) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à unifier le **statut du soldat de l'Union française.** — *Explication de vote* [26 mai 1948] (p. 419) ; — à la discussion de la proposition relative à la Conférence de Bogota. — *Explication de vote* [27 mai 1948] (p. 443) ; à la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [9 juin 1948] (p. 479 et suiv.). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la défense de l'Union française, à la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [30 juin 1948] (p. 624 et suiv.). — *Ses observations* [7 juillet 1948] (p. 681). — Discussion des articles du projet de loi sur l'*organisation de la défense nationale.* — Art. 1er : *amendement de M. d'Arboussier* [15 juillet 1948] (p. 728). — Art. 2 : *amendement de M. Barbé* (p. 729, 730). — *Amendement de M. d'Arboussier* (p. 732). — Art. 3 *bis* (p. 730). — Art. 7 *bis : amendement de M. Barbé* (p. 734, 735). — Art. 8 (p. 736). — Art. 18, deuxième et troisième alinéas : *amendements de M. Arnault* (p. 738, 739). — Art. 23 à 26 (*suppression*) (p. 740). — *Propose de rédiger comme suit le titre du projet de loi :* « Projet de loi sur l'organisation générale de la défense de l'Union française » (p. 740). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [28 juillet 1948] (p. 861). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la fixation des **cadres et effectifs des armées.** — Discussion générale [29 juillet 1948] (p. 897 et suiv.) ; — à la discussion de la proposition concernant l'**aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer.** Discussion générale [22 décembre 1948] (p. 1153). — *Contre-projet de M. Jousselin* (p. 1155).

LAURIN (René) [Tchad].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*) ; de la commission des affaires politiques et administratives [8 décembre 1948] (p. 1080) ; *donne sa démission de membre de la commission des affaires extérieures* [9 décembre 1948] (p. 1097).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à maintenir à tous les Français et ressortissants français résidant dans un territoire d'outre-mer ou à l'étranger le bénéfice des dispositions antérieures au 1er août 1947 relatives aux attributions d'essence [30 janvier 1948] (I. n° 18) ; retrait [27 janvier 1949] (p. 35) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès des autorités administratives de l'A. E. F. pour le relèvement du prix d'achat du coton-graine aux planteurs africains dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui [5 février 1948] (I. n° 38) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires en Indochine pour assurer la protection des minorités qui ne sont pas de race annamite [21 avril 1948] (I. n° 166) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi rendant les sociétés coloniales imposables au lieu de leur siège social même si elles tiennent leurs assemblées générales en France et si elles y ont leurs organes d'administration et de contrôle [27 mai 1948] (I. n° 245) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux territoires d'outre-mer de la zone C. F. A. les devises étrangères nécessaires à l'exécution de leurs programmes d'équipement et de leurs besoins esssentiels [30 juin 1948] (I. n° 333) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux départements et territoires d'outre-mer un pourcentage normal d'attributions dans la répartition des apports du plan Marshall, en vertu de l'accord bilatéral de coopération économique franco-américain [7 juillet 1948] (I. n° 338).

Interventions :

Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — *Explication de vote* [13 février 1948] (p. 96) ; — à la discussion de la proposition tendant à créer et organiser une **école supérieure d'administration de l'Afrique noire.** — *Ses observations* [11 mars 1948] (p. 239) ; — à la discussion de la proposition tendant à **augmenter la fraction des moyens d'équipement attribués aux territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 255) ; — à la discussion d'une **motion adressant le salut de l'Assemblée aux familles françaises et vietnamiennes.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 259). — *Amendement de M. Mitterrand* (p. 262). — Prend la parole pour un fait personnel [12 mars 1948] (p. 263). — Intervient à la suite de la discussion de la proposition tendant à la **réorganisation municipale en Afrique équatoriale française.** — *Ses observations* [17 mars 1948] (p. 278). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947) [18 mars 1948] (p. 297). — Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Art. 3 : *son amendement* tendant à substituer à l'article 3 le texte suivant : « *Les élections ont lieu suivant les dispositions législatives actuellement en vigueur dans chacun des territoires d'outre-mer* » [19 mai 1948] (p. 386 et suiv.) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à augmenter le **contingent des croix de la Légion d'honneur au titre du ministère de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 391) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à unifier le **statut du soldat de l'Union française.** — *Explication de vote* [26 mai 1948] (p. 418) ; — à la discussion de la proposition tendant au relèvement du **prix d'achat du coton dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 432 et suiv.). — *Dépose un contre-projet tendant:* 1° *à réunir la commission chargée d'élaborer le programme d'emploi des fonds de la caisse de soutien du coton* ; 2° *à verser aux planteurs une prime de* 1.000 *F par hectare;* 3° *à faire payer cette prime aux bénéficiaires au plus tard avant la fin du mois de juillet* 1948, *par prélèvement sur les fonds actuellement détenus par la caisse du coton* (p. 436) ; *le retire* (ibid.) ; — à la discussion de la proposition tendant à la **création d'une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [3 juin 1948] (p. 462). — Intervient dans la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française** [10 juin 1948] (p. 491). — Participe à la discussion de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — *Explication de vote* [10 juin 1948] (p. 496) ; — à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F. I. D. E. S.** — Art. 2, dix-neuvième alinéa : *explication de vote sur l'amendement de M. Juge* [17 juin 1948] (p. 537) ; — à la discussion des propositions tendant à la **liberté du commerce**

de l'or dans les territoires d'outre-mer. — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 591); — à la discussion de la proposition tendant à créer dans les territoires d'outre-mer un **service de l'état-civil.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 595); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**organisation de la défense nationale.** — *Ses observations* [15 juillet 1948] (p. 733). — Art. 18, deuxième alinéa: *explication de vote sur l'amendement de M. Arnault* (p. 738); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [21 juillet 1948] (p. 779, 780); [22 juillet 1948] (p. 810). — Art. 2: *amendement de M. Jousselin* [23 juillet 1948] (p. 832). — Art. 4, premier alinéa: *son amendement tendant à l'institution d'un double collège électoral* (p. 824 et suiv). — Art. 4, alinéa 15e: *amendement de M. Lapart* (p. 831). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [28 juillet 1948] (p. 862). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant le **rapatriement des travailleurs indochinois.** — *Ses observations* [28 juillet 1948] (p. 867); — dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au **recrutement des forces armées.** — *Ses observations* [29 juillet 1948] (p. 895). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Art. 1er: *amendement de M. Bizot* [29 juillet 1948] (p. 914, 915); — à la discussion de la proposition tendant à créer une **mission médicale française à Pondichéry.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 945); — à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un conseiller de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er décembre 1948] (p. 1058 et suiv.). — Prend la parole pour un fait personnel [1er décembre 1948] (p. 1060); [8 décembre 1948] (p. 1083). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [9 décembre 1948] (p. 1088). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun.** — *Ses observations sur la lecture des articles* [9 décembre 1948] (p. 1091). — Intervient à la suite des observations de M. Raymond Barbé sur un fait personnel [9 décembre 1948] (p. 1100). — Ses observations sur un incident (envoi d'une mission d'information en Algérie) [15 décembre 1948] (p. 1124). — Intervient dans la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). — Discussion générale [30 décembre 1948] (p. 1223). Obtient un congé [17 mars 1948] (p. 284). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 21 avril 1948 (p. 311).

LAUTISSIER (Jean) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [10 juin 1948] (p. 500).

Dépôt législatif:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement français à engager des pourparlers avec le Gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam, pour mettre un terme à la guerre d'Indochine [26 mai 1948] (I. n° 227).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition tendant à la **représentation de l'Union française à l'U. N. E. S. C. O.** — Discussion générale [2 juin 1948] (p. 451); — à la discussion de la proposition tendant à créer une **mission médicale française à Pondichéry.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 941); — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — *Son amendement tendant à inviter le bureau de l'Assemblée à s'enquérir « de façon suivie » auprès de l'Assemblée nationale et du Gouvernement des suites données à ses avis et propositions* [23 décembre 1948] (p. 1186).

LE BER (Mlle Antoinette) [A. N.].

Est nommée membre: de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires sociales (*ibid.*); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission de l'agriculture* [12 mars 1948] (p. 256).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du ministère de la France d'outre-mer [26 février 1948] (I. n° 89); *proposition* tendant à demander au Gouvernement d'envisager la réalisation, dans les territoires d'outre-mer, d'une ou plusieurs expériences « d'éducation de base » [9 juin 1948] (I. n° 274); *proposition de résolution* tendant à demander à l'Assemblée nationale de voter une loi réorganisant l'enseignement dans les territoires d'outre-mer et organisant un conseil supérieur des affaires culturelles [17 juin 1948] (I. n° 298); *la retire* [8 juin 1950] (p. 876); *proposition de résolution et proposition* invitant l'Assemblée nationale et le Gouvernement à aménager et améliorer le statut des inspecteurs du travail dans les territoires d'outre-mer [24 juin 1948] (I. n° 316); *la retire* [1er décembre 1948] (p. 1051); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi créant un office de l'habitat rural pour l'A. E. F. [30 juin 1948] (I. n° 328); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à transformer les sociétés indigènes de prévoyance de l'A. E. F. en sociétés coopératives de consommation, de production ou de construction, et les fonds communs de ces sociétés en une société de crédit coopératif [30 juin 1948] (I. n° 329); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant reconnaissance des droits fonciers et forestiers aux autochtones de l'A. E. F. [30 juin 1948] (I. n° 330); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer [7 juillet 1948] (I. n° 340). — *Retrait* [30 juin 1949] (p. 825); *avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à assurer la continuité du rayonnement scientifique et culturel français dans les établissements français de l'Inde, par la création et l'entretien d'une mission médicale française à Pondichéry [28 juillet 1948] (I. n° 385).

Interventions:

Participe, en qualité de Vice-Présidente de la commission des affaires sociales, à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — *Amendement de M. Mignot* [27 février 1948] (p. 160). — *Amendements de M. Barbé* (p. 161). — Participe: à la discussion de la proposition tendant à créer et organiser une **école supérieure d'administration de l'Afrique noire.** — *Son amendement tendant: 1° à créer et organiser dans l'avenir trois écoles d'administration destinées à la formation du personnel autochtone d'administration générale pour l'A. O. F., l'A. E. F., le Cameroun et le Togo; 2° à créer immédiatement la première de ces écoles qui servira provisoirement pour les trois territoires* [11 mars 1948] (p. 238); — à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — *Dépose un contre-projet tendant: 1° à majorer les taux des pensions de 1.200 p. 100 par rapport à 1929 et 1932 à dater du 1er janvier 1948, comptés en francs métropolitains; 2° à assurer l'égalité des taux, quels que soient le pays d'origine et le statut de l'intéressé; 3° à fixer au 1er janvier 1947 la date d'application des décrets du 3 mars 1948 et à fixer le taux de majoration à 530, comptés en francs métropolitains* [13 mai 1948] (p. 366). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la **représentation de l'Union française à l'U.N.E.S.C.O.** — *Ses observations sur un incident* [2 juin 1948] (p. 453). — Participe, en qualité de Vice-Présidente de la commission des affaires sociales, à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret relatif à la **protection de la santé publique dans les établissements français de l'Océanie.** — *Amendement de M. Thévenin* [24 juin 1948] (p. 601). — Participe: à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Discussion générale [8 juillet 1948] (p. 697 et suiv.); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à l'**abrogation du décret du 20 mars 1937** (conflits du travail). — Discussion générale [28 juillet 1948] (p. 868, 870). — Participe, en qualité de Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, à la discussion de la proposition tendant à créer une **mission médicale française à Pondichéry.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 941). — Participe: à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**assemblée représentative des établissements français de l'Océanie.** — Art. 7: *amendement de M. Razac* [31 juillet 1948] (p. 973); — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **syndicats professionnels en A. O. F., en A. E. F., au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis.** — *Son amendement tendant à exiger des membres du bureau d'un syndicat qu'ils sachent parler et lire le français* [31 juillet 1948] (p. 1000 et suiv.); — à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à créer un **institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales.** — Cinquième paragraphe du préambule: *son*

amendement tendant à donner un avis favorable au principe de la proposition de loi de M. Aujoulat [16 décembre 1948] (p. 1138). — Art. 3, paragraphe 1er: *sous-amendement de M. Thévenin* (p. 1139). — *Son amendement prévoyant:* 1° *que l'institut préparera au diplôme de médecine tropicale;* 2° *que la durée totale de l'enseignement et du stage sera limitée à dix-huit mois;* 3° *que les professeurs agrégés issus des facultés de médecine spécialisés en médecine tropicale seront admis à enseigner à l'institut* (p. 1138 et suiv.). — *Amendement de M. Gueye Momar Djim* (p. 1145). — Art. 3, paragraphe II: *son amendement tendant à admettre sans concours, pour le perfectionnement, les médecins autochtones et les docteurs en médecine diplômés d'Etat, citoyens de l'Union française* (p. 1146). — Art. 3, paragraphe III: *ses observations* (ibid.). — Art. 4: *son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1147). Art. 4 (ancien article 5): *son amendement tendant à ajouter un nouvel alinéa prévoyant la participation des Etats associés et des territoires d'outre-mer au financement de l'institut* (p. 1147, 1148).

LE BRUN-KERIS (GEORGES) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [9 juin 1948] (p. 484).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *proposition de résolution* tendant à compléter la composition du comité de contrôle du fonds d'encouragement à la production textile [17 juin 1948] (I. n° 296); *proposition* tendant à une meilleure répartition des subventions du fonds d'encouragement à la production textile [21 juillet 1948] (I. n° 375); *rapport*, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de résolution tendant à compléter la composition du comité de contrôle du fonds d'encouragement à la production textile [16 juillet 1948] (I. n° 363).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 188). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires extérieures, à la discussion de la proposition de résolution tendant à rétablir les crédits nécessaires à la prochaine **conférence des Caraïbes.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 248). — *Amendement de M. Barbé* (p. 251). — *Ses observations* (p. 252). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et la proposition de loi concernant les **assemblées représentatives du Togo et du Cameroun.** — Art. 36: *amendement de M. Savi de Tové* [31 juillet 1948] (p. 989). — Ses observations sur un incident (envoi d'une mission d'information en Algérie) [16 novembre 1948] (p. 1027); [15 décembre 1948] (p. 1125).

LECHANI (MOHAMED) [Alger].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la fusion des deux enseignements primaires (A et B) d'Algérie et à organiser dans ce pays un enseignement unique [27 février 1948] (I. n° 95); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 30 mars 1935, dit décret « Régnier », applicable à l'Algérie [28 avril 1948] (I. n° 179); *motion* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à adopter une proclamation solennelle par laquelle elle affirme sa volonté de ne pas accepter de voir mises en cause les hautes attributions qu'elle tient de la Constitution [30 juin 1948] (p. 636); *proposition* tendant à demander au Gouvernement d'inviter le Haut Commissaire de la République en A. O. F. à créer des communes de moyen exercice en Mauritanie [21 juillet 1948] (I. n° 370); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir le développement économique de la Mauritanie: 1° en développant les ressources existantes de l'élevage, de la cueillette, de l'agriculture et de la pêche; 2° en prospectant de manière efficace son sous-sol pour y rechercher les produits miniers; 3° en dotant la Mauritanie d'un débouché portuaire qui lui soit propre, vers lequel convergerait les éléments d'un réseau routier amélioré [21 juillet 1948] (I. n° 371); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de cinquante millions en vue de secourir les sinistrés d'Algérie victimes des dernières inondations et, en particulier, ceux de Sainte-Barbe-du-Tlélat (département d'Oran) [16 novembre 1948] (I. n° 420); *proposition de résolution* tendant à inviter la commission de l'agriculture à désigner une mission chargée d'étudier en Afrique du Nord l'installation, le fonctionnement et le développement des S. A. R. (secteurs d'amélioration rurale), en vue de leur extension ultérieure en Afrique noire [16 décembre 1948] (I. n° 471); *proposition* tendant à transformer les centres municipaux d'Algérie en communes rurales [30 décembre 1948] (I. n° 498); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles et *avis* présenté au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à créer et organiser une école supérieure d'administration de l'Afrique noire (Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Cameroun, Togo) [26 février 1948] (I. n° 87).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition tendant à **faire bénéficier les ouvriers musulmans d'Algérie, dépendant du ministère des forces armées, de la loi de pensions du 21 mars 1928.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 164); — à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 188). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (prix d'achat des arachides) [4 mars 1948] (p. 201). — Participe à la discussion de la proposition tendant à faire accorder un **visa d'entrée en France à M. M'Hamed Tahar,** Secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc. — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 220); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à **abroger le décret du 4 décembre 1939 (ordre public).** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 223, 224). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles et de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion de la proposition tendant à créer et organiser une **école supérieure d'administration de l'Afrique noire.** — Discussion générale [11 mars 1948] (p. 236). — *Amendement de Mlle Le Ber* (p. 239). — *Ses observations sur le renvoi à la commission* (p. 240). — Deuxième délibération (p. 244). — Participe à la discussion de la proposition tendant à réaliser la **fusion des deux enseignements primaires en Algérie.** — Ajournement de la discussion [17 mars 1948] (p. 283). — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 409); — à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [13 mai 1948] (p. 362). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F. I. D. E. S.** — Discussion générale [17 juin 1948] (p. 530). — Participe à la discussion de la proposition tendant à la **libération des emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 547 et suiv.). — *Amendement de M. Estèbe* (p. 551); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 554). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — Discussion générale [25 juin 1948] (p. 612). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion d'une motion concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 666). — *Ses observations* (p. 668). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Discussion générale [8 juillet 1948] (p. 695); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [21 juillet 1948] (p. 784). — Art. 4, premier alinéa: *amendement de M. Laurin* [23 juillet 1948] (p. 825); — à la discussion de la proposition concernant les **accords commerciaux franco-italiens et franco-espagnols.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1174).

Obtient un congé [13 janvier 1948] (p. 1). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [30 janvier 1948] (p. 25); [6 février 1948] (p. 61).

LEFAUCHEUX (Mme MARIE-HÉLÈNE) [C.R.].

Est nommée membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires financières (*ibid.*); de la commission des affaires politiques et administratives [29 janvier 1948] (p. 23); de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [9 décembre 1948] (p. 1097); *donne sa démission de membre de la commission des affaires financières* [15 décembre 1948] (p. 1122).

Dépôts législatifs :

Proposition invitant le Gouvernement à prendre toutes les mesures d'ordre financier et économique permettant de pallier les difficultés résultant de la dévaluation monétaire dans les territoires d'outre-mer [30 janvier 1948] (I. n° 25) ; *proposition* tendant à la transformation de la commission nationale française auprès de l'U.N.E.S.C.O. en une commission de l'Union française et de la délégation française aux conférences internationales de l'U. N. E. S. C. O. en délégation de l'Union française [5 mars 1948] (I. n° 138) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à augmenter le contingent des croix de la Légion d'honneur à mettre à la disposition du Président de la République au titre du ministère de la France d'outre-mer [11 mars 1948] (I. n° 146) ; *motion* adressant le salut fraternel de l'Assemblée aux combattants, aux otages, aux familles des victimes françaises et vietnamiennes et exprimant le souhait que d'aussi douloureux sacrifices contribuent, dans un avenir prochain, à l'établissement de la paix [12 mars 1948] (p. 252) ; *proposition de résolution* tendant à désigner par le titre de « Délégation de l'Union française à l'Organisation des Nations Unies » notre représentation à l'O. N. U. [2 juin 1948] (I. n° 251) ; *la retire* [22 décembre 1949] (p. 1373) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à détacher le territoire du Gabon de l'A. E. F. et à lui accorder l'autonomie administrative, économique et financière [3 juin 1948] (I. n° 266) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant reconnaissance des droits fonciers et forestiers aux autochtones de l'A. E. F. [30 juin 1948] (I. n° 330).

Interventions :

Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires politiques, à la discussion des propositions concernant les **poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh.** — Discussion générale [13 février 1948] (p. 99). — Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires extérieures, à la discussion de la proposition tendant à la **représentation de l'Union française à l'U. N. E. S. C. O.** — Discussion générale [2 juin 1948] (p. 450). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires extérieures, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — Discussion générale [1er juillet 1948] (p. 642 et suiv.).

LE GUENEDAL (André) [A. N.].

Est nommé membre : de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*) ; *donne sa démission de membre de la commission des affaires politiques et administratives* [29 janvier 1948] (p. 23) ; *de la commission des affaires culturelles* [9 juin 1948] (p. 484).

Dépôt législatif :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour intensifier la production et les exportations de l'Afrique équatoriale française [13 janvier 1948] (I. n° 3) ; *retrait* [18 février 1949] (p. 188).

Interventions :

Participe à la discussion de la proposition concernant l'**aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer.** — *Contre-projet de M. Jousselin* [22 décembre 1948] (p. 1155).

LEON (Robert) [Côte d'Ivoire].

Est nommé membre : de la commission du plan, de l'équipement et des communications [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires financières (*ibid.*) ; de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta [13 janvier 1948] (I. n° 4) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre à l'avis de l'Assemblée de l'Union française tous les projets et propositions de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer dont elle a été saisie [13 janvier 1948] (I. n° 5) ; *proposition* invitant le Gouvernement à maintenir le franc C. F. A. au taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945 et à prendre toutes mesures utiles pour permettre l'accroissement des échanges entre la France et les pays et territoires d'Union française [29 janvier 1948] (I. n° 11) ; *proposition de résolution* invitant l'Assemblée nationale à étendre l'application de toutes les mesures prévues pour les anciens combattants et victimes de la guerre et pour les anciens militaires et pensionnés d'origine française, aux mêmes catégories sociales originaires des pays et territoires d'outre-mer [29 janvier 1948] (I. n° 12) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer aux producteurs des pays et territoires d'outre-mer une plus juste rémunération par l'établissement d'un rapport plus équitable entre les prix à la production et les prix à la consommation des produits d'outre-mer [30 janvier 1948] (I. n° 23) ; *proposition de résolution* invitant l'Assemblée nationale à abroger le décret n° 47-2211 du 19 novembre 1947 rendant applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que Madagascar les dispositions du décret du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives à l'ordre public [5 février 1948] (I. n° 39) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi supprimant, pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française, l'obligation de constituer des greniers dits de réserves, de disette ou de soudure [19 février 1948] (I. n° 71) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice [20 février 1948] (I. n° 76) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à étendre aux territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun, la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales [20 février 1948] (I. n° 77) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une proposition de loi établissant la liberté du commerce de l'or en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun [29 avril 1948] (I. n° 193) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour que soient modifiées dans les territoires du Cameroun et de la Guinée : 1° la composition de l'organisme de répartition des bananes fraîches ; 2° la répartition entre les groupements du tonnage disponible sur chaque navire [13 mai 1948] (I. n° 207) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à décider la suppression de l'impôt de capitation dans le cadre de l'autonomie financière des territoires d'outre-mer [10 juin 1948] (I. n° 286).

Interventions :

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 29) ; — à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Art. 2 : *amendements de MM. Jousselin et d'Arboussier* [13 février 1948] (p. 95) ; — à la discussion de la proposition tendant à **assurer aux producteurs des territoires d'outre-mer une plus juste rémunération.** — Discussion générale [20 février 1948] (p. 127). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la date d'entrée en vigueur de certaines **délibérations des assemblées des territoires d'outre-mer en matière fiscale.** — Discussion générale [20 février 1948] (p. 129). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (question orale relative à la dévaluation du franc C. F. A.) [20 février 1948] (p. 132). — Participe à la discussion de la proposition tendant à **pourvoir le Cameroun des magistrats nécessaires à sa nouvelle organisation judiciaire.** — Discussion générale [29 avril 1948] (p. 342) ; — à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F. I. D. E. S.** — Discussion générale [16 juin 1948] (p. 515) ; [17 juin 1948] (p. 530).

S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 16 novembre 1948 (p. 1021).

LEVY (Roger) [A. N.].

Est élu **Secrétaire de l'Assemblée de l'Union française** [19 décembre 1947] (p. 34). — *Est nommé membre :* de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*).

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la demande d'avis transmise par M. le Président du Conseil des Ministres sur le projet de loi relatif au recrutement des forces armées [7 juillet 1948] (I. n° 341).

Interventions :

Ses observations sur un incident (résultats d'un scrutin) [18 juin 1948] (p. 562). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la défense de l'Union française, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au **recrutement des forces armées.** — Discussion générale [28 juillet 1948] (p. 873, 874). — Art. 52 : *amendement de M. Thévenin* (p. 880, **881**).

LHUILLIER (JEAN) [Oubangui-Chari].

Est nommé membre: de la commission du plan, de l'équipement et des communications [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à maintenir à tous les Français et ressortissants français résidant dans un territoire d'outre-mer ou à l'étranger le bénéfice des dispositions antérieures au 1er août 1947 relatives aux attributions d'essence [30 janvier 1948] (I. n° 18) ; *retrait* [27 janvier 1949] (p. 35) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès des autorités administratives de l'Afrique équatoriale française pour le relèvement du prix d'achat du coton-graine aux planteurs africains dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui [5 février 1948] (I. n° 38) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire : la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi créant un institut national d'agronomie tropicale [27 mai 1948] (I. n° 237) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux territoires d'outre-mer de la zone C. F. A. les devises étrangères nécessaires à l'exécution de leurs programmes d'équipement et de leurs besoins essentiels [30 juin 1948] (I. n° 333) ; *rapport*, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de créer en Guinée française des stations expérimentales pour la culture du riz et d'apporter aux autochtones l'aide financière permettant d'intensifier la culture des oléagineux en Afrique noire [7 juillet 1948] (I. n° 337) ; *rapport*, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi créant un institut national d'agronomie tropicale [9 juillet 1948] (I. n° 357).

Interventions :

Participe à la discussion de la proposition tendant au relèvement du **prix d'achat du coton dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui.** — *Dépose un contre-projet tendant : 1° à réunir la commission chargée d'élaborer le programme d'emploi des fonds de la caisse de soutien du coton ; 2° à verser aux planteurs une prime de 1.000 F par hectare ; 3° à faire payer cette prime aux bénéficiaires au plus tard avant la fin du mois de juillet 1948, par prélèvement sur les fonds actuellement détenus par la caisse du coton* [27 mai 1948] (p. 436) ; retrait (*ibid.*) ; — à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F. I. D. E. S.** — *Explication de vote* [17 juin 1948] (p. 538). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du plan, à la discussion de la proposition concernant la **répartition aux territoires d'outre-mer des apports du plan Marshall.** — Discussion générale [9 juillet 1948] (p. 706, 708). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de l'agriculture, à la discussion de la proposition concernant la **culture du riz dans les territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [9 juillet 1948] (p. 718).

S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 4 mars 1948 (p. 172). — Obtient un congé (*ibid.*). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 21 avril 1948 (p. 311).

LOMBARDO (RAYMOND) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*) ; *donne sa démission de membre de la commission de la justice* [10 juin 1948] (p. 500).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « Code du travail » à Madagascar [30 janvier 1948] (I. n° 16) ; rectificatif [25 novembre 1948] (I. n° 437) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer aux producteurs des pays et territoires d'outre-mer une plus juste rémunération par l'établissement d'un rapport plus équitable entre les prix à la production et les prix à la consommation des produits d'outre-mer [30 janvier 1948] (I. n° 23) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret du 4 décembre 1930 et amnistiant toutes les peines prononcées en application de ce décret [5 février 1948] (I. n° 36) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à dessaisir la juridiction de Madagascar au profit d'une juridiction métropolitaine afin que toutes les garanties de la justice soient assurées dans l'affaire des événements du 30 mars 1947 [6 février 1948] (I. n° 48) ; *proposition de résolution* tendant à unifier le statut du soldat de l'Union française [19 février 1948] (I. n° 70) ; *proposition de résolution* tendant à inviter la commission des affaires politiques et administratives de l'Assemblée de l'Union française à désigner, pour se rendre à Madagascar, une mission d'information avec pouvoirs d'investigation, afin d'étudier la situation politique de la Grande Ile [13 mai 1948] (I. n° 215) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant organisation des collectivités locales à Madagascar [13 mai 1948] (I. n° 216) ; *proposition de résolution* tendant à abroger le décret n° 47-1892 du 26 septembre 1947 relatif à la liberté de la presse et de réunion à Madagascar [17 juin 1948] (I. n° 302) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre les responsables des violences commises à Madagascar tant au cours d'interrogatoires de police que d'actions répressives à l'égard de la population et à rechercher les responsables de l'exécution, trois jours avant le procès qui s'est ouvert le 22 juillet devant la cour criminelle de Tananarive, de Samuel Rakotondrabé, principal témoin et coaccusé [23 décembre 1948] (I. n° 491) ; *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur les propositions : 1° de M. Barbé et plusieurs de ses collègues, tendant à demander au Gouvernement l'abandon des poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh, Président de la délégation permanente de la République du Viet-Nam en France, et sa libération immédiate ; 2° de M. Rosenfeld, tendant à inviter le Gouvernement à libérer immédiatement M. Tran Ngoc Danh, si aucune responsabilité de droit commun n'est relevée contre lui [13 février 1948] (I. n° 58).

Interventions :

Ses observations sur une demande d'**audition de M. de Coppet, Haut Commissaire de la République à Madagascar** [13 janvier 1948] (p. 6). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion des propositions concernant les **poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh.** — Discussion générale [13 février 1948] (p. 97). — Participe, à la discussion de la proposition de résolution tendant à **abroger le décret du 4 décembre 1930** (ordre public). — Fixation de la date de la discussion [27 février 1948] (p. 167). — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 223) ; — à la discussion de sa proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — Discussion générale [18 mars 1948] (p. 294). — *Son amendement tendant au dessaisissement de la juridiction de Madagascar au profit d'une juridiction métropolitaine* (p. 299) ; — à la discussion d'une **demande en autorisation de poursuite contre sa personne.** — Discussion générale [30 décembre 1948] (p. 1217).

M

MADEMBA (RACINE) [Soudan].

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*) ; de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7) ; *donne sa démission de membre de la commission de la justice* [18 juin 1948] (p. 561).

Interventions :

Participe à la discussion des propositions tendant à la **liberté du commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 590) ; — à la discussion de la proposition tendant à créer dans les territoires d'outre-mer un **service de l'état civil.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 593) ; — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [21 juillet 1948] (p. 780 et suiv.). — *Ses observations* [23 juillet 1948] (p. 816). — Art. 3, premier alinéa : *son amendement tendant à permettre le panachage* (p. 842 et suiv.). — Art. 3, cinquième alinéa : *son amendement tendant à subordonner l'élection à la réunion d'un nombre de suffrages au moins égal au cinquième de celui des électeurs inscrits* (p. 844) ; *le retire* (ibid.). — Art. 4, neuvième alinéa : *son amendement tendant à remplacer le mot « planteur » par les mots « exploitants agricoles ou forestiers »* (p. 827). — Art. 6, troisième alinéa : *son amendement prévoyant que chaque membre doit faire élection de domicile dans la circonscription où il est élu* (p. 846). — Art. 7, neuvième alinéa : *son amendement tendant à supprimer les dispositions relatives à l'inéligibilité des inspecteurs des écoles primaires* (p. 847). — Art. 7, dixième alinéa : *son amendement tendant à modifier la rédaction de cet alinéa* (p. 847). — Art. 7, douzième alinéa : *son amendement tendant à supprimer l'inéligibilité des agents des eaux et forêts* (p. 847). — Art. 31 : *son amendement tendant à rédiger comme suit*

le troisième alinéa: « Destination et affectation des propriétés du territoire, affectées ou non à un service public » (p. 850). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**assemblée représentative des établissements français de l'Océanie.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 972). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [30 janvier 1948] (p. 25); [6 février 1948] (p. 61); [12 février 1948] (p. 75); [13 février 1948] (p. 91); [19 février 1948] (p. 112); [21 avril 1948] (p. 311).

MALROUX (Mme PAULE) [A. N.].

Est nommée membre: de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires sociales (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer [4 mars 1948] (I. n° 120); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission provisoire destinée à jeter les fondements d'une politique du cinéma à l'échelle de l'Union française [1er décembre 1948] (I. n° 442); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution tendant à créer en Afrique française noire une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer [26 mai 1948] (I. n° 232).

Interventions:

Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition tendant à la **création d'une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [3 juin 1948] (p. 460).

MAYER (DANIEL), **ministre du travail et de la sécurité sociale.**

Est entendu au cours de la discussion de la proposition de résolution tendant à introduire la **sécurité sociale en Algérie.** — Discussion générale [12 février 1948] (p. 76).

MERIGLIER (ROGER) [C. R.].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); *donne sa démission de membre de la commission des affaires politiques et administratives* [3 juin 1948] (p. 463).

Dépôt législatif:

Proposition de résolution tendant à modifier l'article 23 de la résolution n° 1 portant règlement de l'Assemblée de l'Union française, en vue de permettre le renouvellement annuel des commissions et de leurs bureaux respectifs [30 décembre 1948] (I. n° 503).

Interventions:

Participe à la discussion des **articles 7** bis, **44 et 48 et des six derniers titres du projet de règlement.** — Art. 70: *son amendement relatif aux délégations de vote* [29 janvier 1948] (p. 17). — Est entendu, en qualité de rapporteur du deuxième bureau, sur la **validation de l'élection de deux conseillers de l'Union française par le Conseil de la République** [30 décembre 1948] (p. 1208).

MEYER (EUGÈNE) [C. R.].

Est nommé membre: de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission du plan, de l'équipement des communications (*ibid.*); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission du plan* [26 février 1948] (p. 141); est nommé membre de la commission des affaires financières (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission de la défense de l'Union française* [20 mai 1948] (p. 411); est nommé membre de la commission du plan, de l'équipement et des communications [9 décembre 1948] (p. 1097).

Obtient un congé [21 avril 1948] (p. 311).

MICHARD-PELLISSIER (JEAN) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires extérieures (*ibid.*); de la commission des affaires financières [2 juin 1948] (p. 455).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi rendant les sociétés coloniales imposables au lieu de leur siège social, même si elles tiennent leurs assemblées générales en France et si elles y ont leurs organes d'administration et de contrôle [27 mai 1948] (I. n° 245); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 48-800 du 10 mai 1948, instituant une commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires, de façon à assurer la représentation de l'Assemblée de l'Union française dans cette commission [1er juillet 1948] (I. n° 334).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition concernant l'**application du règlement.** — *Ses observations* [5 février 1948] (p. 53). — Participe, en qualité de vice-président de la commission de la justice, à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — *Demande le renvoi à la commission* [11 mars 1948] (p. 232, 233). — Discussion générale [18 mars 1948] (p. 296, 297). — *Amendement de M. Lombardo* (p. 300). — *Amendement de M. d'Arboussier* (p. 302). — *Sur une demande de renvoi à la commission* (p. 305). — Participe à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux victimes des récents cyclones de la Nouvelle-Calédonie.** — Discussion générale [21 avril 1948] (p. 316); — à la discussion de la proposition tendant au relèvement du **prix d'achat du coton dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 434). — Ses observations sur un incident (résultats d'un scrutin) [18 juin 1948] (p. 551). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 2: *amendement de M. Barbé* [23 juillet 1948] (p. 833). — Intervient, en qualité de vice-président de la commission de la justice, à la suite de la déclaration d'urgence de trois demandes d'avis sur des projets de décret concernant les **loyers en Nouvelle-Calédonie et à Madagascar** [24 novembre 1948] (p. 1034, 1035). — Participe à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — *Demande le renvoi à la commission* [15 décembre 1948] (p. 1117). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1182). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée) [29 décembre 1948] (p. 1202 et suiv.). — Intervient dans la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). — *Ses observations* [30 décembre 1948] (p. 1227).

MIGNOT (ELIE) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires sociales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission du plan* [17 mars 1948] (p. 282); *de la commission des affaires sociales* [26 novembre 1948] (p. 1049).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution invitant les commissions de l'Assemblée de l'Union française à prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer l'application loyale du règlement que l'Assemblée s'est unanimement donné [5 février 1948] (I. n° 31); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour fournir aux producteurs agricoles de la Réunion du maïs de semence [5 février 1948] (I. n° 37); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à étendre le statut du personnel aux ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements et services dépendant des ministères des forces armées, de l'air et de la marine [12 mars 1948] (I. n° 154); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi étendant le bénéfice de la loi de pensions du 21 mars 1928 aux ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements et services dépendant des ministères des forces armées, de l'air et de la marine [12 mars 1948] (I. n° 155); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à libérer d'urgence les emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne des 4 et 11 avril et à abroger le décret-loi du 30 mars 1935 [28 avril 1948] (I. n° 181); *proposition de résolution* tendant à inviter la commission des affaires politiques et administratives de l'Assemblée de l'Union française à désigner une mission d'information avec pouvoirs d'investigation chargée d'enquêter sur les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections à l'Assemblée algérienne [28 avril 1948] (I. n° 186); *motion* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à adopter une proclamation solennelle par laquelle elle affirme sa volonté de ne pas accepter de voir mises en cause les hautes attributions qu'elle tient de la Constitution [30 juin 1948] (p. 636); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la demande d'avis, présentée par M. le Président du Conseil des Ministres, sur un projet de décret de M. le Ministre de la France

d'outre-mer, modifiant le décret du 2 avril 1932 portant réglementation des accidents du travail en Afrique occidentale française [6 février 1948] (I. n° 50) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la demande d'avis, présentée par M. le Président du Conseil des Ministres, sur un projet de décret de M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant majoration des rentes attribuées aux victimes d'accidents du travail survenus sur le territoire de l'Afrique occidentale française et à leurs ayants droit [6 février 1948] (I. n° 51).

Interventions :

Participe à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du règlement.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 52 et suiv.) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à introduire la **sécurité sociale en Algérie.** — *Son amendement tendant à scinder le texte de la commission en proposition et proposition de résolution* [12 février 1948] (p. 77) ; — à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'Afrique occidentale française.** — *Ses observations sur l'amendement de M. d'Arboussier* [12 février 1948] (p. 88). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (accidents du travail en Afrique occidentale française) [13 février 1948] (p. 108). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret portant **réglementation des accidents du travail en Afrique occidentale française.** — Discussion générale [19 février 1948] (p. 117). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret portant **majoration des rentes attribuées aux victimes d'accidents du travail en Afrique occidentale française.** — Discussion générale [19 février 1948] (p. 118). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — *Son amendement tendant à supprimer, à la fin du premier alinéa, les dispositions relatives aux aménagements par arrêtés locaux, pour l'application du code du travail* [27 février 1948] (p. 159) ; *le retire* (p. 161) ; — à la discussion de la proposition tendant à l'**abrogation du décret du 30 mars 1935, dit « décret Régnier ».** — *Explication de vote* [29 avril 1948] (p. 352) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 556). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — Discussion générale [25 juin 1948] (p. 614) ; — dans la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [30 juin 1948] (p. 635) ; — dans la discussion de la proposition de résolution concernant les **syndicats professionnels en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis.** — *Amendement de Mlle Le Ber* [31 juillet 1948] (p. 1001).

MITTERRAND (JACQUES) [A. N.].

Est nommé membre : de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires financières (*ibid.*) ; de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58) ; de la commission des affaires extérieures [19 février 1948] (p. 120) ; *donne sa démission de membre de la commission du règlement et de la comptabilité* [17 mars 1948] (p. 282).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à demander au Gouvernement l'abandon des poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh, Président de la délégation permanente de la République du Viet-Nam en France, et sa libération immédiate [5 février 1948] (I. n° 29) ; *question orale* relative à l'état de guerre entre la France et le Viet-Nam [28 avril 1948] (p. 325) ; *vœu* tendant à envisager le rétablissement du voyage de M. le Président de la République, président de l'Union française, aux Antilles et à la Guyane française [13 mai 1948] (I. n° 214) ; *proposition de résolution* tendant à inviter la commission des affaires politiques et administratives de l'Assemblée de l'Union française à désigner, pour se rendre à Madagascar, une mission d'information, avec pouvoirs d'investigation afin d'étudier la situation politique de la Grande-Ile [13 mai 1948] (I. n° 215) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement français à engager des pourparlers avec le Gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam, pour mettre un terme à la guerre d'Indochine [26 mai 1948] (I. n° 227) ; *motion* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à adopter une proclamation solennelle par laquelle elle affirme sa volonté de ne pas accepter de voir mises en cause les hautes attributions qu'elle tient de la Constitution [30 juin 1948] (p. 636) ; *proposition* invitant le Gouvernement à lever l'interdiction de la tenue du Congrès du rassemblement démocratique africain, prononcée par le Gouverneur de la Haute-Volta [8 décembre 1948] (I. n° 450) ; *retrait* [9 décembre 1948] (p. 1097). — *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la Constitution en ce qui concerne les attributions de l'Assemblée de l'Union française [3 juin 1948] (I. n° 268).

Interventions :

Participe à la discussion des **articles 7 *bis*, 44 et 48 et des six derniers titres du projet de règlement.** — Art. 65 : *ses observations* [29 janvier 1948] (p. 16) ; — à la discussion des propositions concernant les **poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh.** — Discussion générale [13 février 1948] (p. 100, 103). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [4 mars 1948] (p. 172). — Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant à **abroger le décret du 4 décembre 1930** (ordre public). — *Explication de vote sur l'amendement de M. Antonini* [5 mars 1948] (p. 225) ; — à la discussion d'une **motion adressant le salut de l'Assemblée aux familles françaises et vietnamiennes.** — Demande de discussion d'urgence [12 mars 1948] (p. 256). — Discussion : *son amendement tendant à préciser que les combattants français et vietnamiens sont également victimes d'une guerre colonialiste* (p. 260). — *Explication de vote* (p. 261). — *Ses observations sur un incident* (fait personnel) (p. 263) ; — à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — *Explication de vote sur l'amendement de M. Lombardo* [18 mars 1948] (p. 301) ; — à la discussion de la proposition tendant à la suppression des **taxes sur les rhums antillais.** — Discussion générale [28 avril 1948] (p. 322). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques et administratives, à la discussion de la proposition concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [9 juin 1948] (p. 471). — Participe à la discussion de la proposition tendant à la **libération des emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne.** — *Amendement de M. Estèbe* [18 juin 1948] (p. 550) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'Assemblée algérienne.** — *Amendement de M. Albert Sarraut* [18 juin 1948] (p. 560) ; — à la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 677). — Discussion des articles du projet de loi sur *l'organisation de la défense nationale : son amendement tendant à ajouter un article 8 bis instituant un comité militaire supérieur de l'Union française* [15 juillet 1948] (p. 736) ; — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 1er, troisième alinéa : *amendement de M. Vendenboomgaërde* [23 juillet 1948] (p. 821). — *Amendement de M. Jousselin* (p. 822). — Art. 4, premier alinéa : *amendement de M. Laurin* (p. 826). — Art. 41, alinéa 3° : *son amendement tendant à supprimer, dans la liste des dépenses obligatoires, les traitements des fonctionnaires* (p. 852) ; — à la discussion de la proposition concernant le **rapatriement des travailleurs indochinois.** — *Son amendement tendant à permettre l'élection, par les rapatriés, de convoyeurs qui puissent rendre compte à leurs camarades restés en France des conditions du rapatriement* [28 juillet 1948] (p. 865, 866) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à modifier l'**article 30 du règlement.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 930) ; — à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant l'**assemblée représentative de la Côte française des Somalis.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 999) ; — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 1006 et suiv.). — *Contre-projet de M. Max André* (p. 1010). — *Contre-projet de M. Pierre Hénault* (p. 1012). — Art. 1er : *amendement de M. Max André* (p. 1013). — *Amendement de M. Chassiot* (p. 1014). — *Amendement de M. Guèye Momar Djim* (ibid.). — *Son amendement tendant à ajouter un article 1er bis prévoyant que, dès la promulgation de la loi, les membres du conseil d'administration de la banque de Madagascar cesseront d'exercer leurs fonctions* (p. 1014) ; — au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition concernant le **Congrès du rassemblement démocratique africain** [8 décembre 1948] (p. 1079) ; — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1180 et suiv.). — Intervient sur le règlement de l'ordre du jour [29 décembre 1948] (p. 1201). — Participe à la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre**

de l'Assemblée (M. Lombardo). — Discussion générale [30 décembre 1948] (p. 1221, 1222).

MONNET (GEORGES) [Côte d'Ivoire].

Est nommé membre: de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); de la commission d'instruction [30 janvier 1948] (p. 38); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); de la commission des affaires économiques [2 juin 1948] (p. 455).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux départements et territoires d'outre-mer un pourcentage normal d'attributions dans la répartition des apports du plan Marshall en vertu de l'accord bilatéral de coopération économique franco-américain [7 juillet 1948] (I. n° 338); *rapport*, fait au nom de la commission d'instruction, sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française [29 décembre 1948] (I. n° 492).

Interventions:

Participe: à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Art. 2: *amendement de M. d'Arboussier* [5 février 1948] (p. 50, 51). — *Amendements de MM. Jousselin et d'Arboussier* [13 février 1948] (p. 95); — à la discussion de la proposition tendant à **pourvoir le Cameroun des magistrats nécessaires à sa nouvelle organisation judiciaire.** — Discussion générale [29 avril 1948] (p. 343). — *Son amendement tendant à créer des justices de paix à compétence étendue dans tous les territoires où elles sont indispensables pour mettre la justice à la portée des justiciables et réduire au minimum les délais de procédure* (p. 344, 345); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — *Son amendement tendant à assurer une répartition équitable des apports du plan Marshall à l'ensemble de l'Union française* [1er juillet 1948] (p. 661); — à la discussion de la proposition tendant à l'achèvement du **chemin de fer du Mossi.** — Discussion générale [8 décembre 1948] (p. 1067, 1068). — Alinéa 1° : *son amendement tendant à réserver les besoins propres à la Côte d'Ivoire* [8 décembre 1948] (p. 1068). — Alinéa 2° : *amendement de M. d'Arboussier* (p. 1069). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission d'instruction, à la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). — Discussion générale [30 décembre 1948] (p. 1211 et suiv.). — *Motion préjudicielle de M. Guy de Boysson* (p. 1215, 1216). — *Amendement de M. Guy de Boysson* (p. 1225). — *Amendement de M. Curabet* (p. 1227, 1228).

S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 27 février 1948 (p. 147). — Obtient un congé (*ibid.*).

MONTRAT (MAURICE) [Guinée].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); *donne sa démission de membre de la commission des affaires financières* [20 mai 1948] (p. 411); *de la commission des affaires politiques et administratives* [24 juin 1948] (p. 603).

Interventions:

Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 49); — à la discussion des conclusions du troisième bureau sur les **opérations électorales de la Guinée** (cas de M. Delmas). — *Explication de vote* [6 février 1948] (p. 68); — à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'A. O .F.** — Discusion générale [12 février 1948] (p. 86).

S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 19 février 1948 (p. 112). — Obtien un congé (*ibid.*). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 20 février 1948 (p. 123); à la séance du 21 avril 1948 (p. 311).

MOREAU (Mme EMILIENNE) [C. R.].

Est nommée membre: de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires sociales (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant, sans préjudice de l'élaboration d'un projet de loi destiné à devenir le code du travail définitif de la France d'outre-mer, à inviter le Gouvernement à permettre, sous réserve d'aménagements à prévoir par arrêtés locaux, l'entrée en vigueur sans délai du décret du 17 octobre 1947 institutant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, autres que l'Indochine [19 février 1948] (I. n° 66); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer [4 mars 1948] (I n° 120).

MOREUX (RENÉ) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires sociales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission des affaires sociales* [29 décembre 1948] (p. 1192); est nommé membre de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 1199).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à augmenter la fraction des moyens d'équipement attribués aux territoires d'outre-mer et, dans ce but, à faire représenter lesdits territoires au sein des organismes fixant la répartition des moyens d'équipement entre la métropole et les territoires d'outre-mer [30 janvier 1948] (I. n° 20); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires au développement de la construction de véhicules automobiles de fabrication française pour les territoires d'outre-mer [9 décembre 1948] (I. n° 461); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à instituer, dans le cadre de la loi du 28 février 1948, au sein du conseil supérieur de la marine marchande, des « commissions d'études spécialisées » pour étudier tous les aspects du trafic entre la France, l'Afrique du Nord, les départements d'outre-mer et les territoires d'outre-mer [15 décembre 1948] (I. n° 469).

Interventions.

Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission du plan, à la discussion de la proposition de résolution tendant à **attribuer d'urgence au F. I. D. E. S. les subventions budgétaires relatives à l'année 1948 et au premier semestre 1949.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 213). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F. I. D. E. S.** — Discussion générale [16 juin 1948] (p. 512); — à la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — Discussion générale [25 juin 1948] (p. 611 et suiv.).

MOTAIS DE NARBONNE (LÉON) [A. N.].

Son élection est validée [24 novembre 1948] (p. 1032).

Est nommé membre du quatrième bureau [16 novembre 1948] (p. 1026), de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [22 décembre 1948] (p. 1169); de la commission de la défense de l'Union française (*ibid.*).

N

NIGNAN (NACUZON) [Haute-Volta].

Son élection est validée [30 décembre 1948] (p. 1209).

Est nommé membre: de la commission des affaires sociales [1er décembre 1948] (p. 1052); de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition invitant le Gouvernement à lever l'interdiction de la tenue du congrès du rassemblement démocratique africain, prononcée par le Gouverneur de la Haute-Volta [8 décembre 1948] (I. n° 450); *retrait* [9 décembre 1948] (p. 1097); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à envoyer une mission d'information avec pouvoirs d'investigation pour s'enquérir de la situation générale — et notamment de l'atmosphère politique — dans le territoire de la Haute-Volta [9 décembre 1948] (I. n° 459).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition tendant à l'achèvement du **chemin de fer du Mossi.** — Discussion générale [8 décembre 1948] (p. 1066).

O

OUDARD (GEORGES) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7).

Dépôt législatif:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux départements et territoires d'outre-mer un pourcentage normal d'attributions dans la répartition des apports du plan Marshall, en vertu de l'ac-

cord bilatéral de coopération économique franco-américain [7 juillet 1948] (I. n° 338).

S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 5 février 1948 (p. 45).

OUEDRAOGO (BOUGOURAOUA) [Haute-Volta].

Son élection est validée [30 décembre 1948] (p. 1209).

OUEDRAOGO (MAMADOU) [Soudan].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission des affaires politiques et administratives* [20 mai 1948] (p. 411).

Sa démission de Conseiller de l'Union française est constatée par l'Assemblée [25 novembre 1948] (p. 1046).

P

PANN-YUNG [Cambodge].

Sa désignation est validée [24 novembre 1948] (p. 1032). — *Est nommé membre* du premier bureau [16 novembre 1948] (p. 1026). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [16 novembre 1948] (p. 1021); [1er décembre 1948] (p. 1051); [8 décembre 1948] (p. 1063); obtient un congé (*ibid.*).

PERETTI (ANDRÉ DE) [C. R.].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires extérieures (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); *donne sa démission de membre de la commission des affaires extérieures* [9 décembre 1948] (p. 1097); *de la commission des affaires politiques et administratives* (ibid.).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à détacher le territoire du Gabon de l'A. E. F. et à lui accorder l'autonomie administrative, économique et financière [3 juin 1948] (I. n° 266); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée à modifier l'article 30 de son règlement [9 juin 1948] (I. n° 282).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition tendant à faire accorder **un visa d'entrée en France à M. M'Hamed Tahar,** Secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc. — Débat sur la recevabilité [5 mars 1948] (p. 212). — Discussion générale (p. 220). — *Explication de vote* (p. 222); — à la discussion de la proposition de résolution relative aux **pensions des ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements dépendant du ministère des forces armées.** — *Demande le renvoi à la commission* [20 mai 1948] (p. 411). — Ses observations sur un incident (distribution de documents) [20 mai 1948] (p. 412). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — Discussion générale [1er juillet 1948] (p. 646 et suiv.). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Discussion générale [8 juillet 1948] (p. 699). — Art. 1er: *amendement de M. Bizot* [29 juillet 1948] (p. 914). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 915); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**organisation de la défense nationale.** — Art. 2: *explication de vote sur l'amendement de M. Barbé* [15 juillet 1948] (p. 730). — Art. 7 *bis*: *amendement de M. Barbé* (p. 735). — *Ses observations sur un rappel au règlement* (p. 736). — Art. 18, 2e alinéa: *explication de vote sur l'amendement de M. Arnault* (p. 738). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 741); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**organisation des forces armées.** — Art. 1er: *amendement de M. d'Arboussier* [15 juillet 1948] (p. 742); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la composition du **Haut Conseil de l'Union française.** — Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 757). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [22 juillet 1948] (p. 809). — *Ses observations* (rappel au règlement) [23 juillet 1948] (p. 824). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au **recrutement des forces armées.** — Art. 52: *amendement de M. Thévenin* [28 juillet 1948] (p. 880). — Art. 158: *amendement de M. Arnault* (p. 888, 889). — Intervient à la suite des observations de M. Egretaud sur le procès-verbal de la précédente séance [29 juillet 1948] (p. 894). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la fixation des **cadres et effectifs des armées.** — Art. 14: *sous-amendement de M. Thévenin* [29 juillet 1948] (p. 905); — à la discussion de la proposition tendant à créer une **mission médicale française à Pondichéry.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 945). — Intervient dans la discussion de la proposition relative à **l'équipement agricole de l'Algérie.** — *Ses observations* [30 juillet 1948] (p. 958). — Participe à la discussion des propositions concernant le **personnel enseignant des territoires de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Togo et du Cameroun.** — *Ses observations* [30 juillet 1948] (p. 960). *Explication de vote* (p. 961).

PERIER (JACQUES) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires sociales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition invitant le Gouvernement à prendre des mesures pour que les territoires de l'Union française reçoivent de la métropole les médicaments nécessaires à la santé publique [5 février 1948] (I. n° 32); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à conserver le bénéfice des prestations familiales, telles qu'elles ont été instituées par la loi du 22 août 1946, à toutes les personnes françaises d'origine métropolitaine ou assimilées résidant dans les pays de protectorat français ou dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer et qui en bénéficieraient si elles étaient restées en France [13 mai 1948] (I. n° 213); *la retire* [6 décembre 1949] (p. 1249); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux départements et territoires d'outre-mer un pourcentage normal d'attributions dans la répartition des apports du plan Marshall en vertu de l'accord bilatéral de coopération économique franco-américain [7 juillet 1948] (I. n° 338); *proposition de résolution* tendant à inviter le bureau de l'Assemblée de l'Union française à faire connaître aux auteurs des propositions adoptées par elle la suite donnée par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement à ces propositions [21 juillet 1948] (I. n° 368); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à surseoir aux élections au Conseil de la République à Madagascar jusqu'à ce que le collège électoral soit complet et représentatif de l'ensemble de la population autochtone [24 novembre 1948] (I. n° 431).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du règlement.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 55); — à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'A. O. F.** — Demande de discussion d'urgence [6 février 1948] (p. 70, 71). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [19 février 1948] (p. 112). — Intervient dans la discussion des conclusions de la commission d'instruction sur l'**élection de M. Cortinchi.** — *Ses observations* (rappel au règlement) [26 février 1948] (p. 140, 141). — Participe: à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 150); — à la discussion de la proposition tendant à faire accorder un **visa d'entrée en France à M. M'Hamed Tahar,** Secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc. — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 220, 221). — *Ses observations* (p. 221, 222). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [12 mars 1948] (p. 247, 248). — Intervient à la suite d'une déclaration de M. d'Arboussier sur la **fin de la grève des cheminots africains** [18 mars 1948] (p. 287). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — Discussion générale [18 mars 1948] (p. 298). — Participe au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition tendant à venir **en aide aux victimes des récents cyclones de la Nouvelle-Calédonie.** — *Ses observations* [21 avril 1948] (p. 314). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance (demandes d'avis présentées par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement) [13 mai 1948] (p. 355). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **journée du 1er mai.** — Discussion générale [13 mai 1948] (p. 369). — *Amendement de M. Catrice* (ibid.). — Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 380 et suiv.). — Art. 3: *explication de vote sur l'amendement de M. Laurin* (p. 389). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (réforme et

crédits du F. I. D. E. S.) [10 juin 1948] (p. 502). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 557). — *Amendement de M. Albert Sarraut* (p. 560). — Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — Discussion générale [1er juillet 1948] (p. 644). — *Ses observations* (p. 662). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (représentation des intérêts commerciaux au Cameroun) [29 juillet 1948] (p. 917). — Participe: au débat sur la fixation de la date de la discussion de la proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1038 et suiv.); — à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un conseiller de l'Union française** — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission* [8 décembre 1948] (p. 1076). — Discussion générale [15 décembre 1948] (p. 1111). — *Ses observations* (p. 1116, 1117). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 1122). — Intervient à la suite des observations de M. Raymond Barbé sur un fait personnel [9 décembre 1948] (p. 1100). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant les **accords commerciaux franco-italiens et franco-espagnols.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1176); — dans la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — *Ses observations* [23 décembre 1948] (p. 1182). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée) [29 décembre 1948] (p. 1199 et suiv.). — Intervient dans la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). — Discussion générale [30 décembre 1948] (p. 1224).

PIERI (Georges) [Constantine].

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de cinquante millions en vue de secourir les sinistrés d'Algérie victimes des dernières inondations, et, en particulier, ceux de Sainte-Barbe-du-Tlélat (département d'Oran) [16 novembre 1948] (I. n° 420); *proposition de résolution* tendant à inviter la commission de l'agriculture à désigner une mission chargée d'étudier en Afrique du Nord l'installation, le fonctionnement et le développement des S. A. R. (Secteurs d'amélioration rurale), en vue de leur extension ultérieure en Afrique noire [16 décembre 1948] (I. n° 471); *proposition* tendant à transformer les centres municipaux d'Algérie en communes rurales [30 décembre 1948] (I. n° 498).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — *Son amendement prévoyant la consultation des organisations syndicales ouvrières et des ligues de familles nombreuses nord-africaines* [4 mars 1948] (p. 197); le retire (p. 198); — à la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — Discussion générale [25 juin 1948] (p. 615).

PIOT (Hippolyte) [Réunion].

Est élu **Secrétaire de l'Assemblée de l'Union française** [19 décembre 1947] (p. 34).

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid*).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une aide urgente à la population de la Réunion, éprouvée par un violent cyclone dans la nuit du 26 au 27 janvier 1948 [30 janvier 1948] (I. n° 13); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour fournir aux producteurs agricoles de la Réunion du maïs de semence [5 février 1948] (I. n° 37); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française l'ordonnance du 4 décembre 1944 relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre baillleurs et preneurs de baux à ferme, l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut du fermage et du métayage, certains articles du code civil et de la loi du 18 juillet 1889 sur le code rural (titre IV, bail à colonat partiaire) et la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 qui leur porte modification [11 mars 1948] (I. n° 145); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sinistrés du cyclone du 27 janvier 1948 à la Réunion la réparation intégrale des dommages subis, s'élevant à 4.500 millions de francs métropolitains [28 avril 1948] (I. n° 184); *rapport*, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la demande d'avis de M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Léro, Conseiller de la République, et plusieurs de ses collègues, tendant à rendre applicables aux travailleurs des professions agricoles des départements d'outre-mer les dispositions législatives relatives aux congés payés [9 juillet 1948] (I. n° 355).

Interventions:

Participe à la discussion des propositions relatives au **cataclysme de la Réunion** [30 janvier 1948] (p. 37). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de l'agriculture, à la discussion de la proposition tendant à **fournir du maïs de semence aux producteurs agricoles de la Réunion.** — Discussion générale [19 février 1948] (p. 119). — Participe à la discussion d'un vœu relatif au **transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher.** — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 177); à la discussion de la proposition et des demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au **statut du fermage dans les départements d'outre-mer.** — Discussion générale [23 juin 1948] (p. 574 et suiv.). — *Dépose un contre-projet tendant à reprendre le texte de sa proposition* (p. 579). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**organisation de la défense nationale.** — *Ses observations* [15 juillet 1948] (p. 741). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de l'agriculture, à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **faire bénéficier des congés payés les travailleurs agricoles des départements d'outre-mer.** — Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 768). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au **recrutement des forces armées.** — Art. 158: *son amendement sur les conditions d'application de la loi aux départements d'outre-mer* [28 juillet 1948] (p. 888); — à la discussion de la proposition relative au **fonds d'investissement pour les départements d'outre-mer.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 960).

Général PLAGNE (Louis-Elie) [A. N.].

Elu en remplacement de M. Denis, démissionnaire.

Son élection est validée [23 juin 1948] (p. 571).

Est nommé membre: de la commission du plan, de l'équipement et des communications [10 juin 1948] (p. 500); de la commission de la défense de l'Union française (*ibid.*).

Dépôt législatif:

Rapport, fait au nom de la commission du plan, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à transférer au Ministre des travaux publics, des transports et du tourisme les attributions précédemment dévolues au Ministre de la France d'outre-mer, en ce qui concerne la délivrance, le renouvellement et le retrait des brevets et des licences ainsi que l'organisation du service médical du personnel navigant de l'aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer de l'Union française [8 décembre 1948] (I. n° 457).

Interventions:

Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'organisation de la défense nationale et des forces armées. — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 675). — Discussion des articles du projet de loi sur l'**organisation de la défense nationale.** — Art. 2: *son amendement relatif aux mesures envisagées en cas de tension internationale et en cas de guerre* [15 juillet 1948] (p. 730). — Discussion des articles du projet de loi sur l'**organisation des forces armées.** — Art. 1er: *son amendement tendant à remplacer, au deuxième alinéa, les mots « l'intégrité et la sécurité » par « la défense »* (p. 742); *le retire* (ibid.). — Art. 26: *son amendement tendant à remplacer, au deuxième alinéa, les mots « maintenir la sécurité » par les mots « assurer la défense »* (p. 746); *le retire* (ibid.); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la fixation des **cadres et effectifs des armées.** — *Explication de vote* [29 juillet 1948] (p. 909); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la durée du **service actif dans les forces armées.** — *Explication de vote* [29 juillet 1948] (p. 909); — à la discussion de la proposition relative au **budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949, en ce qui concerne l'Union française.** — Discussion générale [9 décembre 1948] (p. 1093). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer)

[16 décembre 1948] (p. 1149). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du plan, à la discussion de la proposition concernant l'**aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [22 décembre 1948] (p. 1152). — *Contre-projet de M. Jousselin* (p. 1155).

POLYCARPE (VERMONT) [Guyane].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); *donne sa démission de membre de la commission du plan* [24 novembre 1948] (p. 1034); *de la commission des affaires politiques et administratives* [8 décembre 1948] (p. 1080).

Dépôt législatif:

Proposition tendant à inviter d'urgence le Gouvernement à proposer à l'Assemblée nationale: 1° de disjoindre, dans le projet de loi n° 4167, les dispositions concernant les crédits destinés à l'exécution des plans de développement économique et social des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française (art. 7 et 8) des dispositions portant création d'un fonds d'investissement pour lesdits quatre départements, dit F. I. D. O. M. (art. 1er à 6); 2° de voter les dispositions prévues aux articles 7 et 8 précités [21 juillet 1948] (I. n° 376).

S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 4 mars 1948 (p. 172). — Obtient un congé (*ibid.*). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 21 avril 1948 (p. 311).

R

RAZAC (YVON) [C. R.].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires sociales (*ibid.*); de la commission des affaires financières [12 mars 1948] (p. 256); *donne sa démission de membre de la commission des affaires politiques et administratives* [15 décembre 1948] (p. 1122).

Donne sa démission de Conseiller de l'Union française [15 décembre 1948] (p. 1104).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du ministère de la France d'outre-mer [26 février 1948] (I. n° 89); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à détacher le territoire du Gabon de l'Afrique équatoriale française et à lui accorder l'autonomie administrative, économique et financière [3 juin 1948] (I. n° 266); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi portant reconnaissance de la personnalité morale des collectivités autochtones, organisation administrative des villages et cantons, création de conseils administratifs et de conseils des collectivités dans les territoires d'Afrique noire [9 juin 1948] (I. n° 281); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi portant réorganisation des collectivités locales et des conseils de districts à Madagascar (archipel des Comores excepté) [10 juin 1948] (I. n° 287); *proposition de résolution et proposition* invitant l'Assemblée nationale et le Gouvernement à aménager et améliorer le statut des inspecteurs du travail dans les territoires d'outre-mer [24 juin 1948] (I. n° 316); *retrait* [1er décembre 1948] (p. 1051); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi créant un office de l'habitat rural pour l'Afrique équatoriale française [30 juin 1948] (I. n° 328); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à transformer les sociétés indigènes de prévoyance de l'Afrique équatoriale française en sociétés coopératives de consommation, de production ou de construction, et les fonds communs de ces sociétés en une société de crédit coopératif [30 juin 1948] (I. n° 329); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant reconnaissance des droits fonciers et forestiers aux autochtones de l'Afrique équatoriale française [30 juin 1948] (I. n° 330); *proposition* invitant le Gouvernement à créer à l'école nationale de la France d'outre-mer une section des inspecteurs du travail et des affaires sociales et à développer dans cette école l'enseignement social [30 juin 1948] (I. n° 331); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer [7 juillet 1948] (I. n° 340). — Retrait [30 juin 1949] (p. 825); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi tendant à instituer le conseil général de la Haute-Volta [12 février 1948] (I. n° 57); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta [13 février 1948] (I. n° 61); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux nouveaux départements d'outre-mer l'application du statut des agents généraux d'assurances [9 juin 1948] (I. n° 276); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à modifier les modalités de payement des pensions de toute nature dans les territoires d'outre-mer à franc C.F.A. et C.F.P. [28 juillet 1948] (I. n° 383).

Interventions:

Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques, à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 46). — Art. 1er: *ses observations* (p. 50). — Art. 2: *amendement de M. d'Arboussier* (p. 51). — Suite de la discussion [13 février 1948] (p. 92 et suiv.). — Art. 2: *amendements de MM. Jousselin et d'Arboussier* (p. 94, 95). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques, à la discussion de la proposition de résolution relative à l'**élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta.** — Discussion générale [19 février 1948] (p. 113). — Art. 1er: *amendement de M. Jousselin* (p. 115). — Art. 2: *ses observations* (p. 116). — Participe à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — *Explication de vote* [13 mai 1948] (p. 368). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (élections à l'Assemblée algérienne) [3 juin 1948] (p. 464). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [22 juillet 1948] (p. 802). — Art. 1er, quatrième alinéa: *son amendement tendant à introduire le scrutin uninominal* [23 juillet 1948] (p. 822). — Art. 2: *ses observations* (p. 832). — Art. 4, alinéa 15°: *amendement de M. Lapart* (p. 830). — Art. 4, alinéa 17°: *amendement de M. Barbé* (p. 831). — Art. 4 nouveau: *amendement de M. Jousselin* (p. 837, 838). — Art. 41, alinéa 3°: *son amendement tendant à supprimer les mots « de base »* (p. 852, 853). — *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 856). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la proposition relative à l'application du **statut des agents généraux d'assurances.** — Discussion générale [28 juillet 1948] (p. 872, 873). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**assemblée représentative des établissements français de l'Océanie.** — Art. 7, premier alinéa: *son amendement tendant à maintenir la connaissance du français dans les conditions exigées pour l'éligibilité* [31 juillet 1948] (p. 972, 973); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et la proposition de loi concernant les **assemblées représentatives du Togo et du Cameroun.** — Art. 35: *amendement de M. Savi de Tové* [31 juillet 1948] (p. 985, 986). — *Amendement de M. Soppo Priso* (p. 986); — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **syndicats professionnels en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis.** — *Son amendement tendant à exiger des membres du bureau d'un syndicat qu'ils sachent parler et lire le français* [31 juillet 1948] (p. 1000, 1001); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — *Ses observations* [31 juillet 1948] (p. 1010). — Art. 1er: *amendement de M. Chassiot* (p. 1014).

RIOND (GEORGES) [A. N.].

Elu en remplacement de M. Henault, démissionnaire.

Son élection est validée [30 décembre 1948] (p. 1208).

ROSENFELD (ORESTE) [C. R.].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de la défense de l'Union française (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [29 avril 1948] (p. 353); *donne sa démission de membre de la commission de la défense de l'Union française* (ibid.); est nommé membre de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [18 juin 1948] (p. 561); *donne sa démission de membre de la commission de la justice* [24 novembre 1948] (p. 1034).

Dépôts législatifs:

Proposition invitant le Gouvernement à libérer immédiatement M. Tran Ngoc Danh, si aucune responsabilité de droit commun n'est relevée contre lui [6 février 1948] (I. n° 45); *motion* adressant le salut fra-

ternel de l'Assemblée aux combattants, aux otages, aux familles des victimes françaises et vietnamiennes et exprimant le souhait que d'aussi douloureux sacrifices contribuent, dans un avenir prochain, à l'établissement de la paix [12 mars 1948] (p. 252); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement de la République française à déposer sans délai un projet de loi organisant les services de la Présidence et du Haut Conseil de l'Union française [19 mai 1948] (I. n° 220); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret du 25 novembre 1947 qui reporte à une date ultérieure l'entrée en vigueur du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine [26 mai 1948] (I. n° 235); *proposition* tendant à obtenir du Gouvernement que l'Assemblée de l'Union française: 1° reçoive des informations sur les travaux de la commission consultative permanente franco-britannique pour les affaires togolaises; 2° soit consultée pour avis avant toute décision gouvernementale concernant ces affaires [23 juin 1948] (I. n° 309); *proposition* tendant à obtenir du Gouvernement que l'Assemblée de l'Union française: 1° reçoive une documentation officielle sur la création, l'organisation et la mise en train de la commission internationale, dénommée « commission du Pacifique-Sud »; 2° soit tenue au courant des travaux de celle-ci, sur lesquels l'Assemblée peut avoir, selon son rôle, à donner des avis [28 juillet 1948] (I. n° 388); *proposition de résolution* invitant l'Assemblée nationale à adopter une loi tendant à compléter les articles 32 et 33 de la loi du 29 juillet 1881, modifiée par le décret-loi du 21 avril 1939, afin de rendre plus efficace la répression des discriminations raciales dans l'Union française [24 novembre 1948] (I. n° 426); *proposition* tendant à obtenir du Gouvernement que, pour qu'elle puisse efficacement remplir son rôle constitutionnel, l'Assemblée de l'Union française soit: 1° officiellement informée de tout acte international en relation avec l'Union française; 2° officiellement tenue au courant des travaux des organismes internationaux, permanents ou périodiques, lorsque ces travaux sont du domaine de l'Union française [23 décembre 1948] (I. n° 487); *proposition de résolution* tendant à modifier l'article 23 de la résolution n° 1 portant règlement de l'Assemblée de l'Union française, en vue de permettre le renouvellement annuel des commissions et de leurs bureaux respectifs [30 décembre 1948] (I. n° 503); *rapport*, fait au nom de la commission du règlement et de la comptabilité, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à prendre toutes dispositions utiles pour que soit appliqué à l'Assemblée de l'Union française le régime financier et administratif du Conseil de la République [5 mars 1948] (I. n° 140); *avis*, présenté au nom de la commission des affaires extérieures, sur la demande d'avis transmise par M. le Président du Conseil des Ministres sur le projet de loi présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, relatif à l'organisation et à la composition du Haut Conseil de l'Union française [15 juillet 1948] (I. n° 361); *rapport*, fait au nom de la commission du règlement, sur la proposition de résolution tendant à modifier l'article 23 de l'ensemble du titre XV « services et comptabilité de l'Assemblée » de la résolution n° 1 adoptée en séance publique le 29 janvier 1948, portant règlement de l'Assemblée de l'Union française [29 décembre 1948] (I. n° 493).

Interventions:

Participe à la discussion des propositions concernant les **poursuites engagées contre M. Tran Ngoc Danh.** — Discussion générale [13 février 1948] (p. 98, 99). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (prix d'achat des arachides) [4 mars 1948] (p. 201). — Participe à la discussion de la proposition tendant à faire accorder un **visa d'entrée en France à M. M'Hamed Tahar,** Secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc. — *Explication de vote* [5 mars 1948] (p. 222); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à **abroger le décret du 4 décembre 1939** (ordre public). — *Explication de vote sur l'amendement de M. Antonini* [5 mars 1948] (p. 225). — Intervient à la suite du dépôt de la proposition tendant à mettre fin à **l'activité de la délégation du Viet-Nam** [5 mars 1948] (p. 226). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du règlement et de la comptabilité, à la discussion de la proposition de résolution concernant le **régime financier et administratif de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 252). — Suite de la discussion [17 mars 1948] (p. 268). — Participe à la discussion d'une **motion adressant le salut de l'Assemblée aux familles françaises et vietnamiennes.** — Demande de discussion d'urgence [12 mars 1948] (p. 257). — Discussion générale (p. 258). — *Explication de vote sur l'amendement de M. Mitterrand* (p. 261); — à la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [9 juin 1948] (p. 476 et suiv.); [10 juin 1948] (p. 487). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [16 juin 1948] (p. 505). — Ses observations sur un incident (résultats d'un scrutin) [18 juin 1948] (p. 562). — Intervient dans la discussion des conclusions de la commission d'instruction sur les **opérations électorales en Mauritanie.** — *Ses observations sur un rappel au règlement* (explications de vote en cas de scrutin secret sur une élection contestée) [15 juillet 1948] (p. 722). — Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires extérieures, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la composition du **Haut Conseil de l'Union française.** — Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 755 et suiv.). — Art. 2: *Amendement de M. Barbé* (p. 761). — Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant à modifier **l'article 30 du règlement.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 932); — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1182). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du règlement, à la discussion de la proposition de résolution tendant à modifier **l'article 23 et le titre XV** (Services et comptabilité de l'Assemblée) **du règlement.** — Discussion générale [30 décembre 1948] (p. 1209, 1210).

ROSFELDER (EUGÈNE) [Alger].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*); de la commission de l'agriculture, de la commission de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission du plan, de l'équipement et des communications* [29 janvier 1948] (p. 23); est nommé membre de la commission des affaires financières (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission des affaires financières* [4 mars 1948] (p. 199); est nommé membre de la commission des affaires économiques (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [8 décembre 1948] (p. 1081).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à surseoir à la discussion sur la proposition d'introduction de la sécurité sociale en Algérie, par la voie de la procédure d'urgence [30 janvier 1948] (I. n° 21); *la retire* [12 février 1948] (p. 77); *proposition* tendant à surseoir à tout accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie avant consultation et avis préalables, à intervenir en temps utile, de l'Assemblée de l'Union française [30 janvier 1948] (I. n° 22); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *proposition de résolution* et proposition tendant à la suppression du monopole du pavillon dans les relations maritimes entre la métropole et l'Algérie; et, en attendant l'abrogation de la législation en la matière, à la suspension par voie de décret dudit monopole ou, à défaut de cette mesure, à l'introduction d'urgence d'aménagements équitables dans le monopole d'exploitation des transports maritimes entre les deux pays [26 février 1948] (I. n° 88); *proposition de résolution* tendant à modifier l'article 23 de la résolution n° 1 portant règlement de l'Assemblée de l'Union française, en vue de permettre le renouvellement annuel des commissions et de leurs bureaux respectifs [30 décembre 1948] (I. n° 503); *rapport*, fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition tendant à équiper l'économie agricole de l'Algérie de 3.000 tracteurs, 20.000 charrues, 1.000 moissonneuses-batteuses, à répartir sur un plan d'équipement de trois ans (septembre 1948 à septembre 1951) [16 juillet 1948] (I. n° 365); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement: 1° à reviser les accords commerciaux franco-italiens et franco-espagnols et, en particulier, à surseoir à l'application de ces derniers, en ce qui concerne les agrumes, au moins jusqu'à la date du 15 février 1949, qui a été prévue de concert par les représentants qualifiés des organisations intéressées des deux pays; 2° à procéder d'urgence à une étude approfondie sur la compression possible des charges multiples dont est grevé le commerce des produits algériens, sans que ces mesures puissent porter préjudice aux producteurs et à tous les travailleurs intéressés par la prospérité de l'agrumiculture [22 décembre 1948] (I. n° 472).

Interventions:

Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission de l'agriculture, à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — Discusison générale [4 mars 1948] (p. 184, 194). — Intervient dans la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Abbas Ferhat) [10 juin 1948] (p. 497). — Participe

à la discussion de la proposition tendant à la **libération des emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 547); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'Assemblée algérienne.** — *Explication de vote* [18 juin 1948] (p. 560). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — *Amendement de M. Alduy* [9 juillet 1948] (p. 712). — Déclare s'abstenir sur le vote sans débat de la proposition de résolution tendant à désigner une **mission d'information sur la situation politique à Madagascar** [16 juillet 1948] (p. 770). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de l'agriculture, à la discussion de la proposition relative à l'**équipement agricole de l'Algérie.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 947, 955). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la proposition concernant les **accords commerciaux franco-italiens et franco-espagnols.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1172 et suiv.).

ROULLEAUX-DUGAGE (JACQUES) [A. N.].

Elu en remplacement de M. Delorme, démissionnaire.

Son élection est validée [30 décembre 1948] (p. 1208).

S

SAIDOU DJERMAKOYE (ISSOUFOU) [Niger].

Est élu **Secrétaire de l'Assemblée de l'Union française** [19 décembre 1947] (p. 34).

Est nommé membre: de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission du règlement et des pétitions [5 février 1948] (p. 58).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *proposition de résolution* tendant à modifier l'article 23 de la résolution n° 1 portant règlement de l'Assemblée de l'Union française en vue de permettre le renouvellement annuel des commissions et de leurs bureaux respectifs [30 décembre 1948] (I. n° 503); *rapport*, fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition tendant à demander au Gouvernement d'apporter au service technique de la Guinée française toutes améliorations utiles permettant de favoriser l'élevage des animaux de race bovine, ovine et caprine et les industries animales [9 juillet 1948] (I. n° 349).

Interventions:

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 30); — à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'A. O. F.** — *Amendement de M. Corval* [12 février 1948] (p. 88); — à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Art. 2: *son amendement proposant pour le Niger 19 sièges au lieu de 18, et pour la Haute-Volta 26 sièges au lieu de 27* [13 février 1948] (p. 93); — à la discussion de la proposition de résolution relative à l'**élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta.** — Art. 1er: *son amendement tendant à l'attribution d'un siège supplémentaire au Niger* [19 février 1948] (p. 115). — Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission du règlement, à la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [9 juin 1948] (p. 472). — Ses observations sur un incident (résultats d'un scrutin) [18 juin 1948] (p. 562). — Participe à la discussion d'une demande de désignation d'une **mission d'information sur les élections en Mauritanie.** — Discussion générale [23 juin 1948] (p. 568). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de l'agriculture, à la discussion de la proposition tendant à l'amélioration du **service technique de l'élevage en Guinée.** — Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 768). — Participe: à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 9, troisième alinéa: *son amendement tendant à supprimer l'incompatibilité prévue à l'égard des salariés appartenant à une même entreprise* [23 juillet 1948] (p. 848). — Art. 66: *son amendement tendant à provoquer des élections générales dans un délai de trois mois, à compter de la date de l'adoption de la loi par le Parlement* (p. 839); *le retire* (ibid.); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la fixation des **cadres et effectifs des armées.** — Art. 14: *son sous-amendement tendant à substituer l'expression « troupes des départements et territoires d'outre-mer de l'Union française » à celle de « troupes d'outre-mer »* [29 juillet 1948] (p. 903, 904). — Intervient dans la discussion de la proposition relative à l'**équipement agricole de l'Algérie.** — *Ses observations* [30 juillet 1948] (p. 957). — Participe, en qualité de président intérimaire de la commission du règlement, à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — Discussion générale [15 décembre 1948] (p. 1114). — *Amendement de M. Juge* (p. 1119, 1120). — Participe, en qualité de vice-président de la commission de l'agriculture, à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à encourager la **culture vivrière dans les départements d'outre-mer.** — Discussion générale [22 décembre 1948] (p. 1164). — Art. 2, premier alinéa: *amendement de M. Duqueroix* (p. 1165). — Deuxième alinéa: *amendement de M. Duqueroix* (ibid.). — Art. 1er: *amendement de M. Bizot* (p. 1168).

SARRAUT (ALBERT) [C. R.].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires extérieures (*ibid.*).

Dépôt législatif:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire: la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85).

Interventions:

Intervient à la suite d'une communication de M. Abelin, Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, concernant les **rapports de l'Assemblée de l'Union française avec le Gouvernement** [29 janvier 1948] (p. 19). — Participe à la discussion des **articles 7 *bis*, 44 et 48 et des six derniers titres du projet de règlement.** — Art. 100: *amendement de M. Egretaud* [29 janvier 1948] (p. 22). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (assemblées locales des territoires d'outre-mer) [29 janvier 1948] (p. 23). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires politiques, à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **Conseil général de la Haute-Volta.** — Art. 2: *amendement de M. d'Arboussier* [5 février 1948] (p. 51). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du règlement.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 53, 54). — Participe à la discussion des propositions concernant les **négociations franco-britanniques sur les échanges africains.** — Demande de discussion d'urgence [12 février 1948] (p. 89). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires politiques, à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 381 et suiv.). — Art. 3: *amendement de M. Laurin* (p. 387). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires politiques, à la discussion de la proposition de résolution relative au **régime des élections municipales en A. O. F., en A. E. F., au Togo et au Cameroun.** — Demande de renvoi à la commission [19 mai 1948] (p. 390). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires politiques, à la suite du dépôt de la proposition relative à l'**organisation des services de la Présidence et du Haut Conseil de l'Union française** [19 mai 1948] (p. 392). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (élections à l'Assemblée algérienne) [3 juin 1948] (p. 464, 465). — Ses observations sur un incident (discussion des demandes d'avis sur la réforme et les crédits du F. I. D. E. S.) [16 juin 1948] (p. 523). — Participe: au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition tendant à venir en **aide à la population pointoise** [17 juin 1948] (p. 539); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'Assemblée algérienne.** — *Son amendement tendant à faire représenter l'Assemblée de l'Union française au sein de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale* [18 juin 1948] (p. 559); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [30 juin 1948] (p. 633, 634). — *Ses observations* [15 juillet 1948] (p. 740). — Discussion des articles du projet de loi sur l'*organisation des forces armées.* — Art. 1er: *amendement de M. d'Arboussier* (p. 743). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires politiques, à la discussion d'une motion concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er juillet 1948] (p. 642). — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 666). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la

République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — Discussion générale [1er juillet 1948] (p. 654). — *Explication de vote* (p. 661). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires politiques, à la discussion de la proposition de résolution tendant à désigner une **mission d'information sur la situation politique à Madagascar.** — *Demande le vote sans débat* [16 juillet 1948] (p. 770). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (assemblées locales des Comores et de l'Océanie) [16 juillet 1948] (p. 771). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires politiques, à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [22 juillet 1948] (p. 794 et suiv.); [23 juillet 1948] (p. 818). — Art. 1er, premier alinéa: *amendement de M. Juge* (p. 820). — Art. 1er, troisième alinéa: *amendement de M. Vendenboomgaerde* (p. 821). — Art. 1er, sixième alinéa: *amendement de M. Jousselin* (p. 823). — Art. 2: *amendement de M. Jousselin* (p. 832); *amendement de M. Barbé* (p. 833). — *Ses observations sur le renvoi à la commission* (p. 834). — *Ses observations sur la jonction de la discussion des articles 4, 5 et 66* (p. 839). — Art. 3, septième alinéa: *amendement de M. Jousselin* (p. 844). — Art. 4, premier alinéa: Art. 4, alinéa 4°: *amendement de M. Julien* (p. 827); alinéa 9°: *amendement de M. Mademba Racine* (ibid.); alinéa 10e: *amendement de M. Jousselin* (ibid.); alinéa 13°: *amendement de M. Borrey* (p. 832). — Art. 4 nouveau: *amendement de M. Jousselin* (p. 837). — Art. 41, alinéa 3e: *amendement de M. Mitterrand* (p. 853); *amendement de M. Razac* (ibid.). — Art. 66: *amendement de M. Arnault* (p. 840). — *Ses observations* (rectifications concernant les articles 3, 6 et 40) [31 juillet 1948] (p. 1016). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (assemblées locales des territoires d'outre-mer) [30 juillet 1948] (p. 951). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires politiques, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'assemblée représentative des établissements français de l'Océanie.** — Art. 7: *amendement de M. Razac* [31 juillet 1948] (p. 973). — Art. 72: *amendement de Mme Caffot et M. Coulon* (p. 978). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires politiques, à la discussion des demandes d'avis sur les projets et la proposition de loi concernant les **assemblées représentatives du Togo et du Cameroun.** — Art. 35: *amendement de MM. Barbé et Savi de Tové* [31 juillet 1948] (p. 985). — *Amendement de M. Soppo Priso* (p. 986, 987). — Art. 36: *amendement de M. Savi de Tové* (p. 989 et suiv.). Participe, en qualité de président de la commission des affaires politiques, à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant **l'assemblée représentative de l'archipel des Comores.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 992). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires politiques, à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant **l'assemblée représentative de la Côte française des Somalis.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 999). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires politiques, au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition concernant le **Congrès du rassemblement démocratique africain** [8 décembre 1948] (p. 1077). — Est entendu à la suite des observations de M. Laurin sur le procès-verbal de la précédente séance [9 décembre 1948] (p. 1088). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires politiques, au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution tendant à l'envoi d'une **mission d'information en Haute-Volta** [9 décembre 1948] (p. 1094). — Participe, en qualité de président de la commission des affaires politiques, à la discussion de la proposition concernant **l'expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — Discussion générale [15 décembre 1948] (p. 1114). — *Ses observations* (p. 1116). — Ses observations sur un incident (envoi d'une mission d'information en Algérie) [15 décembre 1948] (p. 1124). — Participe à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à créer un **institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales.** — Art. 3, paragraphe 1er: *amendement de M. Gueye Momar Djim* [16 décembre 1948] (p. 1144). — Art. 4 (ancien article 5): *amendement de Mlle Le Ber; ses observations* (p. 1147).

S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [13 janvier 1948] (p. 1); [13 février 1948] (p. 92).

SAVARY (ALAIN) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de la défense de l'Union française (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7); de la commission d'instruction [30 janvier 1948] (p. 38); *donne sa démission de membre de la commission des affaires extérieures* [18 juin 1948] (p. 561); est nommé membre de la commission des affaires économiques (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition invitant le Gouvernement à revenir sur les mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A. [29 janvier 1948] (I. n° 8); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer [4 mars 1948] (I. n° 120); *Motion* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à adopter une proclamation solennelle par laquelle elle affirme sa volonté de ne pas accepter de voir mises en cause les hautes attributions qu'elle tient de la Constitution [30 juin 1948] (p. 636); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi modifiant l'organisation, la composition et le fonctionnement des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance, de prêts et secours mutuels agricoles en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun [30 juillet 1948] (I. n° 400); *rapport*, fait au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la demande d'avis transmise par M. le Président du Conseil des ministres sur le projet de loi relatif à la durée du service actif dans les forces armées [9 juillet 1948] (I. n° 356); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires financières, sur la demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi portant organisation du régime de l'émission à Madagascar [29 juillet 1948] (I. n° 398); 2e *rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la demande d'avis transmise par M. le Président du Conseil des ministres sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, relatif à la représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun [8 décembre 1948] (I. n° 451).

Interventions:

Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières, à la discussion des propositions concernant **les mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 26). — *Amendement de M. Barbé* (p. 35). — Intervient, en qualité de président de la commission d'instruction, dans la discussion des conclusions de cette commission sur l'**élection de M. Cortinchi.** — Discussion générale [26 février 1948] (p. 136, 138). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires extérieures, à la discussion de la proposition tendant à faire accorder un **visa d'entrée en France à M. M'Hamed Tahar,** Secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc. — Débat sur la recevabilité [5 mars 1948] (p. 212). — Discussion générale (p. 218 et suiv.). — *Ses observations* (p. 222). — Participe à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission* [11 mars 1948] (p. 233); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à unifier le **statut du soldat de l'Union française.** — *Explication de vote* [26 mai 1948] (p. 418). — Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires financières, à la discussion de la proposition de résolution relative aux **crédits et aux statuts du F. I. D. E. S.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 428). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F. I. D. E. S.** — Discussion générale [16 juin 1948] (p. 516). — Art. 2, dix-neuvième alinéa: *amendement de MM. Juge et Vendenboomgaerde* [17 juin 1948] (p. 537); *son amendement tendant, en cas de désaccord entre le comité directeur du F. I. D. E. S. et le Ministre de la France d'outre-mer, à soumettre la décision d'arbitrage de l'Assemblée nationale à l'avis préalable de l'Assemblée de l'Union française* (p. 538). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [23 juin 1948] (p. 565). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 671). — Discussion des articles du projet de loi sur l'**organisation de la défense nationale.** — Art. 1er: *amendement de M. d'Arboussier* [15 juillet 1948] (p. 728). — Art. 2: *amendement de M. Barbé* (p. 730). — *Amendement de M. d'Arboussier* (p. 732). — *Demande que l'article 3 bis devienne l'article 1er bis* (p. 730). Art. 7 *bis: amendement de M. Barbé* (p. 734, 735). — Art. 8 *bis: amendement de M. Mitterrand* (p. 736). — Art. 18: *explication de vote sur l'amendement de M. Arnault* (p. 738); — à la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — *Explication de vote sur l'amendement de M. Alduy* [9 juillet 1948] (p. 713). — Intervient, en qualité de président de la commission d'instruction, dans la discussion des conclusions de cette commission sur les **opérations électorales en Mauritanie.** — *Ses observations* [15 juillet 1948] (p. 726). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la défense de l'Union

française, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la **durée du service actif dans les forces armées.** — Discussion générale [29 juillet 1948] (p. 909). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (régime de l'émission à Madagascar) [29 juillet 1948] (p. 918). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières et rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 1002 et suiv.). — *Contre-projet de M. Max André* (p. 1010). — Art. 1er: *amendement de M. Max André* (p. 1013). — *Amendement de M. Guèye Momar Djim* (p. 1014). — *Amendement de M. Mitterrand* (p. 1015). — Art. 4: *amendement de M. Boussenot* (ibid.). — *Amendement de M. Max André* (ibid.). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **représentation des intérêts commerciaux, industriels et agricoles au Cameroun.** — Discussion générale [9 décembre 1948] (p. 1088). — Participe, en qualité de président de la commission d'instruction, à la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). — Discussion générale [30 décembre 1948] (p. 1215, 1222). — *Ses observations* (p. 1227).

SAVI DE TOVE (JONATHAN) [Togo].

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires extérieures (*ibid.*); de la commission des affaires économiques (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *motion* adressant le salut fraternel de l'Assemblée aux combattants, aux otages, aux familles des victimes françaises et vietnamiennes et exprimant le souhait que d'aussi douloureux sacrifices contribuent, dans un avenir prochain, à l'établissement de la paix [12 mars 1948] (p. 252); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à assurer le dessaisissement de la juridiction de Madagascar au profit d'une juridiction métropolitaine afin que toutes les garanties de la justice soient assurées dans l'affaire des événements du 30 mars 1947 [27 février 1948] (I. n° 96); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires extérieures sur la proposition tendant à obtenir du Gouvernement que l'Assemblée de l'Union française: 1° reçoive des informations sur les travaux de la commission consultative permanente franco-britannique pour les affaires togolaises; 2° soit consultée pour avis, avant toute décision gouvernementale concernant ces affaires [28 juillet 1948] (I. n° 380).

Interventions:

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C.F.A.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 31); — à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'Afrique occidentale française.** — Discussion générale [12 février 1948] (p. 87). — Participe, en qualité de vice-président de la commission des affaires extérieures, à la discussion de la proposition tendant à faire accorder un **visa d'entrée en France à M. M'Hamed Tahar,** Secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc. — *Demande le renvoi à la commission* [5 mars 1948] (p. 211 et suiv.). — Participe à la discussion de la proposition de résolution sur la **réglementation des mesures relatives à l'ordre public.** — Discussion générale [18 mars 1948] (p. 290); — à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — Discussion générale [18 mars 1948] (p. 298); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 382); — à la discussion de la proposition tendant à la **représentation de l'Union française à l'U.N.E.S.C.O.** — Discussion générale [2 juin 1948] (p. 454); — à la discussion de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — *Explication de vote* [10 juin 1948] (p. 495); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et la proposition de loi concernant les **assemblées représentatives du Togo et du Cameroun.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 980). — Art. 35: *son amendement tendant à soumettre à l'avis conforme de l'assemblée représentative les dispositions réglementaires relatives à l'organisation des chefferies africaines* (p. 985). — Art. 36: *son amendement tendant à ajouter à la liste des matières sur lesquelles l'assemblée représentative est obligatoirement consultée: « Tout traité ou accord de caractère international intéressant spécialement les territoires du Togo et du Cameroun placés sous l'administration française »* (p. 989, 991).

SCHLEITER (FRANÇOIS) [C. R.].

Est nommé membre: de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission d'instruction [30 janvier 1948] (p. 38); *donne sa démission de membre de la commission de la défense de l'Union française* [8 décembre 1948] (p. 1080); *de la commission d'instruction* (ibid.) (p. 1081).

Donne sa démission de Conseiller de l'Union française [30 décembre 1948] (p. 1207).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *rapport*, fait au nom de la commission d'instruction, sur la demande d'invalidation formulée contre l'élection de M. Cortinchi [20 février 1948] (I. n° 83 *bis*); *rapport*, fait au nom de la commission d'instruction, sur la demande d'invalidation formulée contre l'élection de M. Di Ould Zein [17 juin 1948] (I. n° 300).

Interventions:

Participe, en qualité de rapporteur de la commission d'instruction, à la discussion des conclusions de cette commission sur **l'élection de M. Cortinchi.** — Discussion générale [26 février 1948] (p. 136, 137). — Participe à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — *Ses observations sur un incident* [11 mars 1948] (p. 233, 234). — *Explication de vote sur l'amendement de M. Lombardo* [18 mars 1948] (p. 301); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à unifier le **statut du soldat de l'Union française.** — *Explication de vote* [26 mai 1948] (p. 417). — Intervient dans la discussion de la proposition relative à la **Conférence de Bogota** et du vœu tendant à rétablir le **voyage du Président de l'Union française en Guyane et aux Antilles** [27 mai 1948] (p. 440). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (opérations électorales en Mauritanie) [3 juin 1948] (p. 464, 465). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission d'instruction, à la discussion d'une demande de désignation d'une **mission d'information sur les élections en Mauritanie.** — Discussion générale [23 juin 1948] (p. 566 et suiv.). — Est entendu, en qualité de rapporteur de la commission d'instruction, sur la **demande d'invalidation de l'élection de M. Di Ould Zein** (Mauritanie) [15 juillet 1948] (p. 723). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au **recrutement des forces armées.** — Art. 52: *amendement de M. Thévenin* [28 juillet 1948] (p. 880). — Art. 158: *amendement de M. Arnault* (p. 888); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la **durée du service actif dans les forces armées.** — *Explication de vote* [29 juillet 1948] (p. 910).

SCHMITT (ROBERT) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission de la défense de l'Union française [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); *donne sa démission de membre de la commission du règlement et de la comptabilité* [15 décembre 1948] (p. 1104).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à augmenter la fraction des moyens d'équipement attribués aux territoires d'outre-mer et, dans ce but, à faire représenter lesdits territoires au sein des organismes fixant la répartition des moyens d'équipement entre la métropole et les territoires d'outre-mer [30 janvier 1948] (I. n° 20); *proposition* tendant à maintenir au ministère de la France d'outre-mer un organisme de conception, d'obtention des moyens et de contrôle de l'exécution des plans d'équipement social et économique des territoires d'outre-mer [6 février 1948] (I. n° 47); *proposition* tendant à faire représenter les intérêts de l'Union française au sein du conseil supérieur de la marine marchande [4 mars 1948] (I. n° 123); la retire [21 avril 1948] (p. 312); *proposition* invitant le Gouvernement à supprimer, conformément aux dispositions des textes résultant de la loi d'assimilation, les taxes de péréquation et les droits de sortie représentant les droits de fabrication qui grèvent les rhums antillais, afin d'éviter toute hausse du prix de vente actuel du rhum à la consommation [21 avril 1948] (I. n° 172); *retrait* [20 janvier 1949] (p. 17); *proposition de résolution* tendant à faire représenter les intérêts de l'Union française au sein du Conseil supérieur de la marine marchande [13 mai 1948] (I. n° 209); *proposition de*

résolution tendant à inviter l'Assemblée à modifier l'article 30 de son règlement [9 juin 1948] (I. n° 282) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à doter l'Institut géographique national du personnel et des moyens matériels nécessaires pour mener à bien l'établissement de la carte générale des territoires d'outre-mer [8 décembre 1948] (I. n° 453) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires au développement de la construction de véhicules automobiles de fabrication française pour les territoires d'outre-mer [9 décembre 1948] (I. n° 461) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à instituer, dans le cadre de la loi du 28 février 1948, au sein du Conseil supérieur de la marine marchande, des « commissions d'études spécialisées » pour étudier tous les aspects du trafic entre la France, l'Afrique du Nord, les départements d'outre-mer et les territoires d'outre-mer [15 décembre 1948] (I. n° 469) ; *rapport*, fait au nom de la commission du plan, sur la proposition tendant à augmenter la fraction des moyens d'équipement attribués aux territoires d'outre-mer et, dans ce but, à faire représenter lesdits territoires au sein des organismes fixant la répartition des moyens d'équipement entre la métropole et les territoires d'outre-mer [4 mars 1948] (I. n° 121) ; *rapport*, fait au nom de la commission du plan, sur la proposition tendant à faire représenter les intérêts de l'Union française au sein du Conseil supérieur de la marine marchande [17 mars 1948] (I. n° 160) ; *rapport*, fait au nom de la commission du plan, sur la proposition de résolution tendant à faire représenter les intérêts de l'Union française au sein du Conseil supérieur de la marine marchande [3 juin 1948] (I. n° 265) ; *rapport*, fait au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la demande d'avis transmise par M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de loi sur l'organisation des forces armées [23 juin 1948] (I. n° 312).

Interventions :

Participe, en qualité de vice-président de la commission des affaires économiques, à la discussion de la proposition tendant à **assurer aux producteurs des territoires d'outre-mer une plus juste rémunération.** — *Amendement de M. Gueye Momar Djim* [20 février 1948] (p. 128, 129). — Participe à la discussion de la proposition tendant à **maintenir, au ministère de la France d'outre-mer, la direction du plan d'équipement.** — *Amendement de M. Barbé* [26 février 1948] (p. 143). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la proposition tendant à **porter de 7 à 15 francs le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais.** — *Demande le renvoi à la commission* [5 mars 1948] (p. 211). — Discussion générale (p. 216). — *Ses observations* (p. 217). — Participe, en qualité de vice-président de la commission des affaires économiques, à la discussion de la proposition tendant à **assurer une répartition équitable des graines d'arachide de l'Afrique occidentale française entre l'industrie métropolitaine et celle des territoires d'outre-mer.** — *Amendement de M. Egretaud* [11 mars 1948] (p. 243). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du plan, à la discussion de la proposition tendant à **augmenter la fraction des moyens d'équipement attribués aux territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 253, 255). — *Amendement de M. Comiti* (p. 255). — Demande le retrait de sa proposition tendant à faire **représenter les intérêts de l'Union française au Conseil supérieur de la marine marchande.** — *Ses observations* [21 avril 1948] (p. 312). — Participe à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — Demande de discussion d'urgence [28 avril 1948] (p. 335) ; — à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F. I. D. E. S.** — Discussion générale [16 juin 1948] (p. 515). — Art. 1er, sixième alinéa : *ses observations* [17 juin 1948] (p. 532 et suiv.) ; *son amendement prévoyant que la participation de l'Etat ne peut être inférieure à 50 p. 100 pour les dépenses d'équipement économique, et à 66 p. 100 pour les dépenses d'équipement social* (p. 535). — Prend la parole pour un fait personnel [17 juin 1948] (p. 540). — Participe à la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — *Son amendement prévoyant : 1° la création et l'extension de chantiers de construction navale dans l'Union française tout entière ; 2° l'approvisionnement des chantiers en tôles et matériaux ; 3° la création d'organismes consultatifs comportant la représentation équitable de tous les intérêts nationaux en cause et qui permettraient d'établir des tarifs de fret équitables et d'assurer la régularité des rotations* [25 juin 1948] (p. 616, 618). — *Amendement de Mlle Allemandi* (p. 617). — Suite de la discussion. — *Amendements de M. Alduy et de Mlle Allemandi* [9 juillet 1948] (p. 712, 713). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du plan, à la discussion de sa proposition de résolution tendant à faire **représenter les intérêts de l'Union française au Conseil supérieur de la marine marchande.** — *Demande le renvoi à la commission* [25 juin 1948] (p. 619). — Discussion générale [9 juillet 1948] (p. 714). — *Amendement de Mlle Allemandi* (p. 715). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la défense de l'Union française, à la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [30 juin 1948] (p. 628) ; [7 juillet 1948] (p. 674). — Discussion des articles du projet de loi sur l'**organisation de la défense nationale.** — Art. 2 : *amendement de M. d'Arboussier* [15 juillet 1948] (p. 732). — Discussion des articles du projet de loi sur l'**organisation des forces armées.** — Art. 1er : *amendement de M. d'Arboussier* (p. 742). — Art. 12 : *amendement de M. Arnault* (p. 744). — Art. 14 : *amendement de M. Arnault* (p. 745). — Art. 40 : *amendement de M. Arnault* (p. 746). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — *Ses observations* [1er juillet 1948] (p. 661). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (monopole du pavillon et conseil supérieur de la marine marchande) [8 juillet 1948] (p. 702). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un conseiller de l'Union française.** — *Ses observations* [8 décembre 1948] (p. 1071, 1072). — Demande le renvoi à la commission du plan de la proposition tendant à l'établissement de la **carte générale des territoires d'outre-mer** [8 décembre 1948] (p. 1081).

SCHNEITER (PIERRE), **Secrétaire d'Etat aux affaires allemandes.**

Est entendu au cours de la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique** [1er juillet 1948] (p. 659).

SCHOCK (ANDRÉ) [A. N.].

Est élu **Secrétaire de l'Assemblée de l'Union française** [19 décembre 1947] (p. 34).

Est nommé membre : de la commission du plan, de l'équipement et des communications [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*) ; de la commission de la défense de l'Union française (*ibid.*).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour intensifier la production et les exportations de l'Afrique équatoriale française [13 janvier 1948] (I. n° 3) ; *la retire* [18 février 1949] (p. 188) ; *proposition* tendant à augmenter la fraction des moyens d'équipement attribués aux territoires d'outre-mer et, dans ce but, à faire représenter lesdits territoires au sein des organismes fixant la répartition des moyens d'équipement entre la métropole et les territoires d'outre-mer [30 janvier 1948] (I. n° 20) ; *proposition* invitant le Gouvernement à prendre toutes mesures pour empêcher la réalisation de bénéfices injustifiés à la suite de la récente dévaluation [6 février 1948] (I. n° 43) ; *la retire* [4 février 1949] (p. 67). *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale : 1° à voter d'urgence une loi portant les dispositions définies à l'article 4 du projet de loi n° 3977 du 22 avril 1948, relatif à l'autorisation d'engager des dépenses au titre des subventions budgétaires au F. I. D. E. S. ; 2° à renvoyer, pour avis, à l'Assemblée de l'Union française les articles 1er, 2 et 3 du projet de loi n° 3977 tendant à modifier la loi du 30 avril 1946, en ce qui concerne le statut du F. I. D. E. S. [13 mai 1948] (I. n° 208) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour achever rapidement le chemin de fer du Mossi et pour ce : 1° pourvoir le réseau Abidjan-Niger en matériel roulant permettant d'assurer un transport minimum de 2.500 tonnes mensuelles d'Abidjan à Bobo-Dioulasso ; 2° attribution de ciment en priorité pour la fabrication des traverses [31 juillet 1948] (I. n° 404) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires au développement de la construction de véhicules automobiles de fabrication française pour les territoires d'outre-mer [9 décembre 1948] (I. n° 461) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à instituer, dans le cadre de la loi du 28 février 1948, au sein du Conseil supérieur de la marine marchande, des « commissions d'études spécialisées » pour étudier tous les aspects du trafic entre la France, l'Afrique du Nord, les départements d'outre-mer et les territoires d'outre-mer [15 décembre 1948] (I. n° 469) ; *rapport*, fait au nom de la commission du plan, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour achever rapidement le chemin de fer du Mossi et pour ce : 1° pourvoir le réseau Abidjan-Niger en matériel roulant permettant d'assurer un transport minimum de 2.500 tonnes mensuelles d'Abidjan à Bobo-

Dioulasso; 2° attribution de ciment en priorité pour la fabrication des traverses [1er décembre 1948] (I. n° 446).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition tendant à **porter de 7 à 15 francs le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais.** — *Son amendement tendant à prendre toutes mesures pour que les contrats passés par les maisons de commerce avec les intermédiaires soient réalisés* [5 mars 1948] (p. 218); le retire (*ibid.*); à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 4, alinéa 15°: *amendement de M. Lapart* [23 juillet 1948] (p. 830). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du plan, à la discussion de la proposition tendant à l'achèvement du **chemin de fer du Mossi.** — Discussion générale [8 décembre 1948] (p. 1065, 1067). — Alinéa 1er: *amendement de M. Monnet* (p. 1068). — Alinéa 2°: *amendement de M. d'Arboussier* (p. 1069).

S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 20 mai 1948 (p. 395). — Obtient un congé (*ibid.*).

SIMON (PAUL) [C. R.].

Elu en remplacement de M. Razac, démissionnaire.

Son élection est validée [30 décembre 1948] (p. 1208).

SIM VAR [Cambodge].

Sa désignation est validée [24 novembre 1948] (p. 1032).

Est nommé membre du deuxième bureau [16 novembre 1948] (p. 1026).

SOK CHHONG [Cambodge].

Sa désignation est validée [24 novembre 1948] (p. 1032).

Est nommé membre du troisième bureau [16 novembre 1948] (p. 1026).

SOPPO PRISO (PAUL) [Cameroun].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); de la commission des affaires extérieures [29 janvier 1948] (p. 23).

Dépôts législatifs:

Proposition invitant le Gouvernement à revenir sur les mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A. [29 janvier 1948] (I. n° 8); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la parité du change au Cameroun telle qu'elle existait au 1er janvier 1948 par rapport au dollar et à la livre [30 janvier 1948] (I. n° 15); (transformée en amendement aux propositions de MM. Savary et Léon Robert relatives aux mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A., p. 26, 33); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à pourvoir le Cameroun des magistrats nécessaires à sa nouvelle organisation judiciaire [20 février 1948] (I. n° 73); *proposition* tendant à demander au Gouvernement d'encourager les initiatives et activités économiques et sociales des autochtones du Cameroun et d'autres territoires de l'Afrique noire [20 février 1948] (I. n° 78); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer [4 mars 1948] (I. n° 120); *proposition de résolution* tendant à créer en Afrique noire une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer [21 avril 1948] (I. n° 173); *proposition* tendant à obtenir du Gouvernement que l'Assemblée de l'Union française: 1° reçoive des informations sur les travaux de la commission consultative permanente franco-britannique pour les affaires togolaises; 2° soit consultée, pour avis, avant toute décision gouvernementale concernant ces affaires [23 juin 1948] (I. n° 309); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi modifiant l'organisation, la composition et le fonctionnement des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance, de prêts et secours mutuels agricoles en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun [30 juillet 1948] (I. n° 400); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice [21 avril 1948] (I. n° 170); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à étendre aux territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales [21 avril 1948] (I. n° 170 *bis*); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur les demandes d'avis transmises par M. le Président de l'Assemblée nationale sur: 1° la proposition de loi de M. Aku et plusieurs de ses collègues, députés, tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées représentatives du Togo et du Cameroun; 2° le projet de loi instituant une assemblée représentative territoriale au Togo; 3° le projet de loi instituant une assemblée représentative territoriale au Cameroun [28 juillet 1948] (I. n° 392).

Interventions:

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C. F. A.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 28). — *Son amendement tendant au maintien de la parité du change au Cameroun telle qu'elle existait au 1er janvier 1948 par rapport au dollar et à la livre* (p. 33); *le retire* (p. 35); — à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 154); — à la discussion de la proposition tendant à venir en **aide aux étudiants des pays d'outre-mer.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 280); — à la discussion sur la **désignation, par l'Assemblée de l'Union française, de cinq délégués au Conseil économique.** — Confirmation de la désignation [17 mars 1948] (p. 283); — à la discussion de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — *Explication de vote* [10 juin 1948] (p. 496); — à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret concernant les **loyers des locaux d'habitation au Cameroun.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 596); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 1er, premier alinéa; *amendement de M. Juge* [23 juillet 1948] (p. 820); deuxième alinéa: *amendement de M. Darlan* (ibid.). — Art. 3, premier alinéa: *amendement de M. Mademba Racine* (p. 843); — à la discussion de la proposition relative à **l'organisme de répartition des bananes fraîches au Cameroun et en Guinée.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 938, 940). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques, à la discussion des demandes d'avis sur les projets et la proposition de loi concernant les **assemblées représentatives du Togo et du Cameroun.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 978). — Art. 35: *son amendement tendant à ajouter à la liste des dispositions soumises à l'avis conforme de l'assemblée représentative: 1° la réglementation foncière, agricole, forestière et minière; 2° la réglementation en matière de chasse et de pêche; 3° la réglementation en matière de loyers; 4° le régime pénitentiaire local; 5° l'organisation des cadres locaux* (p. 985, 986). — Art. 37: *son amendement prévoyant que tout acte administratif pour lequel est exigé l'avis de l'assemblée et qui serait pris sans que cet avis ait été demandé, pourra être annulé pour excès de pouvoir* (p. 991). — Participe à la discussion de la proposition de résolution concernant les **syndicats professionnels en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis.** — *Amendement de Mlle Le Ber* [31 juillet 1948] (p. 1001).

Obtient un congé [21 avril 1948] (p. 311). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 8 décembre 1948 (p. 1063). — Obtient un congé (*ibid.*).

SOUSATTE (RENÉ) [Gabon].

Est nommé membre: de la commission des affaires économiques [19 février 1948] (p. 120); de la commission des affaires sociales (*ibid.*); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [9 juin 1948] (p. 484).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du ministère de la France d'outre-mer [26 février 1948] (I. n° 89); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à détacher le territoire du Gabon de l'A. E. F. et à lui accorder l'autonomie administrative, économique et financière [3 juin 1948] (I. n° 266); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi portant reconnaissance de la personnalité morale des collectivités autochtones, organisation administrative des villages et cantons, création de conseils administratifs et de conseils des collectivités dans les territoires d'Afrique noire [9 juin 1948] (I. n° 281); *proposition de résolution et proposition* invitant l'Assemblée nationale et le Gouvernement à aménager et améliorer le statut des inspecteurs du travail dans les territoires d'outre-mer [24 juin 1948] (I. n° 316); *retrait* [1er décembre 1948] (p. 1051); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée

nationale à voter une loi créant un office de l'habitat rural pour l'A. E. F. [30 juin 1948] (I. n° 328) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à transformer les sociétés indigènes de prévoyance de l'A. E. F. en sociétés coopératives de consommation, de production ou de construction, et les fonds communs de ces sociétés en une société de crédit coopératif [30 juin 1948] (I. n° 329) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant reconnaissance des droits fonciers et forestiers aux autochtones de l'A. E. F. [30 juin 1948] (I. n° 330) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un Code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer [7 juillet 1948] (I. n° 340) ; *retrait* [30 juin 1949] (p. 825) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi instituant des centres de culture locale dans les pays d'outre-mer [9 juillet 1948] (I. n° 352).

Interventions :

Participe à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine** – Discussion générale [27 février 1948] (p. 151) ; — à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du décret du 17 octobre 1947** instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine. – Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 766) ; — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [22 juillet 1948] (p. 800). — Art. 3, premier alinéa : *amendement de M. Madeira Raciñe* (p. 843). — Art. 4, premier alinéa : *amendement de M. Laurin* (p. 826). – Art. 6, premier alinéa : *amendement de M. Di Ould Zein* (p. 845). — Art. 66 : *amendement de M. Arnault* (p. 841).

Obtient un congé [18 mars 1948] (p. 287). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 21 avril 1948 (p. 311).

SOUVANNAVONG OUROT [Laos].

Sa désignation est validée [24 novembre 1948] (p. 1033).

Est nommé membre : du quatrième bureau [16 novembre 1948] (p. 1026) ; de la commission des affaires extérieures [16 décembre 1948] (p. 1149) ; de la commission des affaires politiques et administratives (*ibid.*).

Est entendu à l'occasion de la réception des Conseillers du Laos [16 novembre 1948] (p. 1024). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 1er décembre 1948 (p. 1051).

SOUVANNAVONG PHENG [Laos].

Sa désignation est validée [30 décembre 1948] (p. 1208).

Est nommé membre du quatrième bureau [16 novembre 1948] (p. 1026).

SYLVESTRE (Constantin) [Martinique].

Est nommé membre : de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*) ; de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7) ; de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58) ; *donne sa démission de membre de la commission du règlement et de la comptabilité* [13 mai 1948] (p. 375) ; est nommé membre de la commission des affaires politiques et administratives [20 mai 1948] (p. 411) ; *donne sa démission de membre de la commission du plan* [2 juin 1948] (p. 455) ; *de la commission des affaires financières* (ibid.) ; *de la commission de la justice* (ibid.) (p. 456).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à proposer à l'Assemblée nationale : 1° de modifier le projet de loi n° 4167 concernant le financement des travaux du plan relatif aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits pour l'exercice 1948 ; 2° de voter d'urgence le projet de loi n° 4167 ainsi réaménagé [7 juillet 1948] (I. n° 339). — *Retrait* [24 novembre 1949] (p. 1188) ; *proposition* tendant à inviter d'urgence le Gouvernement à proposer à l'Assemblée nationale : 1° de disjoindre, dans le projet de loi n° 4167, les dispositions concernant les crédits destinés à l'exécution des plans de développement économique et social des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française (art. 7 et 8) des dispositions portant création d'un fonds d'investissement pour lesdits quatre départements, dit F. I. D. O. M. (art. 1er à 6) ; 2° de voter les dispositions prévues aux articles 7 et 8 précités [21 juillet 1948] (I. n° 376) ; *rapport*, fait au nom de la commission du plan, sur la proposition tendant à charger un organisme qualifié de l'orientation et du recrutement des techniciens destinés à coopérer aux réalisations du plan de développement social et économique des territoires d'outre-mer [24 juin 1948] (I. n° 315).

Interventions :

Participe à la discussion de la proposition et des demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au **statut du fermage dans les départements d'outre-mer.** — *Explication de vote sur l'amendement de M. Carroué* [8 juillet 1948] (p. 692).

T

TETAU (Paul) [Guinée].

Est nommé membre : de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*) ; de la commission des affaires économiques (*ibid.*).

Dépôt législatif :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à créer une section du combattant de l'Union française au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre et des sections correspondantes dans les départements, pays et territoires d'outre-mer [13 mai 1948] (I. n° 217).

Interventions :

Intervient dans la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [9 juin 1948] (p. 471). — Participe à la discussion de la proposition tendant à l'achèvement du **chemin de fer du Mossi.** — *Demande le renvoi à la commission* [8 décembre 1948] (p. 1068) ; — au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition concernant le **Congrès du rassemblement démocratique africain** [8 décembre 1948] (p. 1079) ; — à la discussion de la proposition concernant la **commission du Pacifique-Sud.** — Discussion générale [22 décembre 1948] (p. 1160, 1161) ; — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1184).

THEMIA (Théramène) [C. R.].

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7) ; *donne sa démission de membre de la commission des affaires financières* [26 février 1948] (p. 141) ; est nommé membre de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*) ; de la commission des affaires financières [20 mai 1948] (p. 411).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à laisser à la disposition des territoires d'outre-mer, sinon la totalité, du moins une fraction importante des devises obtenues par les exportations de ces territoires en pays à change apprécié [6 février 1948] (I. n° 44) ; *retrait* [10 février 1949] (p. 114) ; *proposition de résolution* tendant à demander à l'Assemblée nationale de rétablir les crédits nécessaires à la prochaine conférence des Caraïbes [27 février 1948] (I. n° 99) ; *proposition* tendant à faire représenter les intérêts de l'Union française au sein du Conseil supérieur de la marine marchande [4 mars 1948] (I. n° 123) ; *retrait* [21 avril 1948] (p. 312) ; *proposition* invitant le Gouvernement à supprimer, conformément aux dispositions des textes résultant de la loi d'assimilation, les taxes de péréquation et les droits de sortie représentant les droits de fabrication qui grèvent les rhums antillais, afin d'éviter toute hausse du prix de vente actuel du rhum à la consommation [21 avril 1948] (I. n° 172) ; *la retire* [20 janvier 1949] (p. 17) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux nouveaux départements d'outre-mer l'application du statut des agents généraux d'assurances [28 avril 1948] (I. n° 175) ; *proposition* invitant le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée de l'Union française, pour avis, préalablement à toute discussion devant le Parlement, tous projets et propositions visant expressément les nouveaux départements d'outre-mer [28 avril 1948] (I. n° 176) ; *proposition de résolution* tendant à faire représenter les intérêts de l'Union française au sein du Conseil supérieur de la marine marchande [13 mai 1948] (I. n° 209) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de loi étendant le régime métropolitain des prestations familiales aux quatre départements d'outre-mer [24 juin 1948] (I. n° 317). — Retrait [30 juin 1949] (p. 825) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à proposer à l'Assemblée nationale : 1° de modifier le projet de loi n° 4167 concernant le financement des travaux du plan relatif aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits pour l'exercice 1948 ; 2° de voter d'urgence le projet de loi n° 4167 ainsi réaménagé [7 juillet 1948] (I. n° 339). — *Retrait* [24 novembre 1949] (p. 1188) ; *proposition* tendant à inviter d'urgence le Gou-

vernement à proposer à l'Assemblée nationale: 1° de disjoindre, dans le projet de loi n° 4167, les dispositions concernant les crédits destinés à l'exécution des plans de développement économique et social des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française (art. 7 et 8) des dispositions portant création d'un fonds d'investissement pour lesdits quatre départements, dit F. I. D. O. M. (art. 1er à 6); 2° de voter les dispositions prévues aux articles 7 et 8 précités [21 juillet 1948] (I. n° 376); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition de résolution tendant à obtenir la participation de la métropole aux dépenses de réfection du réseau routier de l'Est-Algérien, particulièrement éprouvé du fait des opérations de guerre sur la Tunisie et l'Italie [16 juillet 1948] (I. n° 362); *rapport*, fait au nom de la commission du plan, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une équitable répartition: *a*) des navires de long cours desservant les territoires côtiers de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française, Togo et Cameroun compris; *b*) du fret entre tous les exportateurs d'un même territoire [28 juillet 1948] (I. n° 382).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition tendant à **assurer aux producteurs des territoires d'outre-mer une plus juste rémunération.** — Discussion générale [20 février 1948] (p. 126); — à la discussion de la proposition tendant à **maintenir au ministère de la France d'outre-mer la direction du plan d'équipement.** — Discussion générale [26 février 1948] (p. 142); — à la discussion d'un vœu relatif au **transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher.** — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 176); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à rétablir les crédits nécessaires à la prochaine **conférence des Caraïbes.** — *Amendement de M. Barbé* [12 mars 1948] (p. 251); — à la discussion de sa proposition tendant à la suppression des **taxes sur les rhums antillais** — Demande de discussion d'urgence [21 avril 1948] (p. 318). — Discussion générale [28 avril 1948] (p. 323). — *Explication de vote sur une demande de renvoi à la commission* (p. 324); — à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [13 mai 1948] (p. 364); — à la discussion de la proposition relative à la conférence de Bogota et du vœu tendant à rétablir le **voyage du Président de l'Union française en Guyane et aux Antilles.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 438); — à la discussion de la proposition tendant à la **création d'une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [3 juin 1948] (p. 461); — à la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 489); — au débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition tendant à venir en **aide à la population pointoise** [17 juin 1948] (p. 539). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières, à la discussion de la proposition de résolution tendant à obtenir la participation de la métropole aux dépenses de réfection du **réseau routier de l'Est algérien.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 946). — Participe: à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à encourager la **culture vivrière dans les départements d'outre-mer.** — Discussion générale [22 décembre 1948] (p. 1163, 1164). — Art. 3, deuxième alinéa: *amendement de M. Bizot* (p. 1166). — Art. 1er: *amendement de M. Bizot* (p. 1168). — *Son amendement tendant à obliger l'exploitant à affecter à la culture des vivres « une partie »* (au lieu du dixième) *de ses terres, qui sera fixée par délibération du conseil général, après avis de la chambre d'agriculture* (p. 1168); *le retire* (ibid.); à la discussion de la proposition de résolution concernant les **suites données par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement aux propositions adoptées par l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1184).

THEVENIN (GEORGES) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires sociales (*ibid.*); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission du plan* [10 juin 1948] (p. 500); *de la commission de la justice* [26 novembre 1948] (p. 1049); est nommé membre de la commission de la défense de l'Union française [1er décembre 1948] (p. 1052).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution invitant l'Assemblée nationale à étendre l'application de toutes les mesures prévues pour les anciens combattants et victimes de la guerre et pour les anciens militaires et pensionnés d'origine française, aux mêmes catégories sociales originaires des pays et territoires d'outre-mer [29 janvier 1948] (I. n° 12); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à étendre le statut du personnel aux ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements et services dépendant des ministères des forces armées, de l'air et de la marine [12 mars 1948] (I. n° 154); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi étendant le bénéfice de la loi de pensions du 21 mars 1928 aux ouvriers marocains et tunisiens travaillant dans les établissements et services dépendant des ministères des forces armées, de l'air et de la marine [12 mars 1948] (I. n° 155); *proposition* invitant le Gouvernement à assurer l'application des décrets n° 48-368 et n° 48-369 du 3 mars 1948, qui majorent les pensions des anciens militaires et marins originaires des territoires d'outre-mer, en calculant la majoration franc pour franc dans la monnaie du territoire où résident les bénéficiaires [28 avril 1948] (I. n° 180); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « code du travail » en Nouvelle-Calédonie et dépendances [28 avril 1948] (I. n° 182); *rectificatif* [25 novembre 1948] (I. n° 436); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un « code du travail » dans les établissements français d'Océanie [28 avril 1948] (I. n° 183); *rectificatif* [25 novembre 1948] (I. n° 438); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant organisation de la sécurité sociale dans les territoires d'outre-mer [19 mai 1948] (I. n° 222); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 48-800 du 10 mai 1948 instituant une commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires, de façon à assurer la représentation de l'Assemblée de l'Union française dans cette commission [27 mai 1948] (I. n° 244); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi modifiant les conditions d'attribution des allocations familiales aux salariés algériens travaillant dans la métropole dont la famille réside en Algérie [23 décembre 1948] (I. n° 488); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à libérer d'urgence les emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne des 4 et 11 avril et à abroger le décret-loi du 30 mars 1935 [9 juin 1948] (I. n° 278).

Interventions:

Participe à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 152 et suiv.); — à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — Demande de discussion d'urgence [28 avril 1948] (p. 333, 334). — Discussion générale [13 mai 1948] (p. 360); — à la discussion de la proposition tendant à la **création d'une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer.** — Discussion générale [3 juin 1948] (p. 460). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la proposition tendant à la **libération des emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 546). — *Amendement de M. Estève* (p. 550); — participe à la discussion de la demande d'avis sur un projet de décret relatif à la **protection de la santé publique dans les établissements français de l'Océanie.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 599). — *Son amendement tendant à émettre un avis défavorable* (p. 600); — à la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — *Explication de vote* [9 juillet 1948] (p. 714); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — *Son amendement tendant à insérer un article* 18 bis *disposant qu'aucun membre de l'assemblée représentative ne peut être poursuivi à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans cette assemblée* [23 juillet 1948] (p. 849). — Intervient dans la discussion de la proposition relative à l'application du **statut des agents généraux d'assurances.** — **Discussion générale** [28 juillet 1948] (p. 873). — Participe à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au **recrutement des forces armées.** — *Son amendement tendant à supprimer l'article* 52 (contingents dépassant les possibilités d'incorporation en Algérie et dans les départements et territoires d'outre-mer) [28 juillet 1948] (p. 880); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la fixation des **cadres et effectif des armées.** — Art. 14: *son sous-amendement tendant à substituer l'expression « troupes des départements et territoires d'outre-mer de l'Union française » à celle de « troupes d'outre-mer »* [29 juillet 1948] (p. 903); — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **syndicats professionnels en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis.** — *Amendement de Mlle Le Ber* [31 juillet

1948] (p. 1001) ; — à la discussion de la proposition de résolution et de la demande d'avis sur la propositoin de loi tendant à créer un **institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales.** — Art. 3, paragraphe 1er : *son sous-amendement tendant à insérer un seul concours pour tous les médecins désirant suivre les cours de l'école d'application* [16 décembre 1948] (p. 1138). — Art. 3, paragraphe 1er : *amendement de M. Gueye Momar Djim* (p. 1145) ; — à la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). — *Explication de vote* [30 décembre 1948] (p. 1229).

THONN OUK [Cambodge].

Sa désignation est validée [24 novembre 1948] (p. 1032).

Est nommé membre du premier bureau [16 novembre 1948] (p. 1026).

TOURE (Momo) [Guinée].

Est nommé membre : de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission des affaires sociales (*ibid.*).

Dépôts législatifs :

Proposition invitant le Gouvernement à venir en aide et à faciliter leurs études aux étudiants des pays d'outre-mer [5 février 1948] (I. n° 35) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi réorganisant le service de santé en Afrique [20 février 1948] (I. n° 79) ; *la retire* [10 juin 1948] (p. 486) ; *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, des registres de l'état-civil [11 mars 1948] (I. n° 150) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement : 1° à améliorer en Guinée française le système fiscal agricole ; 2° à financer les entreprises privées françaises d'intérêt national nécessitant un important investissement ; 3° à accorder, en attendant leur équipement en outillages agricoles modernes, à tout planteur autochtone, des crédits agricoles qui leur sont actuellement indispensables pour continuer leur entreprise en voie de péricliter [28 avril 1948] (I. n° 185) ; *proposition* tendant à demander au Gouvernement d'apporter au service zootechnique de la Guinée française toutes améliorations utiles permettant de favoriser l'élevage des animaux de race bovine, ovine et caprine et les industries animales [28 avril 1948] (I. n° 189) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à faire des réformes urgentes permettant un ravitaillement rapide et convenable des territoires d'outre-mer en médicaments, objets de pansement et matériel sanitaire [28 avril 1948] (I. n° 190) ; *proposition* tendant à demander au Gouvernement de créer en Guinée française des stations expérimentales pour la culture du riz et d'apporter aux autochtones l'aide financière permettant d'intensifier la culture des oléagineux en Afrique noire [28 avril 1948] (I. n° 191) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 7 janvier 1948 réglementant les obligations professionnelles des médecins, pharmaciens, sages-femmes diplômés de l'école de Dakar [19 mai 1948] (I. n° 223) ; *la retire* [10 juin 1948] (p. 486) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à régulariser la situation militaire des médecins sortant des écoles de médecine de Dakar, Tananarive et Pondichéry, appelés sous les drapeaux, en leur permettant d'accéder au grade de médecin auxiliaire [2 juin 1948] (I. n° 253) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à assurer la continuité du rayonnement scientifique et culturel français dans les Etablissements français de l'Inde par la création et l'entretien d'une mission médicale française à Pondichéry [9 juin 1948] (I. n° 273) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à élargir les dispositions du décret du 7 janvier 1948 qui règlemente, à titre privé l'exercice de la médecine par les médecins, pharmaciens, sages-femmes africains et à transformer l'école de médecine de Dakar en faculté [23 juin 1948] (I. n° 307) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à exclure Dakar et la presqu'île du Cap Vert de la zone d'endémicité amarile [30 juin 1948] (I. n° 324) ; *motion* tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à adopter une proclamation solennelle par laquelle elle affirme sa volonté de ne pas accepter de voir mises en cause les hautes attributions qu'elle tient de la Constittion [30 juin 1948] (p. 636) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à transférer au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme les attributions précédemment dévolues au ministre de la France d'outre-mer, en ce qui concerne la délivrance, le renouvellement et le retrait des brevets et des licences ainsi que l'organisation du service médical du personnel navigant de l'aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer de l'Union française [9 juillet 1948] (I. n° 347) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur : 1° la proposition invitant le Gouvernement à prendre des mesures pour que les territoires de l'Union française reçoivent de la métropole les médicaments nécessaires à la santé publique ; 2° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à faire des réformes urgentes permettant un ravitaillement rapide et convenable des territoires d'outre-mer en médicaments, objets de pansement et matériel sanitaire [24 juin 1948] (I. n° 318).

Interventions :

Intervient à la suite d'une communication de M. Abelin, secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, concernant les **rapports de l'Assemblée de l'Union française avec le Gouvernement** [29 janvier 1948] (p. 20). — Participe à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'Afrique occidentale française.** — Discussion générale [12 février 1948] (p. 83) ; — à la discussion de la proposition tendant à **assurer aux producteurs des territoires d'outre-mer une plus juste rémunération.** — Discussion générale [20 février 1948] (p. 127) ; — à la discussion des conclusions de la commission d'instruction sur l'**élection de M. Cortinchi.** — Discussion générale [26 février 1948] (p. 139) ; — à la discussion de la demande d'avis sur le **décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [27 février 1948] (p. 158) ; — à la discussion de la proposition tendant à **porter de 7 à 15 francs le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 217) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à **abroger le décret du 4 décembre 1930** (ordre public). — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 224) ; — à la discussion de la proposition tendant à **augmenter la fraction des moyens d'équipement attribués aux territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 254) ; — à la discussion de sa proposition tendant à venir en **aide aux étudiants des pays d'outre-mer.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 278) ; — à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — Discussion générale [18 mars 1948] (p. 298) ; — à la discussion de la proposition tendant à **pourvoir le Cameroun des magistrats nécessaires à sa nouvelle organisation judiciaire.** — Discussion générale [29 avril 1948] (p. 343) ; — au débat sur la recevabilité de la proposition tendant à l'**abrogation du décret du 30 mars 1935, dit « décret Régnier »** [29 avril 1948] (p. 350) ; — à la discussion de la proposition tendant à majorer les **pensions des anciens militaires et marins des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [13 mai 1948] (p. 365) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Art. 3 : *explication de vote sur l'amendement de M. Laurin* [19 mai 1948] (p. 389) ; — à la discussion de la proposition tendant à organiser la **justice civile en Afrique noire.** — Discussion générale [20 mai 1948] (p. 404) ; — à la discussion de la proposition tendant au relèvement du **prix d'achat du coton dans les territoires du Tchad et de l'Oubangui.** — Discussion générale [27 mai 1948] (p. 434) ; à la discussion de la proposition tendant à la **représentation de l'Union française à l'U.N.E.S.C.O.** — Discussion générale [2 juin 1948] (p. 454) ; — à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F.I.D.E.S.** — Discussion générale [16 juin 1948] (p. 513, 521) ; à la discussion d'une demande de désignation d'une **mission d'information sur les élections en Mauritanie.** — Discussion générale [23 juin 1948] (p. 568) ; — à la discussion des propositions tendant à la **liberté du commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer.** — *Explication de vote* [24 juin 1948] (p. 592) ; — à la discussion de la proposition tendant à créer dans les territoires d'outre-mer un **service de l'état civil.** — Discussion générale [24 juin 1948] (p. 594) ; — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'**accord franco-américain de coopération économique.** — Discussion générale [1er juillet 1948] (p. 651). — *Explication de vote* (p. 662). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (ravitaillement en médicaments des territoires d'outre-mer) [8 juillet 1948] (p. 702). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 7 : *son amendement tendant à ajouter un alinéa 15° prévoyant l'inéligibilité du chef du service de santé et du chef du service zootechnique* [23 juillet 1948] (p. 847). — Art. 66 : *son amendement tendant à provoquer des élections générales dans un délai de trois mois à compter de la date de l'adoption de la loi par le Parlement* (p. 839) ; *retrait* (ibid.).

Général TUBERT (Paul) [C. R.].

Elu en remplacement de M. Joannin, démissionnaire.

Son élection est validée [30 décembre 1948] (p. 1208).

V

VASSELAIS (GUY DE LA) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission des affaires extérieures [13 janvier 1948] p. 6); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); donne *sa démission de membre de la commission des affaires économiques* [4 mars 1948] (p. 199); est nommé membre de la commission des affaires financières (*ibid.*).

Interventions:

Intervient dans la discussion de la proposition concernant le **rapatriement des travailleurs indochinois** [28 juillet 1948] (p. 867).

VAUTHIER (MARCEL) [A. N.].

Est nommé membre: de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); *donne sa démission de membre de la commission des affaires économiques* [19 février 1948] (p. 120); est nommé membre de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 mars 1948] (p. 256).

Donne sa démission de Conseiller de l'Union française [16 décembre 1948] (p. 1128).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi portant réorganisation des collectivités locales et des conseils de districts à Madagascar (archipel des Comores excepté) [10 juin 1948] (I. n° 287); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de loi étendant le régime métropolitain des prestations familiales aux quatre départements d'outre-mer [24 juin 1948] (I. n° 317). — Retrait [30 juin 1949] (p. 825); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à proposer à l'Assemblée nationale: 1° de modifier le projet de loi n° 4167 concernant le financement des travaux du plan relatif aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits pour l'exercice 1948; 2° de voter d'urgence le projet de loi n° 4167 ainsi réaménagé [7 juillet 1948] (I. n° 339). — Retrait [24 novembre 1949] (p. 1188); *proposition* tendant à inviter d'urgence le Gouvernement à proposer à l'Assemblée nationale: 1° de disjoindre, dans le projet de loi n° 4167, les dispositions concernant les crédits destinés à l'exécution des plans de développement économique et social des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française (art. 7 et 8) des dispositions portant création d'un fonds d'investissement pour lesdits quatre départements, dit F.I.D.O.M. (art. 1er à 6); 2° de voter les dispositions prévues aux articles 7 et 8 précités [21 juillet 1948] (I. n° 376); *rapport*, fait au nom de la commission de la justice, sur la demande d'avis présentée par M. le Président du Conseil des Ministres sur le projet de loi de M. le Ministre de la France d'outre-mer, tendant à rendre applicables au Togo et dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine, l'A. O. F. et Madagascar, les dispositions de l'ordonnance du 27 octobre 1945 réprimant les évasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires et hospitaliers [2 juin 1948] (I. n° 259); *rapport*, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française l'ordonnance du 4 décembre 1944, relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut du fermage et du métayage, certains articles du code civil et de la loi du 18 juillet 1889 sur le code rural (titre IV. — Bail à colonat partiaire) et la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 qui leur porte modification [18 juin 1948] (I. nos 305 et 305 annexe); *rapport*, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les demandes d'avis transmises par M. le Président de l'Assemblée nationale sur: 1° la proposition de loi de M. Léro, Conseiller de la République, et plusieurs de ses collègues, tendant à appliquer aux départements d'outre-mer la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage et les textes qu'elle a modifiés; 2° la proposition de loi de Mlle Archimède, Député, et plusieurs de ses collègues, tendant à appliquer aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion la législation métropolitaine relative au fermage et au métayage [18 juin 1948] (I. nos 306 et 306 annexe).

Interventions:

Participe: à la discussion de la proposition tendant à la **réparation des dommages subis à la Réunion par suite du cyclone du 27 janvier 1948.** — *Son amendement tendant à mettre les crédits à la dispositions du préfet en vue de leur répartition après consultation du conseil général et des conseils municipaux* [13 mai 1948] (p. 371 et suiv.); — à la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 492). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la justice, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'**évasion des détenus transférés dans les établissements sanitaires et hospitaliers.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 497). — Participe: à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de résolution tendant à **fournir du maïs de semence aux producteurs agricoles de la Réunion.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 499); — à la discussion de la proposition tendant à la **libération des emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 549). — *Explication de vote* (p. 551). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de l'agriculture, à la discussion de la proposition et des demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au **statut du fermage dans les départements d'outre-mer.** — Discussion générale [23 juin 1948] (p. 572 et suiv.). — *Ses observations sur un incident* (fait personnel) (p. 581, 582). — Suite de la discussion [8 juillet 1948] (p. 687).

VENDENBOOMGAERDE (FIDÈLE) [C. R.].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission des affaires économiques (*ibid.*); de la commission des affaires financières (*ibid.*) (p. 7); de la commission d'instruction [30 janvier 1948] (p. 38); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); *donne sa démission de membre de la commission des affaires financières* [20 mai 1948] (p. 411).

Dépôts législatifs:

Proposition invitant le Gouvernement à prendre toutes les mesures d'ordre financier et économique permettant de pallier les difficultés résultant de la dévaluation monétaire dans les territoires d'outre-mer [30 janvier 1948] (I. n° 25); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée à modifier l'article 30 de son règlement [9 juin 1948] (I. n° 282); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi portant réorganisation des collectivités locales et des conseils de districts à Madagascar (archipel des Comores excepté) [10 juin 1948] (I. n° 287); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à laisser à la disposition des territoires d'outre-mer la totalité des devises obtenues par les exportations de ces territoires en pays à change apprécié [4 mars 1948] (I. n° 122); *avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution et la proposition tendant à la suppression du monopole du pavillon dans les relations maritimes entre la métropole et l'Algérie et, en attendant l'abrogation de la législation en la matière, à la suspension par voie de décret dudit monopole ou, à défaut de cette mesure, à l'introduction d'urgence d'aménagements équitables dans le monopole d'exploitation des transports maritimes entre les deux pays [2 juin 1948] (I. nos 256 et 256 annexe); *rapport*, fait au nom de la commission du règlement sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée à modifier l'article 30 de son règlement [28 juillet 1948] (I. n° 387).

Interventions:

Participe à la discussion des **articles 33 à 57 du règlement.** — Art. 44: *son amendement sur l'organisation des discussions* [13 janvier 1948] (p. 4). — Art. 48: *ses amendements sur la réglementation du droit à la parole* (p. 5); — à la discussion des **articles 7** *bis*, **44 et 48 et des six derniers titres du projet de règlement.** — Art. 48: *ses observations* [29 janvier 1948] (p. 13). — Art. 72: *son amendement relatif aux demandes de pointage des votes* (p. 17). — Est entendu sur le compte rendu de l'audition d'une délégation de l'Assemblée de l'Union française par la commission des finances de l'Assemblée nationale, au sujet de la **dévaluation du franc C. F. A.** [6 février 1948] (p. 63). — Participe à la discussion de la proposition tendant à **fournir du maïs de semence aux producteurs agricoles de la Réunion.** — Discussion générale [19 février 1948] (p. 119); — à la discussion de la proposition tendant à **assurer aux producteurs des territoires d'outre-mer une plus juste rémunération.** — Discussion générale [20 février 1948] (p. 126). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques, à la discussion de la proposition de résolution concernant la création de la **circonscription indépendante du Mzab** (élections à l'Assemblée algérienne). — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 214). — Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant à **abroger le décret du 4 décembre 1930** (ordre public). — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 223, 224); — à la discussion de la proposition tendant à la **réorganisation municipale en Afrique**

équatoriale française. — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 272). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du règlement, à la discussion sur la confirmation de la **désignation de cinq membres du Conseil économique.** — Demande de discussion d'urgence [17 mars 1948] (p. 276). — Discussion générale (p. 282). — Participe à la discussion de la proposition tendant au **dessaisissement de la juridiction de Madagascar** (affaire des événements du 30 mars 1947). — *Explication de vote* [18 mars 1948] (p. 305); — à la discussion de la proposition tendant à **pourvoir le Cameroun des magistrats nécessaires à sa nouvelle organisation judiciaire.** — Discussion générale [29 avril 1948] (p. 344); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à **ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.** — Discussion générale [19 mai 1948] (p. 383). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (élections à l'Assemblée algérienne) [3 juin 1948] (p. 464). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur le projet et la proposition de loi concernant la **réforme et les crédits du F. I. D. E. S.** — Art. 2, dix-neuvième alinéa: *son amendement tendant, en cas de désaccord entre le comité directeur du F. I. D. E. S. et le Ministre de la France d'outre-mer, à confier l'arbitrage à un comité dont les membres seront désignés par l'Assemblée nationale* [17 juin 1948] (p. 536, 537). — Est entendu, en qualité de rapporteur du deuxième bureau, sur la **validation de l'élection de M. le Général Plagne, par l'Assemblée nationale,** en remplacement de M. Denis, démissionnaire [23 juin 1948] (p. 571). — Participe, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion de la proposition de résolution et de la proposition concernant le **monopole du pavillon entre la France et l'Algérie.** — Discussion générale [25 juin 1948] (p. 607). — Suite de la discussion [9 juillet 1948] (p. 711). — *Amendement de M. Alduy* (p. 713). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets de loi relatifs à l'**organisation de la défense nationale et des forces armées.** — Discussion générale [7 juillet 1948] (p. 670); — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Art. 1er, troisième alinéa: *son amendement disposant que les circonscriptions électorales seront délimitées par décret pris sur la proposition du chef du territoire, après avis de l'Assemblée territoriale* [23 juillet 1948] (p. 821). — Art. 4 nouveau: *amendement de M. Jousselin* (p. 838). — Art. 6, premier alinéa: *amendement de M. Di Ould Zein* (p. 845). — Art. 41: *amendement de M. Mitterrand* (p. 853); — à la discussion de la proposition de résolution tendant à l'**abrogation du décret du 20 mars 1937** (conflits du travail). — Discussion générale [28 juillet 1948] (p. 870, 871); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif au **recrutement des forces armées.** — Art. 3 *bis*: *amendement de M. Arnault* [28 juillet 1948] (p. 875). — *Explication de vote* [29 juillet 1948] (p. 896); — à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale.** — Discussion générale [29 juillet 1948] (p. 911). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (régime de l'émission à Madagascar) [29 juillet 1948] (p. 918). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission du règlement, à la discussion de la proposition de résolution tendant à modifier l'**article 30 du règlement.** — Discussion générale [30 juillet 1948] (p. 930, 933). — Participe à la discussion des demandes d'avis sur les projets et la proposition de loi concernant les **assemblées représentatives du Togo et du Cameroun.** — Art. 35: *amendement de M. Soppo Priso* [31 juillet 1948] (p. 987); — à la discussion de la proposition de résolution concernant les **syndicats professionnels en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis.** — *Amendement de Mlle Le Ber* [31 juillet 1948] (p. 1001); — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi portant réorganisation du **régime de l'émission à Madagascar.** — Discussion générale [31 juillet 1948] (p. 1004).

VERGER (Mme MARIANNE) [A. N.].

Son élection est validée [24 novembre 1948] (p. 1032).

Est nommée membre du deuxième bureau [16 novembre 1948] (p. 1026); de la commission des affaires financières [24 novembre 1948] (p. 1034); de la commission des affaires extérieures [9 décembre 1948] (p. 1097).

VINIGER (ARMAND) [Oran].

Elu en remplacement de M. Flinois, démissionnaire.

Son élection est validée [8 juillet 1948] (p. 685).

Est nommé membre: de la commission des affaires économiques [8 décembre 1948] (p. 1081); de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (*ibid.*).

Interventions:

Participe à la discussion de la proposition concernant les **accords commerciaux franco-italiens et franco-espagnols.** — Discussion générale [23 décembre 1948] (p. 1176).

VIVIER (EMILE) [A. N.].

Est élu **Questeur de l'Assemblée de l'Union française** [19 décembre 1947] (p. 034).

Est nommé membre: de la commission des affaires financières [13 janvier 1948] (p. 7); de la commission du règlement et de la comptabilité [5 février 1948] (p. 58); *donne sa démission de la commission du règlement et de la comptabilité* [29 avril 1948] (p. 353); est nommé membre de la commission de la défense de l'Union française (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française [20 février 1948] (I. n° 85); *proposition de résolution* tendant à modifier l'article 23 et l'ensemble du titre 15 « Services et comptabilité de l'Assemblée » de la résolution n° 1 adoptée en séance publique le 29 janvier 1948, portant règlement de l'Assemblée de l'Union française [21 avril 1948] (I. n° 168); *rapport*, fait au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la demande d'avis de M. le Président du Conseil des Ministres sur le projet de loi relatif à la fixation des cadres et effectifs des armées [22 juillet 1948] (I. n° 377).

Interventions:

Participe, en qualité de président de la commission provisoire du règlement, à la discussion des **articles 7 *bis*, 44 et 48 et des six derniers titres du projet de règlement.** — Art. 7 *bis*: *ses observations* [29 janvier 1948] (p. 11). — Art. 48: *amendement de M. Curabet* (p. 13, 15). — Art. 100: *amendement de M. Egretaud* (p. 22). — Est entendu, en qualité de président de la commission provisoire du règlement, sur la désignation des membres de la commission définitive du règlement [29 janvier 1948] (p. 23). — Participe à la discussion des conclusions du troisième bureau sur les **opérations électorales de la Guinée** (cas de M. Delmas). — *Ses observations* [6 février 1948] (p. 68). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission de la défense de l'Union française, à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la **fixation des cadres et effectifs des armées.** — Discussion générale [29 juillet 1948] (p. 896 et suiv.). — Art. 14: *sous-amendement de M. Thévenin* (p. 904). — *Sous-amendement de M. Arnault* (p. 905). — Est entendu, en qualité de rapporteur du troisième bureau, sur la **validation de la désignation de deux conseillers de l'Union française par l'Etat associé du Laos** [24 novembre 1948] (p. 1033).

Y

YA DOUMBIA [Soudan].

Est nommé membre: de la commission des affaires politiques et administratives [13 janvier 1948] (p. 6); de la commission de la défense de l'Union française (*ibid.*); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*).

Dépôts législatifs:

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à créer et organiser une école supérieure d'administration de l'Afrique noire (Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Cameroun, Togo) [30 janvier 1948] (I. n° 27); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement et l'Assemblée nationale à organiser la justice civile en Afrique noire [30 janvier 1948] (I. n° 28); *proposition de résolution* tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer [4 mars 1948] (I. n° 120); *proposition de résolution* tendant à créer en Afrique noire une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer [21 avril 1948] (I. n° 173); *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai les projets de loi fixant les conditions dans lesquelles les ressortissants des territoires d'outre-mer exerceront leurs droits de citoyens [9 juin 1948] (I. n° 275); *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la proposition invitant le Gouvernement à rapporter le décret du 29 juillet 1942 et à étendre à l'Afrique équatoriale française les dispositions du décret n° 47-2257 du 26 novembre 1947 portant réorganisation municipale en Afrique occidentale française [11 mars 1948] (I. n° 149).

Interventions :

Participe à la discussion des propositions concernant les **mesures monétaires prises à l'égard des territoires du franc C.F.A.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 29) ; — à la discussion des conclusions de la commission d'intruction sur l'**élection de M. Cortinchi.** — Discussion générale [26 février 1948] (p. 138) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à supprimer, pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française, l'obligation de constituer des **greniers de réserves.** — Discussion générale [5 mars 1948] (p. 208, 209) ; — à la discussion de sa proposition tendant à créer et organiser une **école supérieure d'administration de l'Afrique noire.** — Discussion générale [11 mars 1948] (p. 237). — *Amendement de Mlle Le Ber* (p. 239). — Participe, en qualité de vice-président de la commission des affaires politiques, à la discussion d'une **motion adressant le salut de l'Assemblée aux familles françaises et vietnamiennes.** — Discussion générale [12 mars 1948] (p. 257). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires politiques, à la discussion de la proposition tendant à la **réorganisation municipale en Afrique équatoriale française.** — Discussion générale [17 mars 1948] (p. 269, 275).

YUKANTHOR (S. A. R. PRINCESSE PING PÉANG) [Cambodge].

Sa désignation est validée [24 novembre 1948] (p. 1032).

Est nommée membre du troisième bureau [16 novembre 1948] (p. 1026).

Interventions :

Est entendue à l'occasion de la **réception des Conseillers du Cambodge** [16 novembre 1948] (p. 1024).

Z

ZINSOU (EMILE-DERLIN) [Dahomey].

Est nommé membre : de la commission des affaires sociales [13 janvier 1948] (p. 6) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications (*ibid.*) ; *donne sa démission de membre de la commission du plan* [20 mai 1948] (p. 411) ; est nommé membre de la commission des affaires politiques et administratives [24 juin 1948] (p. 603).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à accorder à M. M'Hamed Tahar, Secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés du Maroc le visa lui permettant d'entrer librement en France [4 mars 1948] (I. n° 126) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une équitable répartition : *a*) des navires de long cours desservant les territoires côtiers de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française, Togo et Cameroun compris ; *b*) du fret entre tous les exportateurs d'un même territoire [17 juin 1948] (I. n° 295) ; *proposition de résolution* tendant à demander à l'Assemblée nationale de voter une loi réorganisant l'enseignement dans les territoires d'outre-mer et organisant un conseil supérieur des affaires culturelles [17 juin 1948] (I. n° 298) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à surseoir aux élections au Conseil de la République à Madagascar jusqu'à ce que le collège électoral soit complet et représentatif de l'ensemble de la population autochtone [24 novembre 1948] (I. n° 431) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur les propositions : 1° de M. d'Arboussier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour résoudre le conflit des chemins de fer et des wharfs de l'Afrique occidentale française ; 2° de M. Momo Touré et plusieurs de ses collègues invitant l'Assemblée de l'Union française à intervenir auprès du Gouvernement pour que les grèves des cheminots de l'Afrique occidentale française soient rapidement résolues [6 février 1948] (I. n° 49) ; *rapport*, fait au nom de la commission des affaires politiques et administratives, sur la propositoin tendant à inviter le Gouvernement à surseoir aux élections au Conseil de la République à Madagascar jusqu'à ce que le collège électoral soit complet et représentatif de l'ensemble de la population autochtone [26 novembre 1948] (I. n° 440).

Interventions :

Participe : à la discussion de la proposition de résolution concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [30 janvier 1948] (p. 41) ; — à la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à instituer le **conseil général de la Haute-Volta.** — Discussion générale [5 février 1948] (p. 48). — *Explication de vote* [13 février 1948] (p. 97). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion des propositions tendant à mettre fin aux **grèves des cheminots de l'A. O. F** — Discussion générale [6 février 1948] (p. 73) ; [12 février 1948] (p. 87). — Participe : à la discussion de la proposition tendant à surseoir à tout **accord d'union économique et douanière entre la France et l'Italie** avant consultation préalable de l'Assemblée de l'Union française. — Discussion générale [4 mars 1948] (p. 195) ; — à la discussion de la proposition tendant à créer et organiser une **école supérieure d'administration de l'Afrique noire.** — Discussion générale [11 mars 1948] (p. 237) ; — à la discussion des propositions concernant les **attributions de l'Assemblée de l'Union française.** — Discussion générale [10 juin 1948] (p. 489) ; — à la discussion de la proposition tendant à la **libération des emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 549). — *Explication de vote* (p. 552) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une **mission d'information sur les élections à l'Assemblée algérienne.** — Discussion générale [18 juin 1948] (p. 556). — Participe, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion des propositions tendant à assurer le **ravitaillement des territoires d'outre-mer en médicaments, objets de pansement et matériel sanitaire.** — Discussion générale [9 juillet 1948] (p. 715). — Participe : à la discussion des conclusions de la commission d'instruction sur les **opérations électorales en Mauritanie.** — Discussion générale [15 juillet 1948] (p. 725) ; — à la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la composition du **Haut Conseil de l'Union française.** — *Explication de vote* [16 juillet 1948] (p. 762) ; — à la discussion de la proposition de résolution concernant l'**application du décret du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine.** — Discussion générale [16 juillet 1948] (p. 766) ; — à la discussion des demandes d'avis sur les projets et propositions de loi concernant les **assemblées locales des territoires d'outre-mer.** — Discussion générale [21 juillet 1948] (p. 783). — Art. 3, premier alinéa : *amendement de M. Mademba Racine* [23 juillet 1948] (p. 843). — Art. 6, premier alinéa : *amendement de M. Di Ould Zein* (p. 845). — Art. 66 : *amendement de M. Arnault* (p. 840, 841) ; — à la discussion de la proposition de résolution tendant à modifier l'**article 30 du règlement** — *Explication de vote* [30 juillet 1948] (p. 934) ; — au débat sur la demande de discussion d'urgence de sa proposition tendant à surseoir aux **élections au Conseil de la République à Madagascar** [25 novembre 1948] (p. 1037). — Sur la fixation de la date de la discussion (p. 1039, 1041) ; — à la discussion de la proposition concernant l'**expulsion de Madagascar d'un Conseiller de l'Union française.** — Demande de discussion d'urgence [1er décembre 1948] (p. 1057). — *Ses observations sur une demande de renvoi à la commission* [8 décembre 1948] (p. 1073) ; — à la discussion d'une **demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée** (M. Lombardo). — Discussion générale [30 décembre 1948] (p. 1220).